



# VILLE ET VIOLENCE

OCTOBRE 2000

Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction

# VILLE ET VIOLENCE

**dossier documentaire**

DIRECTION GENERALE  
DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION  
**CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'URBANISME**

Arche de La Défense - 92055 Paris La Défense cedex  
tél. +33 (0)1 40 81 11 78 - fax +33 (0)1 40 81 15 99  
*cdu.dguhc@equipement.gouv.fr*

<http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu>

**Ce dossier documentaire,  
« *Ville et violence* »,  
a été réalisé par  
le Centre de documentation de l'urbanisme (CDU) :**

**Dominique LEFRANCOIS,  
urbaniste chercheur**

**et**

**Françoise PORCHET,  
CDU**

**avec la participation de  
Jacques FRENAIS  
Plan urbanisme construction architecture**

# sommaire

- **VILLE ET VIOLENCE** - *note de synthèse*

## 1. SUR L'ACTUALITE D'UN THEME

### **La montée des violences**

Des chiffres en hausse, une accalmie récente  
Une géographie des violences

### **Une société plus inquiète**

La déliquescence du social,  
fondatrice d'un sentiment d'insécurité émergent  
Des incivilités plus nombreuses ou moins tolérées

## 2. LA DELINQUANCE JUVENILE AU COEUR DES PREOCCUPATIONS

### **Us, heurts et coutumes des jeunes de banlieue**

Des jeunes errant par bandes dans l'espace public devenu incivil  
Le territoire, la défense de sa renommée,  
comme nouveau mode d'intégration

### **Une violence à sens et interprétations multiples**

L'affaiblissement du contrôle social, la distension  
des liens sociaux, familiaux, institutionnels  
Les signes d'une autre culture  
Le cri de l'individu

### **Une violence politique ?**

## 3. L'INSAISSABLE REALITE

### **Des violences urbaines ?**

Un terme peu pertinent  
Un malaise général : la crise de la République  
Le silence des victimes  
La civilité malmenée

### **L'abstraction de la réalité statistique**

Les chiffres, miroirs d'une réalité moins délinquante que policière  
L'autre vérité des enquêtes de victimation

## 4. LE PAYSAGE RENOUVELE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Un consensus pour plus de répression !  
La municipalité, acteur émergent des nouvelles politiques de sécurité  
Le retrait de la police urbaine  
La sécurité, un bien produit par tous  
L'urbaniste, l'architecte, le maître d'ouvrage, à la rescousse

- **VILLE ET VIOLENCE - bibliographie**

1. SUR LA VIOLENCE

Analyses et ouvrages généraux  
L'insécurité et son sentiment  
Les violences urbaines

2. LA VIOLENCE DANS LA VILLE

Quartiers et banlieues  
L'espace des transports  
L'école  
L'espace public, la rue, les centres commerciaux

3. DES ACTEURS OU DES VICTIMES

Les jeunes  
Les adultes, les femmes, les personnes âgées, la famille  
Les immigrés  
L'étranger, les SDF, les tziganes, ...

4. L'ARSENAL INSTITUTIONNEL

Politiques de prévention et de sécurité  
Justice et police

5. LES REPONSES SPATIALES

Télésurveillance, vidéosurveillance  
Gardiennage, services de proximité  
Architecture, aménagement

6. EN FRANCE ET AILLEURS

Perspectives internationales  
Pays du nord  
Pays du sud

- **VILLE ET VIOLENCE - repéré sur Internet**

1. DES BIBLIOGRAPHIES
2. DES PUBLICATIONS
3. DES BANQUES DE DONNEES
4. DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES
5. DES POINTS DE VUE

- **LOCALISATION DES DOCUMENTS**

# préface

*Préoccupation majeure de notre temps, la réalité ou la crainte des violences urbaines alimente l'actualité, fait l'objet de nombreux colloques et débats à destination d'un public tantôt large, tantôt très ciblé. C'est pourquoi il m'a paru utile de dresser un état des connaissances et des recherches sur un sujet non exempt de charge émotionnelle ou idéologique.*

*Le terme de violences urbaines, entré de nos jours dans le langage commun, a cependant pour principale caractéristique d'être mal défini et pâtit d'une certaine imprécision sémantique. L'atteste la diversité des représentations que nous donne du phénomène le milieu de la recherche dont les travaux, parfois divergents, sont ici rassemblés. La connaissance que nous avons des violences urbaines doit du reste beaucoup aux enjeux et intérêts propres des différentes catégories professionnelles ou institutionnelles concernées : magistrat, policier, travailleur social, bailleur, etc. Au-delà de la tentation de majorer ou d'amoindrir pour des raisons idéologiques ou gestionnaires la question, elle est marquée par des logiques opérationnelles particulières, propres à chacun des corps professionnels considérés.*

*Les mots employés pour décrire le phénomène ne sont pas toujours bien circonscrits. La définition d'une catégorie qui serait celle des jeunes, aux contours flous et fluctuants, en est un exemple, laquelle amalgame sans discernement les 13-14 ans aux plus de 25 ans. La volonté de désigner un coupable conduit à des schématisations ou à des simplifications. Par-delà la stigmatisation d'une classe d'âge (les jeunes) et de certaines portions du territoire (les périphéries de la ville), le sujet des violences urbaines renvoie à un éternel procès : celui fait à l'encontre de l'urbanisme des grands ensembles, accusé aujourd'hui d'être propice au crime, mais dans lequel l'analyse se trouve bien souvent quelque peu édulcorée par des jugements de valeur, des considérations d'ordre esthétique ou de doctrine architecturale.*

*Ce dossier, réalisé par le Centre de Documentation de l'Urbanisme de la Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction, s'efforce d'interroger les évidences en se faisant l'écho de la pluralité des angles de vues de chercheurs de profils et d'obédiences théoriques différents, issus de la sociologie, de l'ethnologie, du droit, des sciences politiques, etc. Son but est moins la recherche d'une difficile exhaustivité que d'inciter à l'émergence de nouvelles questions. Ce parti pris sous-tend la construction de ce document. Le premier chapitre, centré sur la réalité statistique et l'émergence du sentiment d'insécurité, rend compte de l'actualité du sujet : la violence, au vu des chiffres, progresse, celle des jeunes tout particulièrement. Cette réalité se trouve quelque peu déconstruite dans les deux chapitres suivants à la lumière d'autres analyses. La "délinquance juvénile" (chapitre 2), qui est au cœur de cette violence nouvellement "urbaine", recouvre des acceptions diverses pour ne pas dire contradictoires : le jeune délinquant est tantôt vu comme un être déstructuré par la crise, tantôt à l'inverse comme un acteur conscient et agissant, dont les actes ne sont pas toujours compris par ceux, extérieurs, qui les jugent à l'aune de leurs propres représentations. L'acception même de violence urbaine est interrogée dans le troisième chapitre, aux travers d'indicateurs (l'espace, la statistique) donnant une vision déformée de la réalité. Le dernier chapitre décrit les dispositifs mis en place pour résorber l'explosion des violences urbaines qui aujourd'hui inquiète.*

*Ce document constitue une étape qu'il conviendra de poursuivre avec tous les départements ministériels concernés par ce sujet. J'invite, dès à présent, tous les principaux intervenants de la politique de la ville : élus, techniciens des collectivités territoriales, agents de l'Etat, professionnels de l'urbanisme et de l'habitat, travailleurs sociaux, associations... à me faire part de leurs commentaires ou analyses complémentaires.*

**Pierre-René LEMAS**  
Préfet, Directeur général

*de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction*

# **VILLE ET VIOLENCE**

*Note de synthèse*



# 1. SUR L'ACTUALITE D'UN THEME

## LA MONTEE DES VIOLENCES

### Des chiffres en hausse, une accalmie récente

Notre époque serait-elle marquée par une plus grande inclination à la violence ?

La violence criminelle n'a cessé de diminuer depuis le milieu du XIXe siècle jusqu'aux années 1950. Or, durant le dernier quart du XXe siècle, au vu des statistiques policières, les agressions contre les personnes dans l'espace public <sup>1</sup> et l'espace privé <sup>2</sup>, les violences contre soi (suicides), les attaques contre les institutions ont augmenté dans l'ensemble des pays occidentaux.

En France, les plus forts taux de croissance, en matière de criminalité, sont atteints dans les années 1965-82, quand le dernier quart de siècle s'embrase de manifestations spectaculaires : la médiatisation en 1981 des rodéos des Minguettes marque l'avènement des violences urbaines. Selon l'acception qu'en donnent les Renseignements généraux (RG), ces violences sont le fait de jeunes qui agissent de manière collective sur certaines portions du territoire <sup>3</sup> ; elles se multiplient à partir des années 90 avec les émeutes de Vaulx-en-Velin, Sartrouville et Mantes-La-Jolie, et se propagent dans l'institution scolaire et les espaces de transports, au point de devenir un phénomène banal. Toutefois, depuis 1985, les chiffres de la délinquance laissent suggérer une relative stabilité. Le nombre de délits décroît pendant trois ans, puis remonte, pour diminuer à nouveau de 1993 à 1997 <sup>4</sup>. Actuellement, le niveau moyen de criminalité par habitant est égal à celui de 1985 <sup>5</sup>.

La délinquance s'est considérablement transformée au fil du temps. Les faits comptabilisés hier diffèrent de ceux recensés aujourd'hui. Les Trente glorieuses, marquées par la progression fulgurante des vols, faisaient l'objet d'une délinquance de prospérité. Cette délinquance se distingue de la violence dite de comportement qui, à partir de 1975, résonne

---

<sup>1</sup> Coups et blessures volontaires, vols avec violence

<sup>2</sup> Viols, incestes homicides non crapuleux

<sup>3</sup> BUI-TRONG Lucienne, "Les violences urbaines à l'échelle des RG. Etat des lieux pour 1998", in *Les cahiers de la sécurité intérieure*, n° 33, 1998

<sup>4</sup> ROCHE Sébastien, "Tolérance zéro" : est elle applicable en France ? in *Les cahiers de la sécurité intérieure*, n° 34-3, hiver 1998.

<sup>5</sup> ROBERT Philippe, ZAUBERMAN Renée, POTTIER Marie-Lys, LAGRANGE Hugues, "Mesurer le crime. Entre statistiques de police et enquêtes de victimation" (1985-1995), in *Revue Française de Sociologie*, avril-juin 1999, n° XL 2.

des maux nouveaux que constituent la crise et la réduction des possibilités d'insertion <sup>6</sup>. Ainsi, dans les années 1945-1975, ère de rapide expansion où une abondance de biens nouveaux est mise en circulation, la délinquance est plutôt liée au profit. Les vols augmentent de 4,5 pour mille en 1945, à 23,3 pour mille en 1975, alors que les violences demeurent plutôt stables (1,4 pour mille en 1945, à 1,7 pour mille en 1975). Les causes de cette délinquance sont alors moins imputées à la pauvreté, à l'absence d'éducation ou de "valeur morale" - même si celles-ci peuvent y concourir - qu'à la frustration, au désir d'acquiescer ce qu'on se sent en droit d'attendre d'une société en expansion.

A partir de 1975, la progression des vols, des coups et blessures volontaires, des vols avec violence infléchissent le sens d'une délinquance mâtinée de crise, la part des homicides restant, elle, marginale. Cette délinquance, qui prend des formes interpersonnelles et collectives, exprime le conflit du face à face et l'altercation avec l'institution. L'évolution des vols se fait à un rythme beaucoup plus lent que dans la période précédente, alors que le taux des délits contre les biens et les personnes double quasiment (1,7 pour mille en 1973, à 3,3 mille en 1995). La croissance de ces délits s'accélère même à partir de 1988 : ils représentent 14 % de la criminalité en 1988 et couvrent 23% des délits en 1996, alors que les vols sans violence diminuent de 70 % en 1988, à 55 % en 1996. Parallèlement, les destructions et dégradations de biens publics et privés connaissent une forte hausse, passant de 14,1 % en 1988 à 24,6 % de la délinquance de voie publique en 1997.

La délinquance des mineurs, en augmentation depuis 15 ans, focalise aujourd'hui l'attention. En 1999, 23 % des mises en cause concernent des mineurs. Cette violence, de plus en plus expressive, revêt des allures de Fronde. Les vols liés à la voiture, par exemple, délits auxquels les jeunes restent très associés, le révèlent. Motivés par le seul besoin de possession, ils se déploient de manière ostentatoire à partir des années 80. L'intérêt change d'objet : les d'autoradios sont moins convoités que les voitures. Les vols de voiture, exercés hier à des fins de profit, s'apparentent plus aujourd'hui à des emprunts ou à des jeux <sup>7</sup>.

Depuis le milieu des années 70 également, la tendance est à l'augmentation de la violence physique : on agresserait plus aujourd'hui qu'hier. L'agression devient un risque réel ainsi que les enquêtes en témoignent : en 1994 et 1995, une personne sur vingt se dit affectée <sup>8</sup>. Mais, cette augmentation ne sous-tend pas pour autant que notre époque soit gagnée par une plus grande propension à l'effusion de sang. Comme le soulignent les enquêtes du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP), lorsqu'une

---

<sup>6</sup> LAGRANGE Hugues, "La délinquance des mineurs et les violences", in *Regard sur l'actualité*, juillet-août 1998.

<sup>7</sup> LAGRANGE, "La délinquance des mineurs et les violences", *op. cit.*

<sup>8</sup> ROBERT, ZAUBERMAN, 1999... *op. cit.*

personne se sent agressée, celle-ci se réfère une fois sur deux à des injures, une fois sur quatre à des blessures ; une fois sur vingt, la blessure conduit à une hospitalisation ou à un arrêt de travail.

### **Une géographie des violences**

Le terme de violence renvoie de manière implicite à l'espace relégué des banlieues. La prédation, aujourd'hui rejetée au second plan des préoccupations, demeure pourtant un risque beaucoup plus répandu. Elle expose bien plus de monde. Elle aurait touché, au cours des deux dernières années, le quart de la population. De manière générale, les non possédants s'en prennent aux possédants qui, au regard du nombre accru d'employés et de professions intermédiaires concernés, ne sont pas toujours bien riches.

L'agression, comme la prédation dont la fréquence augmente avec la taille de l'agglomération, est souvent associée au fait urbain. L'anonymat inhérent à la grande ville, la dislocation de l'ancienne entité quartier - qui mariait en un même lieu, travail, habitat et vie sociale -, le passage d'une sociabilité de voisinage à une sociabilité éclatée dans les différents territoires de la ville, conduisent à la baisse du contrôle social informel et de la vigilance communautaire, en bref, de la surveillance qu'assurait autrefois le particulier sur ses propres biens<sup>9</sup>.

Toutefois, le phénomène de l'agression semble moins se définir par sa connotation urbaine que sa concentration sur certaines catégories de population. Ainsi, les jeunes de certains quartiers dits populaires y sont-ils soumis de manière répétitive. Ceux-là même, qui aujourd'hui constituent les principaux acteurs de cette nouvelle délinquance d'exclusion, sont également les principales victimes des agressions. Les enquêtes de victimation<sup>10</sup> du CESDIP tendent à suggérer que nombre d'agressions s'avèrent être des querelles entre jeunes qui les vivent comme des bagarres.

Selon plusieurs auteurs, la concentration des difficultés en certains lieux de la ville aurait donné naissance à ce que Hugues Lagrange<sup>11</sup>, nomme une "fabrique délinquante". Certains lieux seraient plus propices que d'autres à favoriser des actes illicites puis, lorsque le recours à ces actes illicites devient une habitude, à faire éclore une forme de socialisation, voire une sous-culture de rue basée "*sur des modes alternatifs et délinquants de réussite sociale*".

---

<sup>9</sup> ROCHE Sébastien, *La société incivile. Qu'est ce que l'insécurité ?* Le Seuil, 1996.

<sup>10</sup> Enquêtes relevant, individu par individu, les atteintes physiques à la personne ou aux biens ayant ou non fait l'objet d'une plainte ou d'un traitement administratif ou judiciaire.

<sup>11</sup> LAGRANGE Hugues, *La civilité à l'épreuve. Crime et sentiment d'insécurité*, PUF, 1995.

Ainsi, "les quartiers de relégation sont le creuset de déterminations qui se diffusent et se renforcent localement et qui donnent sens aux phénomènes".

La violence, autrefois dispersée dans l'espace urbain, trouve son terrain d'élection dans les départements (à taux d'urbanisation égal) et les communes qui cumulent les plus forts taux de chômage et de population étrangère avec les habitants les moins mobiles. Les statistiques policières livrent des informations sur les lieux où sont commis les crimes, mais ne permettent pas de connaître l'origine de leurs auteurs. Ainsi, Hugues Lagrange s'appuie-t-il, pour esquisser une géographie des délits, sur les interpellations des mineurs mis en cause par la police ou suivis dans le cadre de dispositifs judiciaires et sociaux. Les quartiers dits d'exclusion apparaissent ainsi comme la terre nourricière de bon nombre de délits : le plus souvent, les jeunes délinquants interpellés proviennent de quartiers qui concentrent échec scolaire des jeunes, familles monoparentales, bénéficiaires de l'aide sociale. Ces quartiers, qui affichent une population de plus en plus « captive » depuis 1985, sont également les plus exposés à la violence dite expressive exercée par les jeunes qui y résident. A l'inverse, les espaces plus anonymes de la ville - zones de chalandise des centres villes, aires résidentielles - recensent une délinquance d'acquisition, fait des jeunes également incriminés dans les quartiers dits sensibles. De son côté, Dominique Duprez <sup>12</sup> observe que les quartiers les plus exposés à l'agression et à la prédation jouxtent les quartiers en difficulté.

L'approche ethnologique nous enseigne, au niveau le plus fin du territoire, que les échauffourées et les rixes de la jeunesse turbulente se produisent fréquemment dans les lieux empreints à la fois de publicité et de clandestinité <sup>13</sup> : rues désertes ou petit parc à proximité du collège, espaces publics du grand ensemble exposés à tous les regards mais protégés de celui policier. Les parcs, terrains vagues, chantiers et usines désaffectées, no man's land extérieurs au quartier, parce qu'ils condensent l'opposition nature / culture, abritent une violence usuellement imputée au sauvage et à la nature, clairement transgressive de l'ordre social. Les lieux frontières que sont la gare, la station de RER, l'aire intersticielle entre deux cités, répondent à une logique d'appropriation du territoire. Le centre commercial et le hall d'entrée de l'immeuble <sup>14</sup> constituent, par leur situation à la croisée des flux, des terrains d'observation privilégiés pour les jeunes qui les investissent, même si habitants et médias les présentent comme des lieux d'agressions limitées généralement au verbe et à la provocation. Enfin, les porches et les halls d'immeubles sont le lieu d'une insolence qui se manifeste par l'arrachage de boîtes aux lettres, les insultes, et relève d'un mode de plus en plus ordinaire de marquage de territoire.

---

<sup>12</sup> DUPREZ Dominique, "La dramaturgie de la relégation, Vie quotidienne et sociabilité dans les cités", in D. DUPREZ, B. MACRAKIS (dir). "Vivre dans les quartiers sensibles", *Les dossiers de Profils*, n° 41, 1996.

<sup>13</sup> LEPOUTRE Didier, *Coeur de banlieue, codes, rites et langages*, Odile Jacob, 1997.

<sup>14</sup> BORDET Joëlle, *Les jeunes de la cité*, PUF, 1998.

Pour mieux appréhender le phénomène des violences urbaines, et hiérarchiser les quartiers en fonction de leur gravité et de leurs implications sociales, la section « Ville et banlieue » des Renseignements généraux (RG), créée en 1991, s'est dotée d'un instrument de mesure. Le but est avant tout opérationnel : il s'agit d'anticiper les émeutes et de mieux répartir les forces policières. Les comportements sont classés sur une échelle (l'échelle d'évaluation des violences urbaines) selon *"l'importance du défi qu'ils lancent et le potentiel de rébellion collective qu'ils impliquent"* <sup>15</sup>. Cette échelle court du niveau 1, où sont rangés les actes sans connotation anti-institutionnelle du type délinquances commises en bande, vols à l'étalage, vandalisme, rodéos, rixes, jusqu'au niveau 8, le plus alarmant, que constitue l'émeute. Destinée à prendre la température d'un type de violence qui échappe aux institutions, l'échelle d'évaluation prend surtout en compte les atteintes contre les forces de police et les institutions : il n'est qu'à se référer aux agressions contre les représentants de l'autorité sous toutes ses formes, qui définissent le niveau 3 de cette échelle ; aux jets de pierre sur les patrouilles de police, le niveau 4; aux rébellions entravant les interventions policières, le niveau 5 ; au guet-apens contre le policier, le niveau 6.

Ces données sont jugées importantes pour la compréhension du phénomène tant les éléments pour le saisir font défaut. Celles-ci tendent toutefois à réduire l'acception des violences urbaines à des violences anti-institutionnelles. Or, c'est à ces données que l'on se réfère pour dire que la violence juvénile tend à s'accroître et à s'étendre géographiquement. Les 800 quartiers, recensés comme sensibles en 1991 par la section « Ville et banlieue » des RG, sont aujourd'hui au nombre de 1.171. De nouveaux *modus operandi* - l'exhibition et l'usage de pitbull, l'utilisation des armes à feu - se sont ajoutés aux anciens. Les rixes entre bandes de quartiers différents, les incendies de voiture, les "caillassages" de bus, ou les embuscades anti-policières, qui existaient déjà en 1991, attirent depuis peu l'attention en raison de leur fréquence accrue. Le phénomène des émeutes semble en régression. Parmi l'ensemble des événements auscultés, les petites violences au quotidien (niveau 1), qui passent de 39 % en 1993 à 55 % en 1998, ne cessent d'augmenter : elles s'étendent aujourd'hui jusque dans les plus petites villes. D'après Lucienne Bui-Trong, l'échelle permet d'identifier un phénomène autrefois passé inaperçu.

Les quartiers qui recouvrent apparemment le calme peuvent cacher des trafics parfois plus alarmants. Ce qui revient à dire que l'accroissement de la violence urbaine ne s'avère pas un indicateur significatif de la profondeur de la crise urbaine. La violence peut changer de forme et de sens <sup>16</sup>. Ainsi, une économie illicite s'est implantée dans le quartier ; elle a profité de la

---

<sup>15</sup> BUI-TRONG, "Les violences urbaines à l'échelle des RG. Etat des lieux pour 1998", 1998, *op. cit*

<sup>16</sup> WIEVIORKA Michel, *Violence en France*, Seuil, 1999.

tempête des violences sociales de type émeutier excluant la présence de la police. Envahi par cette économie, le quartier peut connaître des périodes d'accalmie destinées à ne pas attirer l'attention de la police et à donner libre cours au trafic de stupéfiants et aux règlements de compte d'ordre mafieux, confondus parfois avec la chasse aux dealers.

Dans tous les cas, les quartiers qui bravent les institutions demeurent minoritaires. En 1995, on n'enregistrait aucun accident dans le tiers des 1.010 quartiers observés, et en moyenne un par mois dans les autres.

## **UNE SOCIÉTÉ PLUS INQUIÈTE**

### **La déliquescence du social, fondatrice d'un sentiment d'insécurité émergent**

La violence inquiète. Selon un sondage IFOP de 1998, huit français sur dix estiment que les violences dans les villes ont atteint un niveau alarmant. De nombreux auteurs s'attachent à les replacer dans le contexte plus global de la société dans laquelle elles éclosent. Liée à la montée des violences, l'insécurité n'est plus considérée comme une représentation dépourvue de tout ancrage avec la réalité, et la forte préoccupation dont elle fait l'objet doit beaucoup au contexte actuel : la société serait aujourd'hui plus encline à s'effrayer des actes de violences <sup>17</sup>.

"L'individu incertain", selon l'expression de Alain Ehrenberg, est un être à l'identité aujourd'hui malmenée <sup>18</sup>. Les différents groupes sociaux ne sont plus porteurs de normes claires et explicites ; l'époque est à la démultiplication des normes socialement légitimes. Aussi est-ce à l'individu que revient l'apanage de la définition de ses propres règles. Il les puise à l'aune d'un panel de normes plus étendues et ce faisant moins rigides, voire parfois paradoxales, ce qui tend à le placer dans une situation précaire.

La violence urbaine préoccupe d'autant plus qu'il s'avère aujourd'hui difficile de lui donner un sens, contrairement aux accidents de la route. Bien que l'automobile soit très meurtrière, sa pratique n'est pas pour autant perçue comme plus risquée <sup>19</sup>. La nuit du nouvel an 1999, alors qu'une cinquantaine de morts était imputée aux accidents de la route, la France retenait son souffle : des voitures étaient à nouveau incendiées à Strasbourg. L'accident de la route, à

---

<sup>17</sup> WIEVIORKA, *Violence en France*, 1999, *op. cit.*

<sup>18</sup> EHRENBURG Alain, *L'individu incertain*, Calmann-Levy, 1995, réédition, coll. Pluriel, Hachette, 1996.

<sup>19</sup> CHIN Yvon, "L'Etat et la demande de sécurité", in *Culture technique* n° 11, PUF, 1983.

l'heure où la population a massivement adhéré à la voiture, est perçu, *a contrario* des incidents survenus en banlieue, comme le prix à payer de la modernité et du mode de vie qui en découle.

Le sens que l'on accorde à la violence a changé. L'idée selon laquelle le crime garantit la cohésion sociale n'est plus à l'ordre du jour. Loin de réunir les individus autour de la sanction, comme l'entendait Emile Durkheim, les crimes et délits aujourd'hui évoquent plutôt la déliquescence sociale. De même, la violence ne peut plus être jugée sous le seul angle du conflit de classe auquel elle était associée, comme à l'époque industrielle, ce qui contribuait à structurer la vie collective. Une telle lecture de la société n'a plus cours. Aujourd'hui, la question sociale se réfère non plus au conflit fondamental porté par la lutte des classes, mais à ce qui la défait et la ternit : le chômage, l'emploi précaire.

La violence enfin a perdu de sa légitimité. Dans les années 60-70, celle-ci pouvait être envisagée comme un outil au service de l'individu qu'il fallait extraire du carcan trop étroit de la norme <sup>20</sup>. Susceptible d'arracher ce dernier au poids sourd de la tradition, du conservatisme politique, du contrôle social aliénant, la violence était alors pour nombre de personnes synonyme de libération. Dans le sillage d'un Sartre ou d'un Foucault, on est fasciné, à l'époque, par les idéologies révolutionnaires, les guérillas. On s'en prend au contrat social qui accorde à l'Etat le seul du monopole de la violence. Jusqu'alors, tout du moins en Europe, il incombe à l'Etat de protéger le citoyen, en échange de quoi celui-ci renonce à se défendre lui-même et accepte de se désarmer. L'Etat, seul gardien de la sécurité, du maintien de l'ordre et de la sanction crainte par l'homme <sup>21</sup>, est critiqué. Les luttes sociales, du féminisme au régionalisme, dénoncent la violence cachée du pouvoir politique, du patronat, de la société des mâles.

Cette époque est révolue : à partir des années 80, la contestation a fait place à une demande croissante de sécurité. On craint moins, aujourd'hui, la force écrasante des institutions que leur relative faiblesse <sup>22</sup>. L'Etat est accusé d'être, non plus trop présent, mais absent. Les forces de polices, n'entrant plus en banlieue, sont vues comme le signe d'un abandon de plus. La défaillance des institutions - l'Etat, l'école, la famille - engendre un besoin collectif de protection qui ne se trouve être, en fait, que l'expression d'une "*addition de souffrances individuelles*" <sup>23</sup>. L'Etat n'est plus le garant de la protection des individus qu'il aurait lui-même contribué à affaiblir en s'étant fait longtemps le seul pourfendeur de la violence. Car, si

---

<sup>20</sup> WIEVIORKA Michel, "L'expérience française contemporaine", in *Entreprendre la ville, nouvelles temporalités - nouveaux services*, OBADIA Alain (dir.), Editions de l'Aube, 1997.

<sup>21</sup> SOFSKY Wolfgang, *Traité de la violence*, Gallimard, 1998, S.Fischer Verlag GmbH, Frankfurt am Main, 1996.

<sup>22</sup> GARAPON Alain, "Que signifie maintenir l'ordre", in *Violence pour la Paix*, in *Esprit*, décembre 1998.

<sup>23</sup> SALAS Denis, "Construire la demande de sécurité", in *Après-demain*, n° 413-414, avril-mai, 1999.

l'individu a acquis une place plus importante, il n'en a pas pour autant gagné en autonomie. Dans une société à l'individualisme grandissant, la sensibilité de chacun en ressort aiguës par tout ce qui constitue une atteinte à la personne, à tout ce qui fait bruisser l'intégrité de l'homme, nie son humanité. A l'heure où l'on en appelle au respect, à la protection des droits individuels et de la dignité, Michel Poniatowski définit son Ministère comme celui de la "sécurité des français". Centrée auparavant sur le gauchisme politique et le terrorisme d'extrême gauche, la politique de sécurité intérieure met l'accent sur les thèmes de la délinquance et, surtout à partir du milieu des années 70, de l'insécurité.

Depuis lors, les réponses des politiques s'attachent à protéger le citoyen de l'agression ou de la délinquance violente, risques cependant moins fréquents que la prédation qui affecte un bien plus grand nombre de gens ; ces réponses contribuent, à leur tour, à renforcer l'inquiétude des français <sup>24</sup>. La police a abandonné le traitement des vols, pourtant en hausse depuis les années 60, alors que leur taux d'élucidation n'a cessé de baisser <sup>25</sup>. En fait, la difficulté d'appréhender la violence est due à un problème de diagnostic ; l'erreur d'appréciation repose beaucoup sur l'imprécision sémantique, la violence étant habituellement associée aux registres de l'affrontement et de l'effusion de sang.

Or l'impression de violence que laisse le mauvais goût du vol est plus liée à l'anonymat de son auteur qu'à l'ardeur du coup. La police, en ne résolvant pas la plainte, prolonge la situation traumatisante de la victime.

### **Des incivilités plus nombreuses ou moins tolérées**

En tout cas, les français ont peur. Le sentiment d'insécurité se renforce depuis les années 80 : ce que les chercheurs ont longtemps répugné à voir et à admettre, au même titre que la gauche politique, à l'exception de Gilbert Bonnemaïson <sup>26</sup>, auteur d'un rapport qui rend compte des positions de la Commission des maires sur la sécurité. La littérature scientifique, teintée d'une certaine idéologie dénoncée par Hugues Lagrange et Sébastien Roché <sup>27</sup>, est demeurée longtemps muette sur le sentiment d'insécurité, par crainte de faire le lit de la droite, voire du Front national. L'insécurité relevait d'une terminologie « de droite », quant le contrôle social faisait plutôt « de gauche ». Aussi, n'est-ce souvent qu'au détour d'une page qu'on trouve traité de la peur qu'ont les gens. Ou alors, lorsque le sentiment d'insécurité est

---

<sup>24</sup> ROBERT Philippe, "L'insécurité : représentations collectives et questions pénales". in *L'Année sociologique*, n° 40, 1990.

<sup>25</sup> Le taux d'élucidation des vols passe de 36,3 % en 1950 à 22,6 % en 1972 et à 14,5 % en 1995.

<sup>26</sup> BONNEMAISON Gilbert, *Face à la délinquance : présentation, répression, solidarité*, La Documentation française, 1982.

<sup>27</sup> LAGRANGE Hugues, ROCHE Sébastien, *L'insécurité : histoire et régulation*, rapport, IHESI, janvier, 1993.



au cœur du volume saisi, la place de la violence réelle et effective est jugée comme mineure dans la montée de ce sentiment. L'insécurité a pu être explicitée également comme une confiance ébranlée à l'égard de l'environnement, ou encore, une ignorance de quidam ou d'homme du peuple, voire une arme de gouvernement, comme on l'a évoqué dans le paragraphe précédent.

Les chercheurs, spécialistes de la sociologie de la ville et du politique, ceux de la sociologie politique figurant au nombre des grands absents, ont longtemps dissocié la violence réelle de l'insécurité - l'insécurité étant appréhendée le plus souvent comme un sentiment dépourvu de tout fondement -. Aujourd'hui, tous s'accordent sur l'existence d'un lien entre la réalité objective d'une violence qui croît et de la crainte, un sentiment subjectif qui se développe. La crainte reposerait moins, comme on a pu l'entendre dire, sur les violences les plus spectaculaires - le terrorisme, l'émeute - dont les effets sur l'opinion sont réduits dans le temps, que sur la délinquance et la criminalité et surtout les incivilités, le vandalisme.

De Frank Furstenberg <sup>28</sup>, à qui l'on doit dans les années 70 sa conceptualisation, les auteurs français retiennent aujourd'hui les tenants d'un sentiment d'insécurité à double facette. Car enfin, les français ont-ils peur ou sont-ils préoccupés ? La préoccupation -définie comme une inquiétude que l'individu éprouve quant à l'ordre social, sans pour autant craindre pour lui-même - est un sujet sur lequel les chercheurs français s'étaient jusqu'alors plus particulièrement attachés. Elle touche à la représentation que nous pouvons nous faire d'une situation, d'un quartier, de la société en général. Les chercheurs, centrés un temps sur l'analyse du lien entre l'insécurité et la délinquance, ne se pencheront plus par la suite que sur la peur. La peur se réfère à l'expérience vécue : à la menace que nous ressentons la nuit en empruntant un chemin, en traversant un quartier. Aujourd'hui, le milieu scientifique s'interroge sur la part due à la délinquance et aux incivilités dans le développement de la peur.

Depuis peu, chercheurs et maîtres d'ouvrage s'intéressent à ce qu'ils n'avaient jusqu'ici pas coutume de prendre en considération, l'importance des désordres et des incivilités. Cette tendance nous vient d'Outre-Atlantique, avec les américains J. Wilson et G. Kelling <sup>29</sup> - promoteurs de la théorie dite du « carreau cassé » en vertu de laquelle la lutte contre les petits désordres quotidiens ferait reculer les plus gros délits - et surtout de W. Skogan <sup>30</sup>. Selon Skogan, fort d'une étude sur 40 quartiers de Chicago, Philadelphie et San Francisco entre 1979 et 1983, le désordre est tout à la fois social (l'ivresse, les bandes, le harcèlement,

---

<sup>28</sup> FURSTENBERG Frank, "Public Reaction to Crime in the Streets", *American Scholar*, 40, 1971.

<sup>29</sup> WILSON J., KELLING G. "Broken Windows: The Police and the Neighborhood Safety" in *Atlantic Monthly*, mars 1982.

<sup>30</sup> SKOGAN W., "Disorder and Decline : Crime and the Spiral of Decay in American Neighbourhoods," Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1992.

la violence dans la rue, le trafic de drogue) et physique (le vandalisme, la vacance des bâtiments, l'accumulation des déchets). Le désordre joue un rôle majeur dans la montée de la peur, voire de la délinquance, sape les mécanismes de contrôle informel dont dispose la communauté, réduit les contacts entre voisins, stimule les pratiques individuelles de défense. Le marché du logement, en ressort déstabilisé et les familles répondent par la fuite, en quittant un quartier stigmatisé par les désordres.

Les incivilités, terme dérivé et promu en France par Lagrange et Roché, et aujourd'hui passé dans le langage commun, regroupent des actes *a priori* peu graves en soi - les crachats, les bagarres, les attitudes irrespectueuses, les insultes, les menaces - mais difficiles à supporter aux quotidien. D'autant qu'à mi-chemin entre la violence symbolique et la violence physique, elles ne sont pas réprimées par la loi. Avec le vandalisme et les nuisances sonores, qui, eux, sont des délits relevant de la justice, elles sont au coeur du sentiment d'insécurité. Les incivilités ne sont pas une nouveauté : simplement plus nombreuses aujourd'hui, dit-on, elles sont surtout moins tolérées.

Les repères sociaux d'une société autrefois plus normée et structurée par classes permettaient de mieux les supporter. Les bagarres, les affrontements verbaux, les excès de vitesse dans le quartier, pouvaient être considérés comme un moment passager, propre à l'adolescence. En outre, la culture ouvrière et populaire admettait plus facilement le débordement de violence. Le dénigrement de la force physique, qui hier était valorisée sur le plan économique et perçue comme un bien, une force de travail, tend à renforcer l'intolérance à l'égard des turbulences des bandes<sup>31</sup>. Aujourd'hui, les insultes et bagarres sont associées à la déliquescence sociale, à l'affaiblissement des normes, des ordres sociaux que recouvraient la famille, l'école, l'entreprise ; elles sont imputées à la défaillance des surveillances publiques (un policier moins enclin à s'occuper des affaires du quartier, nous y reviendrons) et privées (les différents groupes sociaux, les communautés de voisinage d'antan, précédemment évoquées).

Les incivilités sont-elles plus nombreuses ou l'intolérance à leur égard est-elle plus importante ? Au regard de la diversité des points de vue de chercheurs, la question reste à trancher<sup>32</sup>. L'idée, selon laquelle la délinquance engendre la peur, laquelle finit par se transformer en inquiétude<sup>33</sup>, s'avère difficile à vérifier en l'absence d'instrument de mesure affiné. Selon Roché, l'insécurité n'est pas fondée par le chômage parce qu'elle le précède ;

---

<sup>31</sup> MAUGER Gérard, "Bandes et valeurs de virilité", in *Regards sur l'actualité*, juillet-août 1999.

<sup>32</sup> ROBERT Philippe, POTTIER Marie-Lys, "Sur l'insécurité et la délinquance", in *Revue française de science politique*, vol. 47, n° 5, septembre 1997.

<sup>33</sup> ROCHE Sébastien, *Le sentiment d'insécurité*, PUF, 1993.

tandis que pour Lagrange et Robert <sup>34</sup>, l'insécurité se cristallise sur la délinquance : la peur liée au crime s'inscrit en fait dans un ensemble plus large d'inquiétudes. En outre, si on a pu hier envisager que les classes moyennes y étaient plus sensibles, ce serait aujourd'hui - hypothèse de Lagrange - les couches les moins mobiles de la population, celles qui, se sentant délaissées et peu enclines au changement, seraient les plus affectées par un sentiment d'insécurité, vécu comme une menace pour l'ordre. D'après Roché, les populations des quartiers défavorisés seraient davantage sujettes au sentiment d'insécurité que celles des espaces centraux de la ville, alors que ces derniers serviraient de théâtre à de plus amples délits.

Quoiqu'il en soit, les incivilités tendent à renforcer l'intolérance à l'égard des bandes de jeunes, qualifiées souvent comme les nouvelles classes dangereuses. Expressives et ludiques, moins tournées sur le profit, elles s'inscrivent avec l'émeute, le rodéo de voiture, les attaques contre les institutions, dans le nouveau répertoire, le terme est emprunté à Wieviorka <sup>35</sup>, d'une délinquance juvénile dont on ne connaît ni le sens ni les modes d'expression.

---

<sup>34</sup> LAGRANGE Hugues, *La civilité à l'épreuve. Crime et sentiment d'insécurité*. PUF, 1995. ROBERT Philippe, "L'insécurité : représentations collectives et question pénale" *op. cit.* 1990.

<sup>35</sup> WIEVIORKA Michel, *Violences en France*, *op.cit.*

## 2. LA DELINQUANCE JUVENILE AU COEUR DES PREOCCUPATIONS

### US, HEURTS ET COUTUMES DES JEUNES DE BANLIEUE

#### Des jeunes errant par bandes dans l'espace public devenu incivil

La délinquance juvénile qui prévalait jusqu'au début des années 80 était le fait, le plus souvent, de jeunes agissant seuls au gré des opportunités. Elle n'était associée à aucun quartier ou aucune classe sociale en particulier. Cette forme de délinquance, qui perdure <sup>36</sup> dans les quartiers dits ordinaires de la ville, était analysée comme une déviance momentanée, une rupture passagère dans un parcours de vie. Lorsqu'elle se poursuivait à un âge plus avancé, celle-ci était alors imputée à un "problème psychologique". L'appartenance à une bande, telle qu'on a pu le voir depuis les blousons noirs des années 60 et les loubards des années 70, était le plus souvent temporaire. Elle se terminait par l'insertion de ses ressortissants dès lors que ceux-ci entraient dans le monde du travail, faisaient leur service militaire ou se mariaient.

La délinquance, aujourd'hui associée aux quartiers de relégation, est collective. Les jeunes de ces quartiers, titulaires de diplômes dévalorisés (CAP, BEP), vivant en alternance des périodes de chômage, d'emplois précaires et de stages de formation, sont souvent décrits, selon l'expression de Mauger <sup>37</sup>, comme des "*jeunes à perpétuité*" : tenus plus longtemps sous la dépendance des parents, ils se livrent, inactifs, à la culture des rues et au monde "des bandes". La transgression, phénomène de socialisation, pour plusieurs d'entre eux, permet l'intégration au groupe. Un vol, par exemple, porté à la connaissance d'une autorité, d'un policier ou d'un proviseur, loin d'être réprouvé, confère à son auteur le statut d'initié. Les violences urbaines renforcent la cohésion et les frontières de la bande. Le conflit avec d'autres groupes consolide son identité. L'atteste la représentation très mythique que les jeunes de banlieue se font des quartiers nord où se sont déroulées, de Paris à Marseille, les insurrections phares des banlieues françaises <sup>38</sup>. Les ghettos noirs d'Harlem et du Bronx, pris souvent comme modèle, sont également situés au nord du centre de New York. A La

---

<sup>36</sup> DARPHIN Ph., "Espace et délinquance", in *Figure du social*, Université Montpellier III-Paul Valéry, 1992.

<sup>37</sup> MAUGER Gérard, "Bandes et valeurs de virilité" *op. cit.*, 1999.

<sup>38</sup> LEPOUTRE David, *Cœur de banlieue, codes, rites et langages*, Editions Odile Jacob, 1997.

Courneuve, les adolescents des « 4000 » - cité qui fait des « 4000 nord » et des « 4000 sud » deux entités spatialement dissociées -se disent appartenir aux « 4000 nord » "parce que les quartiers nord c'est les plus réputés", rapporte l'un d'eux interrogé par David Lepoutre. NTM, nom d'un célèbre groupe de rap, ne constitue pas seulement les initiales de "Nique Ta Mère", mais également de "Nord Transmet le Message", autrement dit s'instaure comme guide pour la jeunesse <sup>39</sup>... Les altercations avec la police, dans la cité étudiée par Joëlle Bordet <sup>40</sup>, font d'ores et déjà partie de la mémoire collective du quartier HLM. Même ceux, bien trop jeunes pour les avoir vécu, s'y réfèrent. L'histoire, que les acteurs de la réhabilitation (architectes, urbanistes, acteurs sociaux...) s'efforcent depuis plusieurs années d'insuffler dans des grands ensembles des années 50-70, par le biais de conteurs rapporteurs de la mémoire des lieux, d'architectures diversifiées rappelant la ville sédimentaire des centres historiques, se trouverait-elle déjà colorée de faits de violence ?

D'une manière générale, l'identité des jeunes de banlieue se fait par rapport aux pairs, dans une relation fusionnelle avec le groupe. Certains sociologues font part de la résurgence du phénomène des bandes, médiatisé par certains journaux. En 1987, François Dubet <sup>41</sup> la disait impossible en banlieue, tant le mode de vie qu'induit la "galère" - expérience quotidienne de flottement, d'incertitude et de petite délinquance, vécue par les jeunes, et ainsi nommée par eux et les chercheurs - empêchait leur formation. Mais pour l'heure, aucune étude sérieuse n'est en mesure de révéler l'ampleur et la réalité de ces regroupements de jeunes, qu'on dit issus de la culture rap ou zulu, et dont le caractère s'avère avant tout mouvant et éphémère, et difficilement approchable par des sources d'informations autres que celles juvéniles, policières ou médiatiques, non exemptes de rumeurs <sup>42</sup>. En fait, les jeunes de banlieue s'inscrivent dans des groupes informels sans hiérarchie ni dénomination, ce qui tend à démentir l'affiliation de ces derniers au milieu mafieux (*a contrario*, lui, très organisé et réglé) en raison des trafics auxquels certains peuvent s'adonner. Le groupe peut être stable ou mouvant, se défaire puis se refaire : certains jeunes, parfaitement intégrés dans la culture de rue, mais sans attache particulière, passent d'un groupe à l'autre. Les groupes de pairs - ainsi sont habituellement qualifiés les formes de socialisation grégaires juvéniles - sont plus simplement "des bandes de copains" soudées par leurs déambulations au fil du temps et du bitume, au pied des immeubles, à l'ombre des cages d'escalier, dans la rue, les terrains de sport, les classes d'écoles, les colonies de vacances, les centres de loisirs, etc. Cependant, l'affiliation à un groupe n'est pas le propre, dans les quartiers, de la seule jeunesse déviante <sup>43</sup>. La société toute entière pousse aux regroupements collectifs des adolescents. La

---

<sup>39</sup> LEPOUTRE David, *op. cit.*

<sup>40</sup> BORDET Joëlle, *Les jeunes de la cité*, PUF, 1998.

<sup>41</sup> DUBET François, *La galère : jeunes en survie*, Fayard, 1987.

<sup>42</sup> *L'actualité des bandes*, colloque, Vauresson : CRIV, 1991.

<sup>43</sup> WIEVIORKA Michel, *Violence en France*, 1999, *op. cit.*, LEPOUTRE David, *Cœur de banlieue*, 1997, *op.cit.*, VRIGNON Bernard, KOKOREFF Michel, in *Homme et Migrations*, n° 1217, janv-févr.1999.

différence viendrait de ce que les groupes de jeunes, organisés de manière thématique (clubs, bars) dans les couches moyennes et supérieures de la population - plus mobile socialement - prennent une forme territorialisée chez ceux issus des milieux populaires. Le trait méditerranéen d'une sociabilité déployée à même la rue, sur le seuil de la demeure, explique pour une large part l'investissement des « pieds » d'immeubles par les jeunes. Les enfants sont autorisés à y jouer non loin du regard parental : souvent depuis leur tout jeune âge, les jeunes se sont ainsi accaparés le bout de l'espace public attenant à leur domicile. La sur-occupation des logements tend, en outre, à en faire refluer plus d'un à l'extérieur de la maison, dans le hall ou alentours. En quelque sorte, l'espace public est aujourd'hui dominé par la présence de cette classe d'âge. Il est de plus en plus perçu comme incivil par ceux, parmi les adultes, qui se tiennent cloîtrés dans leur logement. L'espace public n'assurerait plus, au dire des acteurs de la réhabilitation, la coexistence et la diversité des populations, caractéristique attribuée aux lieux centraux de la ville souvent cités en référence.

### **Le territoire, la défense de sa renommée, comme nouveau mode d'intégration**

L'ancrage local du groupe, au niveau le plus fin, peut donner lieu à une sorte de "*nationalisme*"<sup>44</sup> de cage d'escalier mais, très souvent, la sphère d'appartenance reste le grand ensemble. La conscience de groupe est susceptible d'exister au-delà de l'échelle de la bande des pairs pour s'étendre à tous les jeunes du grand ensemble. Pour parler d'eux, les jeunes emploient la première personne du pluriel : "nous les jeunes des « 4000 »", "nous à la cité" - ainsi que le rapportent sociologues et ethnologues - ce qui révèle l'importance du sentiment d'appartenance à la communauté des jeunes et à l'espace, aujourd'hui décrié, des quartiers hérités des Trente glorieuses. En fait, le stigmaté « habiter un quartier relégué » est renversé. Résider aux Pyramides d'Evry confère une identité, génère une sous-culture où, selon Lagrange, ce qui importe c'est la "*reconnaissance sociale*", la "*réputation locale*", "*le plaisir d'être ensemble*"<sup>45</sup>. Le territoire, fait récent, se substitue au milieu social en devenant le nouveau vecteur d'intégration. Les jeunes se détachent des normes de la grande société pour mieux se reconnaître dans une appartenance à la bande et au quartier. Ce faisant, la configuration de ce dernier s'en trouve transformé. Le quartier ouvrier d'antan faisait prévaloir le dedans, la vie familiale et le travail. Aujourd'hui, la crise et la désindustrialisation aidant, le dehors acquiert en importance. Surtout, le quartier d'habitat social pose aujourd'hui problème dans la mesure où il semble traduire une rupture avec la société<sup>46</sup>.

---

<sup>44</sup> LEPOUTRE, *op. cit.*

<sup>45</sup> LAGRANGE Hugues, "La délinquance des mineurs et la délinquance", in *Regard sur l'actualité*, n° 243, juil.-août 1998.

<sup>46</sup> DONZELOT Jacques, "La nouvelle question urbaine", in *Esprit*, novembre 1999.

## UNE VIOLENCE A SENS ET INTERPRETATIONS MULTIPLES

### **L'affaiblissement du contrôle social, la distension des liens sociaux, familiaux, institutionnels**

Le comportement de ces jeunes «incivils », si fortement ancré dans l'espace public, est souvent décrit comme anomique <sup>47</sup>. Les jeunes, privés de tout sens critique et de responsabilité, sont impulsifs, réagissent à l'envie et au moment présents. Instables et dépourvus de repères, ils ne savent contrôler leurs comportements et négliger leurs pulsions. Les violences, décortiquées une à une par les chercheurs, sont imprévisibles, sans objet, dépourvues de sens. Les émeutes ne renvoient à aucune forme d'organisation. La rumeur qui les fomentent (un jeune a été frappé par un policier, par exemple) tient lieu à elle seule d'idéologie. L'information, vraie ou fausse, qu'elle rapporte, joue sur la sensibilité exacerbée des jeunes, le sentiment de déconsidération dont ils se sentent l'objet <sup>48</sup>. Dans le quartier de La Reynerie à Toulouse, les jeunes s'en prennent à l'objet même de leur revendication pour contester la mort d'un des leurs tués par un policier. Les équipements qu'ils venaient tout juste de demander sont brûlés dans le même incendie que celui qui consume les voitures. Quant aux rodéos, ils ne sont pas autre chose que la mise en spectacle de suicides collectifs. Pour qui est contraint à l'immobilité dans les quartiers de la relégation, la vitesse, si caractéristique de notre monde, devient un "objet à posséder et à exhiber, comme témoignage de sa participation à la société, comme refus de la retombée dans l'oubli" <sup>49</sup>. Le rodéo, course effrénée réalisée à bord d'automobiles volées, se termine toujours par la destruction spectaculaire de ce bien matériel que l'on désire et que l'on s'est de manière illicite approprié : la voiture projetée contre un mur est à terme calcinée. Mise à mal par son nouveau propriétaire, elle est vaincue par son nouveau maître, mais également "cassée comme lui", selon les termes de Begag Azouz.

Pour expliquer de tels débordements de violence, de nombreux auteurs invoquent l'absence d'intégration de ces jeunes et leur manque de socialisation, l'individualisme aujourd'hui tout puissant. La perte généralisée des valeurs se ferait tout particulièrement ressentir dans les territoires où la tradition de l'autorité fait le plus défaut : dans les banlieues donc, autrefois

---

<sup>47</sup> GREMY Jean Paul, *Les Violences urbaines. Comment prévoir et gérer les crises dans les quartiers sensibles ?* IHESI, Paris 1996.

<sup>48</sup> BACHMANN Christian, LEGUENNEC Nicole, *Autopsie d'une émeute, Histoire exemplaire du soulèvement d'un quartier*, Albin Michel, 1997.

<sup>49</sup> BEGAG Azouz, "Entre "rouiller" et "s'arracher", réapprendre à flâner". in *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 59-60.

associées à l'histoire du mouvement ouvrier, aujourd'hui décomposé. L'autorité des parents s'effondre, celle des pères en particulier, symboliquement absents, qu'ils soient démissionnaires, au chômage ou dévalorisés. Les cultures traditionnelles des migrants se désagrègent sans qu'un nouveau modèle s'offre à eux. A la crise de la famille peut être adjointe celle de l'école - lieu de rupture précoce d'avec les institutions - et, se faisant, celle de notre modèle d'intégration. Par-delà le retard scolaire, l'absentéisme constitue l'indicateur d'une école qui ne joue plus, au même titre que le parent, un rôle de contrôle ou de coercition. Dans plusieurs villes, on observe que les quartiers qui présentent le plus fort taux de mise en cause des mineurs pour des infractions pénales sont également ceux où l'absentéisme scolaire est le plus important <sup>50</sup>. La tendance à l'individualisme favorise la banalisation de violence. La désocialisation et l'effacement des limites laissent ainsi libre cours à une violence, en fait naturelle et constitutive de l'homme, que l'intériorisation des normes, autrefois, contribuait à inhiber. A moins que, autre explication avancée, les inégalités sociales n'aient concouru à briser des individus, à altérer des personnalités. La violence qui en découle exprimerait alors de la haine et de la rage, une rancœur violente à l'égard d'un système porteur d'exclusion, un fort sentiment de frustration. Les jeunes, qui subissent de plein fouet la crise, retournent contre eux-mêmes, de façon autodestructrice, la violence que leur renvoie la société, laquelle ne joue plus son rôle intégrateur. La société serait donc fautive. Incapable de répondre à tous les besoins, elle n'assure plus son rôle intégrateur. L'idée, communément admise depuis Norbert Elias, selon laquelle la modernisation accélérée de la société aurait conduit les corps professionnels à réguler les désordres causés par elle, n'est plus d'actualité.

L'ensemble de ces hypothèses tend à faire du jeune délinquant un coupable tout autant qu'une victime. Il convient d'aider l'adolescent à recouvrer sa participation dans la société, afin de remédier à sa misère et de lui apporter une intégration salubre, de réduire sa déviance par un surcroît d'intégration. Le retour à la morale, à l'ordre social, la consolidation des normes et des repères peuvent être vus comme une autre porte de sortie. Une forme de "*pédagogie de la répression*" a vocation à être déployée pour réinculquer les règles de la civilité et de la citoyenneté <sup>51</sup>.

### **Les signes d'une autre culture**

Certains auteurs s'insurgent contre le caractère réducteur de telles analyses. La recherche sociologique est critiquée en cela que généralement centrée sur l'analyse des causes de la

---

<sup>50</sup> LAGRANGE Hugues, *La délinquance des mineurs et les violences*, 1998, *op. cit.*

<sup>51</sup> MACE Eric, "Les violences dites urbaines", in *Les Annales de recherches urbaines*, n° 83-84, septembre 1999.



violence, elle fait fi de sa logique spécifique. Aussi la violence est-elle toujours appréhendée en terme exclusif de crise, de déviance ou de désorganisation sociale. Le sens accordé à la violence est toujours extérieur. Imputée à l'anomie ou aux inégalités, celle-ci est toujours perçue à travers un ordre social, dont elle serait l'envers : la négation de la rationalité de l'individu et de sa liberté qui fondent la vie sociale <sup>52</sup>. La violence est imprévisible alors que l'ordre rend les conduites rationnelles. La violence, analysée en ces termes, est forcément dépourvue d'intelligibilité propre. Ces mêmes auteurs critiquent un type d'approche qui souffre d'un manque de connaissances que nous avons de la jeunesse elle-même, sujet pourtant fort couru au regard de l'abondante littérature produite. Les recherches - orientées sur les problèmes de chômage, hier, de délinquance, aujourd'hui - tendent à restreindre la connaissance plus générale que nous pouvons avoir de cette classe d'âge, de ses modes de socialisation. Bachmann <sup>53</sup> et, avec lui, Lepoutre, Wieviorka, Macé, Dubet <sup>54</sup>, parlent même d'un " véritable déficit scientifique", dû au statut de "dominant" du chercheur, à sa difficulté d'approcher un milieu autre que le sien et de travailler sur un champ "d'investigation miné".

Certains décèlent dans une violence, usuellement perçue comme anomique, les indices d'une culture <sup>55</sup>. Loin d'être vide de sens, la violence serait au contraire "extrêmement signifiante", car très codifiée et contrôlée. Si la désorganisation ou la rage peuvent décrire les conduites juvéniles, il n'en demeure pas moins qu'un groupe social, aussi déstructuré soit-il, est toujours porteur d'une vision du monde, d'un système unifié d'attitudes personnelles, d'une culture donc. Les groupes de jeunes en banlieue se meuvent en fonction de règles très contraignantes qui leur sont propres, et par ce fait, incompréhensibles par ceux qui les jugent à l'aune de leur propre rationalité et de la logique sociale. L'institution scolaire, à qui revient la charge d'enseigner la langue, se heurte à une violence, qu'elle dit le plus fréquemment verbale, mais qui reflète un conflit d'une toute autre nature, bien que les conséquences pour les professeurs ne soient pas à négliger : la confrontation à un univers social et culturel qui lui est totalement étranger. Les insultes et les railleries obscènes, agressives ou truculentes, qu'ils se lancent incessamment entre eux, relèvent d'un parler populaire exercé en opposition aux modes d'expression plus bourgeois des adultes acquis aux valeurs dominantes. Elles revêtent une dimension ludique, reflètent l'attrait que peut procurer la transgression de l'interdit. Témoignant, selon les professeurs, d'une violence qu'exercent avant tout les jeunes entre eux, la force de la raillerie ou de l'offense, vise autrui dans ce qu'il a de plus précieux, mais n'exclut pas une certaine distance de la part des locuteurs <sup>56</sup>. En outre, le ton, la

---

<sup>52</sup> LAPEYRONNIE Didier, "Violence et intégration sociale", in *Homme et Migrations*, n° 1217, janv.-fév. 1999.

<sup>53</sup> BACHMANN Christian, "Jeunes et banlieues", in *Intégration et exclusion dans la société française contemporaine*, Gilles FERREOL (dir.), Lille, PUF, 1992.

<sup>54</sup> *op. cit.*

<sup>55</sup> LEPOUTRE David, *op.cit.*

<sup>56</sup> La violence scolaire touche, bien avant les professeurs, les élèves qui en sont autant les acteurs que les principales victimes.

gestuelle, renseignent celui qui reçoit cette violence sur son véritable sens et l'avertit sur le code locutif. Surtout, les injures qu'ils se permettent à l'égard de leurs maîtres, les bagarres auxquelles ils s'adonnent fréquemment, sont perçues par les non-« immiscés » ou initiés, comme des actes de violence, alors qu'ils s'inscrivent dans un code d'honneur et de vengeance qui régit les rapports à l'intérieur des groupes ou entre les groupes. L'insulte cherche à renverser la domination de l'adulte pour en avoir le dessus. C'est pourquoi professeurs, animateurs et policiers y sont particulièrement exposés. Au sein du groupe des pairs, l'usage de l'offense, du mensonge, du règlement de compte, confère un pouvoir, un prestige et décerne une place d'importance dans une hiérarchie. Les plaisanteries, parfois fort blessantes pour toute personne extérieure à leur groupe, les joutes oratoires auxquels ils se livrent incessamment, apportent au locuteur prestige et considération.

En bref, offenses, insultes et bagarres relèveraient de l'*agon*. Le terme parfois utilisé recouvre, selon la définition de Jean-Luc Boilleau, "*la lutte, le concours, la rivalité dans tous les domaines, dans une société où il a été décidé que chacun doit rechercher le prestige pour prouver qu'il est humain*"<sup>57</sup>. L'*agon*, pour Boilleau, sous-tend l'existence d'un rapport social : la volonté de briser l'autre, dans le combat sportif ou juvénile, sort de l'isolement. La rixe, engageant toujours au moins deux protagonistes, n'est jamais unilatérale ; elle exige une certaine réciprocité et, comme telle, elle provoque un échange. En outre, dans la rivalité, les pouvoirs s'échangent. Ce qui fait dire à Boilleau que la lutte, quelle qu'elle soit, marque une certaine égalité : mue par le refus d'une supériorité quelconque, elle implique que l'on se reconnaisse comme digne de communiquer avec l'autre. Du reste, le vaincu, sort toujours avec une revanche à livrer. Tout l'ouvrage de Boilleau tend à démontrer que l'*agon*, par opposition au *logos* (la raison, la loi universelle), constitue pour ses protagonistes - qu'ils soient jeunes de banlieue ou judokas - un moyen de se refuser à toute domination. Dans l'altercation et l'échange, qui impliquent le face à face, les rivaux annihilent les risques de domination. L'adolescent devient, sur les fonds baptismaux de la théorie de l'*agon*, un être conscient et agissant. Porté par le refus de la soumission, il ne peut être réduit à la catégorie de victime, d'homme irrationnel et perturbé par un contexte de crise qui induirait son confinement dans la violence.

### **Le cri de l'individu**

Lapeyronnie donne, à son tour, une explication à la violence inverse de celle la plus souvent avancée<sup>58</sup>. Selon lui, la violence, loin d'être le fruit du vide social et de la désorganisation,

---

<sup>57</sup> BOILLEAU Jean-Luc, *Conflit et lien social. La rivalité contre la domination*. Editions La Découverte / MAUSS, coll. Recherches. Série Bibliothèque du MAUSS.

<sup>58</sup> LAPEYRONNIE Didier, "Violence et intégration sociale", *op. cit.* 1999.

résulte d'un manque d'intégration ; elle naît d'un "trop plein de sociabilité". La violence est la conséquence d'une sursociabilité, d'une surintégration au groupe ou à la société. A preuve, les individus les plus désaffiliés sont du reste plus apathiques que violents, moins agressifs que passifs. L'étude de Lazarsfeld <sup>59</sup> sur les chômeurs le démontre. Et puis, ce qui frappe dans les violences, ce sont leurs dimensions collectives. En fait, la violence, estime Lapeyronnie, est une pure conduite sociale. Elle reflète le mutisme de l'individu, sa dissolution au sein du groupe. Surtout, les jeunes ne s'expriment plus en leur nom mais en celui de la société. Ils renvoient par le truchement de leurs incivilités, non pas l'image qu'ils ont d'eux-mêmes, mais celle que la société se fait d'eux. En s'estimant tantôt victimes, tantôt coupables, en s'affichant tour à tour exclus ou très méchants, ils n'ont finalement d'eux-mêmes qu'une image purement stéréotypée, conforme au discours dominant. Leur intégration à la société passe par le déni de leur individualité, l'adhésion à ce discours. La violence, saturée de significations sociales extérieures, illustre leur parfaite intégration au modèle dominant. Elle consiste à projeter au dehors cette conformité sociale, à manifester une existence sociale dans l'espace public. L'agression cherche à diminuer l'individualité de l'autre, à briser son intégrité. En ramenant l'autre à sa dimension sociale, elle vise à affirmer une supériorité sociale. Le traitement des violences urbaines, préconise Lapeyronnie, nécessite donc un changement dans le discours dominant. Il convient de rendre au jeune sa place d'acteur, ce qui ne peut se faire qu'en le "désocialisant", en l'extirpant du monde de l'intégration sociale.

L'individualité, de muette chez Lapeyronnie, passerait au contraire pour très criante, chez cette poignée d'auteurs pour qui la violence ne serait autre que l'expression d'un désarroi identitaire. La confusion des repères, qui affecte le monde contemporain, incite le tout un chacun à chercher par lui-même et en lui-même les moyens de se fabriquer du sens, de modeler sa propre identité <sup>59</sup>. La violence s'inscrit au nombre de ces moyens. Comme telle, elle peut être vue comme une demande que nous adressons non pas à l'autre, à la société, aux institutions, aux autorités, mais à nous-mêmes. La violence est narcissique donc. Au fond, elle n'a de sens que pour ses auteurs. Elle illustre de façon outrancière et expressive le processus de dénormalisation ambiant, l'importance que prend de nos jours l'individu dans le cours du monde.

En fait, selon certains auteurs, la violence serait dans l'air du temps. Parallèlement à l'émergence du discours sécuritaire dans les années 80, Le Breton note un goût toujours plus accru pour les activités à risque : le saut à l'élastique, l'alpinisme, la vitesse, et... le rodéo de voiture. L'homme, fragile, inquiet et en quête de sens, comme nous l'avons vu dans le

---

<sup>59</sup> LAZARSFELD Paul F., *Les chômeurs de Marienthal*, Ed. de Minuit, 1981.

<sup>59</sup> LE BRETON David, *Passion du risque*, Editions Métailié, 1991. VIDAL-NACQUET Pierre, "Penser la sécurité sous l'angle de la coproduction". in *Cahier du CR-DSU*, n° 22, mars 1999.

paragraphe précédent, interroge le signifiant ultime : "*la mort, pour savoir si vivre a encore du sens.*" L'ordalie, la violence dirigée contre soi ou les choses, la prise de risque, s'inscrivent dès lors dans une recherche de limites. Elles permettent de trancher l'indécision, de balayer le sentiment d'impuissance paralysant. Le Breton associe le sport à risque tout autant que l'acte du jeune délinquant, à un rite de passage. L'épreuve du risque passée, l'individu en ressort comme transformé, repu de sens. Le risque, qui procure l'exaltation au jeune de banlieue, relèverait plus particulièrement de la transgression. L'une des tâches de la prévention serait alors de faire le tri entre les bons et les mauvais rites de passage, entre les bons et les mauvais risques, de contrôler cette inclination en proposant des activités jugées moins dangereuses pour la société et pour lui-même.

Les hommes seraient plus spécifiquement affectés par le mal identitaire. 90 % des violences juvéniles en banlieue sont le fait de jeunes garçons<sup>60</sup>. De cette constatation à l'explication d'une violence, induite par la crise de la masculinité, le pas est franchi par plusieurs chercheurs. En cette période de moindre emploi, il est devenu difficile, notamment pour ceux issus de l'immigration méditerranéenne, d'assumer son rôle d'homme qu'hier le travail contribuait considérablement à raffermir. L'univers des bandes de banlieue, mélange en réalité d'adolescents "black" "blancs" et "beurs", mais réfractaires aux filles, est le creuset, le lieu d'apprentissage des valeurs de la virilité, la formation du couple, même temporaire, s'avérant incompatible le plus souvent avec la participation au groupe<sup>61</sup>. La virilité, analysée entre autres par Paul Willis<sup>62</sup>, s'apprend par l'affrontement avec les choses matérielles, le travail par exemple, et le combat physique avec son *alter ego* masculin. Pour devenir homme, il faut avoir fait ses preuves, face aux pairs et aux autres hommes de son entourage. Donc, le groupe est nécessaire. Lui seul octroie la valeur qui donne toute la mesure d'un homme. En banlieue, les bandes s'inventant des territoires à défendre, des cités avoisinantes à conquérir sous prétexte d'un quelconque impair commis à l'égard d'une des filles de son domaine, obéissent à des logiques guerrières déconnectées des intérêts économiques attribués aux gangs du milieu versés dans le trafic de drogue. Elles s'inscrivent dans un monde où la force physique est au cœur de l'estime de soi. Mais ce qui est vrai pour le jeune de banlieue l'est, en fait au préalable, pour le milieu dont il est issu. Dans les classes populaires, moins affublées de diplômes, la force physique, le labeur, constitue une valeur, un capital en somme, qui apporte de la considération. Aussi, les excès de vitesse ou de boisson, les altercations, relèveraient moins de la transgression que de la reproduction du groupe social, de l'héritage culturel. La bande, qui permet l'exploit et transforme l'aversion de l'école en culture, constitue "*une propédeutique à la culture d'atelier*"<sup>63</sup> auquel ses membres sont le

---

<sup>60</sup> LAGRANGE Hugues, *La civilité à l'épreuve. Crime et Sentiment d'insécurité*, PUF, 1995.

<sup>61</sup> MAUGER Gérard, "Bandes et valeurs de virilité", 1998, *op.cit.*

<sup>62</sup> WILLIS Paul, "L'école des ouvriers", in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 24, novembre 1978.

<sup>63</sup> MAUGER, *ibid.*

plus souvent destinés. La transgression, si elle existe, proviendrait peut-être plus de l'emphase, de l'ostentation, qui seraient de nos jours particulièrement déployées, encore que, s'interroge Mauger, cela reste à prouver. Avec le chômage, la force physique a perdu sa connotation de force de travail, ce qui concourt peut-être à rendre les démonstrations de force plus extraordinaires. A une époque où l'école ne sait plus comment réduire l'échec scolaire, l'allongement des études prolonge le sentiment d'être exclu pour celui qui n'y va plus et n'a, dans la rue, que sa force pour exister. La valeur physique, mise en exergue dans le monde des bandes, permet de transformer l'échec scolaire en fierté, de retourner en dignité l'humiliation d'être sorti du système scolaire. Elle fait du modèle de réussite scolaire un acte de soumission digne des seuls "bouffons". Elle constitue une victoire contre le savoir. Le groupe, ajoute Lapeyronnie<sup>64</sup>, affirme une masculinité que l'individu ne peut plus assumer tout seul. Notons avec Christophe Gaubert que les lycéens, jeunes majoritairement d'un tout autre milieu, ont également recours au capital masculinité dans les manifestations<sup>65</sup> où les slogans sagement politiques comme "*abroger le décret*", lancés par l'UNEF, sont moins relayés que ceux à connotation plus virile - "*Enlève ton CIP Balladur*", "*Smic ta mère*" "*Amène ton père*" - toujours repris en cœur. L'insulte, les slogans envenimés de références au bas ventre, s'opposent au langage châtié et suspecté du politicien. Ils permettent de substituer à la domination économique, culturelle et politique un autre type de domination : celle d'ordre masculine, que Gaubert dit propre à la classe manifestante.

Chez les jeunes plus téméraires de banlieue, le rapport au corps, au danger, et ce faisant à la loi, s'en trouve modifié. On est moins sensible à la douleur lorsqu'on y est plus souvent exposé et lorsque la résistance aux coups, endurés à l'occasion d'une bagarre ou dans le cadre d'un travail manuel, assoit une force de caractère<sup>66</sup>. Selon Maryse Esterlé-Hédibel, l'utilité du code de la route et d'un message de prévention, émanation d'une norme dominante, a moins de chance d'être perçue par le jeune, accoutumé de la blessure et du règlement de compte, qui s'adonne à une course de voiture. A l'inverse, la blessure due à une éventuelle violence policière est moins abstraite et donc plus crainte que la loi, même lorsque celle-ci, très « sanctionnante », conduit à la prison. Ainsi que le constate Mauger, le policier, qui est perçu bien souvent par le jeune de banlieue comme issu du même "milieu" - puisqu'il partage les mêmes ressources et valeurs de force, de virilité - doit être tenu en respect. Aussi, observe Mauger, les mesures vexatoires (les contrôles d'identité multipliés, le racisme), les bavures policières - prétextes à affrontements - confortent l'assimilation spontanée des forces de police à une bande rivale. *A contrario*, la violence symbolique dont la police peut user - la dissuasion ou la mise en garde, par exemple - rattache cette dernière au

---

<sup>64</sup> LAPEYRONNIE, Violence et intégration sociale, 1998, *op.cit.*

<sup>65</sup> GAUBERT Christophe, "Badauds, manifestants, casseurs. Formes de sociabilité, ethos de virilité et usages de manifestations", in *Sociétés contemporaines*, n° 15, 1995.

<sup>66</sup> ESTERLE-HEDIBEL, Maryse, "Le risque, la norme et le groupe", in *Les cahiers de la sécurité intérieure*.

monde des autres et de l'ordre, auquel les jeunes, dont les représentations sont finalement partagées, tendent à associer les agents de police.

## UNE VIOLENCE POLITIQUE ?

Émerge, en toile de fond de ce grand panier d'explications qui cherchent à donner son sens à la violence, la figure d'un acteur. Le jeune délinquant n'est pas, *a contrario* de ce que sous-entend la théorie d'une délinquance induite par la crise et la déstructuration, une simple victime de la société. L'errance, l'émeute, l'incivilité, ne sont pas toujours irrationnelles, dépourvues de sens et de perspectives. La violence reste instrumentale. À l'instar de celle déployée par le mouvement paysan ou le nationalisme corse, elle constitue un moyen *a fortiori* explosif de rentrer dans le système : l'émeute se traduit au final par l'acquisition d'équipements nouveaux pour le quartier. La violence, vue par Le Breton, peut être interprétée comme une défiance à l'autorité, une recherche délibérée d'obstacle, d'opposition frontale au monde, afin de trouver les repères nécessaires à la constitution de soi. L'*agon*, décortiqué par Boilleau, la force érigée en valeur, selon notamment Mauger, expriment le refus de la soumission. La violence porterait-elle en germe les potentialités d'une action nouvelle, l'esquisse de mouvements sociaux plus organisés à venir, s'interrogent de leur côté Dubet, Macé, Peralva, Wieviorka ? En bref, les violences urbaines, dont l'essor coïncide avec le déclin des violences politiques en France, pourraient-elles revêtir un fond politique <sup>67</sup> ? Dans l'ensemble des actes commis par les jeunes de banlieue, les manifestations contre l'institution l'emportent en fait sur celles plus connues de vol ou de racket. Les émeutes, surtout, font très souvent suite à la mort d'un jeune. En l'occurrence, elles peuvent être pensées comme une forme de protestation. Lors des vingt-quatre émeutes les plus significatives des années 1990-1995 étudiées par Angelina Peralva <sup>68</sup>, les sept décès survenus sont consécutifs à des contrôles de policiers ayant fréquemment dégénéré en courses-poursuites entre la police et les jeunes. Dans cinq des cas recensés, la mort est due à un vigile. Dans trois autres cas, la justice, est accusée de partialité : l'émeute survient après le suicide d'un jeune incarcéré, ou un jugement estimé injuste et complaisant à l'égard des auteurs de la mort de jeunes de banlieue.

La violence attentée contre l'école est analysée, par une fraction des chercheurs, comme l'intrusion dans ses murs du problème social des banlieues ; elle paraît, pour d'autres, comme la remise en cause d'une institution, inadaptée au marché de l'emploi, et de l'autorité

---

<sup>67</sup> PERALVA Angelina, "Violences des banlieues et politisations juvéniles", in La violence politique des enfants, in *Culture et conflits*, n° 18, été 1995.

<sup>68</sup> PERALVA Angelina, *L'incivilité, la révolte et le crime. Violences juvéniles dans la société du risque*, Paris, EHESS, novembre 1997.

des maîtres. Cette remise en cause des maîtres, hier impensable, montre la frilosité de ces derniers quant à la prise en compte de l'évolution de la société et à l'acceptation d'une plus grande autonomie des élèves <sup>69</sup>. Mais, s'interroge Dubet, peut-on pour autant parler de violence antiscolaire, de critique affirmée de l'école ou, le terme est souvent usité, de violence prépolitique <sup>70</sup> ? Selon lui, les élèves, nullement enclins à dénoncer l'école, ses vices et fonctionnements cachés, ses finalités affichées, ont des invectives beaucoup plus conformistes qui sont professées à l'encontre des enseignants pour la simple raison que ceux-ci les déconsidèrent. Néanmoins, ajoute Dubet, la violence ne peut être expliquée par des déficiences familiales et sociales. La violence, exultant rage et haine, incarne le passage à l'acte, "*la libération des tensions et des contradictions dans lesquelles l'école enferme les plus faibles*". Pour l'heure, ceux qui, parmi les jeunes, par le biais d'un travail ou d'un parcours scolaire prolongé, réussissent à s'intégrer et quittent le quartier, privent du même coup ce dernier d'une élite susceptible de transformer la violence en action collective.

Les violences urbaines sont toutefois perçues comme apolitiques parce que notre entendement ne peut les reconnaître que comme telles. De fait, la violence politique qui, telle que la définit Apter, "*expose une reconstruction narrative de la réalité*", ne peut qualifier les manifestations explosives de jeunes, puisque celles-ci sont dépourvues de messages et de paroles. Le recours au code imagé qu'étudie l'ethnologue tend toutefois à relativiser le propos. Les conflits dans les autobus se jouent autour de la fraude qui, au dire des contrôleurs, se produit sous leurs yeux, avec force crânerie et ostentation, les mains dans les poches, "le clope" au bec. La compréhension de ces violences non verbalisées pâtit en outre de l'absence d'espace public et de relais médiatique : le sens de la violence, s'il est partagé par les jeunes, ne l'est nullement par les adultes. Les journalistes, confrontés à des acteurs peu enclins à la parole, réinterprètent les images qu'ils glanent en banlieue, à l'aune de leur propre grille d'analyse adulte et, en fait de réalité, renvoient la façon dont la société française se représente sa propre crise. En témoigne l'inclination qu'ont les médias à donner une dimension ethnique à des bagarres exercées entre bandes « bigarrées » ou entre bandes d'adolescents d'origines diverses. L'émeute illustre pourtant la capacité qu'ont les jeunes de banlieue à sortir l'événement (la mort d'un des leurs) du cadre des seules responsabilités individuelles (une affaire entre la victime et le criminel) et à convertir ce qui ne semble qu'un fait divers en un phénomène social <sup>71</sup>. Le quartier où éclôt l'émeute, également en cause, tend à restreindre la portée de ce qui, vu de l'extérieur, peut être considéré comme un événement éloigné et quelque peu privé. Ce qui n'est pas le cas dans l'espace de la manifestation où les casseurs exercent une violence beaucoup plus désordonnée parce que

---

<sup>69</sup> DEBARDIEUX Eric, *La violence à l'école*, Syros, 1997. Defrance, Bernard, *La violence dans la classe*, ESF, 1990.

<sup>70</sup> DUBET François, "Les violences à l'école", in *Regard sur l'actualité*, juil.-août 1998.

<sup>71</sup> PERALVA Angelina, "Violences des banlieues et politisations juvéniles", 1995, *op.cit*

le territoire sur lequel elle se déroule leur est étranger ; là, ils tendent à donner une dimension générale à un "conflit dont la naissance se fait dans un milieu en grande difficulté".

En fait, les violences urbaines, reconsidérées à la lumière de telles analyses, s'illustrent moins par l'anomie, et donc l'absence d'acteurs, que par la totale dépolitisation des explications qui en sont données. Fréquemment lues en terme de désordre ou de menace, elles bénéficieraient, selon ces auteurs, d'être décryptées en terme de conflit. La violence armée d'un sens politique recouvre alors une acception inverse de celle qui lui est habituellement concédée. Favoriser l'expression de ces jeunes, dans le but d'aider le conflit à naître, peut alors être vu comme le moyen le plus à même de la réguler. Les jeunes, qui sont également demandeurs de sécurité, ont des revendications confuses. Or, estime Dubet, l'implication politique des jeunes, et de manière plus générale, la participation démocratique des habitants de banlieue, s'avèrent toujours avoir été la méthode la plus efficace pour transformer la violence en conflit, comme le mouvement ouvrier d'hier le laisse transparaître. Perçus sur la scène publique comme faisant problème, les habitants, toujours tenus éloignés des processus de décision et de participation, souffrent de n'être jamais appréhendés comme des acteurs. Le modèle républicain - au demeurant déjà bien malmené par une politique de la ville axée sur le traitement social de certains territoires - répugne à les impliquer réellement aux affaires locales de la cité. En outre, l'idée selon laquelle les habitants des cités HLM se tiendraient éloignés des questions politiques est à réviser. Elle repose sur l'hypothèse, contestable selon Florence Haegel et Henry Rey <sup>72</sup>, que l'engagement politique est étroitement corrélé à l'intégration sociale des individus : les études menées par ces deux chercheurs, révèlent que les taux élevés d'abstention aux élections dans de nombreux quartiers HLM, obéissent en premier chef à des considérations spatiales ; ils sont à rapprocher des taux d'abstention également importants des villes dans lesquels ces quartiers s'inscrivent. De même, l'enquête CEVIPOF-SOFRES de mai 1995 montre que les électeurs des quartiers en difficulté portent plus d'intérêt à la politique (69 %) que l'ensemble de leurs concitoyens (50 %).

Selon ses défenseurs, l'association des jeunes et des adultes aux évaluations locales des services publics devrait permettre de marginaliser le phénomène de la violence, en faisant surgir le débat là où force, coups et émeutes font pour l'instant office de moyens d'expression. Aussi serait-il judicieux d'accorder plus d'attention aux tentatives de reconstruction de mouvements associatifs - aujourd'hui émergentes, mais pour le moins balbutiantes - telles qu'elles semblent se profiler au travers du mouvement des jeunes "Stop la violence", du repositionnement de SOS Racisme sur un militantisme de quartier, des

---

<sup>72</sup> HAEGEL Florence, REY Henry, "Le rapport au politique des habitants des grands ensembles, in *Cohésion sociale et dynamique des territoires*, Le courrier du CNRS, n ° 82, Ville.



regroupements autour des groupes rap IAM et Zebda à Marseille et Toulouse. En se tenant fermés à une définition conflictuelle de la violence, les pouvoirs publics auraient même, accusent Macé et Wiewiorka, contribué à renforcer ce que l'instabilité des mouvements associatifs et identitaires des années 80 n'a pu juguler, la dérive de violences juvéniles tendant parfois vers le mafieux, l'ethnique et l'identitaire.

### 3. L'INSAISSABLE REALITE

#### DES VIOLENCES URBAINES ?

##### Un terme peu pertinent

Le sens accordé à la violence est donc multiple. Le terme même de violence urbaine est jugé impropre par toute une littérature critique. De nombreux auteurs ne l'emploient qu'entouré de guillemets. Le qualificatif d' « urbain », plutôt vague et peu significatif si l'on considère que les trois-quarts de la population résident en ville <sup>73</sup>, ne rend pas non plus compte d'une réelle opposition ville/village. Les indicateurs de la délinquance (délinquance de voie publique, destructions et dégradations de biens) émanant du ministère de l'Intérieur, trop globaux, n'en permettent pas la localisation entre l'espace rural et urbain. Selon les Renseignements généraux (RG), l'agressivité - au regard des suicides, de l'alcoolisme et des violences familiales - serait plus tournée contre soi dans les campagnes que dans les villes où les atteintes à l'autre, simple individu ou institution, sont légions <sup>74</sup>. Dernièrement toutefois, l'échelle d'évaluation des violences urbaines des RG a mis en évidence l'émergence de violences dites urbaines jusque dans les contrées rurales françaises les plus profondes. En outre, toutes les violences qui se produisent en ville n'ont pas la connotation urbaine qu'on leur donne aujourd'hui. L'exemple du grand banditisme le révèle.

Les violences urbaines sont également mal mesurées par les statistiques officielles. Les violences collectives, qui les définissent, ne sont pas appréhendées dans le droit français où le délit est le fait d'un individu. L'échelle d'évaluation des violences urbaines créée *ad hoc* par les RG ne comptabilise que les violences à l'encontre des institutions. Les incivilités les plus communes (insultes, dégradations légères, crachats) qui s'inscrivent dans le registre des "violences urbaines", ne sont pas prises en compte dans les statistiques policières. Aussi est-il réellement impossible de dire comment celles-ci évoluent.

Les "violences urbaines" se caractérisent notamment par la précocité de leurs acteurs. Elles impliqueraient des jeunes de plus en plus jeunes. Aujourd'hui en très forte hausse, la délinquance des mineurs alarme. Un examen approfondi des chiffres révèle qu'en volume

---

<sup>73</sup> WIEVIORKA Michel, *Violence en France*, 1999, *op. cit.*

<sup>74</sup> BUI-TRONG Lucienne, "L'insécurité dans les quartiers sensibles : une échelle d'évaluation", in *Les cahiers de la sécurité intérieure*, n° 14, août-octobre 1993.

brut la délinquance juvénile a augmenté durant les quinze dernières années, mais en réalité cette hausse suit la montée générale des infractions. Ainsi, la part des jeunes dans la délinquance globale est la même en 1980 et en 1996. Il est vrai qu'entre 1994 et 1997 le nombre de mineurs impliqués s'accroît alors que le nombre total des faits constatés de délinquance diminue. Mais cette hausse tient surtout à la plus grande attention portée par la justice à l'endroit des très jeunes<sup>75</sup>. Dès lors, l'augmentation fulgurante des mises en causes de mineurs (soit une hausse de 65 % entre 1993 et 1997<sup>76</sup>) ne peut en aucun cas être interprétée comme une flambée de la délinquance juvénile. Un autre élément est à considérer dans cette augmentation : la mise en place de la procédure "médiation réparation" qui motiverait des policiers auparavant découragés par l'absence de suites données aux affaires transmises au parquet. Peut-être, ces derniers ont-ils été aussi plus enclins à « faire du chiffre » entre 1993 et 1997. Enfin, la transformation en procédure pénale d'actes qui relevaient jusque-là du seul registre de l'enfance en danger est loin d'être négligeable<sup>77</sup>. En effet si, entre 1993 et 1997, les requêtes pénales sont en nette augmentation, les dossiers ouverts au titre de l'enfance en danger, eux, stagnent entre ces deux dates.

L'extension des actes violents (destructions et dégradations, coups et blessures volontaires, vols avec violence, viols) n'est pas le fait de la seule jeunesse. L'époque actuelle, rappelons-le, est marquée par un accroissement des violences. Aussi, le criminologue Aubusson de Cavarlay, se montre-t-il très prudent : les statistiques existantes ne peuvent ni infirmer, ni confirmer "*l'hypothèse de l'émergence d'une nouvelle forme de délinquance propre à certains mineurs (délinquance d'exclusion)*", et encore moins autoriser la création "*d'un nouveau regroupement d'infractions intitulé sans précaution "violences urbaines"*" dans lequel les mineurs seraient particulièrement représentés"<sup>78</sup>.

La violence urbaine est fréquemment associée aux grands ensembles, alors qu'elle est loin d'être leur spécialité. Les quartiers centraux, notamment en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, sont tout autant concernés. Le terme « violence urbaine » induit aussi un relâchement du lien et du contrôle social. Or, l'anonymat n'est pas vraiment ce qui caractérise la vie dans les quartiers d'habitat social. Là, les sociologues et acteurs sociaux mettent justement en évidence l'existence du contraire : le contrôle social est quasi communautaire en ces lieux où, à l'instar du village, tout le monde se connaît. David Lepoutre<sup>79</sup> a demandé à trois adolescents de la Cité des 4000 de La Courneuve de dresser la liste des gens qu'ils

---

<sup>75</sup> WACQUANT Loïc, *Les prisons de la misère*, Raisons d'agir éditions, 1999.

<sup>76</sup> Le nombre des mises en cause est passé de 93 000 à 154 000 entre ces deux dates.

<sup>77</sup> LAGRANGE Hugues, "La délinquance des mineurs et les violences", *op. cit.*

<sup>78</sup> AUBUSSON DE CAVARLAY Bruno, "Statistiques", in LAZERGES Christine, BALDUYCK Jean-Pierre, *Réponses à la délinquance des mineurs. Mission interministérielle sur la prévention et le traitement de la délinquance des mineurs*. La Documentation française, 1998.

<sup>79</sup> LEPOUTRE David, *Cœur de banlieue, codes, rites et langages*, *op.cit.*

connaissaient : sidéré par l'étendue du réseau de connaissances de ses jeunes interviewés, il constate que Mohamed a en tête 930 personnes, Otman 1235 personnes, Samir, 1368 personnes. Sur les 1235 personnes citées par Otman, 867 le sont par leur nom de famille, 522 par leur prénom ou surnom, 713 par affiliation, 330 par le nom de famille et le prénom ou surnom.

Au final, sont rassemblées dans la catégorie de violence urbaine ce que d'autres pays regroupent sous le terme de problèmes économique, social, politique, psychologique, ethnique ou juvénile. L'expression de violence urbaine, impropre selon Macé <sup>80</sup>, n'est autre qu'une "*euphémisation d'une violence sociale*" liée aux rapports sociaux d'exclusion dont le territoire urbain serait la scène. La référence au spatial rendrait plutôt compte d'un déplacement des conflits - qui hier se déroulaient dans les lieux de production propres à la société industrielle (le travail donc) - vers ces lieux d'intégration et de participation de la société actuelle post-industrielle que sont aujourd'hui la ville, l'espace public et politique. Tandis que les rapports sociaux du travail se sont aujourd'hui pacifiés, "*les rapports d'exclusion*" ont, eux, gagnés en actualité. Ceux-ci concernent les classes moyennes paupérisées, les familles issues de l'immigration : les populations reléguées dans l'habitat social excentré. Aussi, la dimension urbaine de la violence s'en réfère-t-elle à un conflit d'acteurs, et comme telle, elle ne peut être pensée ni comme une cause ni comme une spécificité <sup>81</sup>.

### **Un malaise général : la crise de la République**

La violence n'est pas confinée à l'espace des banlieues. Elle est étroitement liée à la désintégration de la société post-industrielle, en bref, à la crise de La République <sup>82</sup>. Les institutions et les grands services publics auxquels revient la charge de faire appliquer la devise républicaine - ce qu'ils font avec de plus en plus de difficulté - sont eux-mêmes en crise. Mis en péril par des "violences urbaines" qui s'attaquent à leurs dysfonctionnements, ceux d'une école par exemple ou d'un RER, qui contrairement aux principes d'égalité républicains ne (dés)servent pas équitablement tout le territoire, ces institutions et grands services publics ne peuvent à leur tour être rangés dans la catégorie de simples victimes. Le malaise interne des lieux de la République rejaillit sur l'extérieur. Le personnel de telle entreprise publique peut avoir du mal à rester fidèle à l'idée républicaine : il est lui-même

---

<sup>80</sup> MACE Eric, "Les violences dites "urbaines" et la ville", in *Les annales de la recherche urbaine*, n° 83-84, septembre 1999.

<sup>81</sup> DUBET François, LAPEYRONNIE Didier, *Les quartiers d'exil*, Seuil, 1992. WIEVIORKA Michel, *Violence en France*, 1999, op. cit.

<sup>82</sup> WIEVIORKA *ibid.*

inquiet quant à son propre avenir. Il doit faire face par ailleurs aux tensions internes communes aux institutions d'aujourd'hui qui sont partagées entre une organisation administrative ancestrale très hiérarchisée et les principes du management participatif en émergence dans l'administration. Aucune institution, selon Wieviorka, n'est épargnée : leur crise traduit de manière exacerbée la crise de la République, l'affaiblissement du modèle français d'intégration. Ce modèle d'intégration reposait jusqu'alors sur la claire distinction du public et du privé, sur l'égalité des individus et, au sein de chacune des institutions représentant la République, sur l'identification du personnel à son administration et sur l'intérêt supérieur de la nation. Or de nos jours, ce modèle d'intégration est mis à mal par une réalité et une pratique de moins en moins conforme à ces valeurs. La République, dans son fonctionnement réel, n'est plus en phase avec ses promesses. Wieviorka voit dans la disjonction entre l'idéal républicain et la réalité l'une des sources de la violence.

Ainsi en est-il de la police - hier garante de l'ordre républicain, mais aujourd'hui en perte de légitimité et de repères - qui peine à se restructurer face aux nouvelles questions que pose la société. Tirillée dans l'exercice de son monopole de violence légitime, elle est malmenée par le développement des polices privées ou publiques ; elle n'est plus la seule détentrice de l'ordre. Dès les années 70, sa modernisation l'engage à délaisser ses activités de défense de l'ordre public, pour lesquelles elle était destinée, au profit de celles de tranquillité publique plus adaptées à la thématique nouvelle de l'insécurité (l'îlotage dans les quartiers sensibles, la police de proximité) mais dévalorisées dans un corps qui hier se définissait par ses seules capacités de répression, et où faire du chiffre et lutter contre les gros trafiquants gageaient jusqu'ici d'une valeur ou d'une promotion <sup>83</sup>. Depuis 1981, de plus, on l'engage à faire de la prévention, à travailler en partenariat. Les policiers, dont la culture reste fort éloignée des principes prévalant à sa modernisation, eux-mêmes parfois sans grande ressource financière, souvent mutés loin de leur lieu de résidence pour cause de meilleure répartition géographique des effectifs, ne sont pas exempts de violence. Les bavures policières, ainsi expliquées, auraient pour triste conséquence d'alimenter la conviction de jeunes accusant l'agent de faction de racisme. L'essor des émeutes, l'explosion de certaines violences, doivent beaucoup aux conduites policières abusives qui les précèdent. Lorsqu'ils exercent dans les "zones de non droits", les policiers s'estiment d'autant plus abandonnés des pouvoirs politiques qu'eux-mêmes sont fragilisés, souffrent d'un manque de reconnaissance. Dans les cités, analyse Wieviorka, ils *"se sentent méprisés par ceux qu'ils méprisent ou ont peur de ceux à qui ils font peur"*.

Le même raisonnement peut être appliqué aux entreprises publiques de transport, telle que la RATP, dont l'objectif de service public s'accompagne de la recherche de productivité. Le

---

<sup>83</sup> MONJARDET Dominique, *Ce que fait la police, sociologie de la force publique*, La Découverte, 1996.

caillassage de bus peut s'en prendre à une desserte discriminante. La violence exercée contre tel conducteur ou contrôleur peut être induite par une politique tarifaire calculée en période de plein emploi, mais inadaptée à l'heure actuelle aux moyens des chômeurs ou des jeunes des quartiers excentrés qu'elle contraint à frauder ou à moins se déplacer, gonflant ainsi le volume d'une population assignée à résidence. La RATP oscille entre des impératifs de service public et ceux d'une entreprise tenue de satisfaire une clientèle aux attentes diversifiées. La crise proviendrait du rôle nouveau qu'il lui a été donné de jouer : la RATP, selon Wiewiorka, n'est plus uniquement une institution. Engagée dans des politiques de médiation, elle devient un acteur de la ville. *"Comme organisation en cours de désinstitutionnalisation, elle a sa part dans les tensions dont les débouchés peuvent être la violence d'un côté, le sentiment d'insécurité de l'autre. Et comme acteur, elle a un rôle dans les politiques qui tentent de faire face à ces problèmes"*.

### **Le silence des victimes**

Dès les premières pages de leur rapport sur les violences urbaines, réalisé pour Jean-Pierre Chevènement, Nicole Leguennec et Sophie Body-Gendrot<sup>84</sup> mettent l'accent sur la violence des plus vieux et des victimes, violence comparable en bien des points à celle des jeunes. Les attaques exercées par ces derniers contre les institutions sont, pour ces deux chercheurs, similaires à la désertion des équipements par leurs aînés. La désaffectation des équipements procède de la même défiance à l'égard des institutions que les violences déployées par les jeunes. Dans l'arsenal des violences urbaines d'adultes, Nicole Leguennec et Sophie Body-Gendrot intègrent la sympathie de certains pour l'extrême-droite et l'autodéfense. L'une et l'autre de ces armes sont contestataires. L'autodéfense est une prise de parole excessive à inscrire, selon Vidal-Naquet<sup>85</sup>, dans le contexte actuel de la flouaison des normes qui s'offrent à l'individu tenté de rendre lui-même la justice qu'il juge bonne. Elle constitue avec la défection, son contraire donc - la fuite devant le trouble, le silence en somme - les deux seuls moyens d'expression dont disposent les habitants victimes de ces incivilités et de ces actes de violence qui hantent un quotidien que les institutions ne savent comment réguler. Ces deux moyens contribuent à rendre encore plus illisibles les violences urbaines.

Les enseignants « psychanalysés » par Daniel Sibony<sup>86</sup>, psychanalyste de profession, ont pour unique recours le langage de la fuite. Par lassitude et peur du conflit, ils opposent à la

---

<sup>84</sup> BODY-GENDROT Sophie, LEGUENNEC Nicole, *Mission sur les violences urbaines*, La Documentation française, 1998.

<sup>85</sup> VIDAL-NACQUET Pierre, "Penser la sécurité sous l'angle de la coproduction", 1999, *op.cit*

<sup>86</sup> SIBONY Daniel, *Violence : traversées*. Seuil, 1998.

violence scolaire le silence. Leur salaire, arguent-ils peut-être non sans raison, n'est pas en rapport avec l'ampleur de la tâche ; leur métier a uniquement vocation à transmettre le savoir. Or « *bien des rapports de conflits - rebondit Sibony dans une page Rebonds du journal Libération - qui auraient suivi leur cours chaotique mais vivable, dégénèrent en violence en raison de cette fuite, qui en un sens est justifiée chez des gens non préparés*<sup>87</sup> ». La violence qui, point de vue de psychanalyste, relève du rapport à l'autre, exprime une rencontre problématique mais possible ; elle peut être féconde, voire créatrice. Lorsqu'elle est évitée, elle dégage une énergie appelée "violence". Les jeunes, qui repèrent fuite et peur chez les adultes, *a contrario* de ces derniers, prennent des risques. Le risque, au-delà de celui de prendre des coups ou d'être expulsé, est surtout de ne rien recevoir. Les jeunes alors questionnent chez l'enseignant, l'adulte, l'individu qu'il recèle, manière pour lui de s'affronter à la vie et à l'autre, et ce faisant, de mieux se connaître ; ils ne trouvent qu'un enseignant se tenant calfeutré, pour mieux se cacher, derrière une fonction : en somme personne, un adulte hors cadre, angoissé sans repère parce qu'il ne croit plus à la fonction dont il se saisit comme d'un masque. Ce qui, pour Sibony, engendre en retour chez les jeunes un surplus de violence, ultime point d'accrochage avant la déprime qui, au fond, n'est autre qu'une forme de violence tournée contre soi. La violence enseignante serait ainsi la même que celle à laquelle s'adonnent les élèves, à la différence près que les élèves donnent une violence dont ils ne savent que faire, quand les adultes, eux, la refoulent. Pointent parfois ici et là, au travers d'un relent de rancœur, d'une remontée de frustrations, quelques signes de l'existence d'une violence professorale : celle-ci révèle les rencontres qu'ils estiment importantes mais qu'ils ont raté. Sibony propose, pour résorber cette violence urbaine - fait autant des élèves que des maîtres - que soient inculquées à ces derniers quelques notions sur "l'approche du conflit", plus profitables selon lui que les cours de morale proposés aux adolescents.

### **La civilité malmenée**

Les incivilités, poursuivent sociologues et autres acteurs du fait urbain, ne sont pas le propre de la seule jeunesse. L'univers policé de la ville, beaucoup s'en plaignent, n'est plus, entend-on souvent, ce qu'il était. En tout cas, les violences attentées, dans les bus n'émanent pas uniquement des jeunes<sup>88</sup>. Leurs conduites déviantes nombreuses, c'est un fait, sont d'autant plus vite repérées qu'ils agissent en bande. Certains médiateurs mentionnent au nombre de ceux irrespectueux de la vie sociale, les personnes âgées, les mamans avec des poussettes. Mais il leur est plus difficile d'inviter une mère de famille à fermer sa poussette à l'intérieur d'un bus, en raison de la potentielle réprobation d'un public spectateur de la scène,

---

<sup>87</sup> SIBONY Daniel, "Fuir le conflit", in Rebonds, in *Libération* 31 janvier 2000.

<sup>88</sup> BEGAG Azouz, ROSSINI Reynald, *Du bon usage de la distance chez les sauvageons*, Editions du Seuil, 1999.

que de demander à un jeune d'éteindre sa cigarette, ce sur quoi *a priori* tout le monde s'entend. L'emploi de médiateurs dans les bus est perçue de manière restrictive comme une mesure de protection à l'encontre des jeunes, alors que leur mission va bien au-delà. Le personnel des bus parle d'une banalisation des attitudes agressives qui touche toutes les catégories d'âge. A Lyon, les statistiques montrent que les actes de vandalisme montent en flèche après les hausses tarifaires, les jours de grève et... lorsque l'Olympique lyonnais perd un match de football sur son terrain.

La ville souffrirait, en somme, d'une crise de la civilité. L'espace public, dont la principale caractéristique est de mettre en présence des inconnus, des gens étrangers les uns aux autres, obéit à un ordre pour éviter tout heurt et empiètement de la liberté de chacun : la mise à distance de l'autre, l'évitement, l'inattention polie, qui sont autant de pratiques, règles et "compétences", comme les appelle Erving Goffman, communes à l'ensemble des citoyens. Or, à l'heure de la métropole, la ville rassemblerait des populations qui seraient de plus en plus étrangères les unes aux autres : les individus, qui se croisent dans cette ville élargie, se renvoient des codes multiples et donc parfois méconnus<sup>89</sup>.

Dans l'espace public policé, le moi n'a pas vraiment sa raison d'être. L'espace public ne peut être attractif, écrit Jean-Samuel Bordreuil<sup>90</sup>, que s'il garantit "un droit à la disparition ; ce droit dont use tout badaud ou tout flâneur". L'arrivée du téléphone portable a pu, en quelque sorte, bousculer cette règle. Son exhibition aux yeux et à la vue de tous "choque" d'autant plus qu'il inscrit une « privacité » malvenue dans un lieu avant tout public. Dans le café, par exemple, le bavard avec son portable est d'autant plus tancé d'un mauvais œil qu'en plus il semble profiter du lieu public et de son semblant de sociabilité sans en suivre les règles<sup>91</sup>. La mode du sac à dos, observe le sociologue Erving Goffman, a pu entraver quelques-unes de ces compétences dites propres à tous les citoyens. Celui qui, un peu plus empoté que d'autres, jauge mal de la taille d'un sac non plus tenu à la main, ne se meut pas sans de légers heurts jugés indignes par un voisin piqué à vif.

## L'ABSTRACTION DE LA REALITE STATISTIQUE

### Les chiffres,

---

<sup>89</sup> ASCHER François, "Les institutions des villes face à trois dynamiques urbaines : la vitesse, la spécialisation et l'autonomie", in *La ville éclatée*, N. MAY (dir.), P. VELTZ (dir.), Editions de l'Aube, 1998.

<sup>90</sup> BORDREUIL Samuel, *Identités et Espaces publics*, Espace et communication I.

<sup>91</sup> JAUREGUIBERRY Francis, "L'urbanité blessée par la brutalité médiatique ? L'usage des téléphones portables dans les cafés", in *Les annales de la recherche urbaine*, n° 77, décembre 1999.



## miroirs d'une réalité moins délinquante que policière

La statistique nous permet, pour l'heure, de connaître la teneur des crimes et délits *a priori* plus palpables. Mais les chiffres n'en demeurent pas moins à manier avec précaution. La production statistique des actes de violence - puisque la délinquance s'en réfère à des actes hors la loi dissimulés par leurs auteurs - est le fait, non pas d'instituts spécialisés dans les comptes, mais des deux administrations chargées de la répression et de son suivi : le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Justice. Contrairement aux chiffres du chômage, ceux de la délinquance sont peu contestés par les médias <sup>92</sup>. Or la réalité que nous livrent ces deux administrations est avant tout liée à leurs missions. La statistique nous renseigne donc plus sur ses instigateurs, l'activité de ces deux administrations et les obsessions ou mutations du monde contemporain, que sur les faits réels de la délinquance. L'outil de traitement policier, aujourd'hui perfectionné, bénéficie d'une relative continuité dans les méthodes de recueillement des données : la nomenclature adoptée en 1995 ventile en 107 postes bien définis les infractions. Les chiffres, sur lesquels nous nous appuyons pour parler des crimes et délits, sont issus de cet appareillage statistique policier. Celui de la Justice, difficilement utilisable, ne détaille pas les catégories d'infractions. Chaque année, la Direction centrale de la police judiciaire rend ses chiffres publics au travers de l'ouvrage « *Aspects de la criminalité et de la délinquance* » qu'elle publie à La Documentation française. Ainsi mise à jour, la réalité criminelle est réduite à celle constatée par les 7.000 services de la police et de la gendarmerie nationale.

Pour comptabiliser les délits, la police a recours à deux outils. De prime abord, la plainte des victimes constitue la clé de voûte de notre connaissance des vols et cambriolages. Ces derniers sont généralement déclarés à la police, passage obligé pour se faire rembourser par les assurances. A l'inverse, au chapitre des coups et blessures (coups et blessures volontaires, agressions sexuelles, violences familiales), nous manquons de discernement. Là, la victime, qui de manière très générale connaît son agresseur, s'accommode fréquemment du silence ou de l'arrangement à l'amiable. Ainsi, notre perception des agressions sexuelles et familiales, par exemple, est-elle partielle : selon les deux dernières enquêtes de victimation, le quart des agressions sexuelles et le tiers seulement des agressions familiales donnent lieu à une plainte.

La police, pour mener à bien ses activités, collecte ses propres données. Cette seconde source d'information est, là, véritablement le reflet plus que la réalité de l'activité des services policiers, de ses objectifs et priorités du moment, des moyens qui lui ont été donnés, voire

---

<sup>92</sup> MUCCHIELLI Laurent, "L'impossible connaissance statistique", in *Panoramiques. Politiques, cultures et sociétés, Etre flic aujourd'hui*, n° 33, 2ème trim. 1998.

même de son efficacité. Les délinquances qui font l'objet de poursuites ne concordent pas nécessairement avec celles qui intéressent les victimes. La police n'a pas le temps d'enquêter sur tous les vols. Par contre, elle privilégie la lutte contre des infractions qui ne donnent généralement pas lieu à une plainte, tel le trafic de drogue. Une augmentation massive des délits constatés dans le champ du trafic et de l'usage de drogue peut être lue tout simplement à partir des consignes favorisant une répression plus draconienne de ce type de délit. L'essor de la délinquance juvénile s'explique notamment de cette façon. Le Plan Vigipirate, en renforçant considérablement la présence des agents sur la voie publique, s'est traduit par une baisse de toutes les infractions (délits de faux documents, d'interdiction de séjour, de vols de véhicules et vols à la roulotte). En fait, sur une longue période, comme le résume Gillis <sup>93</sup>, l'augmentation du nombre des délits doit beaucoup aux moyens dont se dotent les autorités, à leur volonté de disposer d'outils de répression efficaces et de faire appliquer la loi, et enfin au cours fluctuant des mœurs qui décerne au litige d'hier le statut aujourd'hui de délit.

Par ailleurs, la réalité délinquante est distordue par la manière dont l'administration policière enregistre et compte les faits. Les statistiques parfois peuvent être un peu trop gonflées. Un service est susceptible par omission, volontaire ou non, de compter deux fois une affaire, soit que celle-ci ait été déjà dénombrée par un agent actif dans le bureau avoisinant, soit parce qu'en fin d'année, à l'heure des bilans, on peut se montrer un peu plus consciencieux pour résoudre l'énigme et tendre ainsi à témoigner de l'efficacité de son administration. Toutes les infractions, *a contrario*, ne sont pas forcément systématiquement enregistrées. L'inscription de la plainte sur le seul registre de la main courante, solution alternative proposée au plaignant qui permet de dénoncer un fait sans se lancer dans une procédure, soustrait à la statistique un certain nombre d'infractions.

Plusieurs faits échappent totalement à la police. Ainsi en est-il de ceux relevant en pratique, mais non en droit, du ressort d'administrations habilitées à exercer ponctuellement des pouvoirs de police judiciaire (le droit fiscal, le droit du travail, la protection de l'environnement, la législation sociale). Sur ce sujet, les statistiques des services judiciaires nous fournissent une image plus conforme à la réalité : elles comptabilisent toutes les affaires dont le parquet est saisi, quelque soit leur origine. En 1994, la police exhumait un total de 3,92 millions de crimes, quant le parquet en comptait 4,96 millions. Dans les centres commerciaux par exemple, le recours à des vigiles privés, susceptibles de résoudre des litiges à l'amiable sans passer par une mesure policière, contribue encore à éloigner quantité de faits de la statistique.

---

<sup>93</sup> GILLIS A. R, "Crime and state surveillance in nineteenth century. France", *American Journal of sociology*

Surtout, la statistique policière, non conçue à des fins de recherche, ne nous donne aucune information sur les auteurs des infractions, le contexte et les circonstances dans lesquelles les délits se sont déroulés, ce qui en soi entrave considérablement notre compréhension de la délinquance et interdit toute interprétation sur les causes des violences. Des victimes, nous ne connaissons, en dehors du sexe, de leur appartenance à deux classes d'âge (est-il mineur ou majeur ?) et de leur nationalité, absolument rien de leur statut social, de leurs diplômes et lieu d'habitation, de leurs revenus ou profession...

### **L'autre vérité des enquêtes de victimation**

Le chiffre noir de la délinquance - ainsi nomme-t-on ces pans entiers d'infractions cachées - a incité plusieurs pays à élaborer des enquêtes de victimation. Les sondages s'effectuent auprès de victimes, à partir d'un questionnaire permettant d'appréhender les infractions qu'elles auraient eu à subir par le passé. Ces enquêtes suppléent, sans pour autant les remplacer, les statistiques officielles dans le but de compléter, manière de les évaluer, les chiffres de la police, mais également de connaître les victimes, et enfin de mesurer le sentiment d'insécurité. La réalité ainsi remaniée reste évidemment filtrée. Les questions, souvent trop imprécises, ne permettent pas véritablement de savoir par exemple, dans le cas où l'interviewé déclare avoir été victime, s'il l'a véritablement été ou s'il manifeste seulement son insécurité, et dans le cas où il se dit n'avoir jamais été victime, s'il ne traduit pas un oubli ou une immunité. Pour prendre un autre exemple en France, les enquêtes de victimation, qui à ce jour ne faisaient pas de distinction entre le vol de voiture et l'objet dérobé dans la voiture, n'autorisent aucune comparaison avec les chiffres de la police. Tout au moins jusqu'à la grande enquête nationale de 1999, menée conjointement par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI). Celle-ci, questionnant des faits survenus entre 1997 et 1998, a permis d'interroger près de 6.000 ménages et 11.000 individus, soit dix fois plus que la majorité des enquêtes antérieures. En 1996, par-delà les enquêtes à échantillons restreints, l'INSEE avait inclus un volet sur la victimation et l'insécurité dans ses enquêtes sur les conditions de vie des ménages. Peu centré au demeurant sur les attitudes des victimes, ce volet rendait possible une comparaison par décennie.

Aussi, l'enquête INSEE / IHESI peut-elle être vue comme une primeur. Les administrations judiciaires et policières, regrettaient auparavant Philippe Robert et Marie-Lys Pottier <sup>94</sup>, s'étaient jusqu'alors montrées plutôt réticentes quant à la réalisation d'enquêtes nationales d'envergure, instrument pourtant fort usité dans quantité de pays soucieux d'apprendre à

---

<sup>94</sup> ROBERT Philippe, POTTIER Marie-Lys, "Sur l'insécurité et la délinquance", *op.cit.* 1997.

mieux compter. Celles-ci présentaient le désavantage de pointer une innocuité, de mettre l'accent sur le dysfonctionnement de politiques publiques.

En tout cas, de l'enquête IHESI / INSEE de 1999 (dont les résultats restent à affiner) nous apprenons que, même en ce qui concerne les cambriolages, nos informations restent tronquées<sup>95</sup>. Les cambriolages sont 2,4 fois plus importants que ceux pourtant relativement bien recensés par les services policiers, tout au moins nous le croyons : les lieux visités où rien n'a été dérobé ne sont pas déclarés à la police qui, du reste, n'enregistre pas tous les cambriolages dont elle est informée. Les infractions liées aux véhicules sont, au même titre que les atteintes aux personnes, inégalement rapportées aux autorités et inégalement enregistrées par celles-ci. Selon des enquêtes de victimation antérieures, sur cent ménages possédant au moins un véhicule, dix seraient victimes d'une agression dans les deux ans, quand l'enquête IHESI montre qu'en fait un ménage sur quatre s'avérerait victime.

Les deux filtres tendant à biaiser les données officielles (faits déclarés ou non par les victimes, enregistrés ou non par les autorités) contribuent d'une manière générale, l'enquête le met en évidence, à réduire la somme des crimes et délits. Les chiffres nous rendent finalement une vision bien en deçà de la réalité, également ils tendent à déformer la connaissance que nous avons de chacune des catégories de délit. Si les vols de voiture sont assez bien déclarés et enregistrés, les dégradations de véhicules, qui constituent la moitié des infractions liées à la voiture, ne sont mentionnées à la police que pour un tiers et enregistrées par celle-ci que pour un cinquième. Élément nouveau, les cadres supérieurs, égaux aux ouvriers sur le chapitre des vols de voitures, sont par contre plus touchés par les dégradations commises sur leurs automobiles - par ailleurs plus fréquentes sur le pourtour méditerranéen - ainsi que par les vols à la roulotte et les vols d'accessoires. Contrairement à ce qu'on savait déjà, les hommes jeunes et issus des milieux populaires ne sont plus victimes d'agressions. Mais, ce qui reste vrai pour les agressions physiques, en fait ne l'est pas pour les menaces et les insultes qui sont proférées avant tout à l'encontre des cadres supérieurs et des professions intermédiaires. A la différence des cadres supérieurs confrontés à des agresseurs anonymes, l'ouvrier connaît six fois sur dix son agresseur et une fois sur trois cette agression n'est pas la première. Les femmes, du reste, ne sont pas tellement moins insultées et menacées que les hommes.

Enfin, à l'heure où l'on assortit les dangers nouveaux à l'espace public et aux transports, l'enquête signale que l'on n'est pas forcément plus en sécurité chez soi : 7,8% des

---

<sup>95</sup> "L'enquête de victimation IHESI-INSEE", in *La sécurité intérieure : pour qui ? avec qui ?* Colloque du XXe anniversaire de l'IHESI, 22 octobre 1999.

agressions physiques ont lieu dans les transports, soit autant que dans son logement (7,6%), mais nettement moins que sur son lieu de travail.

## 4. LE PAYSAGE RENOUVELE DES POLITIQUES PUBLIQUES

### Un consensus pour plus de répression !

Les français expriment actuellement une très forte demande de sécurité. L'autorité de la police d'Etat, jusqu'alors peu contestée, est mise en doute. L'opinion publique, hier du côté des juges dont elle approuvait la lutte contre la corruption, se retourne contre la justice, aujourd'hui accusée d'indifférence envers les victimes. Elle trouve en la personne des maires, dont le discours regorge du thème de l'insécurité, un nouvel allié. Selon un sondage de la SOFRES, réalisé pour l'Association des Maires de France (AMF), la sécurité constitue la deuxième préoccupation des édiles en 1999 après l'emploi.

L'adhésion aux thèses du rétablissement de la loi et de l'ordre dépasse les clivages politiques. La sécurité acquiert le statut de droit fondamental : elle est un bien dont peut se prévaloir le plus pauvre, relégué dans son territoire, au même titre que celui plus argenté, comme le disait Foucault, privilégié par les politiques publiques de sécurité, compte tenu de son appartenance aux classes dominantes et suffisamment nanti pour s'offrir sa propre protection : alarmes et clôtures, lotissements "fortifiés" facilitant la vie de l'entre-soi.

L'accent, mis hier sur la prévention des méfaits et la réinsertion du déviant, moteur d'une politique de la ville ciblée sur certains territoires, se porte à l'heure actuelle sur la répression. La délinquance, qui jusqu'alors avait été traitée comme une cause, est perçue dorénavant comme une conséquence. Il s'agit moins de s'intéresser aux causes du crime (le chômage, la société fautive) et aux moyens d'y remédier (éduquer ou intégrer le délinquant victime d'une société nécessitant elle-même d'être réformée) qu'aux actes eux-mêmes : qu'ils soient ou non victimes, les acteurs des violences urbaines, tenus aujourd'hui pour responsables du mal-être social, pèsent avant tout sur la tranquillité des gens. Le traitement de la délinquance, placé depuis quinze ans sous les auspices de la prévention et du travail social de rue, ne peut plus s'occuper de ceux - jusqu'ici peu nombreux - qui sont passés entre les mailles du filet de l'insertion professionnelle, dès lors que l'accès à un travail stable se fait difficile.

Certains auteurs parlent d'un véritable changement de paradigme dont les premiers signes remontent toutefois à deux décennies. Les préoccupations glissent, avec la fameuse Loi Peyrefitte du 5 janvier 1981 *sur la sécurité et les libertés*, de la grande délinquance aux

menus méfaits que sont, à l'époque, les incivilités et les violences urbaines. Le code pénal témoigne, lors de sa réforme dans les années 80, d'une plus grande propension à la répression, en même temps que d'un déplacement des valeurs, de la défense de l'ordre public, auquel il était traditionnellement attaché, vers la protection de la victime. "*La où on disait jadis meurtre, assassinat, parricide, on dit désormais atteintes à la personne*"<sup>96</sup>. Ce code, on omet souvent de le dire, multiplie les peines les plus longues. Il met, en outre, la priorité sur la parenté, les droits de l'homme, la vie privée, la victime, en bref, les valeurs d'une société individualiste. La société, de fait, est de moins en moins complaisante avec ses délinquants<sup>97</sup>.

### **La municipalité, acteur émergent des nouvelles politiques de sécurité**

Les municipalités, dans ce contexte renouvelé, se profilent comme une force de proposition. Le partage classique des tâches, qui faisait incomber les actions de la prévention de la délinquance aux communes, et celles de la répression et de la sécurité à l'Etat, est aujourd'hui révolu<sup>98</sup>. Les municipalités, employant des polices municipales et des chargés de mission sécurité, sont de plus en plus investies sur le terrain de la sécurité. Elles le font, du reste, avec l'aval de tous les acteurs associés. La sécurité est devenue une préoccupation partagée par des secteurs aussi différents que les services techniques, sociaux et sportifs d'une mairie ou que les organismes HLM. Ceci s'explique en partie par le fait que la prévention de la délinquance se trouvait être déjà depuis quelques années une prestation distillée et dispensée par ces mêmes secteurs sociaux, culturels et sportifs... Aujourd'hui surtout, les services locaux font eux-mêmes les frais des insécurités. Par-delà les chauffeurs de bus, d'autres sont visés : les secteurs de l'animation au même titre que les services décentralisés d'une mairie, l'ANPE, la Sécurité sociale, les bailleurs sociaux, objets de demandes agressives difficiles parfois à satisfaire.

La mainmise des communes sur le champ régalien de la sécurité a eu toutefois comme principale incidence de sortir cette dernière de son caractère exclusivement pénal. Les polices municipales ne sont pas monnaie courante, tout au moins pour l'instant. Le XI<sup>e</sup> Plan entérine de nouveaux modes d'actions allégés en connotation sécuritaire. D'une manière générale, les municipalités abordent la sécurité en l'accompagnant de leurs anciennes politiques sociales de prévention de la délinquance. Certaines villes, préoccupées de la

---

<sup>96</sup> CARBONNIER Jean, *Droit et passion du droit sous la Ve République*, Flammarion, 1993.

<sup>97</sup> SALAS Denis, "Construire la demande de sécurité", *Après-demain*, n° 413-414, avril-mai, 1999.

<sup>98</sup> ESTEBE Philippe, "L'émergence des politiques locales de tranquillité publique. L'exemple des Pays de la Loire", in *Les cahiers de la sécurité intérieure*, Les partages de la sécurité, n° 33, 3<sup>e</sup> trim. 1998

protection judiciaire de la jeunesse, travaillent en collaboration avec la justice. Nombreuses à employer des agents de sécurité, à organiser des consultations avec les habitants sur le thème de la sécurité, les villes s'efforcent avant tout de donner confiance à leurs administrés. Elles interviennent d'abord pour rappeler que la puissance publique s'occupe des besoins sécuritaires de la population. La "tranquillité publique" a avant tout vocation à être à l'affiche. La police municipale, dont l'effectif est restreint (12.000 policiers municipaux pour un total de 93.000 policiers), est surtout plus visible que la police nationale auprès des citoyens : c'est principalement pour cela que les maires y recourent.

### **Le retrait de la police urbaine**

L'action des communes dans un domaine réservé de l'Etat s'est faite avec la complicité de ce dernier. Les préfetures, en effet, sont restées d'autant plus discrètes que les politiques municipales de sécurité occupaient une brèche laissée béante dans les fonctions de l'Etat : en l'occurrence celle de la tranquillité publique, de moins en moins assurée par la police nationale.

Les polices dites urbaines, celles-là même qui forment le gros du bataillon de l'appareil policier, polices du quotidien affectées aux affaires du local, sont chargées de faire respecter l'ordre public local, c'est-à-dire - selon les termes de la loi communale du 5 avril 1884 toujours en vigueur - "la sécurité, la salubrité et la tranquillité". Le gardien de la paix, îlotier aujourd'hui, bobby ou patrouilleur dans d'autres pays, a pour principale mission de juger et juguler les conflits, de faire respecter les normes d'usage de l'espace public, de dissuader et réprimer la petite délinquance. En théorie, celui-ci agit de manière beaucoup plus débonnaire et modeste que les deux autres polices qui usent, elles, volontairement de la représentation et de la symbolique martiale : la police de l'urgence peut confisquer momentanément une rue, ce qu'elle fait à grand renfort de gyrophares pour accéder au plus vite sur le lieu de l'accident ou du délit, quand la police du maintien de l'ordre (CRS, gendarmerie mobile), spécialisée dans le contrôle - voire la répression - des démonstrations collectives dans l'espace public, serait plus encline à exhiber sa force, mode offensif destiné à asseoir le pouvoir du politique sur celui débordant d'une manifestation. A l'inverse, les polices dites urbaines, beaucoup plus discrètes, agissent dans les abysses du quotidien, de façon à coller au plus près des *desiderata* des habitants. Elles occupent pour ce faire l'espace de manière diffuse et continue<sup>99</sup>. Or aujourd'hui les polices urbaines sont en crise. L'agent, complice de la concierge dans l'imaginaire traditionnel, a troqué sa modeste tenue contre un costume plus guerrier et une arme au calibre progressivement grossi, mais surtout s'est considérablement éloigné de la

---

<sup>99</sup> MONJARDET Dominique, "Polices, une figure majeure de la rue", in *Informations sociales*, n° 60, 1997.



population pour laquelle il avait été mis à disposition. L'érosion de la propension à la plainte, si l'on prend le cas de l'agression, en témoigne. Lorsqu'elles déposent une plainte, ce qui devient plus rare, les populations ont l'impression que la police ne donne pas suite à leur affaire (dans 50 % des cas, la population doute de l'efficacité de la démarche).

En 1941, l'étatisation en France d'une police, qui auparavant était municipale, explique pour une large part la rupture de ces liens ancestraux qui réunissaient les forces de l'ordre et les citoyens. Les polices, unifiées dorénavant au sein d'une direction centrale du ministère de l'Intérieur, n'ont plus de compte à rendre localement au maire et à ses habitants. Leurs priorités sont devenues celles de leurs chefs hiérarchiques : établies de manière indifférenciées de Vaulx-en-Velin à Neuilly, elles se réfèrent à un ordre public, non plus édicté selon les objectifs de tranquillité et de sécurité locale du code communal, mais plutôt selon une politique de maîtrise de l'espace public contre les manifestants de toutes sortes. La validation des performances, établie en fonction d'ordres de mission dorénavant donnés par une administration centrale, se trouve détachée des pulsations sécuritaires d'une ville plus inquiète et de ses résidents. Plus conséquent encore, le recrutement national des policiers, qui hier se faisait localement pour une meilleure immersion et donc une plus ample compréhension du territoire, affecte de nos jours de manière totalement aléatoire des policiers dont la principale ambition est de regagner leur région d'origine par le biais de (ré)affectations successives. La Région parisienne, tout particulièrement concernée, reçoit les nouveaux venus à leur sortie d'école de façon à pallier le fait qu'elle concentre le gros des bataillons mais ne fournit que 15 % des recrues. Aussi à l'agent d'antan, ce familier du terrain, connu de tous, s'est substitué un policier de passage. Le prestige, qu'il avait autrefois gagné par la reconnaissance du maire ou de la population dont il pouvait être issu, est aujourd'hui celui de la police criminelle, plus préoccupée de la grande délinquance que du local et de l'incivilité <sup>100</sup>.

En France, mais également dans d'autres pays où de nombreuses polices sont municipales, l'outillage policier, en se modernisant, a instauré encore plus de distance entre la police urbaine et sa ville. Le téléphone ou la borne d'appel, en remplaçant la visite d'antan que le particulier pouvait faire à son policier, met à la portée de tous une police aujourd'hui saturée d'appels, auxquels elle peut d'autant moins répondre qu'un cas sur deux a une connotation pénale <sup>101</sup>. Autrefois à pied, le policier effectuait aujourd'hui sa ronde en voiture, ce qui contribue à le rendre moins attentif et vigilant à son environnement. La rue, qu'il n'emprunte maintenant que comme un simple espace de circulation, n'est plus occupée et appropriée par ce nouvel agent déambulant dans sa carapace d'acier. De nos jours, ses interventions et

---

<sup>100</sup> MONJARDET Dominique, "Réinventer la police urbaine, Le travail policier à la question des quartiers", in *Les annales de la recherche urbaine*, n° 83-84, sept. 1999.

<sup>101</sup> Les appels dans les grandes villes américaines doublent tous les 10 ans.

déplacements lui sont dictés par radio en fonction des appels reçus, ce qui tend à le mettre beaucoup plus à la disposition du central que de la population locale. Tant et si bien que la police urbaine, plus mobile parce que motorisée, réalise des opérations au coup par coup, mais dessaisie de son territoire, semble souvent frapper dans le vide. L'émergence de la petite délinquance, dans les années 80, l'incite à réinvestir l'espace urbain.

La résurgence d'une police au plus près du local, un vœu exprimé de longue date par les maires, a bien du mal à se concrétiser. La mise en place dans les quartiers de Brigades anti-criminalité (BAC), agissant dans l'ombre pour surprendre le flagrant délit, souligne l'incompréhension qui perdure entre des élus soucieux, dans le sillage de leurs électeurs, de disposer d'une présence policière dissuasive et visible censée prévenir le crime, et des forces de l'ordre plus enclines à l'élucider. Comme à la guerre où l'objectif est de gagner, ces brigades, accusées d'envenimer le conflit, vont à l'affrontement préférant la force au lieu d'user de parcimonie, de patience ou de colère, de méthodes humbles plus à même de dissiper le trouble. Dans la pratique, le policier, qui ne sait plus comment se situer face à la population, allie connivence et rejet, nourrit les sentiments les plus divers à son égard. Tenté de tout faire lui-même, tour à tour justicier ou maternel, il tend à confondre les rôles, mélange le temps court du maintien de l'ordre et le temps long du politique <sup>102</sup>. Aussi, dans les années 80, la police s'est-elle impliquée au sein des Conseils communaux de prévention de la délinquance (CCPD), cherchant à associer sous l'autorité du maire l'ensemble des acteurs concernés par la prévention de la délinquance ; plus récemment, une police de proximité, encore en phase d'expérimentation, s'est instaurée : mais ces options se heurtent à une pratique et un mode de fonctionnement policier avant tout axé sur le répressif.

Cette distorsion entre la demande des maires ou de leurs électeurs et la réponse policière a laissé libre cours à l'explosion d'un marché. Vigiles et gardiens en tous genres, naguère employés du secteur privé (industrie et commerce), remplissent aujourd'hui une fonction dévalorisée par le corps policier jusque dans des lieux (l'école, le travail) qui autrefois généraient leur propre ordre. Entre 1981 et 1995, le nombre des entreprises d'enquêtes et de sécurité recensées par l'INSEE a quadruplé, tandis que leur chiffre d'affaires passait de 1.928 à 6.408 millions de francs. Les municipalités ont de plus en plus recours à des outils comme la vidéosurveillance, traditionnellement utilisée dans les espaces privés. La télésurveillance a fait son entrée, au-delà de sa clientèle de particuliers aisés, dans les entreprises de transport et le logement social <sup>103</sup>.

---

<sup>102</sup> GARAPON Antoine, "Que signifie maintenir l'ordre", in *Esprit*, déc. 1998.

<sup>103</sup> OCQUETEAU Frédéric, "La sécurité privée en France, état des lieux et question pour l'avenir", in *Les cahiers de la sécurité intérieure*, n° 33, 3ème trim. 1998.

## **La sécurité, un bien produit par tous**

La Loi d'orientation et de programmation sur la sécurité (LOPS ou loi Pasqua du 25 janvier 1995) entérine une situation tout autant qu'elle la contrôle : la sécurité devient une production partagée (non concurrente de la police, selon les lobbies du secteur privé). Les sociétés de gardiennage, d'audit et de conseil en sécurité peuvent concourir à cette production au même titre que les maîtres d'ouvrages, et ce faisant les urbanistes et les architectes (en vertu d'un article du décret, toujours pas promulgué) invités, eux aussi, à veiller aux incidences sécuritaires de leurs projets et bâtiments. Les Contrats locaux de sécurité (CLS) lancés en 1997, par lesquels l'Etat contractualise une partie de ses missions avec les collectivités locales, consacrent un nouvel horizon : l'Etat, hier seul garant de sécurité fait place à l'Etat incitateur ou animateur selon la formule de J. Donzelot et P. Estèbe. Motivés par un même but de coproduction de sécurité, ces contrats, qui donnent du reste la primeur à la répression, sont pilotés par les élus, les magistrats et la police. Les acteurs associés (bailleurs, écoles, transports...) prenant part à l'élaboration d'un diagnostic, état des lieux de délinquance dressé à l'échelle du local grâce à des données chiffrées ou qualitatives fournies par les uns et les autres, sont amenés à jouer au final un rôle d'expertise autrefois exercé par la police nationale, seule détentrice du savoir et des statistiques relatifs aux délinquants. Le contrat local de sécurité susceptible de couvrir un quartier, une commune ou une agglomération, a vocation à gouverner au plus près des populations.

La transfiguration d'une délinquance, hier disséminée dans l'espace, mais aujourd'hui concentrée dans les sphères sociales que sont les quartiers, les transports, l'école, exigerait donc une action à l'échelle la plus fine du local. L'intervention judiciaire elle-même, dont les réponses hier étaient envisagées en terme de personne, semble aujourd'hui pensée en terme de territoire. La justice pallie l'éloignement de ses Palais par la création de Maisons de justice et la constitution de Groupes locaux de traitement de la délinquance (GLTD) dans les banlieues. Ceux-ci ont notamment pour fonction de traiter les affaires inscrites à la marge de la compétence des institutions - petits conflits, entorses à la loi, incivilités - que l'instauration d'agents d'ambiances, de correspondants de nuit, de régulateurs et autres médiateurs sociaux ont à charge de prévenir sur les lieux même du conflit (quartiers HLM, centres commerciaux, espaces de transports).

La prolifération des incivilités réelles ou ressenties a ainsi, dans la foulée, donné naissance à de nouveaux métiers dont la fonction ne relèverait ni de la prévention ni de la répression, mais (le terme est de Sébastien Roché) de la réprobation. Agents d'ambiances, correspondants de nuit, version modernisée et nettement plus mobile des concierges d'antan, sillonnent les cités dans le but de tempérer l'anxiété des résidents, de faire se déplacer - le brin de conversation

aidant - tel groupe de jeunes un peu trop virulent du pas de porte d'une école ou d'une résidence, de traiter les troubles de voisinage avant qu'ils ne dégèrent. Leur rôle, surtout, est de montrer qu'il existe un gardien des lieux, un hôte donc, et ce faisant des règles d'hospitalités à respecter <sup>104</sup>. La RATP, par le biais de l'emploi des «Grands frères», médiateurs natifs du cru souvent d'origine immigrée, substitue à la problématique de la victimation (celle de ses agents) et de la protection de son réseau (l'appareillage technique sécuritaire), les questions de respect (que les Grands frères sont censés inspirer chez tous les usagers et les employés) et de qualité du réseau (le service rendu aux usagers, les conditions de travail). Ainsi, le débat sur la sécurité, jusqu'ici binaire, qui faisait s'opposer ou s'associer la répression à la prévention, se trouve aujourd'hui agrandi d'un troisième thème : celui de l'hospitalité.

Souvent, cette nouvelle génération de médiateurs recrutés localement a vocation à être à l'image de la population. La sécurité se propose en quelque sorte comme un mode nouveau d'intégration. L'insertion professionnelle, que suggère l'offre de nouveaux métiers générés par la sécurité, s'accompagne d'une dimension ethnique. Grands frères, femmes relais, médiateurs de quartiers ont surtout à charge de médiatiser, pour les désamorcer, les conflits inter-ethniques qui existent entre les communautés et les institutions dans certaines portions de territoire. Cependant, la précarité de ces nouveaux métiers - souvent dévalorisés par les autres employés de l'entreprise et les jeunes, eux-mêmes invités à les exercer - et la courte durée des contrats proposés, illustrent encore une fois les attermoissements et les contradictions de la société française. Arc-boutée sur les valeurs universalistes de la République, cette société oriente cependant d'ores et déjà certaines de ses politiques sur des territoires (les médiateurs mentionnés, la Corse, la politique de la ville), voire même des communautés. Pour l'heure, là où dans les pays anglo-saxons on parle de communauté, les français, eux, préfèrent le terme de partenariat.

En fait, la société, hier *panoptique* selon Foucault, serait en passe de devenir *péri-optique* <sup>105</sup>, dominée qu'elle est par l'item sécurité. L'ordre n'est plus impulsé par le haut, le contrôle social ne se diffuse plus de l'Etat jusqu'aux sphères citadines les plus intimes. La surveillance au contraire, assurée par une kyrielle d'acteurs, tendrait à être dispensée à tous les échelons de la société. Si aux Etats-Unis, on s'alarme d'une violence physique qui affecte les espaces publics (homicides, vols avec violence), en France, où celle-ci est encore le plus souvent circonscrite à la sphère domestique, on s'inquiète plus des désordres.

---

<sup>104</sup> ROCHE Sébastien, "Les règles d'hospitalité et les professionnels de l'ordre en public", in *Cahiers du CR-DSU*, mars 1999.

<sup>105</sup> OCQUETEAU Frédéric, "Technologies de sécurité et modalités publiques et privées de production de l'ordre : l'exemple français", in *Police et sécurité : contrôle social et interaction public / privé*, L'Harmattan.

## **L'urbaniste, l'architecte, le maître d'ouvrage, à la rescousse**

Dans cette société émergente où chacun est invité à jouer un rôle en matière de sécurité, l'urbaniste et l'architecte sont appelés à s'engager. L'article 11 de la LOPS (Loi d'orientation et de programmation sur la sécurité ou Loi Pasqua) tend à responsabiliser les acteurs du bâti sur les violences urbaines. A l'échelon de la Communauté européenne, un groupe de normalisation travaille aujourd'hui à l'élaboration d'un ensemble de normes ayant vocation à esquisser une architecture destinée prévenir, du nord au sud de l'Europe, la délinquance ou les incivilités. Ce groupe s'inspire d'une théorie anglo-saxonne, la prévention situationnelle, en vertu de laquelle il conviendrait, par le biais de mesures architecturales et urbaines, d'empêcher le passage à l'acte du délinquant, en modifiant les circonstances dans lesquels les délits pourraient être commis. Les promoteurs de cette théorie, qui se battent à grand renfort d'évaluations pour lui donner l'éclat d'une science, parlent d'une architecture qui cherche à durcir les cibles du délinquant <sup>106</sup>.

Concrètement, dans le paysage, cela peut donner naissance à un ensemble de maisonnées disposées les unes en face des autres, de façon à ce que les habitants soient plus au fait des allées et venues, de manière à faire la police eux-mêmes. La voie tracée entre cette double rangée de fenêtres est à circulation réduite, de telle sorte que depuis les bâtisses chacun puisse très vite repérer le comportement anormal ou l'intrus. Les recoins, les espaces résidus, propices à la cachette ou à l'anxiété d'un passant soucieux de ce qui peut s'y tramer, sont proscrits. Les coursives, susceptibles de servir au lancer de projectiles, également...

En France, les architectes et les urbanistes sont pour le moins résistants à l'égard d'une pratique d'ores et déjà instituée dans d'autres pays, parfois légiférée si l'on prend le cas de la Grande-Bretagne. Jusqu'ici, toutes leurs actions se prononçaient en faveur du social (l'intégration de l'individu, le lien social). Le savoir, du reste, semble déficient. Dans la panoplie des mesures à obédience sécuritaire, on recense tout et son contraire. L'espace clos peut être mieux surveillé, mais n'est-il pas pour autant oppressant, angoissant ? Dans un marché pourtant convoité par les pickpockets, le brassage de populations étrangères les unes aux autres rassure la ménagère. A quoi l'architecture doit-elle répondre ? L'insécurité ou son sentiment, le lien social ou la recherche d'une plus ample protection, la norme incendie ou la norme prévention de la délinquance ? Les grillages parfois apposés sur les rez-de-chaussée,

---

<sup>106</sup> COLEMAN Alice, *Utopia on Trial : Vision and Reality in Planned Housing*, London, Hilary Shipman, 1985.  
NEWMAN Oscar, *Defensible Space : Crime Prevention through Urban Design*, New York, MacMillan, 1972.  
CLARKE R. V. *Situational Crime Prevention*, Albany : Harrow and Heston, 1992.

souvent cambriolés, entravent l'action des pompiers. Pourtant rejetées, les coursives responsabilisent : de leur hauteur, le piéton qui les traverse s'autorise plus facilement une intervention ou une médiation propre à calmer le conflit se déroulant en dessous. La voie anglo-saxonne privatisée et piétonne s'oppose à celle tracée tout d'un bloc dans le but de faciliter l'intervention de la puissance publique policière dans les quartiers dont on craint la sécession avec le reste de la société.

Le chercheur suédois Ekblom résume d'une injonction les tergiversations sur des mesures dont il n'est pas prouvé qu'elles ne contribuent pas à déplacer le crime : les évaluations des actions inspirées par la prévention situationnelle, toujours réalisées sur des cas isolés, ne permettent pas, comme la rigueur scientifique l'exige, de recenser des continuités et donc de voir comment les mesures proposées évoluent dans des contextes différents, de trouver la réelle cause produisant l'effet.

Mais, si les maires font l'objet d'une forte demande de sécurité, les bailleurs sociaux également, et à leurs côtés leurs prestataires : les architectes, urbanistes, paysagistes sont amenés, quoique certains d'entre eux en disent, à étoffer leurs plans d'annotations sécuritaires. Derrière leurs interventions, fruit obéissant d'une commande, se dessinent quelques tendances que l'on pourrait dès à présent considérer comme des normes : les halls, aujourd'hui réduits de manière à éviter les attroupements de cette nouvelle classe dangereuse adolescente, se sont substitués aux entrées et porches d'hier qu'on voulait amples et conviviaux en des temps plus sereins. Vitrages, matériaux réfléchissant la lumière, y sont aujourd'hui de règle. Ils permettent de rassurer le résident qui craindrait l'espace flou, de casser le caractère d'abri que les jeunes semblent trouver dans le porche. Parfois, les mesures d'hier déployées à des fins sociales sont resservies à la « sauce » sécuritaire. Les murets, les jardinets, les locaux poubelles, déplacés à l'extérieur, matérialisaient un seuil pour faciliter l'appropriation des habitants : car aux grands ensembles est reprochée la forte opposition existant entre l'espace privé et l'espace public. Le seuil d'aujourd'hui hérite de la même attribution : un espace qu'on aimerait ne pas voir trop encombré de population et où il est interdit de stationner longtemps.

Surtout, la "résidentialisation" du grand ensemble est en passe de devenir un précepte. Véritable ritournelle des réhabilitations en banlieue, elle consiste à fractionner le grand ensemble en unités résidentielles autonomes les unes des autres : une Cité des 4000, décomposée en une myriade de résidences, est ainsi rendue à une échelle humaine. Les deux ou trois barres s'affrontent autour d'un espace vert : ainsi détachées de leur grand environnement HLM, elles ont vocation à être plus acceptées voire mieux investies par les habitants. Aux exclus de la socialisation et de l'urbanisation, les acteurs de la réhabilitation

proposeraient en somme une forme d'habitat propre aux classes moyennes : la résidence, un espace clos dont on pourrait par ailleurs imaginer qu'il favorise l'autosurveillance. Les mères surveillant leurs enfants depuis leur fenêtre, l'œil fixé sur l'entrée du pâté d'immeubles-barres, sont très vite au fait de l'intrus (pénétrant un espace investi et approprié par le regard). La résidence, qui facilite l'entre-soi, n'est pas sans rappeler ces formes de lotissements clos, légions en Californie, qu'on commence à voir pousser sur le territoire français. Ces lotissements clos constituent en quelque sorte une forme de démocratisation des anciens parcs et châteaux bourgeois <sup>107</sup>. A la différence près que la clôture s'est substituée à l'ordre social d'antan que garantissait la domination de la grande bourgeoisie. Et que la sécurité, par le biais de la clôture, le digicode, pourrait bien faire aujourd'hui office de signe de distinction. Aux Etats-Unis, elle révèle le possédant de celui qui n'a pas les moyens de s'offrir une protection <sup>108</sup>. Les portes et barrières des riches cités fortifiées américaines n'auraient, selon des études, aucune incidence sur le nombre de vols <sup>109</sup>. Pourquoi les habitants des banlieues, qu'on dit acquis aux valeurs des classes moyennes avec l'inconvénient de ne pas en avoir les moyens, n'auraient-ils pas de telles prétentions ? Pour l'heure, la domotique, introduite avec l'argument d'un surplus de sécurité dans certaines cités HLM, semble moins appréciée pour sa garantie de sécurité que comme le signe d'appartenance à une élite. Ce service, fourni avec l'image d'un téléviseur révélant les allées et venues des voisins, est montré aux visiteurs, amis, cousins ou simples connaissances <sup>110</sup>. Présentant sur certains sites un journal rédigé par le gardien, le téléviseur braqué sur l'entrée de l'immeuble ou le bac à sable permet, d'après Philippe Dard, une communication avec un "autrui généralisé" ; il élabore donc une expérience commune tout en évitant les contacts physiques réprouvés en cette société individualiste.

La surveillance serait-elle le ciment de nouvelles formes de relations de voisinage ?

Dominique LEFRANCOIS

---

<sup>107</sup> Monique Pinçon-Charlot, Michel Pinçon, interrogés par Jean-Paul Besset et Pascale Kremer in "Le nouvel attrait pour les résidences sécurisées", in *Le Monde* du 15 mai 1999.

<sup>108</sup> DAVIS Mike, *City of Quartz, Los Angeles, capitale du futur*, Edition française La Découverte, 1997.

<sup>109</sup> BLAKELY J., SNYDER M., *Fortress America : Gated and Walled Communities in the United States*, Lincoln Institute Production, 1995.

<sup>110</sup> KERHUEL Nicole, "La domotique en habitat social. De la gestion à l'usage," in *Service de proximité et vie quotidienne. De nouvelles sociabilités urbaines*. Michel BONNET (dir.), Yvonne BERNARD (dir.).

Urbaniste chercheur, Dominique LEFRANCOIS collabore à des ouvrages et revues d'architecture. Ses travaux portent plus particulièrement sur l'architecture et l'urbanisme des grands ensembles. Elle a réalisé pour le Plan urbanisme construction et architecture (PUCA), l'Institut français d'architecture (IFA), la Direction du patrimoine du ministère de la Culture, des recherches sur la réhabilitation du bâti des Trente glorieuses, les représentations des acteurs de la politique de la ville et la « patrimonialisation » des grands ensembles. Elle est l'auteur d'études et de recherches pour l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) - « *Les enjeux d'une normalisation liée à la sécurité dans les projets architecturaux et urbains* », « *Les approches culturelles d'une prévention des insécurités et des incivilités par l'architecture et l'urbanisme* » - et effectue également une recherche dans le cadre d'un doctorat : « *L'auto immobile, représentations, usages et économies de la voiture dans les grands ensembles* ».



**VILLE  
ET VIOLENCE**

*bibliographie*

# 1. SUR LA VIOLENCE

## 1. analyses et ouvrages généraux

BERGOUIGNOUX Jean (dir.); ROMEUF Jean-Paul (dir.); DINTILHAC Jean-Pierre (préf.); AARON Catherine ; LUCAS Jean-Marc

GRUPE D'ETUDE ET DE REFLEXION INTERREGIONAL

### **Criminalité et délinquance apparentes : une approche territoriale**

*Paris : La Documentation française, 2000. - 212 p., ann., cartes, graph., bibliogr.*

La société française est entrée dans une ère de grandes mutations. En situation de précarité et d'incertitude, les citoyens sont vulnérables aux vagues de peur sociale : criminalité et délinquance suscitent un sentiment d'insécurité profond. Dans ce travail qui synthétise plusieurs décennies d'observations, le GERI met en perspective les évolutions de ces phénomènes en longue période, telles qu'elles résultent des outils statistiques actuels. En 1977, le rapport Peyrefitte « Réponses à la violence » constatait l'explosion des crimes et délits, et témoignait de la crispation sécuritaire des français. Pourtant, dès 1982, délinquance et criminalité apparentes sont stabilisées mais le sentiment d'insécurité persiste. Pour comprendre ce paradoxe, le GERI examine, au-delà des évolutions globales, les transformations de la structure et les disparités territoriales de la délinquance et de la criminalité. Les dynamiques propres à chaque catégorie de crimes et délits et leur répartition géographique sont étudiées au niveau départemental. L'impact de la concentration urbaine et les mouvements de diffusion vers des circonscriptions auparavant épargnées sont décrits. Des profils de zones à risque et une cartographie des territoires criminogènes sont dessinés. L'analyse privilégie l'approche statistique et l'investigation chiffrée et afin d'éviter toute conclusion hâtive, des annexes méthodologiques définissent précisément les concepts et les périmètres d'observation.

**IA 41721**

DUPREZ Dominique ; KOKOREFF Michel

### **Les mondes de la drogue**

*Paris, O. Jacob, 2000. - 361 p.*

**CDU 52109**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

### **Violences sportives : ordre et désordre**

*Paris : IHESI, 2000. - coll. La sécurité aujourd'hui*

**IHESI**

LE BRETON David

### **Passions du risque**

*Paris : Ed. Métailié, 2000. - 189 p., coll. Traversées (1<sup>ère</sup> éd. 1991)*

Le sens de l'existence se fait à travers un signifiant maître - la mort - pour savoir si vivre a encore une signification.

**BPI**

HERITIER Françoise (dir.)

### **De la violence II. Séminaire de Françoise Héritier**

*Paris : Odile Jacob, 1999. - 350 p., coll. Opus*

Second volume d'un séminaire animé en 1996 et 1997 au Collège de France au cours duquel les participants ont pu s'intéresser à des questions philosophiques et éthiques comme : le sacrifice est-il un meurtre ? A quoi sert la douleur infligée ? Quelles sont les limites du pacifisme et de la non-violence ? A travers des analyses sur la torture politique, les mises à mort publiques, mais aussi le statut de l'animal, les cycles de formation en temps de chômage, les comportements de bandes d'adolescents, etc., les intervenants tentent de décrire la genèse de l'intolérance et de la violence.

**CDU 38956**

MAFFESOLI Michel

**La violence totalitaire. Essai d'anthropologie politique ; nouvelle édition. Postface de Pierre Sansot**

*Paris : Desclée de Brouwer, 1999. - 343 p., bibliogr., coll. Sociologie du quotidien*

Cet essai d'anthropologie politique se penche sur la violence totalitaire, dans le sens où celle-ci s'inscrit dans un processus révolutionnaire qui possède une dimension cyclique, et est de ce fait un problème intemporel. En effet, nécessaire à la circulation sociale, au renouvellement de l'organisation de la cité, la violence totalitaire revient régulièrement dans l'histoire de l'homme comme facteur annonciateur de mutations techniques, scientifiques et sociales. L'auteur explique par ailleurs comment les fondements de la société contemporaine technocratique ont privilégié l'économique et le contrôle rationalisé, délaissant toutes les autres dimensions sociales de l'homme. La société contemporaine participe ainsi, selon l'auteur, au cycle de la violence totalitaire.

**CDU 39691**

OGIEN Albert

**Sociologie de la déviance**

*Paris : Armand Colin, 1999. - 232 p., coll. U*

Les problèmes liés à la marginalité, la délinquance, la criminalité et la toxicomanie.

**IHESI 44**

PERALVA A. ; MACE E.

**Médias et violences urbaines. Etude exploratoire sur le travail des journalistes**

*Paris : IHESI, 1999. - rapport de recherche*

**IHESI**

TZITZIS Stamatios (dir.)

**Morale et criminalité**

*Paris : L'Archer / Institut de criminologie de Paris, 1999. - 180 p., coll. Question de temps*

Réflexion sur la différence entre morale et justice, entre le jugement personnel et la loi. Quels dangers quand la moralité dicte la loi et quand la justice n'écoute plus la société ?

**IHESI 44**

ANATRELLA Tony

**La différence interdite : sexualité, éducation, violence. Trente ans après 68**

*Paris : Flammarion, 1998. - 327 p.*

Notre société est plongée dans la fascination d'elle-même ; elle y perd le sens de l'autre. De cette quête aveugle du semblable, nous voyons chaque jour les effets : uniformisation culturelle, valorisation de l'androgynie, fantasme du clonage, xénophobie, enfermement sectaire... Ces phénomènes sont liés et T. Anatrella se propose d'en démontrer le mécanisme du point de vue psychosocial. Après un détour sur les causes principales de ce malaise social (déclin de l'image du père, crise de la relation éducative et confusion entre intériorité psychique et extériorité sociale), il analyse quels types de comportements ou de discours se trouvent ainsi produits, et la façon dont la société les produit.

**BPI**

BOURDIEU Pierre (dir.)

**La misère du monde**

*Paris : Editions du Seuil, 1998. - 960 p., index, coll. Libre examen (1<sup>ère</sup> éd. 1993)*

Une équipe de chercheurs, sous la direction de P. Bourdieu, a tenté d'analyser les conditions d'apparition des formes contemporaines de la misère sociale. La cité, l'école, la famille, le monde ouvrier, le sous-prolétariat, l'univers des employés, celui des paysans, etc. sont autant d'espaces où se nouent des conflits générateurs d'une souffrance dont la vérité est dite par ceux qui la vivent. Ce livre présente les témoignages d'hommes et de femmes sur leur difficulté d'exister. Au sommaire : l'espace des points de vue ; effets de lieu ; la démission de l'Etat ; déclin ; les exclus de l'intérieur ; les contradictions de l'héritage ; comprendre.

**CDU 27889 ; IA 32652 ; CNDP 623297**

BRION F. ; TULKENS F.

**Conflit de culture et délinquance. Interroger l'évidence**

*Déviance et société, vol. 22, n° 3, 1998. - pp.235-262*

## **CESDIP ; BPI**

CAMPOS Elisabeth

### **Le crime**

*Paris : Ed. Milan, 1998.- 63 p., bibliogr., ill., glossaire, index, coll. Les essentiels*

Le crime demeure d'une étonnante actualité au moment où les actes de violence et de délinquance augmentent et troublent l'opinion publique. Concept large, le phénomène criminel recouvre des réalités diverses qui affectent l'ensemble de la société (justice, police, école, citoyens). Cet ouvrage enquête sur le crime, l'une des facettes les plus sombres de l'âme humaine.

**IHESI 44**

CHEBEL D'APPOLLONIA Ariane

### **Les racismes ordinaires**

*Paris : Presses de Sciences po, 1998.- 128 p., coll. Bibliothèque du citoyen*

Au-delà du nouveau racisme des idéologies d'extrême droite, le racisme au quotidien se nourrit d'attitudes et d'opinions hétérogènes, mais qui toutes visent au rejet de l'autre. Ainsi, l'euphémisation des insultes, les nouveaux espaces de la ségrégation sociale, la recherche de vecteurs inédits de diffusion idéologique comme l'Internet sont les nouveaux visages de la haine. Entre exclusion et revendication identitaire, indifférence et inégalité, ce livre plaide pour une démocratie de la reconnaissance qui ne se résume ni à la démocratie des ghettos ni à la République des opprimés.

**IHESI 614.2**

CUSSON Maurice

### **Criminologie actuelle**

*Paris : PUF, 1998.- 320 p., coll. Sociologies*

La criminologie a fait d'étonnants progrès depuis vingt ans : dans l'élucidation de la violence, des trafics illicites, des réseaux mafieux et des délinquants. Par ailleurs, la dynamique et les résultats de la réaction sociale au crime sont de mieux en mieux compris, permettant à la criminologie de proposer des réponses fiables aux questions sur l'efficacité des contrôles sociaux, sur la sanction pénale et sur la prévention du crime. L'auteur propose une synthèse originale des connaissances les plus actuelles.

**IHESI 42**

DEJOURS Christophe

### **Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale**

*Paris : Seuil, 1998.- 197 p., index, bibliogr., coll. L'histoire immédiate*

Cet ouvrage analyse les ressorts subjectifs du consentement à la dégradation des conditions de travail générée par le système libéral. L'auteur, directeur du Laboratoire de psychologie du travail, se fonde sur diverses enquêtes. Après avoir souligné l'importance de la souffrance et de sa dénégaration dans le domaine du travail, il privilégie deux directions. La première consiste à analyser les processus d'institution du mensonge dans les entreprises, en référence au concept de « distorsion communicationnelle » de Jurgen Habermas. La seconde a trait à l'analyse des mécanismes psychiques - fondés sur la peur et la honte - qui permettent aux individus d'accepter la souffrance et l'injustice qu'ils subissent ou infligent à autrui dans le cadre des relations de travail. L'argumentation s'appuie sur les analyses d'Hannah Arendt, et en particulier sur le concept de « banalité du mal ».

**CDU 37359**

MICHAUD Yves

### **La violence**

*Paris : PUF, 1998.- 128 p., bibliogr., coll. Que sais-je ? n° 2251, ISBN 2-13-049582-6*

Les chapitres de l'ouvrage sont consacrés aux définitions de la violence (sens et étymologie, définitions du droit et méthode, notion de violence, chaos et désordre), à son histoire (facteurs d'incertitude et de connaissance de celle-ci, guerres, violence politique, criminalité), aux technologies de la violence contemporaine (technologie de la destruction, rôle de la simulation, rapports avec la communication, notions de vulnérabilité et invulnérabilité des sociétés contemporaines), à ses usages (stratégies, pratique de la terreur, gestion du désordre et du risque), à l'anthropologie de la violence (point de vue neurophysiologique, éthologie et agressivité, apport de l'anthropologie historique, psychologie de l'agressivité, apports de la psychanalyse), aux sociologies de la violence (approches empiriques,

violence et théorie sociale, études microsociologiques), aux philosophies de la violence (ontologies de la violence, philosophies de la réciprocité, philosophies de la société).

**CDU 38949**

PERELMAN Marc

**Le stade barbare. La fureur du spectacle sportif**

*Paris : Editions Mille et une nuits, 1998.- 78 p., bibliogr., coll. Les Petits livres, n° 18*

Pamphlet dirigé en particulier contre le Stade de France et, plus généralement, contre le sport de masse et la forme architecturale qui lui est associée. L'auteur architecte et philosophe y fustige la bêtise, la violence et la barbarie, ainsi que l'idéologie grégaire, nationaliste et anti-démocratique qui, selon lui, sont associées au phénomène sportif et au stade en tant qu'emblème du sport.

**CDU 36405**

GIRARD René

**La violence et le sacré**

*Paris : Hachette Littérature, 1998.- 544 p. (1<sup>ère</sup> éd. 1972)*

**CNDP 603773**

MAILLARD Jean de

**L'avenir du crime**

*Paris : Flammarion, 1998.- 224 p.*

L'expansion du phénomène criminel est le signe d'une restructuration majeure des formes de l'organisation sociale. La mondialisation et son double, la communautarisation, nous font entrer dans une « société fractale » dont la criminalité redéfinie représente l'un des rouages. C'est la théorisation de cette nouvelle société que l'ouvrage s'attache plus particulièrement à approfondir.

**IHESI 44**

SIBONY Daniel

**Violence : traversées**

*Paris : Seuil, 1998.- 353 p., coll. La couleur des idées*

Notre société dénonce beaucoup la violence qu'elle-même secrète à tour de bras. A croire que ce qu'elle veut, c'est une violence qui ne se voit pas : à part quelques cinglés violeurs d'enfants, entre gens civilisés on peut tout se dire, tout se faire, et « ça se passe normalement »... Ce fantasme, sans cesse démenti par les faits, recouvre une peur énorme, une peur de sa propre violence, et un refus de la penser, comme si elle n'était que mortifère, alors qu'elle est aussi l'occasion même où la vie se renouvelle. Du coup, avant de chercher un remède à la violence comme si c'était un virus, ne faudrait-il pas la penser comme le moment privilégié où la vie se donne et se brise - et se tue à vouloir changer, sans trouver la passe ? Ne peut-on pas exploiter cette occasion, cette énergie avant de l'étouffer par des mesures qui sont une autre violence, souvent plus stérile ? Cette pensée de la violence est ici mise en œuvre dans un parcours qui ne peut se faire sans une violence de la pensée.

**BPI**

SOFSKY Wolfgang

**Traité de la violence**

*Paris : Gallimard, 1998 - 228 p., coll. NRF (S. Fischer Verlag GmbH, Frankfurt am Main, 1996)*

Etat, arme, passion, douleur, torture, exécution, combat, chasse, massacre, destruction des choses : en quelques douze courts chapitres, W. Sofsky traite des formes diverses de la violence contemporaine. Pour ce faire, il recourt à l'un des procédés classiques de la philosophie politique, de T. Hobbes et J.-J. Rousseau jusqu'à J. Rawls : la petite fiction qui dt, en un bref récit imaginaire, l'instauration originaire d'un ordre et de la violence nouvelle dont il est inéluctablement porteur. Dans ce traité, on trouve la même interrogation qui anime la réflexion de W. Sofsky depuis ses précédents travaux consacrés aux camps de concentration nazis, à l'ordre de la terreur.

**BPI**

WIEVIORKA Michel (dir.)

**Un nouveau paradigme de la violence**

*CULTURES ET CONFLITS, n° 29-30, printemps-été 1998.- pp.7-468, numéro spécial*

Qu'y a-t-il de nouveau dans la violence contemporaine et dans la façon dont elle est perçue et représentée ? Quels liens entretient-elle avec l'organisation des systèmes politiques ? Que signifient les références à une identité collective, religieuse notamment, dans l'expérience de la violence ? Comment sort-on de la violence ? Enfin, peut-on parler d'un nouveau paradigme de la violence ? Etudes sur le modèle Bassidji en Iran, l'islamisme et la violence en Palestine, le maintien de la paix en Somalie, la secte Aum Shinrikyô au Japon, l'Irlande du Nord, la Russie, la violence urbaine au Brésil.

### **Sciences po**

WIEVIORKA Michel

#### **Le racisme, une introduction**

*Paris : La Découverte, 1998. - 168 p., coll. Poches, Sciences humaines et sociales*

Le racisme s'est considérablement transformé au fil des temps et la distance est grande entre ses expressions classiques qui se réclament de la science, et ses formes contemporaines qui se réfèrent de plus en plus à l'idée de la « différence » et de l'incompatibilité des cultures. Mais comment en rendre compte ?

**BPI**

#### **Coûts et blessures**

*Le Blanc-Mesnil : ICONOVOX, 1998. - 172 p., ill., bibliogr.*

Restitution d'une exposition sur les dérives racistes. Une quarantaine de textes de responsables ou militants d'associations, d'une démographe, d'écrivains, d'enseignants, d'un ethnopsychiatre, d'un généticien, d'historiens, de journalistes, de magistrats, de sociologues, ... A charge pour eux d'illustrer en un court texte, et chacun dans sa spécialité, le dessin de leur choix, réalisé par un des neuf dessinateurs : Barbe, Bernar, Gaüzère, Honoré, Jy, Plantu, Spinga, Tignous, Willem.

**CDU 51689**

#### **Figures de l'autorité**

*MIGRANTS-FORMATION, n° 112, mars 1998. - 184 p., bibliogr.*

La société française et l'autorité (R. Rémond). L'autorité maltraitée (M. Fize). Jeunesse, autorité et conflit (S. Bouamama). L'autorité virile dans les bandes, d'hier à aujourd'hui (P. Duret). Les rapports des jeunes avec l'autorité policière (L. Bui-Trong). « Ce qu'il faut lutter, pour venir à bout de ces jeunes ! » (M. Catani). La famille immigrée, la loi et la coutume (E. Rude-Antoine, interview par C. Calogirou). Autour des usages sociaux du téléphone : organisation et solidarité familiales dans les familles d'origine immigrée (C. Calogirou). Faillite de l'autorité parentale ? le cas des parents d'origine étrangère (C. Beski). Le rapport de l'enseignant à l'autorité (J. Houssaye). L'autorité et l'école : fin de système (P. Béranger, J. Pain). Les anges gardiens ; autorité, compétence et légitimité dans l'éducation spécialisée (M. Vaillant). « Puer ludens » : le jeu comme moyen de lutter contre la violence (M. Verhoeven, J. Barou).

**CNDP ; ADRI**

#### **France : les révolutions invisibles**

*Paris : Calmann-Lévy, 1998. - 321 p., phot., notes (ouvrage collectif)*

Sociologues, politologues, économistes, démographes et juristes, auteurs de publications récentes, annoncent ici une grande mutation historique dont nous commençons seulement à prendre la mesure. Comment caractériser ces « révolutions invisibles » qui concernent aussi bien les individus dans leur vie privée que les institutions politiques et les modes de production économique ? Toutes les sociétés industrielles connaissent ces changements. La particularité française consiste dans la façon de les appréhender. On trouve dans cet ouvrage un ensemble d'essais synthétiques qui s'efforcent de détecter les nouvelles formes de régulation selon trois thèmes majeurs : montée et transformations de l'individualisme, nouvelles données de la société post-industrielle et effacement des normes étatiques et juridiques au profit d'une démocratie d'opinion et de médiation.

**CDU 38617**

#### **Vivre à la marge**

*INFORMATIONS SOCIALES. (FRA). n° 68, 1998. - 109 p., notes, bibliogr.*

Etre « à la marge », c'est surtout souffrir des maux de l'exclusion dans la solitude, loin du confort des certitudes et du soutien qu'apportent les regards approbateurs ou seulement compréhensifs des autres. Qu'elle soit individuelle ou collective, la différence est souvent lourde à assumer quand elle se traduit par

le rejet, la rupture du lien social élémentaire qu'est la parole, voire l'hostilité déclarée d'une partie du corps social. Les sanctions que les groupes humains infligent à ceux qui ne respectent pas les normes, et plus encore, à ceux qui les contestent, sont souvent très rigoureuses. Des situations nombreuses et très dissemblables les unes des autres relèvent de cette dynamique de l'exclusion, celle par l'économique ne représentant qu'une logique d'exclusion parmi d'autres. Au sommaire : Le lien social dans la ville au XVIIIe siècle ; exclusions et solidarités (A. Farge) ; Une volonté de dialogue (S. Hessel) ; La marginalité comme concept dans les courants sociologiques (F. Bigot) ; Le droit social et la marginalité, une logique de renégociation continue (R. Lafore) ; Territoires de relégation, des lieux en marge (H. Vieillard-Baron) ; L'identité culturelle en prison : des parcours différents, des stratégies pour résister (C. Rostaing) ; Alcoolisme et marginalité, un croisement des regards (S. Fainzang) ; De la déviance à la peur du risque (A. Peralva) ; S'en sortir pour rejoindre la majorité (B. Bergier) ; Le dissident institutionnel : un marginal ? (M. David-Jougneau) ; Les minorités actives (S. Moscovici) ; La force créatrice de la marge à la lisière du récit (F. Dagognet).

**CDU**

BOTTARI Marianne (éd.)

**Violence, le cri du silence**

*LA MAZARINE*, 2<sup>ème</sup> trim. 1997

Le concept de violence. Témoignages d'artistes et d'écrivains.

<http://www.artcom.tm.fr/lamazarine>

BRILLAUD Eliane ; QUERRIEN Anne

FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN ; FRANCE. CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'URBANISME ; FRANCE. ARCHITECTURE ET URBANISME (DIR.)

**Ville et immigration./ Cities and immigration. Dossier bibliographique**

*Paris-La Défense : Villes et territoires, 1997.- 88 p., index (dossier réalisé à l'occasion de la Rencontre « Ethnic minorities in cities », Londres, 5-6 juin 1997, organisé par le LRC et Urbandata)*

Dossier bilingue (français/anglais), réalisé à l'occasion d'une conférence à Londres en 1997, qui à travers une sélection de références bibliographiques (période 1985-1997) sur le thème « Ville et immigration » aborde les problèmes de l'intégration des immigrés dans les ensembles urbains. Ces problèmes sont traités de façon parallèle pour la France et la Grande-Bretagne : politique de l'immigration, droit, sciences humaines, urbanisme et logement, emploi et activités, associations, peuples immigrés.

**CDU 34977; IA 38526; DCN 45-334; DRE D.CDU.12**

ELIAS Norbert ; SCOTSON John L.

**Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté**

*Paris : Fayard, 1997.- 279 p.*

Monographie ethnosociologique sur un quartier ouvrier anglais vers 1960. N. Elias, avec un élève et collaborateur, explore la ségrégation entretenue par un groupe de britanniques (ouvriers ou appartenant à la petite bourgeoisie) à l'encontre d'un autre groupe tout aussi modeste et homogène. D'un côté, l'unité historique des « vieilles » familles ; de l'autre, les nouveaux arrivants, en proie à un sentiment d'infériorité. L'exclusion ne repose ni sur la race, ni sur la classe : elle est donc encore plus évidemment imaginaire, idéologique.

**BPI**

FARRUGIA Francis

**Exclusion : mode d'emploi**

*C. INTERNATIONAUX DE SOCIOLOGIE. (FRA). vol. 102, 1997.- pp. 29-57, bibliogr.*

Dans les communautés traditionnelles prémodernes, le lien aux choses est constitutif d'un lien aux hommes, d'un lien social ; dans les sociétés économiques modernes, le rapport entre les hommes n'est plus un lien social, puisqu'il est avant tout un moyen de rencontrer les choses dans un processus d'appropriation sans fin, dans un processus d'exclusion sans fin de l'humanité même. Dans un cas l'homme est une fin, dans l'autre il est un moyen. Une société qui ne reconnaît pas l'humanité comme valeur première court à sa perte, car sa fuite est sans issue réelle. Une telle société se détermine comme tragiquement privée d'issue.

**CDU**

FRAU-MEIGS Divina ; JEHEL Sophie

### **Les écrans de la violence : enjeux économiques et responsabilités sociales**

Paris : *Economica*, 1997. - 264 p.

Place des représentations violentes, fondée sur la connaissance des programmes et du fonctionnement économique de l'audiovisuel. Exemples.

**BPI**

LA MAISONNEUVE Eric de

### **La violence qui vient. Essai sur la guerre moderne**

Paris : *Arléa*, 1997. - 241 p., bibliogr.

**IHESI 80**

LASSALLE Jean-Yves

### **Violence dans le sport**

Paris : *PUF*, 1997. - 128 p., coll. *Que sais-je ? n° 3222*

Le problème de la violence dans le sport, qu'elle soit le fait des sportifs eux-mêmes ou celui des supporters, est étudié sous l'aspect juridique et criminologique. Les infractions sont définies par la loi du 6 décembre 1993.

**BPI**

LAZAR Judith

### **La violence contagieuse. Représentation symbolique et réalité**

*DEBAT*, n° 94, mars-avril 1997. - pp.152-161, bibliogr.

Est-ce de la vision de la violence que vient l'incitation subjective à des actes de violence ? Et si c'était, à l'opposé, le décalage et le heurt entre l'irréalité idéale du monde de la fiction télévisée et la piètre réalité du monde vécu qui l'alimentaient le plus sûrement ? Ne serait-ce pas en faisant vivre les jeunes dans un univers qui rend par contraste leur environnement insupportable que la télévision perturbe le plus profondément le processus de socialisation ?

**CDU**

MONGIN Olivier

### **La violence des images ou comment s'en débarrasser ?**

Paris : *Seuil*, 1997. - 183 p., coll. *La couleur des idées*

**BPI**

TOURAINÉ Alain

### **Pourrons-nous vivre ensemble ? Egaux et différents**

Paris : *Fayard*, 1997. - 395 p., index, bibliogr.

Le seul lieu où puisse s'opérer la combinaison de l'instrumentalité et de l'identité, du technique et du symbolique, est le projet de vie personnel. Ce projet ne se réalise pas dans l'isolement ou le retrait, mais en luttant contre la domination des marchés et contre les pouvoirs communautaires, en reconnaissant l'autre et en mettant la démocratie, le droit et l'école au service de la liberté créatrice de chacun.

**IA 38586; CDU 35843**

### **Image et violence, BPI en Actes**

Paris : *BPI / Centre Georges Pompidou*, 1997. - 310 p.

Contributions au colloque organisé par la BPI et le CNRS Images/Médias FEMIS les 3 et 4 octobre 1996. XIIIe Rencontres internationales de l'audiovisuel scientifique « Image et science ».

**IHESI 63 ; BPI**

### **Mondialisation, criminalité, société**

*DEBAT*, n° 94, mars-avril 1997. - pp. 99-150, bibliogr.

Les sociologues ont bien oublié le problème théorique du crime depuis Durkheim. Et s'il s'agissait d'un des faits sociaux majeurs de notre époque ? Cela non seulement en raison de la spectaculaire croissance de ses dimensions depuis les années soixante, mais de son rôle dans le remodelage général des rapports sociaux et des rapports entre sociétés en train de s'opérer sous nos yeux. Au sommaire : Le crime à venir. Vers une société fractale (J. de Maillard) ; Société fractale, société politique ? (J.-M. Guéhenno) ; Le désordre mondial est-il irréversible ? (X. Raufer) ; Quelle est la question ? (J. de Maillard).



## CDU

HERITIER Françoise (dir.)

### **De la violence (I). Séminaire de Françoise Héritier**

Paris : Odile Jacob, 1996. - 420 p., coll. *Opus*

**CNDP 304859**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

### **Entreprise et sécurité**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE*, n° 24, 2<sup>e</sup> trim. 1996. - 180 p.

L'insécurité imprègne notre vie quotidienne et nos rapports sociaux sous la forme de craintes, d'incivilités, de délits de voie publique. Une des conséquences est la perte de confiance dans les institutions. Ce numéro propose une étude détaillée de ce phénomène, ainsi que ses répercussions sur les institutions, les normes juridiques et les règles morales.

**CDU ; IHESI**

MAZEL Olivier

### **L'exclusion : le social à la dérive**

Paris : Le Monde Ed., 1996. - 248 p., index, bibliogr., tabl., stat., chronologie, coll. *Le Monde poche*

**IHESI 615**

MICHAUD Yves

### **La violence apprivoisée. Débat avec Olivier Mongin**

Paris : Hachette, 1996. - 144 p., coll. *Questions de société*

La violence est définie comme l'usage de la force quel qu'en soit sa légitimité ou sa non légitimité. Elle est à la fois envisagée sous l'angle de la technologie des armements et de leur emploi ; dans la perspective de la mondialisation des activités et des communications ; avec l'intégration des nouveaux rapports entre population et territoires ; et enfin dans le contexte de la société post-moderne. L'auteur distingue la violence qui s'appuie sur les hautes technologies (violence militaire instrumentalisée par l'Etat) et une violence civile diffuse, archaïque et barbare (se situant du côté des individus victimes de crises identitaires).

**BPI**

OCQUETEAU Frédéric

### **Norme, règle, habitus et droit chez Bourdieu**

Paris : LGDJ, 1996. - coll. *Droit et société*, n° 32

**IHESI**

PAUGAM Serge (dir.)

### **L'exclusion. L'état des savoirs**

Paris : Editions La Découverte, 1996. - 582 p., bibliogr., coll. *Textes à l'appui (Ouvrage réalisé avec le concours de la CDC, la DIV, la Fondation Abbé Pierre)*

La notion d'exclusion est clarifiée en référence à celle de lien social à travers les approches complémentaires de l'histoire, de la sociologie, de l'économie, de la philosophie, de la psychologie sociale et du droit. Les trajectoires individuelles et collectives des individus et des groupes concernés par l'exclusion ou susceptibles de le devenir, le problème de la ségrégation spatiale, les identités multiples des exclus et la construction de leur image sociale sont analysés. Les solutions disponibles sont explorées à travers l'examen des expériences de lutte contre l'exclusion en Europe et aux Etats-Unis, des défaillances de l'État-providence, et en proposant des pistes et des perspectives de politique sociale contre l'exclusion.

**CDU 33043; IA 37580**

SENNETT Richard

### **The uses of disorder : personal identity and city life**

Londres : Faber and Faber Ltd, 1996. - 209 p. (1<sup>ère</sup> éd. 1971)

An American social critic sets out to show how the excessively ordered community freezes adults - young idealists as well as their security-conscious parents - into rigid attitudes that stifle personal growth. He argues that the accepted ideal of order generates patterns of behaviour among the urban middle

classes that are stultifying, narrow and violence-prone. He also proposes a functioning city that can incorporate anarchy, diversity and creative disorder to bring into being adults who can openly respond to and deal with the challenges of life.

**BPI**

SEROUSSI Roland ; VAN GRASDORF Gilles

**La violence. Etat des lieux**

*Paris : Editions France-Empire, 1996. - 246 p., bibliogr.*

Ouvrage d'un avocat international et d'un journaliste consacré à divers aspects de la violence et de ses effets, et cherchant à en donner des éléments d'explication ou de description : violence et malaise dans les banlieues, insécurité en milieu scolaire, attentats en Corse, phénomènes de drogue et de désarroi chez les jeunes, crainte créée par les milieux clos (sectes, foyers, prisons...), diversité des lieux où la violence s'exerce sous diverses formes, développement du racisme et du terrorisme, doute chez les forces de l'ordre... Les auteurs soulignent l'importance de l'intégration, du dialogue, de l'écoute et aussi de la sanction dans la lutte contre la violence.

**CDU 38948**

VAN PEER Jack ; LYBAERT Dirk

**Le football : une fête ? Un système d'exclusion pour les vandales de football**

*POLITEA, n° 7, sept. 1996. - pp.17-27*

**IHESI**

**La ville : agrégation et ségrégation sociales**

*Paris : L'Harmattan, 1996. - 219 p., tabl., plans, coll. Habitat et sociétés*

Les incidences du religieux dans l'organisation communautaire et la pratique des espaces urbains, les phénomènes de concentration spatiale des maghrébins, les comités de défense dans les beaux quartiers, la ségrégation géographique en Grande-Bretagne, les stratégies identitaires des commerçants asiatiques et maghrébins à Paris, la stigmatisation et les stratégies identitaires, les fragmentations sociales et spatiales dans la grande bourgeoisie parisienne, les élites et l'espace urbain à Lyon, les classes sociales et la rénovation urbaine à Amiens, les mobilités résidentielles et les effets de composition dans les processus de réhabilitation des quartiers centraux, la mobilité spatiale et la ségrégation, les itinéraires résidentiels en région parisienne sont analysés.

**IA 38048; CDU 34617; DRE 8087; EPC NS20641**

BALIBAR Etienne ; OGILVIE Bertrand ; BODY-GENDROT Sophie ; COHEN Philippe ; FAURE Jean-Michel ; BRODEUR Jean-Paul

**Violence et politique. Colloque de Cerisy, 1994**

*Paris : Ed. Hazan, 1995. - 297 p., coll. Lignes, n° 25*

**IHESI 13**

BROCHU Serge

**Drogue et criminalité : une relation complexe**

*Bruxelles : De Boeck Université, 1995. - 244 p.*

Examen de vingt années d'études scientifiques pour appréhender la relation drogue/crime.

**IHESI 443**

ELIAS Norbert ; DUNNING Eric

**Sport et civilisation. La violence maîtrisée**

*Paris : Fayard, 1995. - 392 p. (ouvrage publié avec le concours du Centre national des lettres). Trad. de l'angl. par Josette Chicheportiche et Fabienne Duvigneau. Avant-propos de Roger Charretier*

S'inscrivant dans l'histoire des civilisations, l'histoire du sport est caractérisée par l'apparition progressive de règlements destinés à maîtriser le déploiement ou le spectacle de la violence. Plus généralement, le sport apparaît comme un laboratoire privilégié pour l'analyse de l'évolution des rapports sociaux. Dans cette perspective, diverses analyses sociologiques de la pratique sportive sont proposées. Les textes d'orientation générale portent sur deux thèmes principaux : sport, violence et lien social ; loisirs, temps libre et quête du plaisir. D'autres textes examinent des questions particulières : le football populaire dans l'Angleterre médiévale et prémoderne ; la dynamique des groupes sportifs et l'exemple du football ; la valeur sociale du sport et la recherche de la performance dans le sport moderne ; la violence des

spectateurs lors des matchs de football ; les origines et les transformations de l'identité masculine au sein du sport.

**CDU 34883**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Médias et violence**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 20, 2<sup>ème</sup> trim. 1995. - pp.7-152, bibliogr.*

La violence dans les médias, réelle ou fiction, est devenue pratique courante. Pourtant, après chaque événement tragique, ils sont accusés d'en avoir trop dit ou trop montré. Quelle incidence ont-ils sur les manifestations de l'agressivité ? Faut-il réglementer la violence à l'écran ? Ce numéro présente un bilan inédit des recherches sur ce sujet et les analyses des spécialistes du monde entier. Thèmes traités : les effets des médias, leur responsabilité sociale ; la réglementation et les pratiques. Articles : Médias et violence : une relation introuvable ? (T. Védel) ; Les recherches sur médias et violence : agressivité, désensibilisation, peur (B. J. Wilson) ; Pouvoir et danger de la violence télévisée (G. Gerbner) ; Spectateur ou acteur ? une approche psychologique (P. Winterhoff-Spurk) ; Les perspectives d'analyse des médias : des effets aux usages (S. Proulx) ; La mort de Silje : les médias sont-ils responsables ? (J. Gripsrud) ; Médias et terrorisme en Grande-Bretagne (R. Kuhn) ; Le débat américain : entre réforme et censure (D. Frau-Meigs) ; Le journaliste local face à l'événement exceptionnel : déontologie et éthique (J.-M. Charon, C. Furet) ; Violence et télévision : la réglementation en Europe (F. Tomé) ; La régulation d'un nouveau média : la télématique (G. Ladoux) ; La recherche et le renouvellement du débat réglementaire (B. S. Greenberg, J. Sherry) ; Médias, violence et éducation (J. Gonnet) ; Faut-il réglementer la violence à la télévision (table ronde) ; Pour aller plus loin (N. Dupeyron).

**CDU ; IHESI**

OGIEN Albert ; MIGNON Patrick

**La demande sociale de drogues**

*Paris : La Documentation française, 1995. - 248 p.*

Que sait-on, que peut-on et que veut-on savoir à propos de l'usage des drogues et de la toxicomanie ? Comment se construit la connaissance objective à ce sujet et à quoi peut-elle servir ? Dans ce livre, statisticiens, épidémiologues, sociologues, ethnologues, cliniciens, neuro-biologistes et juristes essayent, de la façon la plus accessible à un large public, de répondre à ces deux groupes de questions. Les contributions qu'il réunit présentent les résultats des recherches menées, en France et à l'étranger, dans chacun de ces domaines. Cet ouvrage expose les progrès de la connaissance sans cacher les difficultés qu'ils engendrent dans l'organisation de l'intervention quotidienne. Il met ainsi au jour une série d'enjeux sous-jacents aux problèmes liés à prise en charge de la toxicomanie, tout en analysant les contradictions inhérentes aux projets de contrôle de la consommation de substances stupéfiantes et psycho-actives.

**IHESI 443**

FERREOL Gilles ; AUTES Michel ; BACHMANN Christian ; BORKOWSKI Jean-Louis ; CAMILLERI Carmel ; CHARLOT Bernard ; COSTA-LASCOUX Jacqueline ; DUMOULIN Dominique ; FERRAND-BECHMAN Dan ; HAMOUMOU Mohamed ; POLICAR Alain ; RAVAUX Jean-François ; SCHLEGEL Jean-Louis ; VIEILLARD-BARON Hervé ; VILLE Isabelle ; WUHL Simon

**Intégration et exclusion dans la société française contemporaine**

*Lille, Presses universitaires de Lille, 1994. - 454 p., index, bibliogr., tabl., stat., coll. Mutations-sociologie*

**IHESI 615**

**Dans la jungle des villes**

*ESPRIT. (FRA). n° 202, juin 1994. - pp. 5-88, bibliogr.*

Après une étude de J. Roman sur la perception actuelle de la crise urbaine et les remèdes à y apporter, J.-F. Laé traite des problèmes de l'homme à la rue, P.-S. Pinheiro s'intéresse à la vie dans les favelas, P. Mignon traite de la culture populaire du football à Liverpool, J. Cesari examine la situation Marseillaise avec ses communautés. Enfin, le sociologue américain R. Sennet s'exprime sur la ville.

**IA 35273; CDU 30019**

BROHM Jean-Marie

**Les meutes sportives. Critique de la domination**

*Paris : L'Harmattan, 1993. - 575 p., coll. Nouvelles études anthropologiques*

Une théorie critique de l'institution sportive. Analyse du sport-spectacle, marchandise qui mobilise les meutes et hordes guerrières de supporters fanatisés et sponsorisés. Critique de la sportivisation de l'espace public sous l'influence de l'idéologie libérale qui exacerbe la concurrence de tous contre tous. L'auteur met en cause un appareil d'asservissement idéologique qui s'exprime par un contrôle disciplinaire des enthousiasmes nationaux par l'État, une colonisation mercantile de l'imaginaire social et du monde vécu par le capital et une incitation suicidaire au dépassement des limites au profit de la pulsion de mort.

**CDU 28781**

LE ROY Etienne ; LOMBARD Jacques

**La violence et l'Etat : formes et évolution d'un monopole**

Paris : L'Harmattan, 1993.- 271 p., index, bibliogr.

**IHESI 10**

RAYMOND Serge G.

**Crimes de sang et faits de violence**

HOMMES ET PERSPECTIVES, 1993.- 180 p., bibliogr.

**IHESI 44**

ROCHE Sébastien

**Le sentiment d'insécurité**

Paris : PUF, 1993.- 311 p., tabl., fig., bibliogr., coll. Sociologie d'aujourd'hui

Analyse sociologique de la montée du sentiment d'insécurité en France, de son expression individuelle, des discours politiques et culturels qui s'y rattachent. Examen des différentes théories et cadres d'analyse de l'insécurité, de l'inquiétude et victimisation.

**CDU 28782; EPC NY4772**

ROMAN Joël ; SLEEPER Jim ; JOSEPH Isaac ; LAPEYRONNIE Didier ; ROY Olivier ; GENESTIER Philippe ; JACQUIER Claude ; WIEVIORKA Michel ; SEGALIN Martine ; OBERTI Marco ; PETONNET Colette ; GALLAND Olivier ; DOLLE Jean-Paul ; DONZELOT Jacques

**Ville, exclusion et citoyenneté : entretiens de la ville**

Paris : Esprit, 1993.- 275 p., coll. Société

**IHESI 531**

WIEVIORKA Michel

**Racisme et modernité**

Paris : La Découverte, 1993.- 436 p., bibliogr., coll. Textes à l'appui, série Histoire contemporaine

**IHESI 614.2**

DUFOUR-GOMPERS Roger

**Dictionnaire de la violence et du crime**

Toulouse : Ed. Erès, 1992.- 468 p.

Ce livre s'appuie sur les travaux de spécialistes internationaux, en particulier anglo-saxons ; il offre une compréhension rapide des problèmes de violence, de déviance et de crime.

**IHESI 44**

FISCHER Gustave-Nicolas

**La dynamique du social. Violence, pouvoir, changement**

Paris : Dunod, 1992.- 243 p., bibliogr.

Cet ouvrage est le quatrième volet d'un traité de psychologie sociale. La notion de dynamique sociale, qui y est développée, considère le social comme un tissu conflictuel. Trois thèmes sont analysés : 1. la violence, les concepts et théories, les facteurs d'influence et la violence au quotidien ; 2. le pouvoir, la nature, la dynamique et les effets du pouvoir ; 3. le changement, les perspectives théoriques, les facteurs et les formes du changement. Ces thèmes sont illustrés par des exemples : la violence familiale, le phénomène du leader, le rapport majorité/minorité.

**CDU 26297**

MIQUEL Christian

### **Critique de la modernité. L'exil et le social**

Paris : L'Harmattan, 1992.- 118 p., bibliogr., coll. *Logiques sociales*

Entre philosophie et psychanalyse, cet ouvrage démonte les multiples stratégies et stratagèmes dérivés des concepts d'autorité, de pouvoir et de puissance, qui permettent l'intégration de l'individu au groupe et à la société d'assumer sa régulation sociale. L'ouvrage accorde une place toute particulière à notre société qui a inventé une réponse particulièrement ingénieuse : contrôler l'individu en prônant la mobilité perpétuelle et la vitesse, en favorisant son atomisation et sa schizophrénisation.

**CDU 28223**

WIEVIORKA Michel

### **La France raciste**

Paris : Seuil, 1992.- 392 p., coll. *L'Epreuve des faits. Résultat d'un programme de recherches aidé par le CGPC, Plan urbain, FAS, Epacergy, MRT, IHESI*

Enquête de terrain menée par une équipe de sociologues sur le racisme dans la société française. De nombreux entretiens ont été effectués dans les grands ensembles de Roubaix, Mulhouse, Marseille, Montfermeil et Cergy. Après un historique de l'immigration en France, sont traités : les rapports entre le racisme et la ville (la ségrégation, l'exclusion), entre le racisme et la police, et entre le racisme et la politique.

**CDU 28707**

BAUDRILLARD Jean ; LIPOVETSKY Gilles ; PERROT Michelle ; PETILLON Pierre-Yves ; ROMAN Joël ; THIBAUD Paul ; TOURAINE Alain ; VIDAL-NAQUET Pierre ; PETITDEMANGE G. ; DAUGE Yves

### **Citoyenneté et urbanité**

*Esprit - Le Seuil; Paris; ISBN 2-909-21003-0; 173 p.; BIBL. dissem.; FRA; 1991*

L'exclusion sociale se double de plus en plus, dans les banlieues des grandes villes, d'une exclusion politique : leurs habitants sont des exclus de la citoyenneté. D'où la nécessité de repenser l'articulation traditionnelle entre citoyenneté et forme urbaine, depuis la cité grecque et son héritage jusqu'aux grandes mégapoles contemporaines de l'espace américain, en passant par l'urbanisation dense du XIXe siècle européen. L'exercice de la citoyenneté contemporaine est-il solidaire d'un modèle urbain déterminé, celui des formes de civilité historiquement mûries en Europe ? L'individu moderne est-il voué à se détourner de la citoyenneté pour chercher refuge dans l'intimité de la sphère privée ? Issu du premier cycle des « Entretiens de la ville » conduits sous l'égide de la Délégation interministérielle à la Ville en 1990, ce volume explore ces questions en cherchant à dessiner le visage de la citoyenneté urbaine de la fin du XXe siècle

**PASCAL**

BOLTANSKI Luc ; THEVENOT Laurent

### **De la justification. Les économies de la grandeur**

Paris : Gallimard, 1991.- 485 p., index, bibliogr., coll. *Essais NRF*

Cet ouvrage porte sur la relation entre accord et discord, question dont les sciences sociales ont hérité de la philosophie politique. S'il n'est pas souhaitable d'entretenir une opposition radicale entre sociologie du consensus et sociologie du conflit, les auteurs s'attachent ici à traiter l'accord et la critique comme des moments étroitement liés d'un même cours d'action. En dehors du cadre de la sociologie traditionnelle, cet ouvrage s'appuie sur une analyse de la littérature de management, de lettres de dénonciation aux grands quotidiens, de classiques de la philosophie politique. Il traite du rapport des individus à la justice (sentiment et expression). Sont recherchés ici les principes, équivalences et valeurs de référence auxquels les personnes ont recours lorsqu'elles souhaitent manifester leur désaccord ou se justifier, sans recourir à la violence.

**CDU 26362**

BOURDIEU Pierre ; CHRISTIN Rosine ; BALAZS Gabrielle ; SAYAD Abdelmalek ; CHAMPAGNE Patrick ; PINTO Louis

### **La souffrance**

*ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES, n° 90, déc. 1991.- 103 p.*

Pour connaître et comprendre les fondements de la souffrance sociale, exprimée au travers de signes ou de symptômes, les auteurs ont choisi d'interroger des gens « mal dans leur peau », parce mal dans leur position. Soumis aux tensions et aux « double-binds » inscrits dans des lieux sociaux habités par des contraintes ou des exigences contradictoires, ils ne peuvent livrer ce qu'ils ont de plus personnel sans

dévoiler du même coup la vérité la plus profonde d'une position sociale, qui agit sur eux et en eux, mais aussi sur tous ceux qui la partagent avec eux.

**CDU**

ELIAS Norbert

**La civilisation des moeurs**

*Paris : Calmann Lévy, 1991. - 352 p. (1<sup>ère</sup> éd. 1973)*

**CDR 30ELI**

WIEVIORKA Michel

**L'espace du racisme**

*Paris : Editions du Seuil, 1991. - 255 p., index, bibliogr.*

D'où vient le racisme ? Ce livre montre l'évolution des modes d'approche qui ont été élaborés depuis un siècle dans le monde entier afin de penser le racisme. Puis il étudie, dans sa spécificité, chacune des formes élémentaires du racisme : préjugés, discrimination, ségrégation, violences. Enfin, l'auteur met en évidence les processus qui favorisent l'extension du racisme : déstructuration politique ou sociale, réflexe d'identité communautaire.

**CDU 26546**

**Violence, brutalité, barbarie**

*ETHNOLOGIE FRANÇAISE, tome 21, 1991/3. - 349 p., bibliogr.*

Les violences qui retiennent l'attention des sociologues, historiens ou ethnologues, sans parler des psychologues ou des journalistes, sont essentiellement celles de la brutalité. Notre « sensibilité » est heurtée par tout ce qui mutile, meurtrit, ampute ou détruit le corps. Mais ces exactions illustrent davantage nos valeurs qu'elles n'éclairent le « concept de violence ». Les études présentées dans ce numéro spécial tentent d'ouvrir le débat, en appréhendant les différentes formes de la violence.

**CDU**

ARENDRT Hannah

**Du mensonge à la violence**

*Paris : Pocket, 1989. - 249 p., coll. Agora (1<sup>ère</sup> éd. 1972)*

Quatre textes majeurs. Des analyses qui s'appuient tant sur la tradition philosophique que sur l'actualité.

**BPI**

BECKER Howard S.

**Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance**

*Paris : Ed. A.-M. Métailié, 1985. - 249 p., réf., index, coll. Observations ; Trad. de l'américain par J.-P. Briand et J.-M. Chapoulié. Préf. de J.-M. Chapoulié*

Ce livre renouvelle l'approche de la délinquance en constituant un objet d'étude plus vaste, la déviance, qui inclut des comportements non conventionnels comme ceux des fumeurs de marijuana ou des musiciens de jazz. Cette approche consiste aussi à prendre en compte à la fois le point de vue des déviants, celui des entrepreneurs de morale et des agents de la répression. Exemple convaincant d'application rigoureuse de la méthode ethnographique à l'étude des sociétés modernes, ce livre est un jalon dans le développement de cette démarche ; il est représentatif d'un des courants les plus féconds de la sociologie américaine, connu sous le nom d' « Ecole de Chicago » puis d' « interactionnisme symbolique ».

**CDU 17703**

## **2. l'insécurité et son sentiment**

ROCHE Sébastien ; SCHLEGEL Jean-Louis

**La société d'hospitalité**

*Paris : Le Seuil, 2000. - 144 p.*

Ce livre tente de cerner ce qui est devenu un problème central de la vie quotidienne de bien des gens : l'insécurité et le sentiment d'insécurité qui l'accompagne. Il ne concerne pas seulement quelques cités de banlieue, et il n'est pas seulement dû à des bandes de jeunes à la dérive. Il ne s'explique pas seulement par des raisons sociales (chômage, exclusion). Vols, agressions, incivilités de toutes sortes ont connu à partir des années 60 une croissance vertigineuse dans toutes les sociétés riches, où les biens de consommation abondent. Tous les lieux publics, de rassemblements ou de passages sont touchés : rues, transports, écoles, centres commerciaux... J.-L. Schlegel a posé à S. Roché les questions les plus simples : qui, où, pourquoi ? Quels auteurs pour quelles victimes ? Que font la police, la justice ? Prévention ou répression ? Surtout : comment contrer l'insécurité ? N'est-il pas urgent de se donner pour objectif une société d' « hospitalité », c'est à dire une société où l' « accueil » de tous irait de pair avec des règles à respecter par tous ?

**CDU**

FRANCE. INTERIEUR (MIN.). PARIS

**Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France en 1998 par les services de police et de gendarmerie d'après les statistiques de police judiciaire**

*Paris : La Documentation française, 1999. - 374 p., tabl., graph., fig.*

Ces statistiques sont établies à partir des plaintes reçues ou d'après les constatations diligentées d'initiatives par les services de police et de gendarmerie. Les faits criminels sont décrits et classés à l'aide d'une nomenclature qui désigne le type d'infraction qu'ils sont présumés constituer : il s'agit de faits constatés et non de faits jugés. L'année 1998 enregistre une hausse de 2,06% par rapport à l'année 1997. Plus du quart des crimes et délits de France métropolitaine (26,31%) sont enregistrés en Région parisienne.

**IA 28927** (1998)

JOXE Pierre

**La demande de sécurité intérieure**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 37, 3<sup>me</sup> trim. 1999. - pp. 45-54 (Un débat raisonné ? Retour sur dix ans de sécurité intérieure)*

Entretien avec P. Joxe, ministre de l'Intérieur au moment de la création de l'IHESI, réalisé par F. Ocqueteau et N. Dupeyron.

**CDU ; IHESI**

LIENEMANN Marie-Noëlle

**Pour une nouvelle politique publique d'aide aux victimes**

*Paris : La Documentation française, 1999. - 230 p., coll. Rapports officiels*

Faire de l'aide aux victimes une cause qui mobilise de façon massive et permanente tant les pouvoirs publics que l'ensemble de la société, tel est l'objectif de ce rapport. Grâce à l'inventaire exhaustif des dispositions relatives à l'indemnisation des victimes ainsi que de l'ensemble des actions mises en œuvre, ce rapport fait ressortir les aspects positifs mais aussi les carences et les cloisonnements qui constituent un frein au développement d'une politique publique d'aide aux victimes. A partir de ce constat, ce rapport formule 114 propositions qui s'articulent autour de plusieurs axes : l'accueil des victimes, leur accompagnement, leurs droits dans la procédure, l'amélioration de leur indemnisation, l'animation et la coordination des dispositifs, la formation et la recherche en matière d'aide aux victimes.

**IHESI 441**

PALLE Christophe ; GODEFROY Thierry

CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES SUR LE DROIT ET LES INSTITUTIONS PENALES

**Les coûts du crime. Une estimation monétaire des infractions en 1996**

*Guyancourt : CESDIP, janv. 1999. - 5 p., bibliogr., coll. Questions pénales n° XII.1*

**CESDIP**

ROBERT Philippe ; ZAUBERMAN Renée ; POTTIER Marie Lys ; LAGRANGE Hugues

**Mesurer le crime. Entre statistiques de police et enquête de victimation (1985-1995)**

*REVUE FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE, vol. XL, n° 2, avril-juin 1999. - pp. 255-294, bibliogr.*

Mesurer le crime d'après les seuls comptages d'activité des institutions publiques chargées de le réprimer a longtemps signifié une grande confiance implicite dans l'adéquation de leur action aux attentes de sécurité. Se tourner, au moins partiellement, vers l'enquête (comme l'on fait progressivement

tous les pays comparables dans les 30 dernières années) manifeste la montée d'un doute sur cette adéquation. Que l'INSEE ait introduit un module sur la victimation dans son enquête (1996) sur les conditions de vie des ménages ouvre, pour la première fois en France, l'occasion d'une mesure de la variation sur le moyen terme d'une décennie : en comparant ses résultats avec ceux de la seule enquête nationale jusqu'alors disponible (CESDIP, 1986), on découvre combien agressions et atteintes patrimoniales diffèrent, tant par leurs masses que par leurs allures. On peut encore évaluer dans quelle mesure, variable selon les sortes de victimation, la statistique officielle rend encore convenablement compte tant des évolutions que des ordres de grandeur. Outre ses leçons de méthode, cet exercice modifie ou précise le débat sur le crime.

**CDU**

### **La sécurité en questions. Rencontre organisée le 16 décembre 1998 à Saint-Denis**

*St-Denis : Profession Banlieue, 1999. - 120 p., bibliogr.*

Deux questions qui paraissent importantes dans le débat actuel sur la sécurité sont abordées : celle de la responsabilité des familles souvent qualifiées de laxistes, d'inexistantes, de démissionnaires et celle des victimes. Après une réflexion générale sur la question des insécurités, des actions mises en place au tribunal pour enfants de Paris sont évoquées. L'expérience des victimes d'agression, la participation et l'implication des habitants dans la sécurité de leur cité à Marseille et les leçons à tirer des expériences européennes et américaines de traitement des questions de sécurité sont présentées.

**IA 40517 ; CDU 39801 ; IHESI 62**

ECOLE NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ETAT. VAULX-EN-VELIN

### **L'apprentissage du risque : enjeu de l'éducation moderne**

*Vaulx-en-Velin : ENTPE, 1998. - 108 p., phot., coll. Cahier Velin (Convention EAL-ENTPE)*

Compte rendu de recherches sur les pratiques éducatives relatives à la prise de risque. Orienté principalement vers l'apprentissage du risque et les enjeux de l'éducation moderne, il s'intéresse plus particulièrement aux activités sportives en s'appuyant sur l'exemple de la boxe. L'auteur réfléchit aux maux de notre société comme l'exclusion, la violence, la sécurité et l'égalité des chances. L'apprentissage du risque permet de discerner plusieurs points de vue, d'abord celui des praticiens de l'éducation nationale, des chercheurs en psychologie clinique et cognitive, de sociologues et d'éducateurs sportifs.

**CDU 38515**

GREMY Jean-Paul

### **Les aspirations des français en matière de sécurité. Leur évolution entre 1990 et 1998 selon les enquêtes du CREDOC**

*Paris : IHESI, 1998. - 86 p.*

Analyse de l'évolution, entre 1990 et 1998, des attentes des français pour améliorer la sécurité. Les français se sentent-ils en sécurité ? Attendent-ils beaucoup des pouvoirs publics ou préfèrent-ils compter sur eux-mêmes ? Quels sont, selon eux, les remèdes à l'insécurité ? Comment perçoivent-ils l'image des forces de l'ordre ? L'analyse transversale des sondages réalisés par le CREDOC pour le compte de l'IHESI permet de répondre à ces questions.

**IHESI**

KOPP Pierre

### **Analyse économique des relations entre drogue et délinquance**

*C. DE LA SECURITE INTERIEURE. (FRA). n° 32, 2<sup>ème</sup> trim. 1998. - pp. 29-45, tabl. (Drogue)*

Contribution qui s'intègre dans la tendance récente à quantifier le coût que la consommation et le trafic de drogues imposent à la collectivité. La proposition de réduire le coût du crime en augmentant le niveau des sanctions fait l'objet d'un examen attentif, tant théorique qu'empirique. Des données récentes précisent le degré de risque qui caractérise le trafic de drogue et le montant des dépenses publiques engagées dans sa répression. La conclusion oppose l'objectif de réduction du coût social de la drogue à d'autres objectifs moins pragmatiques comme celui de la consommation zéro.

**CDU ; IHESI**

MARX G.T.

### **La société de sécurité maximale**

*DEVIANCE ET SOCIETE, vol.22, n° 2, 1998. - pp.147-166*



## **CESDIP ; BPI**

NIZARD Alfred ; BOURGOIN Nicolas (collab.) ; DIVONNE Geneviève de (collab.)  
INSTITUT NATIONAL D'ETUDES DEMOGRAPHIQUES

### **Suicide et mal-être social**

*POPULATION ET SOCIETES*, n° 334, avril 1998. - 4 p., tabl., graph., bibliogr.

Alcoolisme et suicide ; relâchement des liens familiaux ; chômage et suicide ; surmortalité récente des jeunes adultes.

### **CDU**

PALLE Christophe ; GODEFROY Thierry

CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES SUR LE DROIT ET LES INSTITUTIONS PENALES

### **Les dépenses de sécurité en 1996. Une nouvelle méthode d'évaluation**

*Guyancourt : CESDIP*, 1998. - coll. *Question pénales n° XI.1*

### **CESDIP**

ROBERT Philippe ; ZAUBERMAN Renée ; POTTIER Marie-Lys ; LAGRANGE Hugues

CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES SUR LE DROIT ET LES INSTITUTIONS PENALES

### **Enquêtes de victimation et statistiques policières 1985-1995**

*Guyancourt : CESDIP*, déc. 1998. - 6 p., bibliogr., coll. *Questions pénales, n° XI.5*

### **CESDIP**

ROBERT Philippe ; POTTIER Marie-Lys

CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES SUR LE DROIT ET LES INSTITUTIONS PENALES

### **Le sentiment d'insécurité**

*Guyancourt : CESDIP*, 1998. - 5 p., bibliogr., coll. *Questions pénales n° XI.3*

### **CESDIP**

ROCHE Sébastien

### **Expliquer le sentiment d'insécurité : pression, exposition, vulnérabilité et acceptabilité**

*R. FRANC. DE SCIENCE POLITIQUE. (FRA). vol. 48, n° 2, avril 1998. - pp. 274-305, notes, tabl., fig.*

Alors que le sentiment d'insécurité a été trop facilement considéré soit comme irrationnel et imaginaire (et par voie de conséquence négligeable), soit comme sécuritaire et par conséquent comme un danger à combattre sans que ses logiques soient bien comprises, cet article propose une présentation du concept de sentiment d'insécurité et de ses mesures, ainsi qu'une synthèse de matériaux empiriques disponibles en France depuis 1960. L'auteur dégage ensuite un modèle d'interprétation des évolutions de la « peur du crime » construit sur l'hypothèse d'une relation entre intensité de l'inquiétude et niveau de pression écologique des atteintes aux biens et aux personnes, combinée au rôle de la culture politique. L'acceptabilité politique et sociale de la délinquance est une dimension essentielle dès lors que l'on veut comparer des risques entre eux dans un même pays ou des niveaux de crainte d'un pays à l'autre.

### **CDU**

ROCHE Sébastien

### **Sociologie politique de l'insécurité. Violences urbaines, inégalités et globalisation**

*Paris : PUF*, 1998. - 283 p., graph., bibliogr., coll. *Sociologie d'aujourd'hui*

L'objet de ce livre est de comprendre pourquoi, depuis l'après-guerre, les sociétés occidentales sont de plus en plus marquées par la délinquance et le sentiment d'insécurité. Après avoir cerné les caractéristiques de la délinquance contemporaine par le biais d'un détour historique, l'auteur examine les corrélations limitées entre les facteurs économiques (inégalités, chômage...) et la violence. Il analyse ensuite l'influence des modes de vie urbains (fragmentation de l'espace, mobilité spatiale, anonymat, relativisation des normes...) sur le phénomène. Les derniers chapitres sont consacrés aux aspects politiques du problème : la substitution du rôle des réseaux d'experts (État, police, justice) à celui de la société, dans la définition et l'application des normes ; le paradoxe entre la maîtrise étatique des symboles du pouvoir et la délégation croissante de sa gestion à des organisations non étatiques ; l'action de l'État en matière d'insécurité dans le cadre de la politique de la ville ; la crise du paradigme répressif, à travers les politiques de sécurité en France et en Grande-Bretagne.

### **CDU 36946 ; IA 40400 ; IHESI 62**

SOUCHARD Maryse ; WAHNICH Stéphane ; CUMINAL Isabelle ; WATHIER Virginie

**Le Pen - Les mots. Analyse d'un discours d'extrême droite**

Paris : Le Monde Ed., 1998. - 294 p. (1<sup>ère</sup> éd. 1997)

Passage au crible de 350 discours de Jean-Marie Le Pen, Président du Front national, de 1983 à 1996. A partir d'une analyse informatique, qui décompte la fréquence avec laquelle J.-M. Le Pen recourt à tel ou tel terme, les auteurs estiment qu'il présente à ceux qui l'écoutent un « univers menaçant et inquiétant ». Ils analysent en particulier la constitution des électorats du FN au fil de son ascension électorale et montrent comment, à Vitrolles, la conquête de la ville par le parti d'extrême droite illustre le passage d'un vote contestataire à un vote idéologique.

**CNDP 626964**

TEINTURIER Brice

**Quel discours sur l'insécurité ? L'exemple de Mulhouse**

Etat de l'opinion, 1998. - pp. 103-117, tabl.

Deux enquêtes réalisées en 1997 à Mulhouse prouvent que le discours du maire, Jean-Marie Bockel, attribuant l'insécurité au manque d'autorité mais surtout de civisme, est bien perçu par les habitants. Il apparaît que le sentiment d'insécurité reste stable, mais que la corrélation entre insécurité et immigration diminue au profit de l'absence de surveillance des jeunes et de l'incivisme. Les mulhousiens attribuent cette situation d'appréhension permanente à une société trop morcelée, pauvre en médiateurs et représentants.

**Sciences po**

BECK Ulrich

**Le concept de la société du risque**

RISQUES. LES CAHIERS DE L'ASSURANCE, n° 32, oct.-déc. 1997. - pp. 81-94 (La société du risque)

L'auteur explique en quoi la notion de société du risque peut servir à concevoir de façon nouvelle une société « non moderne » et en quoi elle modifie la théorie sociale de la politique. Il adopte ensuite une position critique à l'égard de ses propres thèses puis aborde quelques domaines théoriques et politiques à l'échelle européenne.

**CDU**

BOUYSSOU Jacques

**Théorie générale du risque**

Paris : Economica, 1997. - 146 p., ann.

Pistes de réflexion sur le risque social. Après une définition et une approche historique du concept de risque, les premiers chapitres exposent les fondements et les principes d'une théorie du risque, puis analysent l'attitude devant le risque et la perception du risque inconnu. Les problématiques de l'évaluation, de la gestion, de la réduction et de l'enseignement du risque font ensuite l'objet de quatre chapitres. Cette partie théorique débouche sur des règles pour le « bon usage du risque », puis sur des propositions et sur une approche prospective. Les annexes contiennent des exemples d'analyse prospective de diverses situations de risque, notamment en ce qui concerne les personnes âgées, le chômage, la régression des salaires, les retraites des fonctionnaires, les médicaments, la drogue et l'immigration.

**CDU 35599**

CHAMBON Nicole ; MARCUS Michel ; TASCAN-MENNETRIER Clotilde

FORUM EUROPEEN POUR LA SECURITE URBAINE

**Sécurité : les métiers du XXI<sup>e</sup> siècle**

Paris : FESU, oct. 1997. - coll. Sécurité et démocratie

**IHESI 83 ; Sources d'Europe**

GREMY Jean-Paul

**Les sondages et la sécurité intérieure : colloque organisé par l'IHESI les 20 et 21 février 1997**

Paris : IHESI, 1997. - 30 p., tabl., stat., coll. Etudes et recherches

**IHESI S13**

ROBERT Philippe ; POTTIER Marie-Lys

**Lectures critiques sur l'insécurité et la délinquance**

*REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE*, vol.47, n° 5, 1997. - pp.630-644, bibliogr.

Au milieu des années 70, la délinquance acquiert un statut de problème social et politique significatif. Cette émergence s'opère sous les couleurs de l' « insécurité » que la criminalité occasionnerait. Examen de la littérature sur ce thème.

**CDU**

ROBERT Philippe ; POTTIER Marie-Lys

**On ne se sent plus en sécurité. Délinquance et insécurité. Une enquête sur deux décennies**

*R. FRANC. DE SCIENCE POLITIQUE. (FRA). vol. 47, n° 6, déc. 1997. - pp. 707-740, notes, tabl., fig.*

Utilisant principalement une enquête nationale, poursuivie de manière assez homogène sur deux décennies, et s'aidant d'autres données adjacentes, cet article s'efforce de préciser l'émergence, l'importance et l'évolution du sentiment d'insécurité et essaie ensuite, par une analyse progressive des données, d'en pénétrer l'organisation et l'arrière-plan. L'insécurité présente deux visages : la peur du crime et la préoccupation face à ce problème de société. Aussi fortement liés soient-ils, ces deux visages ne se confondent pas. Le premier, anticipation du risque, paraît dépendre fortement du risque effectif, notamment de l'évolution de la violence physique. Le second n'apparaît que lorsque s'opère la conjonction entre un échec durable des politiques de sécurité et une précarisation de la situation économique et sociale. On note également l'importance de l'âge sur le sentiment d'insécurité.

**CDU**

NEUILLY Marie-Thérèse

**Gestion de crise. Crises technologiques et crises sociales./ Crisis management**

*ISSN 0760-1255; NO. 19; 1996; 1-281 P.; BIBL. dissem.; Cahiers de l'IPSA; FRA*

Cet ensemble de contributions est organisé en trois parties. La première traite d'une part des relations entre des décideurs et des professionnels en situation de catastrophe, et d'autre part des mécanismes de solidarité qui participent à ces réponses aux situations. La seconde partie est centrée sur la situation sociale créée en partie par l'accident nucléaire de Tchernobyl dans trois des républiques de la CEI. Cette étude est en lien avec les travaux des Centres communautaires de réhabilitation psychologique du programme UNESCO-Tchernobyl qui tentent de remédier aux conséquences post-traumatiques psychologiques et psychosociales de la catastrophe. La troisième partie étudie la notion de crise sociale dans son acception usuelle. La précarité, la violence urbaine sont deux des manifestations identifiées comme relevant de la crise. Les contradictions sociales sont telles que « la gestion du risque est devenu un enjeu sociétal prioritaire », et que la frustration peut être à l'origine de violences et de conflits

**FRANCIS ; IHESI 51**

PESSIS-PASTERNAK Guitta ; GODELIER Maurice ; GIRARD René ; MOSCOVICI Serge ; LYOTARD Jean-François ; MORIN Edgar ; CATHELAT Bernard ; LIPOVETSKY Gilles ; TOURAINE Alain ; CROZIER Michel ; ETCHEGOYEN Alain ; BAUDRILLARD Jean ; AUGÉ M. ; BESNIER Michel

**Entretiens avec Guitta Pessis-Pasternak. Le social et les paradoxes du chaos**

*Desclée de Brouwer; Paris; ISBN 2-220-03861-0; 285 p.; BIBL. 2 p.; FRA; 1996*

Les certitudes n'étant pas propices à la communication, Guitta Pessis-Pasternak réunit, dans ce recueil, des entretiens traversés d'interrogations incontournables : comment vivre, penser, agir, en l'absence de repères traditionnels - ceux d'une science sûre d'elle-même, d'une éthique sans arrière-pensée ? Bref comment évoluer en situation d'incertitude ? Chercheurs et décideurs qui observent cette décomposition des croyances en un ordre social intangible, n'optent pourtant pas pour une esthétique du désespoir. Tous misent, au contraire, sur les vertus créatrices du chaos, sur les pouvoirs stimulants du paradoxe. Tous sollicitent la synergie des disciplines scientifiques ouvertes à l'émergence du nouveau. Ce livre original convaincra ainsi ses lecteurs des promesses du chaos organisateur, puisqu'il leur offre les pièces de ce dossier justifiant un fructueux dialogue entre les deux mondes créateurs : celui des idées et celui de la production.

**PASCAL**

ROCHE Sébastien

**La société incivile. Qu'est-ce que l'insécurité ?**

*Paris : Le Seuil, 1996. - 241 p., tabl., bibliogr.*

La montée de la délinquance ne s'explique pas exclusivement par le phénomène de la crise économique. Les incivilités, la prolifération des désordres favorisent le sentiment d'insécurité et deviennent une cause fréquente de la croissance de la délinquance. Les mécanismes classiques qui assuraient la surveillance

sociale et la solidarité de proximité ont cessé de fonctionner. Afin de combler cette carence, la police moderne se verra attribuer, hors de sa fonction répressive, la tâche de promouvoir le civisme. Les logeurs sociaux multiplient les entreprises de sécurisation, désignées comme initiatives de « prévention environnementale ». Mais la solution réside plutôt dans des actions communes que citoyens et institutions pourraient mettre en oeuvre. Le citoyen serait ainsi amené à se poser le problème de sa place dans la maîtrise des désordres urbains, envisagée non pas comme une lutte directe contre des délits mais comme une résistance contre les incivilités.

**CDU 33120**

DELARUE J.-C. ; BALKANY Patrick  
INSTITUT DE FORMATION A LA MAITRISE D'OUVRAGE. PARIS

**La sécurité dans la ville. Vol. 2 : propositions et rapports aux pouvoirs publics**

Paris : IFMO, 1995. - 142 p., cartes, graph., tabl., bibliogr.

Les phénomènes de violence à l'encontre des jeunes. Les polices municipales.

**CDU 51687**

GALLAND Jean-Pierre

FRANCE. EQUIPEMENT (MIN.). RECHERCHE ET AFFAIRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES (DIR.)

**Eléments pour une prospective de la sécurité**

Paris-La Défense : MELTT, 1995. - 15 p. (Notes du Centre de prospective et de veille scientifique, série Equipement, n° 4)

Evolutions en matière de sécurité à travers l'analyse des pratiques et des discours sur la sécurité. L'auteur analyse la pérennité des discours « sécurité-commerce », « sécurité, affaire de tous » et « sécurité, souci des entreprises citoyennes ».

**CDU 32065; RST 210(4); IA 38491(4)**

LAGRANGE Hugues

**La civilité à l'épreuve. Crime et sentiment d'insécurité**

Paris : PUF, 1995. - 310 p., fig., bibliogr., coll. Sociologie d'aujourd'hui

Face à la réduction progressive des violences interpersonnelles opérée depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, la poussée actuelle de la délinquance « suscite un sentiment d'insécurité qui n'est pas si paradoxal qu'on l'a dit ». A partir de cette proposition initiale, les phénomènes de violence et de peur sont analysés dans une perspective historique qui prend en compte à la fois les évolutions sociologiques et l'histoire judiciaire. Puis, les dynamiques du crime et de la peur sont examinées à travers les problématiques suivantes : dialectique entre la peur et l'expérience personnelle de la violence subie ; dynamique du crime, de la peur et du contrôle social ; autoritarisme, ressentiment et introspection ; la peur et les médias.

**CDU 34869**

MATHIEU Jean-Luc

**L'insécurité**

Paris : PUF, 1995. - 127 p., bibliogr., tabl., stat., coll. Que sais-je ?

Devenue un enjeu majeur de politique intérieure, l'insécurité s'explique aisément par les perturbations économiques et sociales de la société française. Si les causes sont connues, les remèdes restent encore à trouver.

**IHESI 62**

VINCENT Gilbert

**Sujets en souffrance : l'économie de la violence dans les sociétés administrées**

Strasbourg : Presses universitaires de Strasbourg, 1995. - 185 p.

Analyse des multiples formes du pâtir lorsque les sujets se trouvent de plus en plus soumis aux normes imposées par l'existence sociale, au moment où la prolifération des normes rend la loi illisible.

**BPI**

ZAKINE Ivan ; MATHE André ; REYNAUD Alain ; SARET Catherine

**La ville. Peurs et espérances**

NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES. (FRA). n° 5014-15, sept.-oct. 1995. - 245 p., ann.

Cet ouvrage rassemble les communications du colloque « La ville, peurs et espérances » organisé par la Société générale des prisons et de la législation criminelle. Il analyse les multiples aspects de la violence urbaine à travers l'histoire ; il présente et compare les différentes politiques mises en oeuvre en France et à l'étranger pour prévenir et réprimer les actes délictueux. Les interventions sont regroupées par thèmes : 1. Les portes de la ville ou le défi contemporain de la ville : villes anciennes ou nouvelles ? villes ouvertes ou fermées ? ville ou cité ? 2. Les peuples de la ville : la violence dans la cité ; les drogués ; les enfants : délinquants ou victimes ? 3. La prison dans la ville ou la sanction contemporaine : de la prison ? enfermement ; alternatives à l'emprisonnement ; quels traitements à la délinquance urbaine ?

**IA 36878; CDU 31894; IHESI**

CHALINE Claude ; DUBOIS-MAURY Jocelyne

**La ville et ses dangers. Prévention et gestion des risques naturels, sociaux et technologiques**

*Paris : Masson, 1994. - 247 p., fig., tabl., phot., index, bibliogr., coll. Pratiques de la géographie*

Analyse des risques urbains : risques naturels, technologiques, crises sociales et pathologies urbaines. Après un rappel historique des maux et calamités qui jusqu'à l'âge industriel furent la trame de la vie quotidienne des citadins (notamment le feu), il est traité de la vulnérabilité de la ville contemporaine. Un inventaire des principaux dangers, pesant sur les agglomérations en même temps qu'une géographie du risque urbain, est établi. La dernière partie analyse les divers types de réponses (techniques, juridiques, institutionnelles) visant à maintenir l'équité entre citoyens en matière de sécurité.

**CDU 29207; IA 34378**

DUPREZ Dominique

**De l'insécurité et de ses représentations**

*Lille : Université des sciences et technologies, Faculté de sciences économiques et sociales, Institut de sociologie, 1994. - 3 tomes (188 p. + 206 p. + 466 p.), bibliogr., tabl., stat. ; thèse*

**IHESI 62**

ROBERT Philippe ; AUBUSSON DE CAVARLAY Bruno ; POTTIER Marie-Lys ; TOURNIER Pierre

**Les comptes du crime : les délinquances en France et leurs mesures**

*Paris : L'Harmattan, 1994. - 330 p.*

Ces quatre chercheurs reconnaissent que le débat sur les chiffres de la délinquance se réduit souvent à des slogans simplistes. Cependant, l'augmentation de la délinquance n'est pas un mythe, puisque, de 1980 à 1992, les « faits constatés » par la police sont passés de 574.000 à 3.800.000. Ces chiffres ont beaucoup de défauts, mais ils permettent de discerner l'évolution des principaux contentieux. Plus que les atteintes aux personnes, ce sont les atteintes aux biens qui expliquent pour l'essentiel l'augmentation de la délinquance. Cette explosion, liée au bouleversement des modes de vie, explique ce sentiment d'insécurité des français, et reste sans réponse judiciaire.

**CESDIP**

ROCHE Sébastien

**Insécurité et libertés**

*Paris : Seuil, 1994. - 193 p., bibliogr., coll. L'épreuve des faits'*

L'auteur dénonce une certaine sociologie qui a longtemps dénié la réalité de l'insécurité, utilisant de façon trop systématique, selon lui, la notion de « représentation ». L'insécurité est bien réelle et se manifeste sous des formes diverses, dont les moins troublantes ne sont pas ce qu'il nomme les « incivilités », soit les atteintes permanentes aux règles communément acceptées du « vivre ensemble ». Selon lui, l'insécurité provient de l'incertitude vécue quotidiennement par chacun quant à ce qu'il peut attendre de ceux qu'il rencontre. Il plaide pour une restauration du lien civique qui ne se fonde pas uniquement sur des expérimentations localisées dans les quartiers les plus en difficulté mais qui engage la communauté nationale, y compris dans ses fonctions répressives.

**CDU 30519**

FRANCE. EQUIPEMENT (MIN.). RECHERCHE ET AFFAIRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES (DIR.)

**Le syndrome Nimby**

*UTH 2001. (FRA). n° 27, juillet 1993. - 25 p.*

Etude des mécanismes et des facteurs déterminants de l'attitude parfois violente des riverains qui se groupent pour s'opposer à l'implantation d'infrastructures ou d'équipements susceptibles de créer des nuisances. Le premier article propose une analyse psycho-sociologique de ce phénomène à partir de l'étude d'un cas d'implantation d'équipements médico-sociaux aux Etats-Unis. Le deuxième article analyse les systèmes de solidarité, les priorités sociales et la rationalité collective liées à la création d'infrastructures de transport.

**IA 33308; DCN 45-304; RST 85(22); CDU 28184**

LAGRANGE Hugues ; ROCHE Sébastien

CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHE SUR L'ADMINISTRATION ECONOMIQUE ET L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE. INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES. GRENOBLE ; OBSERVATOIRE SOCIOLOGIE DU CHANGEMENT. PARIS ; INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**L'insécurité : histoire et régulation**

*Paris : Observatoire sociologique du changement, janv. 1993. - 175 p., bibliogr.*

Recherche sur le sentiment d'insécurité et l'organisation matérielle et institutionnelle de la société pour créer et maintenir la sécurité. La première partie analyse la permanence des catégories de représentation de l'insécurité depuis un siècle. La suite du document traite des enjeux et des moyens de la régulation de l'insécurité, de la ville et des politiques de sécurité, du contrôle social et de l'approche française de la violence, et de l'insécurité dans les politiques publiques.

**CDU 31858 ; IHESI**

DUPREZ Dominique ; HEDLI Mahieddine

**Le mal des banlieues ? Sentiment d'insécurité et crise identitaire**

*Paris : L'Harmattan, 1992. - 240 p., bibliogr., tabl., coll. Logiques sociales*

A partir d'une enquête sur le quartier d'habitat social du Cul du Four à Roubaix, cet ouvrage analyse les rapports entre insécurité et politiques urbaines. Il est question : de l'histoire sociale de la ville, de la crise urbaine et des politiques de l'habitat ; des mutations économiques et de l'évolution socio-démographique, de la concertation et du développement social des quartiers ; de la délinquance et de l'insécurité, des personnes mises en cause et de la stratégie des acteurs sociaux sur le quartier. Le dernier chapitre est une évaluation des politiques publiques et de la politique de la ville et particulièrement de la LOV.

**CDU 26321 ; IHESI 531**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Les français et l'insécurité**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 1, avril-juin 1990. - 256 p.*

De quoi les français ont-ils peur ? Comment réagissent-ils à la violence ? En étudiant l'expérience française de la criminalité et notamment celle du terrorisme, ainsi que l'attente des citoyens en matière de sécurité, ce numéro permet de poser les orientations d'une politique publique de sécurité.

**CDU ; IHESI**

### **3. les violences urbaines**

BAUER Alain ; RAUFER Xavier

**Violences et insécurité urbaines**

*Paris : PUF, 2000. - 127 p., annexes, bibliogr., coll. Que sais-je ? n° 3421 (1ère éd. 1998)*

Les problèmes d'insécurité urbaine touchent les structures sociales et politiques, provoquant l'insatisfaction croissante des populations. Ils constituent un des problèmes les plus difficiles auxquels sont confrontés les ministères de la Justice et de l'Intérieur français depuis les années 1970. Les statistiques de l'insécurité urbaine, les exemples étrangers en la matière, les politiques et les pratiques permettant de prévenir, de contrôler et de réprimer l'insécurité urbaine sont abordés.

**CDU 52192 ; RIF 1923; IA 39758**

ASCHER François ; BEHAR Daniel ; DONZELOT Jacques ; GHORRA-GOBIN Cynthia ; GODARD Francis ; JAILLET Marie-Christine ; PREVOT SCHAPIRA Marie-France

### **Quand la ville se défait**

*ESPRIT*, n° 11, nov. 1999.- pp. 83-190

De la question sociale à la question urbaine (J. Donzelot, O. Mongin). La nouvelle question urbaine (J. Donzelot). Refonder la ville : le débat nord-américain (C. Ghorra-Gobin). Amérique latine : la ville fragmentée (M.-F. Prévôt-Schapira). Peut-on parler de sécession urbaine à propos des villes européennes ? (M.-C. Jaillet). Vers une troisième solidarité (F. Ascher, F. Godard).

**IHESI ; CNDP**

GARNIER Jean-Pierre

### **Le nouvel ordre local : gouverner la violence**

*Paris : L'Harmattan, 1999.- 182 p.*

On parle peu du nouvel ordre local que les autorités cherchent à instaurer pour enrayer « sur le terrain » les désordres sociaux engendrés par cet ordre lointain. A commencer par les soi-disant « violences urbaines » commises par une jeunesse que la flexibilisation de l'économie voue à la précarité, à la pauvreté et à la marginalité. C'est à l'examen des diverses facettes de cette normalisation « autogérée » et au refus des « damnés de la ville » de s'en laisser conter qu'est consacré cet ouvrage.

**IHESI 531**

SOULLEZ Christophe

### **Les violences urbaines**

*Paris : Editions Milan, 1999.- 63 p., index, bibliogr., coll. Les essentiels Milan*

Cet ouvrage évoque le phénomène des violences urbaines, phénomène apparu dans les années 1980 au travers des incendies de véhicules et des batailles rangées entre jeunes adolescents de banlieue et forces de l'ordre. Aujourd'hui, cette violence a fait place à une délinquance plus quotidienne, plus violente et dont les auteurs sont de plus en plus jeunes. Fort de ce constat, l'ouvrage traite tant de la description, de la prévention, de la répression du phénomène et de ses auteurs que des réponses apportées par les autorités. De plus, l'auteur avance des propositions personnelles pour une meilleure gestion du phénomène des violences urbaines.

**CDU 39690**

WIEVIORKA Michel

### **Violence en France**

*Paris : Editions du Seuil, 1999.- 344 p., coll. L'Epreuve des faits*

Issu d'un travail de enquête mené dans les quartiers populaires, dans les entreprises de transports, dans les écoles, en Région parisienne, au Havre, à Strasbourg et dans l'Agglomération lyonnaise, cet ouvrage propose une analyse des origines des nouvelles formes de violence (enseignants agressés, voitures brûlées, conducteurs de bus attaqués, émeutes dans les banlieues, etc.) en distinguant la réalité de la violence et la manière dont elle est perçue. L'analyse, basée sur celle du fonctionnement des médias, de la crise des institutions, du comportement des équipes municipales, de l'impact des politiques de la ville, se prolonge par des recommandations politiques avec comme objectif le recul de l'insécurité.

**CDU 38944**

### **Au risque des espaces publics**

*ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. (FRA). n° 83/84, sept. 1999.- 239 p., phot., bibliogr.*

Ce dossier, composé d'articles sur l'insécurité en zone urbaine et sur les risques pour les espaces publics, traite aussi de la délinquance et de sa prévention, du rôle de l'éducation, des pouvoirs policiers et judiciaires, des méthodes pour lutter contre la criminalité. Il réunit divers exemples à l'étranger (Brésil, Afrique du Sud, New York). Au sommaire : Mutations dans le paysage français de la sécurité intérieure (F. Ocqueteau) ; Réinventer la police urbaine (D. Monjardet) ; La police de voisinage dans la France d'Ancien Régime (J.-L. Laffont) ; Officiers de police et minorités ethniques dans les commissariats anglais (S. Holdaway) ; Sécurité et prévention à Kourou (E. Joseph-Affandi) ; Contre-monde (D. Lapeyronnie) ; Les violences dites urbaines et la ville (E. Macé) ; Criminalité violente et ordre public au Brésil (L. A. Mahado da Silva) ; Police, justice et société au Brésil (R. Kant de Lima) ; Le souci du territoire, les groupes locaux de traitement de la délinquance (A. Wyvekens) ; Quelle sécurité ? pour qui ? avec qui ? (J. Bordet, J. Dubost) ; Les parents des cités : la prévention familiale des risques encourus par les enfants (C. Delcroix) ; Détresse sociale et défense du territoire du soi parmi les plus démunis (M.

Wearing) ; La criminalité en Afrique du sud, héritage de l'apartheid ? (M. Brogden) ; Citadinités et codes culturels dans le centre d'Alger (N. Dris) ; Le « Centri Sociali » à Milan, lieux-ressources pour les jeunes (V. Ruggiero) ; Vivre aux confins de Central Park et de Harlem à New York (J. Navarez) ; La résidentialisation du logement social à Paris (J. Tabet) ; De la « coveillance » à la ville sûre (G. Wekelé).

**CDU**

### **Criminalité et insécurité : une approche territoriale**

*GERI EN LIGNE. (FRA).n° 12, mai-juin 1999.- pp. 3-11., cartes, graph.*

La période 1965-1982 a vu la croissance du taux de criminalité en France métropolitaine, encadrée par deux périodes de relative stabilité (1950-1965 et depuis 1982). Depuis une quinzaine d'années, on assiste à des évolutions très différentes selon les catégories de délits. Il existe une forte corrélation entre criminalité et urbanisation ; la « délinquance urbaine » se diffuse à des zones auparavant épargnées par ce type de criminalité, comme les départements moyennement urbanisés ou proches des grandes aires urbaines. Dans un contexte d'infléchissement de la criminalité globale, le nombre de crimes et de délits de proximité continue d'augmenter. La criminalité de proximité est plus violente au nord qu'au sud de la France et les jeunes sont plus impliqués que les autres classes d'âge dans les crimes et délits de proximité.

**IA P.674**

### **Le risque urbain**

*RISQUES. LES CAHIERS DE L'ASSURANCE, n° 38, avril-juin 1999.- pp.7-20*

Entretien avec Jean-Marie Bockel (maire de Mulhouse, député du Haut-Rhin) et Gilles de Robien (maire d'Amiens, député de la Somme). Réactions d'A. Bauer, consultant en sûreté urbaine, enseignant à l'IEP de Paris et la Sorbonne (Violences urbaines : chercher, comprendre, agir), de J.-P. Duport, préfet de la Région Ile-de-France et de Paris (La ville : un espace de liberté), d'Y. Mansion, directeur général, AGF (Les assureurs face au risque urbain), de M. Wiewiorka, directeur, « Le Monde des débats » (Le risque urbain : une notion équivoque).

**CDU**

### **La ville désintégrée ?**

*HOMMES ET MIGRATIONS, n° 1217, janv.-fév. 1999.- 102 p.*

Mixités et ségrégations dans l'école urbaine (Jean-Paul Payet). Violence et intégration sociale (Didier Lapeyronnie). Les Minguettes d'hier à demain (Jacques Barou, Lucie Mélas).

**CDU**

BODY-GENDROT Sophie ; LE GUENNEC Nicole ; HERROU Michel

### **Mission sur les violences urbaines**

*Paris : La Documentation française, 1998.- 155 p., coll. La sécurité aujourd'hui*

L'émergence, la permanence et l'actualité des violences urbaines en France, la socialisation des jeunes ou la culture de la rue, les problèmes de la police dans les cités, les difficultés de la justice et du secteur associatif face aux violences urbaines, les choix possibles pour les politiques publiques sont abordés. Des discours locaux devant les violences urbaines, des monographies de terrains en France et à l'étranger, tentent d'expliquer les violences urbaines. Huit recommandations sont présentées pour réguler les violences urbaines.

**RIF 2020; IA 39657(2); CDU 38766**

BUI-TRONG Lucienne

### **Les violences urbaines à l'échelle des RG. Etat des lieux pour 1998**

*C. DE LA SECURITE INTERIEURE. (FRA). n° 33, 3<sup>ème</sup> trim. 1998.- pp. 215-224, bibliogr. (Les partages de la sécurité)*

Une enquête nationale sur 800 quartiers perçus localement comme « sensibles », réalisée dans l'optique pragmatique et policière d'une estimation des risques, a dégagé une échelle de la violence urbaine permettant d'établir une cartographie régulièrement actualisée des zones difficiles. Cette échelle a aussi permis de repérer l'émergence du phénomène dans des zones nouvelles et de dégager les lignes de force de son évolution interne.

**CDU ; IHESI**

DIRECTION CENTRALE DES RENSEIGNEMENTS GENERAUX



**La violence urbaine depuis 1992 : graphiques. Variations, évolutions, mutations et perspectives**  
*Paris : DCRG, 1998.- 9 p., graph.*

**IHESI NT/DT**

**Urbanité et citoyenneté**

*REVUE DES SCIENCES SOCIALES DE LA FRANCE DE L'EST, n° 25, 1998.- pp.1-90, tabl., numéro spécial*

La vie en ville offre de nombreuses richesses sur le plan des rencontres, de la culture, de la coopération ou de la promotion des valeurs et des intérêt communs. Mais elle comporte aussi des risques de dissensions, de déséquilibres et de violences.

**Sciences po**

**Violences par temps de paix**

*ESPRIT. (FRA). n° 248, déc. 1998.- pp. 6-210, graph.*

Outre les problèmes de sécurité et les réponses qu'on peut apporter à la délinquance, les contributions ont pour ambition de mettre en scène les inflexions de la violence. Les théories sur l'évolution internationale et sociétale de la violence, les deux visages de la violence, la violence des images et la délinquance, la pacification des moeurs et ses limites sont abordées dans une première partie. La demande de sécurité, l'imaginaire de la sanction chez les victimes d'agression et la signification du maintien de l'ordre sont examinés dans une seconde partie. Enfin, le monopole pénal de l'Etat, la comparaison Europe/Etats-Unis en matière de politiques carcérales, l'organisation institutionnelle de la protection judiciaire de la jeunesse et les mineurs multirécidivistes, les alternatives entre le tout-répressif et le tout-éducatif, sont abordés dans une troisième partie. Au sommaire : Vers une pacification des moeurs ? (H. Lagrange, O. Mongin, D. Salas) ; Par delà le totalitarisme et la guerre (P. Hassner) ; Les deux violences : régression archaïque et barbarie technologique (Y. Michaud) ; Le spectacle de la violence ou les brouillages du réel et de l'imaginaire (L. Jullier, F. Scherer) ; La pacification des moeurs et ses limites : violence, chômage et crise de la masculinité (H. Lagrange) ; La sécurité comme bien commun (M. Marcus, C. Vourc'h) ; L'imaginaire de la sanction chez les victimes d'agression (D. Dray) ; Que signifie maintenir l'ordre ? (A. Garapon) ; Le monopole pénal de l'Etat (P. Robert) ; Politiques carcérales : une comparaison Europe/Etats-Unis (H. Lagrange) ; Les mineurs multi-récidivistes : un regard sur l'organisation de la décision judiciaire (P. Le Moigne) ; Entre le tout répressif et le tout éducatif, quelles alternatives ? A propos de la justice des mineurs (O. Mongin, D. Salas).

**IA 40195; CDU 50386**

**Violences urbaines**

*MIGRATIONS SOCIETE. (FRA). vol. 10, n° 60, nov.-déc. 1998.- pp. 35-103, bibliogr.*

Les origines de la violence, les incivilités et les violences dans les cités de banlieue, trente ans de politique de la ville, les modalités et les pratiques en matière d'attribution de logements sociaux, le racisme dans le travail, les liens entre exclusion et violences urbaines.

**IA P.268; CDU**

GARNIER Jean-Pierre

**La bourse ou la ville**

*Paris : Paris-Méditerranée, 1997.- 195 p., bibliogr., coll. Les pieds dans le plat*

La désintégration sociale urbaine apparaît comme la face de plus en plus mal cachée d'une intégration au marché mondial que tous - journalistes, politiques ou sociologues - célèbrent jour après jour.

**IA 38310**

MOULIN Brigitte

UNIVERSITE DE PARIS VIII ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

**Multiplication des frontières symboliques. Fragmentation de la ville et des groupes sociaux**

*Paris : Institut Maghreb-Europe, 1997.- 269 p., bibliogr.*

Cette recherche articule la notion de frontière avec les thèmes de l'immigration et de l'ethnisation des rapports sociaux dans l'espace urbain. La première partie présente quelques définitions des différents types de frontières (géographiques, politiques, administratives, symboliques), tandis que la deuxième analyse l'articulation de ces divers niveaux au sein de la ville, avant d'étudier le cas des frontières générationnelles. La troisième et principale partie de l'étude est consacrée au problème des frontières

induites par l'ethnisation des rapports sociaux. Le processus d'instrumentalisation de ce problème est mis en relation avec trois phénomènes : la constitution d'une frontière entre les pays de l'Union européenne et les autres pays, la dérégulation du marché mondial, le sentiment d'insécurité. Cette analyse est complétée par des enquêtes et des réflexions locales sur les thèmes de l'éclatement urbain, du développement de la violence et de la gestion ethnique des problèmes sociaux. Enfin, la quatrième partie examine le rôle des associations dans la lutte contre les frontières urbaines.

**PU 2298; CDU 36003; DCN 25-A-517**

OBADIA Alain (dir.)

**Entreprendre la ville. Nouvelles temporalités, nouveaux services. Actes du colloque de Cerisy « Vivre la ville demain : quels enjeux, quels partenaires ? », 19-24 septembre 1996, Centre culturel international de Cerisy-la-Salle**

*La Tour d'Aigues : Editions de L'Aube, 1997. - 463 p., coll. Monde en cours*

Les mutations urbaines ne sont pas seulement spatiales, mais aussi temporelles. En effet, l'évolution des modes de transports et des technologies de communication a modifié les temps de la vie quotidienne dans les villes. En retour, cette modification des « temporalités urbaines » nécessite une révision des conceptions traditionnelles en matière d'aménagement urbain et d'offre de services. Divers aspects particuliers de cette problématique générale sont examinés par des chercheurs en sciences sociales et des professionnels de la ville. L'ouvrage est divisé en trois grandes parties : les temps de la ville (vie quotidienne, pratiques sociales, démographie...) ; les réseaux de la ville (mobilités, transports, technologies de la communication...) ; les services et métiers (mixité urbaine, violence et insécurité, aménagement urbain...). La question des partenariats est évoquée dans une quatrième partie sous forme d'une table ronde composée d'élus. Un chapitre est consacré aux violences et insécurités (pp.311-387) : L'expérience française contemporaine (M. Wieviorka) ; L'islamisation des jeunes (F. Khosrokhavar) ; Violence juvénile et mutation sociétale à partir du cas brésilien (A. Peralva) ; Violence et insécurité : la cas américain (S. Body-Gendrot) ; La coproduction de l'insécurité urbaine : le cas du réseau de bus de la RATP et l'expérience d'agents de prévention (E. Macé) ; Violences à l'école et violences urbaines : la formation d'un acteur sous tensions (G. Verpraet).

**CDU 35025; IA 38959**

TARRIUS Alain

**Fin de siècle incertain à Perpignan : drogues, pauvreté, communautés d'étrangers, jeunes sans emploi et renouveau des civilités dans une ville moyenne française**

*Canet : Trabucaire, 1997. - 205 p., ill.*

**BPI**

EGIDO A. ; GOMEZ D.E. ; PEDRAU A. ; NEUILLY Marie-Thérèse

**Crise et violence urbaine : des éléments potentiels de crise sociale. Gestion de crise : crises technologiques et crises sociales./ Crisis and urban violence. Crisis management**

*ISSN 0760-1255; NO. 19; 259-279 [19 p.]; 1996; ABS. eng; BIBL. 2 p.1/2; Cahiers de l'I.P.S.A.; FRA*

Actuellement, la ville est présentée comme l'un des endroits les plus favorables pour que des facteurs tels que l'entassement, le style de vie, ou l'émergence de groupes marginaux, se conjuguent en faveur des réactions violentes, et même criminelles. Il semble logique de penser que dans les villes les situations propices aux réponses agressives ou violentes soient plus fréquentes et d'une plus grande intensité, et qu'il y ait un nombre plus important de personnes ou de groupes pouvant favoriser ce type de réponse. Dans cet article, sans essayer de définir les causes provoquant une grande présence de l'agressivité et de la violence dans la dense coexistence urbaine, les auteurs notent la nécessité de modifier en même temps les attitudes individuelles et les structures sociales.

**FRANCIS**

GARNIER Jean-Pierre

**Des barbares dans la cité : de la tyrannie du marché à la violence urbaine**

*Paris : Flammarion, 1996. - 378 p., coll. Essais*

Cet essai polémique s'attaque à la « pensée unique » qui sévit sur la ville : il remplace sous un éclairage nouveau les événements qui défraient la chronique des banlieues et opère une critique des discours tenus par tous les « pseudo experts » de gauche ou de droite. Il conteste le fait de venir à bout de la « violence urbaine » sans s'attaquer aux structures économiques.

**IA 38050; CDU 35255**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

### **Délinquances quotidiennes**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 23, 1<sup>er</sup> trim. 1996. - 185 p., bibliogr.*

Point de vue : délinquances au quotidien (C. Barberger). Des incivilités aux infractions : les infractions de masse, chiffres et tendances (P. Fiacre) ; les infractions de masse, quelles interprétations ? (G. Ollendorff, O. Ruthardt) ; les litiges de consommation (P. Guillermin) ; civilités et incivilités (R. Dhoquois). Réactions et mobilisations : la délinquance permet-elle d'expliquer le sentiment d'insécurité ? (J.-P. Grémy) ; la justice pénale et les contentieux de masse (M. Robert) ; les incivilités vues du côté des institutions, perceptions, traitement et enjeux (S. Roché) ; Barcelone, douze ans d'enquêtes de victimation (J. M. Lahosa) ; l'adaptation des stratégies policières (Entretien avec D. Dugléry). Paysages sous surveillance : les contraintes de sécurité dans les grands ensembles (P. Landauer).

**CDU ; IHESI**

RUGGIERO V. ; SOUTH N.

### **La ville de la fin de l'ère moderne en tant que bazar : marchés de stupéfiants, entreprise illégale et les «barricades»./ The town as bazar at the end of the modern period : drugs markets, illegal enterprise and the «barricades»**

*ISSN 0378-7931; VOL. 20; NO. 4; PP. 317-333; BIBL. 2 p.; CHE; notes; 1996; Déviance et société*

Les auteurs explorent la notion selon laquelle le continuum de marchés irréguliers et illégaux dans la ville constitue un «bazar». Ils attirent l'attention sur les répercussions de cet «autre» monde d'illégalité sur les activités légales de la grande ville. Dans la première partie, l'article présente des instantanés des marchés et des cultures urbaines ayant rapport à l'économie des stupéfiants en Angleterre et aux Etats-Unis. Dans la seconde, ils situent ces descriptions à l'intérieur du «bazar» et de la métaphore des «barricades». En conclusion, ils démystifient l'image des économies illégales comme étant des lieux sociaux alternatifs et déviants en constatant les similarités entre ces économies et l'économie légale officielle.

**FRANCIS**

### **Violences urbaines**

*URBANISME. (FRA). n° 286, janv.-fév. 1996. - pp. 55-88, phot.*

La violence vue par les médias, par ceux qui la vivent au quotidien, par des géographes, politologues, sociologues ou urbanistes ; des exemples de violence ; une comparaison avec le Japon ; des actions pour prévenir la violence, composent ce dossier.

**IA P.414; CDU**

BACHMANN Christian ; LEGUENNEC Nicole

### **Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville**

*Paris : Albin Michel, 1995. - 557 p., tabl., bibliogr.*

Les combats de ces cinquante dernières années sont retracés, des squatters de 1946 aux luttes contre la rénovation des centres-villes et le Mai 68 urbain, en passant par les Castors de 1950, l'Abbé Pierre et l'hiver 1954, les combats actuels pour l'environnement et les émeutes des banlieues.

**IA 37140; CDU 32992**

### **Ville et violence. Orientation bibliographique**

*Paris : CDU, 1995. - 23 p.*

Références bibliographiques (avec localisation des documents cités) sur la violence dans la ville, classées selon trois thèmes : du sentiment d'insécurité à la violence, évaluation et analyses socio-économiques du phénomène, lecture institutionnelle et réponse du politique.

**CDU 31325; IA 36425; MV 8365**

ANTOLINI André ; BONELLO Yves-Henri

### **Les villes du désir**

*Paris : Editions Galilée, 1994. - 169 p., coll. Débats*

Villes de légende, villes romantiques, villes idéales : elles racontent toutes une belle histoire, peu pertinente. Selon l'auteur de cet essai critique, la ville des désirs est impossible, parce que les désirs ne sont pas cumulables. La ville se comprend par l'intégration, mais comment refaire la cité lorsque la

violence, même sans s'accroître, devient plus visible, lorsque les disparités entre les citoyens s'affichent ? Une contribution aux interrogations sur le devenir des villes.

**CP 5082; IA 35760**

BODY-GENDROT Sophie

**Ville et violence : l'irruption de nouveaux acteurs**

*Paris : PUF, 1993. - 252 p., index, bibliogr., coll. Recherches politiques*

Après avoir défini et analysé deux concepts de la dynamique sociale américaine - l'ethnicité et la race - l'étude approfondit les formes de la violence civile urbaine aux Etats-Unis, analyse le cas du conflit de Ocean-hill, un quartier de Brooklyn. Elle traite ensuite l'échec des réformes engagées par la municipalité de New-York pour traiter socialement ce conflit, analyse les nouvelles formes de violence urbaine apparues pendant les présidences républicaines. Elle analyse les symptômes et recherche l'explication des causes des violences que connaissent les quartiers défavorisés de France et du Royaume-Uni, examinant les logiques institutionnelles déployées en réponse à la violence des exclus, logiques qui ont eu leur efficacité mais qui se sont essouffées.

**IA 32843; EPC NY4466; CDU 28775**

VERMANDER Benoît

**L'émeute urbaine d'hier à demain./ The urban riot from yesterday to tomorrow**

*ETUDES. (FRA). tome 378, n° 6, juin 1993. - pp.735-742*

Emeutes de la faim, affrontements de groupes ethniques, fêtes émeutières, « révolutions de studio » ou vraies révolutions : la concentration des pouvoirs et des contre-pouvoirs fait de la ville le lieu privilégié d'expression des conflits.

**IA P.185 ; CNDP**

**Violences, conflits et médiation**

*MIGRANTS-FORMATION, n° 92, 1993. - 168 p.*

**IHESI 531 ; ADRI**

CONSEIL NATIONAL DES VILLES. PARIS

**Média et quartiers**

*Paris : CNV, 1992. - 58 p.*

Dans un premier temps, les mécanismes de la presse écrite sont mis à nu lorsqu'elle se penche sur les violences dans les banlieues. Ensuite, élus et journalistes traitent des rapports des médias et de la vie dans les banlieues.

**IA 31850; CDU 27494**

LEVEAU Rémy (dir.) ; WIEVIORKA Michel (dir.)

**Violences urbaines**

*Paris : Editions L'Harmattan, 1992. - 151 p., fig., bibliogr., coll. Cultures et conflits n° 6*

Les violences urbaines, aujourd'hui, ne semblent guère s'inscrire dans une continuité historique qui les apparenteraient aux poussées révolutionnaires ou aux grèves insurrectionnelles du passé et elles ne portent ni le rêve ni les utopies d'un nouveau modèle de société, même si elles en appellent parfois à l'accouchement d'un monde plus juste. Alors traduisent-elles la décomposition des nations, la crise ou la mutation des sociétés, l'affaiblissement des États ? Mais que peut faire l'État dans de telles conditions ? La vraie question que pose ce numéro est de savoir à quelle condition une société peut faire reculer l'exclusion, réintroduire de la relation là où domine la rupture, et susciter les médiations et les formes de représentation dont l'absence encourage la violence ? # Issue on shapes of urban violence in United States, Anglo-saxon cities, Brazil.

**CA C8729 ; IHESI**

MOSER Gabriel

**Les stress urbains. Préface de F. Ascher**

*Paris : Armand Colin, 1992. - 192 p., bibliogr., coll. U psychologie*

Cet ouvrage analyse les sources du stress et leurs effets, et le stress en milieu urbain ; puis il appréhende la manière dont les conditions urbaines en tant que telles agissent sur le comportement de l'individu et propose un modèle intégrant les différents effets du stress sur le comportement social de l'homme.

**CDU 26560**

QUERRIEN Anne (dir.)

**Violences dans les villes./ Urban violence**

*ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. (FRA). n° 54, mars 1992. - pp. 3-111, phot., bibliogr.*

Des universitaires spécialistes des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ont cherché à rectifier l'assimilation abusive entre la situation des quartiers des banlieues françaises et celles des ghettos noirs américains ou des quartiers ethniques britanniques. Des chercheurs français examinent la réalité des comportements des jeunes des banlieues et des quartiers défavorisés français. Au sommaire : Ordre, violence et pauvreté dans l'histoire urbaine britannique (J. Carré) ; Regards sur la violence urbaine aux Etats-Unis (S. Body-Gendrot) ; Pour en finir avec le mythe des cités-ghettos (L. Wacquant) ; Désordres urbains (J. Benyon) ; Les problèmes de l'inner-city en Grande-Bretagne (J. Moore) ; Rites sacrificiels des jeunes dans les quartiers en difficultés (A. Begag, C. Delorme) ; De l'image de la violence à la violence de l'image (L. Wittner) ; Les tags, spectre de la jeunesse (A. Vulbeau) ; Des bandes de jeunes excités (M. Presdée) ; La saga des squatters de la Croix-Rousse à Lyon (D. Welzer-Lang) ; Ce que disent les mauvais élèves (J.-P. Payet) ; Des violences plus insidieuses (E. Baumfelder) ; La scénographie urbaine des manifestations syndicales (I. Sommier).

**IA P.70; CDU ; IHESI**

SZLAKMANN Charles

**La violence urbaine : à contre-courant des idées reçues**

*Paris : Robert Laffont, 1992. - 202 p., tabl., graph., coll. Réponses*

Une approche du phénomène de la violence dans les villes et les banlieues qui tranche avec les idées reçues, notamment sur les causes de la délinquance et les actes des délinquants, et qui montre le rôle parfois négatif d'une certaine « intelligentsia ».

**IA 31794; CDU 28163 ; IHESI 62**

**La mesure de la délinquance**

*C. DE LA SECURITE INTERIEURE. (FRA). n° 4, fév.-avr. 1991. - 315 p., bibliogr.*

Si la délinquance est ce que la société désigne comme comportements asociaux, sa meilleure mesure réside dans le décompte des faits mentionnés dans les plaintes transmises aux autorités judiciaires. De quels instruments de mesure disposons-nous ? Quelle est leur pertinence scientifique et quelles sont leurs limites ? Entre le scepticisme et la crédulité, c'est à la critique constructive de l'outil statistique qu'il convient de faire une place.

**CDU ; IHESI**

REMY Jean ; VOYE Liliane

**Ville, ordre et violence. Formes spatiales et transaction sociale**

*Paris : PUF, 1981. - 238 p., coll. Espace et liberté*

Considérant les formes spatiales, non comme un simple réceptacle passif, mais comme ressource spécifique dont l'appropriation a une incidence sur les possibilités d'imposition réciproque des différents acteurs dans la transaction sociale, cet ouvrage analyse les liens du rapport social à la matérialité et son articulation, à travers celle-ci, à la dynamique psychique. Pour ce faire, les auteurs partent d'une interrogation sur la tension qui existe entre un ordre organisant ses solidarités et ses oppositions indépendamment de l'espace, et un ordre fondé sur une symbolique qui, d'une certaine manière, transgresse cette rationalité à partir de référents symboliques. Cette problématique prend tout son sens lorsque la ville est confrontée au processus d'urbanisation, considéré à la fois comme liant le calcul d'efficacité et de faire-valoir maximum à la mobilité, et comme engendrant une propension culturelle à celle-ci. Selon que les règles de composition de la ville intègrent ou non ce processus, cette transformation substituant une valorisation de la mobilité à celle de l'enracinement va, au plan de la vie quotidienne, maintenir l'ordre ou engendrer la violence ; mais encore faut-il s'entendre sur le sens donné à ces termes polysémiques.

**IA 15409; MV B3666; CDU 14309; EPC NY1585**

## 2. LA VIOLENCE DANS LA VILLE

### 1. quartiers et banlieues

BEGAG Azouz ; ROSSINI Reynald

#### **Du bon usage de la distance chez les sauvages**

*Paris : Seuil, 1999. - 215 p.*

Une distance se crée de plus en plus entre les habitants des banlieues dites sensibles et le reste de la ville, une distance plus mentale que géographique et qui amène les habitants de ces deux espaces à ne plus se comprendre. Cet essai propose des réponses sociales - médiation, présence éducative, pédagogie - et montre comment les quartiers s'enferment dans leurs particularismes.

**ADRI 11A/184**

COLINET Christophe

#### **L'autodafé des quartiers. Quand les banlieues flambent. Préface d'Orlando de Rudder**

*Paris : Editions Imago, 1999. - 142 p.*

En prenant l'exemple du Nord de la France, cet ouvrage analyse les phénomènes croissants de délinquance, scrutant leurs causes (chômage, dislocation des liens familiaux et sociaux, marginalisation, drogue, montée des extrémismes, etc.) et leurs conséquences. L'auteur, journaliste à « La Voix du Nord » et spécialiste des banlieues, met en évidence l'émergence de zones échappant au droit et structurées par l'autorité grandissante (sinon le prestige) des dealers. Ces derniers, face aux pouvoirs publics dépassés, réagissent selon une véritable stratégie, visant à assurer la prospérité de ces commerces illégaux, dont la violence n'est qu'une composante programmée. Après avoir minutieusement décrit les mécanismes de l'autodafé des quartiers, l'auteur confronte les points de vue institutionnels de « terrain » : un sociologue, un travailleur social, un commissaire de police, un bailleur social, un procureur de la République et deux élus locaux s'expriment à la fin de l'ouvrage sur ce problème.

**CDU 39911 ; IHESI 531**

BOUSQUET Richard

#### **Insécurité : nouveaux risques. Les quartiers de tous les dangers**

*Paris : L'Harmattan, 1998. - 232 p., glossaire, coll. Villes et entreprises*

L'auteur, commissaire divisionnaire de la police nationale, apporte son témoignage sur l'insécurité dans les zones urbaines sensibles. Il analyse les risques de déstabilisation de notre société : la violence urbaine, la délinquance des mineurs, la drogue, le communautarisme ethno-national, l'intégrisme islamiste, les dérives associatives. L'insécurité au quotidien est étudiée dans le cadre de la commune de Corbeil-Essonnes (cité de la Nacelle, quartier de Montconseil, quartier des Tarterêts) et des quartiers sensibles de l'Oise (Méru).

**CDU 38769 ; IA 40212**

BOYER Henri ; LOCHARD Guy

#### **Scènes de télévision en banlieue, 1950-1994**

*Paris : L'Harmattan, 1998. - 201 p.*

Remontant dans la mémoire de la télévision, les auteurs évoquent l'évolution du traitement de la banlieue depuis 1950. De l'observation des programmes de télévision, depuis cette dernière date jusqu'à une époque récente, se dégagent une multiplicité de stéréotypes qui ont tendance à s'affirmer davantage depuis quelques années. Sujet devenu très porteur des médias, il focalise toutes les attentions d'une société en crise. Un certain nombre de représentations émergent, des « figures types » récurrentes comme celles du jeune, de la victime, du médiateur, des experts et des lieux devenus aujourd'hui symboliques. C'est en fait une analyse de l'image de la banlieue que la télévision diffuse ou véhicule auprès des téléspectateurs.

**ADRI 17/160**

DOLLE Nathalie ; TABIB Hibat

### **La cité des Poètes. Comment créer une dynamique de quartier face à la violence ?**

*Pantin : Le Temps des Cerises, 1998. - 218 p.*

Ce récit retrace la cheminement, lent, parfois chaotique, d'une mobilisation de tous les acteurs, centre social, institutions, associations d'habitants, de ce quartier des Poètes à Pierrefitte (93), pour prendre à bras-le-corps les problèmes de l'insécurité et de la violence.

**IHESI 531**

KOKOREFF Michel

### **L'économie de la drogue : des modes d'organisation aux espaces de trafic**

*ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. (FRA). n° 78, mars 1998. - pp. 114-124, phot., notes, bibliogr. (Echanges / Surfaces)*

La réalité multiple des marchés de stupéfiants est loin de se réduire à l'image insistante des cités de banlieue livrées au trafic de drogue. L'histoire du peuplement de ces cités révèle déjà d'importantes différences à cet égard selon les villes ou les grands ensembles. Ici, le cannabis ou le haschich est vendu au pied de l'immeuble, là-même où l'héroïne est proscrite. Cette dernière, comme le crack ou l'ecstasy, s'échange dans l'espace mobile de la grande ville, à travers des réseaux de distribution à géométrie variable et moins liés à la sociabilité juvénile locale.

**CDU**

RASSIAL Jean-Jacques ; LABADIE Jean-Michel ; LESOURD Serge ; WIEDER Catherine ; RIARD Henri-Emile ; DOUVILLE Olivier ; HIRT Jean-Michel ; MEDEJEL Martine ; DELAROCHE Patrick

### **Y a-t-il une psychopathologie des banlieues ?**

*Toulouse : Ed. Erès, 1998. - 114 p.*

Les psychopathologues, psychiatres, psychologues, psychanalystes sont confrontés, sinon à de nouvelles structures cliniques, du moins à de nouvelles formes de pathologies mentales. Sans doute à cela de multiples causes, mais la principale semble bien être l'état du lien social, marqué par une situation de crise, non seulement économique, mais aussi morale, dont l'un des signes, repéré il y a longtemps par Freud, est la défaillance de la fonction paternelle.

**IHESI 531**

BACHMANN Christian ; LE GUENNEC Nicole

### **Autopsie d'une émeute. Histoire exemplaire du soulèvement d'un quartier**

*Paris : Albin Michel, 1997. - 238 p., notes*

Cette enquête raconte la genèse et le déroulement des émeutes qui ont frappé le quartier des Mézereaux, à Melun, en novembre 1993. Les auteurs montrent d'abord comment, à partir de la mort accidentelle d'un jeune du quartier, une rumeur s'est propagée parmi les habitants du quartier, puis a été relayée par la presse départementale. Ils analysent ensuite le phénomène selon les points de vue respectifs des autorités politiques, de la police, des acteurs sociaux et des émeutiers, avant de présenter quelques réflexions sur l'avenir des quartiers défavorisés.

**CDU 36647 ; IHESI 531**

BERTHO Alain

### **Banlieue banlieue**

*Paris : La Dispute / SNEDIT, 1997. - 150 p.*

Face à ce qu'il considère comme une idéologie dominante soutenue par les médias et illustrée par la politique de la ville, l'auteur affirme que « ni le territoire, ni la population ne sont les premiers éléments explicatifs des tensions, des souffrances et des désordres sociaux » qui se manifestent dans les banlieues. Selon lui, l'omniprésence actuelle du thème de la banlieue coïncide avec la disparition de la lutte des classes, remplacée par une logique de stigmatisation des pauvres et des immigrés. Ainsi, le thème de la banlieue, tel qu'il est formulé aujourd'hui, apparaît comme le signe d'une crise du politique, qui porte en germe « l'effacement de l'idée de contradictions sociales et de dépassement possible de ces contradictions », au profit du seul recours au maintien de l'ordre. L'auteur entend résister aux « dangers politiques » et à la « régression intellectuelle » que représentent, selon lui, cette conception.

**CDU 35645**

BOUBEKER Ahmed

FRANCE. CULTURE ET COMMUNICATION (MIN.); FONDS D'ACTION SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET LEURS FAMILLES. PARIS ; DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

**Vaulx-en-Velin dans la guerre des images. Les événements d'octobre 1990 et l'expérience de la visibilité publique. in Les aléas du lien social. Constructions identitaires et culturelles dans la ville**

*Paris : La Documentation française, 1997.- pp. 87-101 (Compte rendu du programme de recherche "Lien social dans les périphéries urbaines")*

Au-delà d'une critique de la construction médiatique des faits sociaux, l'article s'interroge sur les relations entre visibilité publique et lien social, à partir de l'exemple de Vaulx-en-Velin. Les effets - pas seulement négatifs - de la médiatisation des émeutes de 1990 sur l'imaginaire des habitants de la cité sont analysés, en termes de constitution d'une « mémoire médiatique », de redéfinition des rapports sociaux, de remise en cause des politiques publiques... Le processus de mise en scène du social est notamment analysé, en soulignant les effets de surenchère auquel il a donné lieu.

**CDU 37008; PU 2303**

BOYER H. ; LOCHARD G.

**La crise des banlieues à la télévision française. Analyse des programmes du service public et de TF1 (1989-1994)**

*Paris : France télévision, Direction des études, 1997.- 50 p.*

**ADRI**

DECROUY Gaëlle ; REYNAUD Jérôme ; REYNAUD MAURUPT Catherine

**L'exclusion dans les Alpes maritimes: VIH, drogue, délinquance, précarité. Enquête sur le terrain**

*Paris : L'Harmattan, 1997.- 312 p.*

Quatre illustrations de la vulnérabilité sociale dans les Alpes maritimes permettent de comprendre la complexité des situations et processus d'exclusion. Constat des moyens existant à Nice et dans sa région pour tenter d'y remédier ; difficultés inhérentes à l'insertion sociale à travers la parole des personnes concernées : malades du SIDA, usagers de la drogue, ex-détenus et sans domiciles fixes.

**BPI**

MESSU Michel

**La société protectrice. Le cas des banlieues sensibles**

*Paris : CNRS éditions, 1997.- 266 p., ann., tabl., graph., index, bibliogr., coll. CNRS sociologie*

A travers l'analyse des phénomènes sociaux à l'oeuvre dans les banlieues, l'auteur propose une critique des théories de l'exclusion sociale et du déclin de l'État-providence. Selon lui, les discours sur l'« exclusion » des jeunes des banlieues relèvent d'un mythe, repris à leur compte par ceux qui en sont l'objet, et démenti par le fait que ces populations accèdent à la consommation de masse. Par ailleurs, toujours selon l'auteur, la régulation des sociétés contemporaines passe toujours essentiellement par l'État-providence. Sans pour autant renier les apports de cette forme d'État, l'auteur met l'accent sur les effets pervers qu'elle engendre aujourd'hui. Ainsi s'expliqueraient, selon lui, les divers processus de dérégulation sociale et d'individuation des rapports sociaux observés notamment dans les banlieues, ainsi que la constitution d'une « logique victimaire » chez les populations défavorisées.

**CDU 36054 ; IHESI 531**

METRAL Jean (dir.)

FRANCE. CULTURE ET COMMUNICATION (MIN.); FONDS D'ACTION SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET LEURS FAMILLES. PARIS ; DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

**Les aléas du lien social. Constructions identitaires et culturelles dans la ville**

*Paris : Ministère de la culture et de la communication, 1997.- 206 p., bibliogr. (Compte rendu du programme de recherche "Lien social dans les périphéries urbaines")*

Ce recueil de textes sur le lien social en banlieue traite notamment de l'articulation entre les politiques de développement social et les politiques culturelles. Au sommaire : Ethnographie d'une « mauvaise vague », une question de regard (V. Milliot); Mémoire collective et patrimoine dans les périphéries urbaines, entre construction mythique et territoire (C. Gouy-Gilbert, M. Rautenberg, P. Ramon); Rapports marchands dans un secteur commerçant du XVIIIe arrondissement de Paris : Barbès, un



espace de mise en scène de la société multiculturelle (E. Lallement) ; Entre ville ouvrière et ville nouvelle, Saint-Nazaire et le symbole du paquebot (A.-M. Giffo-Levasseur) ; Vaulx-en-Velin dans la guerre des images, les événements d'octobre 1990 et l'expérience de la visibilité publique (A. Boubeker) ; Quand le courant passe autrement, une logique d'affinités électives (C. de Saint-Pierre) ; Les voies associatives, dynamique des liens associatifs et construction de territoires (A. Battegay, A. Boubeker) ; La mobilisation de références multiculturelles pour l'action dans les quartiers en difficulté (G. Zoïa) ; Les mondes de la petite production urbaine (L. Roulleau-Berger) ; L'histoire, l'Autre, le texte - difficultés de la raison ethnographique (J.-N. Pelen).

**CDU 36008; PU 2303**

QUERRIEN Anne

PROGRAMME INTERDISCIPLINAIRE DE RECHERCHES SUR LES VILLES. PARIS ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN ; CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES. PARIS

**En marge de la ville, au coeur de la société : ces quartiers dont on parle**

*La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube, 1997. - 350 p., notes, bibliogr. (avec le concours de l'INSEE)*

Compte rendu d'un programme de recherche mené sur sept sites en procédure DSQ ou en convention de quartier du Xe Plan, et fondé sur deux types d'approches : d'une part, l'analyse de données objectives sur les conditions de vie ; d'autre part, l'étude des représentations collectives et des perceptions individuelles. Après une présentation générale, les sept sites suivants sont successivement analysés : les périmètre du Grand projet urbain, à Marseille ; le Grand Mirail, à Toulouse ; les Hauts-de-Garonne, à Cenon, Floirac et Lormont (banlieue de Bordeaux) ; le Val d'Argent, à Argenteuil ; le quartier de Lille-Sud ; les 4000, à la Courneuve ; la Grande Résidence et les quartiers DSQ de Lens et Liévin. Un dernier article évalue l'influence de l'appartenance à un quartier en difficulté sur le chômage des jeunes.

**CDU 36007; PU 2302**

CHIGNIER-RIBOULON Franck

**Exclusion sociale ou exclusion nationale ? L'affaire Kelkal en banlieue est de Lyon. Périls géopolitiques en France**

*ISSN 0333-8487; NO. 80; PP. 83-103; 6 fig.; 1996; Hérodote; FRA*

Ce jeune était représentatif d'une partie de la jeunesse maghrébine se sentant économiquement exclue. L'Islam apparaît comme une valeur refuge transcendant la nationalité ou l'ethnie : cette nouvelle religiosité est le plus souvent militante. L'auteur se demande si la vie quotidienne de Kelkal à Vaulx-en-Velin a joué un rôle : réalités socio-économiques, spécificité vaudaise, événements de 1990. Absence de relations entre le groupe et la vie locale.

**FRANCIS ; CDU**

DIRECTION CENTRALE DES RENSEIGNEMENTS GENERAUX

**Economie souterraine et violence urbaine dans les quartiers sensibles**

*Paris : DCRG, Section Villes et banlieues, 1996. - 11 p. (rapport)*

**IHESI NT**

DUPREZ Dominique ; LECLERC-OLIVE Michèle ; PINET Michel

CENTRE LILLOIS D'ETUDES ET DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES ET ECONOMIQUES. LILLE ; INSTITUT FEDERATIF DE RECHERCHE SUR LES ECONOMIES ET LES SOCIETES INDUSTRIELLES. LILLE ; CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES. PARIS

**Vivre ensemble. La diversité des quartiers « sensibles » à l'épreuve de la vie quotidienne**

*Lille : CNRS, 1996. - 339 p., tabl. (convention CNAF 94-415. Enquête réalisée en collab. avec l'INSEE. Avec la participation de Christophe Bocquet, Catherine Negroni)*

La première partie fait le point sur la situation des quartiers dits « sensibles » en France et sur les effets de la désindustrialisation dans le Nord-Pas-de-Calais. La deuxième étudie les vulnérabilités socio-économiques et les solidarités de proximité à l'oeuvre dans cette région, à travers les thèmes suivants : les inégalités face au chômage et à l'emploi précaire, notamment en ce qui concerne les maghrébins ; la résistance de la cellule familiale ; les revenus du travail et l'aide sociale ; les solidarités de proximité et les systèmes de débrouillardise ; la recherche d'emploi. La troisième partie est spécifiquement consacrée aux jeunes des « cités », du point de vue de la culture de la rue et de ses alternatives. La vie sociale des jeunes et les réponses institutionnelles en termes d'animation et de loisirs sont successivement étudiées dans deux quartiers : la grande résidence à Lens et Lille-sud. Enfin, les deux

dernières parties analysent des thèmes tels que les sociabilités, la vie quotidienne, l'insécurité, les usages du quartier, les représentations de l'avenir ou les groupes sociaux.

**CDU 35292**

REY Henri

**La peur des banlieues**

*Paris : Presses FNSP, 1996.- 157 p., coll. La bibliothèque du citoyen*

Un regard rétrospectif vers le siècle dernier souligne la permanence des fantasmes de peur nourris par les marges urbaines. Délinquance, violence, drogue, intégrisme religieux sont aujourd'hui les menaces communément associées à l'évocation de banlieues globalement assimilées à des territoires de l'exclusion et comparées avec les manifestations américaines de la crise urbaine. Les trois premiers chapitres sont consacrés à un examen critique de cet ensemble d'appréciations. Les trois suivants analysent les rapports entre banlieue et politique, en envisageant successivement les limites de la politique de la ville, la faible implantation des forces politiques traditionnelles en banlieue et l'essor du front national.

**CDU 33975 ; IHESI 531**

TARRIUS Alain

UNIVERSITE DE TOULOUSE-LE-MIRAIL ; DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE

**Fin de siècle incertaine à Perpignan. Drogue, pauvreté, communautés d'étrangers, jeunes sans emploi et renouveau des civilités dans une ville moyenne française**

*Toulouse : Université du Mirail, 1996.- 176 p., bibliogr. (appel d'offre Ville et emploi)*

Les problèmes sociaux de Perpignan sont mis en évidence à travers l'étude de trois communautés marginales : les gitans, les marocains et les jeunes sans emploi. La première partie, consacrée aux gitans, traite des problèmes de drogue, de sida et de pauvreté qui touchent cette population. Les réseaux tissés entre Barcelone et Perpignan, le machisme et le rôle des femmes y sont également analysés. Dans la deuxième partie, la communauté marocaine est étudiée sous deux angles : le dispositif commercial international souterrain et ses réseaux, à Marseille ; la constitution d'une communauté, à Perpignan. Enfin, la dernière partie se consacre à l'observation des jeunes sans emploi dans l'espace public de Perpignan : pauvreté, machisme, lieux et itinéraires, composition des groupes.

**PU 2270; CDU 34936; DCN 25-A-449**

**Violence à l'école**

*Montbéliard : ASCAMI, 1996.- 130 p., bibliogr., coll. Dossier thématique*

Réglementation. Articles généraux. Violence et école. Violence et banlieue. Prévention et lutte contre la violence. Revue de presse sélective. Bibliographie sélective.

**ADRI**

BEGAG Azouz

**Espace et exclusion : mobilités dans les quartiers périphériques d'Avignon**

*Paris : L'Harmattan, 1995.- 165 p., coll. Logiques sociales*

**IHESI 615**

BELLANGER M.-C.

**Bibliothèques et publics sensibles à Echirolles. Tensions sociales en bibliothèques./ Libraries and teenagers : the exemple of Echirolles**

*ISSN 0006-2006; VOL. 40; NO. 5; 3, 4, 6, 14-19 [9 p.]; 1995; ABS. eng; ABS. ger; Bulletin des bibliothèques de France; FRA*

Comment faire face aux difficultés rencontrées au quotidien avec des jeunes dans une ville de banlieue ? Confrontée aux difficultés grandissantes du terrain, une équipe de bibliothécaires d'Echirolles, ville de 36.000 habitants située dans l'agglomération grenobloise, a mis en place par étapes un certain nombre d'actions : formation individuelle et collective, stage de connaissance des publics, audit organisationnel, questionnement sur l'identité et les missions respectives de la bibliothèque et de ses partenaires, intervention d'un psychosociologue et enfin supervision d'équipe avec un thérapeute.

**PASCAL ; CDU**

CONSEIL TECHNIQUE DES CLUBS ET EQUIPES DE PREVENTION SPECIALISEE

**La violence des jeunes en milieu urbain. Regards de la prévention spécialisée**

Paris : La Documentation française, 1995. - 52 p.

Document adopté en séance plénière du 28 mars 1995 par la commission « Etat des lieux et partenariats » / ministère du Travail et des Affaires sociales.

**CDR 343.91FRA**

JAZOULI Adil

**Une saison en banlieue : courants et perspectives dans les quartiers populaires**

Paris : Plon, 1995. - 370 p.

**IHESI 530**

QUERRIEN Anne (dir.) ; LASSAVE Pierre (dir.)

**Politiques de la ville. Recherches de terrains**

*ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. (FRA). n° 68-69, déc. 1995. - pp. 2-210*

Depuis 1982 une nouvelle politique urbaine, nommée depuis 1989 « Politique de la ville », essaie de faire en sorte qu'il n'existe plus de banlieues déshéritées. De nombreux chercheurs ont participé à la conception des tactiques à mettre en oeuvre ou à l'évaluation de leurs résultats. Ces efforts s'inscrivent dans une perspective plus vaste de traitement des problèmes sociaux par des mesures spatiales, à l'efficacité souvent discutable. Loin de crier misère, les chercheurs et acteurs de terrain s'entêtent à analyser, à déplacer leurs regards, à chercher. Sommaire : Banlieues ghettos, quartiers populaires ou ville éclatée (D. Béhar) ; L'enjeu de la gestion urbaine (M. Bonetti) ; La politique de la ville contre la ségrégation (P. Simon) ; Réhabilitation et désenclavement symbolique (B. Légé) ; La négociation des contrats de ville (Y. Maury) ; Le Centre de ressources de Frais Vallon (C. Deckmyn) ; Le cycle du fusible (M. Péraldi) ; Itinéraire d'un chef de projet dans son quartier (E. Pasquier, J.-Y. Petiteau) ; Faut-il réinventer la poudre ou bien creuser le sillon ? (S. Rosenberg) ; Politique de la ville et démocratie locale (M. Blanc) ; Ville, image et dynamiques sociales (B. de Lataulade) ; La politique de la ville ... et les habitants ? (S. Fayman) ; L'université du citoyen à Marseille (F. Lorcerie) ; Projets urbains et projets de ville (F. Tomas) ; La Plaine-Saint-Denis avant le Grand stade : entre projet et solidarité (A. Bertho) ; Le Havre entre ville et port : insertion, développement et reconversion (D. Bourdon, Y. Rossi-Cottin) ; L'exclusion en question et les transports (A. Guédez) ; Aux marges du Palais (P.-A. Vidal-Naquet) ; De l'inscription de l'Islam dans l'espace urbain (C. de Galembert) ; générations immigrées et modes d'habiter (D. Pinson) ; Les espaces de la diaspora antillaise au Royaume-Uni (C. Chivallon).

**CDU ; IHESI**

BEGAG Azouz ; DELORME Christian

**Quartiers sensibles**

Paris : Editions du Seuil, 1994. - 209 p., coll. Point virgule, 145

Un tour de France de la vie dans ces quartiers dits sensibles : l'insécurité, la drogue, l'intégration, la violence, la médiatisation.

**IA 34749; CDU 30565 ; IHESI 531**

JULIEN Marie-Pierre ; PERCOT Marie

FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

**Des cités sans problème en banlieue parisienne**

Paris : Méandres, 1994. - 81 p., bibliogr.

Cette étude cherche à comprendre comment et pourquoi des cités de banlieue parisienne que rien ne distingue de centaines d'autres cités ne connaissent pas des problèmes de violence et de délinquance qui caractérisent les grands ensembles. Il s'agit de la cité des Courtilières à Pantin et du Clos de la Garenne à Fresnes. Quelques raisons sont évoquées pour expliquer cet état de fait : architecturales, historiques, mais surtout une diversité sociale et une appropriation du lieu par les habitants.

**PU 2004; CDU 29914; IA 35269; DCN 25-A-271**

KEPEL Gilles

**A l'ouest d'Allah**

Paris : Seuil, 1994. - 333 p., index, coll. L'Epreuve des faits

**IHESI 65**

MENANTEAU Jean

## **Les banlieues**

Paris : Le Monde-éditions, 1994. - 245 p., bibliogr., tabl., cartes, coll. Dossier

Après un rappel historique sur la constitution des banlieues, cet ouvrage analyse l'édification des grands ensembles et des villes nouvelles, puis il analyse les principaux problèmes des banlieues (logement, échec scolaire, chômage, exclusion) en France. Il mène ensuite une réflexion comparative entre les ghettos américains et les quartiers européens. La dernière partie est consacrée à la mise en place de la politique de la ville et à de nombreuses initiatives réussies permettant de ne pas désespérer de la banlieue.

**CDU 30303**

SCHIRAY Michel ; COPPEL Anne ; DUPREZ Dominique ; JOUBERT Michel ; WEINBERGER Monique

### **L'économie souterraine de la drogue : réalités des activités illégales liées au trafic de stupéfiants dans quelques quartiers. Colloque organisé par le CNV avec la collaboration scientifique de la Maison des sciences de l'homme. Synthèse de recherche**

Antony : CNV, Maison des sciences de l'homme, 1994. - 127 p., stat., tabl., bibliogr.

**IHESI 443**

BOUCHARD Dominique ; HAUDEBOURG Jean-François ; LEON Hervé

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

### **Les clichés d'une insécurité ordinaire. Analyse des pratiques et représentations sécuritaires dans la cité HLM des Dervallières (Nantes)**

Paris : IHESI, 1993. - 306 p., bibliogr.

Ce rapport s'inscrit dans le cadre d'une recherche sur les politiques locales de sécurité. Au travers d'une approche monographique d'un quartier d'habitat social (la cité des Dervallières à Nantes), les différents circuits de la demande de sécurité et de son traitement sont appréhendés sous deux angles : une analyse quantitative des plaintes portées auprès des institutions (police, organisme HLM, mairie) ; une analyse qualitative des représentations des acteurs et des habitants, des faits qu'ils considèrent participer à l'insécurité ordinaire du quartier.

**CDU 30145 ; IHESI**

BUI-TRONG Lucienne

### **L'insécurité des quartiers sensibles : une échelle d'évaluation**

CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 14, 4<sup>ème</sup> trim. 1993. - pp. 235-247 (Systèmes de police comparés et coopération)

**CDU ; IHESI**

CHOQUET Marie ; MENKE Hede ; LEDOUX Sylvie ; MENFREDI Robert

### **Les troubles du comportement parmi les 13-16 ans selon la zone d'habitation : approche épidémiologique**

POPULATION. (FRA). 48ème année, n° 1, janv.-fév. 1993. - pp. 63-82, tabl., bibliogr.

Cet article rend compte des résultats d'une enquête réalisée auprès de deux groupes de 13-16 ans, l'un issu d'une zone urbaine, l'autre d'une zone semi-rurale afin de mesurer divers troubles du comportement (consommation de produits psychotropes, violence, actes délictueux) et de mesurer le poids spécifique du facteur « zone d'habitation » parmi d'autres facteurs socio-démographiques (nationalité, situation professionnelle, matrimoniale des parents, type d'enseignement suivi, etc.).

**IA P.315; CDU**

FLAMENT Catherine

RESEAU D'ETUDES SUR LES RESEAUX. MARSEILLE ; PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

### **Civilité et incivilité dans les cités : la socialité en question. Rapport final de recherche**

Marseille : Réseau d'études sur les réseaux, 1993. - 33 p.+ ann., bibliogr.

La cité Monclar à Avignon comprend 900 logements et 4.000 habitants, dont aucune famille française de souche. Construite au début des années 60, la cité est devenue un lieu de relégation dans les années 70 : elle est classée en HVS-DSQ-DSU-site pilote depuis presque 20 ans. La cité Air-bel à Marseille, avec ses 1.200 logements, conception architecturale et urbanistique moderne, comprend 4.000 habitants d'origines variées mais modestes, et est classée en DSU depuis 2 ans. Dans ces deux cités, l'interrogation sur la crise de la socialité est indissoluble d'une interrogation sur l'individualité. Ce texte aborde ces deux problèmes - sociabilité, individualité - en deux parties : la première s'interroge sur les

processus sociaux qui poussent à l'individualisation, tels qu'ils se concrétisent dans ces cités, et sur leurs effets de liaisons-relations sociales ; la deuxième s'intéresse aux représentations de la civilité et de la sociabilité dans la cité chez les différents acteurs. Ces représentations guident les actions, fondent les principes d'intervention des DSU. Or, dans cette mise en jeu, quelque chose aujourd'hui tend à se nouer, qui prend la forme d'un débat à Monclar, d'un conflit à Air-bel. Au coeur de ce débat, l'enjeu d'un refondement de la sociabilité.

**PCA A421; CDU 31596**

WIHTOL DE WENDEN Catherine ; DAOUD Zakya

FONDS D'ACTION SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET LEURS FAMILLES. PARIS ; DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE ; CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS. PARIS

### **Intégration ou explosion ? Banlieues**

*PANORAMIQUES. (FRA). n° 12, 4ème trim. 1993. - 216 p., ill., bibliogr.*

Ouvrage collectif sur les problèmes des banlieues et des grands ensembles qui conjuguent chômage, immigrés et jeunes dans un urbanisme souvent déprimant. Après un état des lieux des problèmes de violence, d'intégration, de délinquance, d'emploi, etc., il est traité de la politique de la ville dans différents quartiers d'habitat social : Mantes-la-Jolie, Marseille, Vénissieux, Vaulx-en-Velin, Argenteuil, etc.

**CDU 29356**

DUBET François ; LAPEYRONNIE Didier

### **Les quartiers d'exil**

*Paris : Editions du Seuil, 1992. - 245 p., bibliogr., coll. L'épreuve des faits*

En une vingtaine d'années, la « question sociale » s'est effacée au profit des « problèmes sociaux ». Un siècle et demi d'antagonismes dont l'entreprise était le champ clos est désormais révolu. Hier la « lutte des classes », les conflits qui à la fois divisaient et unifiaient le « monde du travail » formaient l'épine dorsale de la collectivité. Aujourd'hui, « ceux du dedans » et « ceux du dehors », les inclus et les exclus se juxtaposent sans se rencontrer ni se combattre. Les marginaux des banlieues, les minorités, les jeunes qui « galèrent » ne sont pas exploités. Ils sont ignorés et méprisés. Ils n'accèdent plus à la représentation politique. Ils sont relégués à la périphérie de nos villes. Périodiquement, « ceux du dehors » se rappellent à « ceux du dedans ». La violence, les émeutes trahissent la brutalité de l'exclusion subie et l'ampleur des frustrations éprouvées, notamment par les jeunes privés d'avenir. Au-delà de la crise, dans quel type de société entrons-nous ? Quels en sont les acteurs et les enjeux ? Ce livre est l'aboutissement d'une dizaine d'années d'enquêtes sur le terrain, menées dans les banlieues, les cités ouvrières, les écoles. Il veut décrire et comprendre, dévoiler l'autre visage d'une France qui n'est plus ni industrielle ni républicaine

**PASCAL ; IA 35119; CDU 26749; EPC NY4781 ; IHESI 615**

DULONG Renaud ; PAPERMAN Patricia

### **La réputation des cités HLM. Enquête sur le langage de l'insécurité**

*Paris : L'Harmattan, 1992. - 233 p.*

A partir d'une enquête dans un organisme HLM, le langage ordinairement employé pour désigner et décrire les quartiers d'habitat social est analysé. Il est traité de l'insécurité comme réputation, des points de vues des gestionnaires et des gardiens, du discours insécuritaire, de la rumeur, des clichés et on dit.

**CDU 26324; IA 31510; CP 4553 ; IHESI 531**

JAZOULI Adil

### **Les années banlieues**

*Paris : Seuil, 1992. - 201 p., coll. L'histoire immédiate*

Analyse sociologique des violences et émeutes récentes dans les quartiers d'habitat social. Les jeunes des banlieues, les violences, la mobilisation et les actions collectives. Enjeux politiques et politiques publiques dans les quartiers défavorisés. Analyse historique et sociale des 10 dernières années ; évolution des conflits. L'intégration des femmes, notamment dans les familles maghrébines.

**CDU 26284; IA 31042**

### **Le Val-Fourré**

*TEMPS MODERNES. (FRA). n° 545-546, déc. 1991-janv. 1992. - pp. 188-201, numéro spécial (Banlieues : relégation ou citoyenneté ?)*

Analyse sociale et économique du quartier du Val-Fourré après les émeutes de mai 1991. L'argumentation est illustrée par des entretiens auprès des responsables sociaux et des jeunes du quartier.

**CDU 26025; IA 31674**

CHEVALLIER Maurice

ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE LE CONSEIL ET L'AIDE A LA DECISION. BRON ; VILLE DE LIMOGES

### **Etude des phénomènes de délinquance à Limoges**

*Bron, 1991.- 165 p.*

Rapport sur les phénomènes de délinquance dans la ville de Limoges. Le premier volet commente les résultats d'enquêtes sur : les délits, prévenus et peines du tribunal de Limoges, la population jeune de la ville et sa répartition par quartier, l'opinion des limougeauds sur l'insécurité, etc. Le second volet étudie les moyens mis en oeuvre pour la prévention de la délinquance : le contrat d'action et de prévention, les secteurs à problèmes, la toxicomanie, la police et son activité, la justice, les actions et les acteurs de la vie sociale.

**CDU 27359**

### **La France des banlieues**

*ESPRIT. (FRA). n° 2, fév. 1991.- pp. 5-92, bibliogr.*

L'exclusion est le principal défi auquel est confrontée la société française. Dans ce dossier, Alain Touraine montre le glissement d'une société de « discrimination » à une société de « ségrégation » ; Hervé Vieillard-Baron évoque le risque du ghetto ; Michel Kokoreff étudie une nouvelle forme de violence urbaine, les « tags » ; Olivier Roy s'intéresse aux bandes qui opèrent à Dreux ; Philippe Genestier prône une intégration communautaire ; John Crowley apprécie la situation britannique et notamment l'exclusion sociale des minorités ethniques ; enfin Daniel Mothe observe les progrès de l'exclusion en France.

**IA 29156; CDU 24126**

CHARRIE (Jean-Paul)

### **La criminalité dans l'agglomération de Bordeaux : esquisse de distribution spatiale**

*R. GEOGRAPHIQUE DES PYRENEES ET DU SUD-OUEST. (FRA). vol. 60, n° 1, 1989.- pp. 85-114, tabl., cartes*

Etude de la distribution spatiale des crimes et délits dans l'agglomération de Bordeaux. Analyse des sources statistiques et de leurs limites ; évolution de la grande criminalité et de la petite délinquance depuis 1980. Cartes de criminalité par type d'espaces urbanisés (centre ville, périphérie, péri-urbain).

**CDU**

## **2. l'espace des transports**

ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES TECHNIQUES DE TRANSPORT D'ENVIRONNEMENT ET DE CIRCULATION. PARIS

### **Sécurité et sûreté dans les déplacements. Congrès international francophone, Parc floral de Paris, 27-29 janvier 1999**

*Paris : Presses de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, 1999.- 332 p., graph., phot. noir/blanc, fig., cartes*

Thèmes traités : formation et comportement du conducteur, comportement des usagers vulnérables (à mobilité réduite), alerte et organisation des secours, insécurité et violences urbaines, conception et entretien des infrastructures, sécurité et sûreté de l'exploitation du trafic, contrôle des véhicules.

**EPC NS22703 ; IHESI 540**

JOSEPH Isaac (dir.)

PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION DANS LES TRANSPORTS TERRESTRES

**Villes en gares**

*La Tour d'Aigues : Edition de l'Aube, 1999. - 308 p., bibliogr., coll. L'Aube Territoire, série Prospective du présent (Programme Lieux-mouvements de la ville, financé par le PREDIT, le Plan urbain, la RATP et la SNCF)*

Cet ouvrage s'interroge sur l'urbanité des grands pôles d'échanges ou des multiples relais de la ville aujourd'hui et insiste sur le caractère public de l'espace transport comme prolongement de la rue. Il donne un bilan du programme lieux-mouvements de la ville, lancé en 1993 et qui durant trois années a réuni des équipes de chercheurs en architecture, sciences sociales et sciences de l'ingénieur. Les auteurs établissent un historique des gares en faisant un parallèle avec l'histoire urbaine. En deuxième partie, ils étudient l'aspect relais de la ville se demandant tout d'abord en quoi les pôles d'échanges peuvent prétendre devenir également des places d'échanges ? Ils poursuivent par l'analyse des nouvelles perspectives de l'architecture des chemins de fer. Puis Giovanni Gasparini envisage l'attente en gare et les processus de mesure et de régulation du temps, à partir de la société proto-industrielle du XIXe siècle. Thierry Roty et Jilly Traganou s'intéressent successivement aux gares japonaises d'Ekil et de Nagoya. La troisième partie, consacrée à l'équipement de l'usager, étudie la ronde des agents d'accueil en Gare du Nord. La quatrième partie décrit des situations de présence en gare, fréquentes sinon banales, qui semblent échapper à l'analyse : prendre un train, attendre l'heure du départ par exemple. L'étude suivante s'intéresse aux difficultés quotidiennes dans les grands espaces publics du voyageur qui sont symptôme de dysfonctionnement et marque l'accessibilité parfois insuffisante. Sophie Pène s'interroge ensuite sur l'imaginaire du piéton multimodal, enfin Jésus Sanchez et Dominique Velche s'intéressent à l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

**CDU 50217; PU 2406; IA 40567; MV B9589; EPC NS23468**

LAHOUD Randa

**Les milieux urbains et le comportement social. Etude appliquée à l'espace public du transport en commun. Analyse des villes de : Sénart, Rouen, Compiègne**

*Champs-sur-Marne : ENPC ; Compiègne : Université de Technologie, 1999. - (Thèse professionnelle pour le mastère spécialisé en génie urbain, réalisée au siège de la Compagnie générale des entreprises automobiles/CGEA, sous la dir. de Jean-Pierre Salin et de Jean-Paul Coindet)*

A travers une étude sur plusieurs villes françaises, l'auteur mène une réflexion sur les organisations spatiales issues de l'effet contradictoire des formes urbaines, des innovations techniques et des politiques territoriales. C'est à partir d'une analyse des incidents de sécurité ou actes d'incivilité dans les transports en commun que les caractéristiques urbaines et les pratiques sociales propres aux lieux les plus touchés seront observées. Dans le dernier chapitre, des mesures globales de régulation sociale et de transport sont proposées, afin de répondre à un besoin d'harmonisation et de cohésion des tissus urbains et à celui d'adaptation du transport public.

**EPC GU/99/005**

LEROUX Nathalie

**L'intégration d'un groupe d'agents de sécurité à la RATP**

*TRAVAIL ET EMPLOI. (FRA). n° 79, 1999. - pp. 127-141, graph., bibliogr.*

Les principes de sélection et les exigences physiques et morales qui sous-tendent la constitution d'un groupe d'agents de sécurité entre 1989 et 1991 à la RATP, leur parenté avec les règles de l'univers militaire et la construction chez ces agents d'une perception aigüe de la mission sécuritaire sont mis en évidence. Cette mise en place d'un groupe d'agents de sécurité constitue une innovation organisationnelle pour l'entreprise, liée à l'affirmation d'une logique de reconquête de son territoire et de modernisation du service public. L'étude met l'accent sur le passage délicat de l'innovation à l'institutionnalisation dans une organisation et sur la difficile intégration des différentes identités professionnelles.

**IA P.407; CDU**

PLAZAOLA Jacques de

VIA-GÉNÉRALE DE TRANSPORT ET D'INDUSTRIE. PARIS

**Apport aux stratégies de sécurisation et d'ambiance dans les transports publics de voyageurs**

*Paris : VIA-GTI, 1999. - 107 p., ann. (PREDIT 1996-2000)*

Des pistes de progrès en matière de stratégies de sécurisation dans les transports publics sont suggérées. Les comparaisons internationales montrent que la France est dans une spirale négative en matière de fraude et de contrôle. Alors que la stratégie française oscille entre une approche angélique et

une approche répressive, une troisième approche est proposée, fondée sur une maîtrise relationnelle des lieux du transport.

**IA 40905(2) ; IA 40906**

VIA-GÉNÉRALE DE TRANSPORT ET D'INDUSTRIE. PARIS

**Paroles de terrain sur la sécurité**

*Rueil-Malmaison : VIA-GTI, 1999. - 155 p.*

De Boulogne-sur-Mer à Narbonne et de Brest à Colmar, les employés du premier opérateur privé de transport de voyageurs en France témoignent de leur traitement des phénomènes d'insécurité. Les contours de la politique de sécurité d'un opérateur présent dans 89 villes et 47 départements sont ainsi dessinés.

**IA 40852**

**Ecole et quartier : des dispositifs d'accueil innovants pour les jeunes**

*RECHERCHE SOCIALE, n° 150, avril-juin 1999. - pp.2-77*

Editorial (A. Vulbeau, D. Vanoni). Hip hop et collectivités locales : accueillir une culture au noir (A. Vulbeau). Les associations d'aide aux devoirs : entre soutien et concurrence à l'école (H. Belhandouz). Innovations pédagogiques et institutionnelles au lycée et au collège (A.-M. Hugon). L'école accueillante : ouvrir l'institution à la difficulté ? (J. Pain). Les politiques d'accueil des jeunes en grande difficulté (B. Madelin).

**CDU**

AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS INTERCULTURELLES

**Les jeunes : violences subies, violences faites. Le rôle et la place des centres sociaux et socio-culturels. Rapport de la recherche action-formation septembre 1995 - décembre 1997**

*Chemillé : Fédération des centres sociaux du Maine-et-Loire ; Paris : ADRI, 1998. - 50 p., phot., ann.*

Après avoir exposé la problématique de la violence et notamment de la violence des jeunes, les finalités et les méthodes appliquées ainsi que la genèse de la recherche-action-formation sont présentées. L'analyse des données recueillies auprès des agents des centres sociaux du Maine-et-Loire a permis de définir les caractéristiques sociales des publics jeunes qui fréquentent les centres sociaux, de voir le lien existant ou non entre la nature des difficultés repérées et les caractéristiques des publics les plus concernés par ces difficultés, de saisir le regard des agents sur les causes et les renforcements de ces difficultés. Les témoignages de jeunes sur les violences subies ou faites mettent en évidence que les jeunes d'origine étrangère sont massivement concernés par ces phénomènes de violence. L'importance d'un partenariat dans la lutte contre les phénomènes de violence est soulignée.

**IA 40423; CDU 39892**

BEGAG Azouz ; ES SASSI Betsam

LABORATOIRE D'ECONOMIE DES TRANSPORTS

**Le bus contre le ghetto. Nouveaux modes de gestion des dysfonctionnements sociaux dans les réseaux de transport collectif urbain. Suivi-évaluation des missions d'accompagnement dans les réseaux de Grenoble, Saint-Etienne et Lyon**

*Lyon : LET, 1997. - 89 p. (Programme de recherche partagée sur la Ville-État-Région Rhône-Alpes)*

Dans les réseaux de transports collectifs urbains, l'emploi d'agents issus de quartiers sensibles s'est développé pour lutter contre l'insécurité et enrayer la baisse de fréquentation des transports en commun. Le suivi-évaluation de ces expériences a permis l'analyse de leur fonctionnement, de leurs effets régulateurs sur les incivilités et la sécurisation du réseau. L'ensemble des acteurs concernés par le dispositif a été identifié afin de recueillir toutes les informations disponibles. Des entretiens approfondis sont réalisés auprès d'agents d'accompagnement ou d'accueil.

**CDU 38461**

MACE Eric

**Service public et banlieues populaires : une coproduction de l'insécurité. Le cas du réseau bus de la RATP**

*SOCIOLOGIE DU TRAVAIL. (FRA). tome XXXIX, n° 4, oct.-déc. 1997. - pp. 473-498, bibliogr.*

Une recherche empirique dans le réseau de bus de la banlieue nord de Paris permet d'aborder le thème de l'insécurité. Après une présentation des indicateurs statistiques et une typologie des comportements des voyageurs, l'expérience sociale de la banlieue et les difficultés du métier de conducteur sont



exposées. Le ressentiment des couches populaires qui se perçoivent négativement et exclues de la société rejoint celui des conducteurs. Ce double ressentiment participe largement aux situations d'insécurité.

**IA P.374; CDU**

FLORO Michel

**Questions de violence à l'école**

*Toulouse : Erès, 1996. - 208 p.*

Parler de la violence à l'école, c'est réfléchir à l'organisation de la vie quotidienne des élèves, à l'éthique, aux valeurs, à la loi, à la citoyenneté, mais aussi aux rapports que l'école entretient avec son environnement, et à ceux que la violence entretient avec les savoirs scolaires. Ce travail propose des pistes de réflexion et trace des pistes d'action qui ont déjà été empruntés par quelques-uns avec un certain succès.

**CNDP 625784**

MARCUS Michel ; VOURC'H Catherine ; HAMMEL Delphine

FORUM EUROPEEN POUR LA SECURITE URBAINE

**Transports urbains, sécurité et crise sociale : synthèse des travaux. Première convention européenne, Lille, 30-31 oct. 1995**

*Paris : FESU, 1996. - 127 p. + 1 CD-ROM*

Les transports urbains sont les sismographes de la crise urbaine et les laboratoires de la sécurité urbaine. Il devient nécessaire d'enrichir les métiers du transport et/ou créer de nouvelles fonctions à l'interface du transport et de la ville et d'organiser un partenariat local. Le CD-ROM présente, réseau par réseau, les stratégies d'ajustement des transports urbains à la crise urbaine en Europe.

**IA 37945 ; Sources d'Europe**

**Les réseaux de transport public, acteurs de la ville et de la paix urbaine. Actes de la journée du 28 juin 1996, Maison de la chimie, Paris**

*Paris : UTP, 1996. - 50 p. (colloque organisé par l'UTP, la RATP, la SNCF, le GART)*

Le rapport contient : les propositions des entreprises de transport public et des élus responsables des transports publics ; les réponses de l'État ; les réactions des élus et des pouvoirs publics aux propositions des entreprises. Les propositions répondent à trois préoccupations : le renforcement de la présence humaine dans les transports publics, par le biais de la création d'emplois de médiateurs sociaux ; le développement d'une meilleure coordination avec les autorités publiques en matière de prévention de la délinquance ; la mise en oeuvre d'une réglementation adaptée pour lutter efficacement contre la fraude. L'État a répondu favorablement à ces demandes, en annonçant des mesures et des subventions.

**CDU 33795**

BROMBERGER Laurent ; POINGT Marie-Hélène

**Insécurité : la cote d'alerte**

*VIE DU RAIL. (FRA). n° 2504, 12 juill. 1995. - pp. 10-20, carte, phot.*

Reportage sur les lignes de la banlieue nord : l'insécurité, la prévention, les sanctions.

**IA P.426; CDU**

ARBET Marie-Thérèse ; BOURGEOIS Frédérique ; BLANCHER Philippe

ECONOMIE ET HUMANISME. LYON ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

**Gestion de l'urgence dans le cadre du complexe de Perrache**

*Lyon : Economie et humanisme, 1994. - 150 p., ann., bibliogr.*

Cette recherche s'inscrit dans le thème « Action publique et professionnalités de l'urgence ». En exemple : la gare de Perrache qui focalise des situations d'urgence très variées et rassemble des acteurs diversifiés. Pourquoi le complexe de Perrache, en tant que noeud de transport, focalise-t-il les situations d'urgence ? Quels sont les espaces où cette focalisation est la plus marquée ? Comment l'urgence est-elle gérée ?

**PU 2007; CDU 29916; DCN 25-A-369**

KOKOREFF Michel ; VULBEAU Alain

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SOCIO-ECONOMIQUE-TRAVAIL ET SOCIETE.  
PARIS ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

**Exclusion sociale et inscription urbaine des jeunes dans les banlieues : entre réseau et espace régional**

*Paris : Institut de recherche et d'information socio-économique, 1994.- 153 p., ann., cartes, schémas, bibliogr.*

Cette recherche vise à analyser la dynamique des articulations entre les conduites et les représentations des « jeunes des banlieues », leur inscription sociale dans les espaces publics urbains et le traitement institutionnel dont ces populations sont l'enjeu dans ce cadre. La première partie, consacrée aux tags, revient d'abord sur les caractéristiques de ce signe ambigu et les modalités selon lesquelles ce phénomène s'est transformé ; elle rappelle ensuite l'histoire du double graffitage de la station Louvre-Rivoli et de son écho dans les médias, avant de retracer quelques carrières de tagueurs. La deuxième partie analyse les expériences urbaines et les différenciations sociales des jeunes dans la banlieue parisienne ; elle propose ensuite une typologie des mobilités urbaines des jeunes des cités, puis évoque la question de la violence dans les réseaux de transport. Enfin, la dernière partie réfléchit sur les conditions et les principes d'une éventuelle « police des réseaux », en soulevant certaines questions relatives aux limites des politiques de prévention et à l'inscription spatiale des politiques de la jeunesse.

**PU 2343; CDU 37004**

CENTRE D'ETUDES DES TRANSPORTS URBAINS. BAGNEUX

**Déplacements et liens sociaux. Actes du séminaire octobre 1992 - juillet 1993**

*Bagneux : CETUR, 1993.- 294 p., coll. Déplacements n° 14*

Document regroupant les différentes interventions faites au cours d'un séminaire qui s'est déroulé sur neuf journées. Thèmes examinés: l'histoire contemporaine des banlieues, l'histoire de la pensée administrative sur les quartiers ; caractérisation des populations et des quartiers, formation de l'ethnicité et gestion de l'intégration ; mobilité et quartiers en difficulté ; transports et violence urbaine ; les transporteurs face au désenclavement des quartiers, les liens entre services publics locaux, les déficits de l'information ; financement, tarification et fraude : la recherche de nouvelles problématiques ; insertion par l'aménagement ou insertion par la mobilité ? ; les transports dans l'espace urbain, processus de décision ; l'offre et la demande de transport dans les quartiers en difficulté.

**DCN 58-B-407; IA 35042; CDU 29279**

DAMON Julien

**Les indésirables dans les espaces de transport : les exemples de la SNCF et de la RATP**

*Paris : ESCP, 1993.- 59 p., tabl., ann., bibliogr. (mémoire n° 94-04, ESCP, sous la dir. de Hervé Laroche)*

L'étude permet de segmenter toutes les populations dites indésirables qui fréquentent les gares de la SNCF, montre que l'estimation de l'impact qu'exercent ces populations sur la clientèle SNCF n'est que relative. L'entreprise SNCF doit réfléchir à la gestion et à l'aménagement des gares et rechercher des solutions qui permettent de vaincre l'exclusion sociale.

**IA 36329; CDU 33221**

MOATTY Mylène

INSTITUT FRANCAIS D'URBANISME. PARIS

**La question des transports en commun dans les quartiers sensibles**

*Marne-la-Vallée : IFU, 1993.- 156 p., cartes, bibliogr. (mémoire fin d'études DESS urbanisme, aménagement, développement)*

Ce travail se donne pour objectif de mesurer l'exclusion « spatiale » dont souffre une partie de la population en Ile-de-France, à partir de la situation urbaine de certains quartiers et de l'offre de transports en commun. Dans un premier temps, sont analysés les services de transports et la difficulté de populations marginales pour accéder à leur utilisation (zones d'accès mal desservies, familles immigrées ou qui connaissent des problèmes d'intégration, barrière que constitue la tarification). Sont ensuite analysées les réactions du service public face à la délinquance et à la fraude ; ainsi que les actions de prévention et de dissuasion. Dans une deuxième partie, les facteurs d'insécurité sont étudiés au sein d'un quartier sensible à Sartrouville. Il est conclu que les actes de vandalisme constituent un frein pour le bon fonctionnement des transports même si ces marques d'agressivité peuvent s'expliquer.

**CDU 33549**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**RATP et sécurité. Rapport du groupe de travail**

Paris : IHESI, 1992. - 38 p., annexes

Ce rapport a pour objet, dans un premier temps, de tenter un diagnostic sur la réalité objective de la sécurité, par opposition au sentiment d'insécurité exprimé par le public et les agents et, dans un deuxième temps, d'évaluer l'impact des réponses apportées par la RATP pour la mise en sécurité du réseau et la sécurisation des usagers.

**DRE 8214 ; IHESI**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**La sécurité des réseaux**

CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 10, août-oct. 1992. - 278 p.

Les réseaux de transports, d'énergie ou de télécommunications sont d'autant plus vulnérables qu'ils sont devenus indispensables dans notre société moderne. Comment se protéger des agressions ? Comment protéger les supports ? Peut-on maîtriser les flux ?

**CDU ; IHESI**

MIDOL André ; DARTREVELLE Michel ; KOKOREFF Michel ; JOSEPH Isaac ; AMAR Georges

RATP ; DEPARTEMENT DU DEVELOPPEMENT, UNITE PROSPECTIVE

**Sécurité publique et gestion des espaces transport**

Paris : RATP, avril 1992

**IHESI 544**

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. PARIS

**Sécurité et civilité sur le réseau, 14 avril 1992. Dossier documentaire : recherche prospective sur la sécurité et la propreté des réseaux transport**

Paris : RATP, 1992. - pag. div., ill. (document réalisé par l'unité Prospective)

**DRE 8212**

### **3. l'école**

DEFRANCE Bernard

**La violence à l'école**

Paris : Ed. Syros, 2000. - 160 p., coll. *Ecole et société* (1<sup>ère</sup> éd. 1988)

La violence dite scolaire n'est pas exclusivement d'origine intra-muros ; il convient de prendre aussi en considération d'autres facteurs tels que les conditions de vie des jeunes dans la cité. L'auteur passe au crible les causes de la violence sous ses multiples facettes ; il incrimine notamment un manque d'ouverture sur l'univers mental d'autrui ainsi que l'application arbitraire de la loi à sens unique caractérisant les relations entre jeunes et adultes dans le cadre de l'école. Il prône l'atténuation de certains clivages hiérarchiques et institutionnels qui entravent la collaboration active et efficace de tous les partenaires du système éducatif.

**CNDP 303372-3**

LORRAIN Jean-Louis

**Les violences scolaires**

Paris, PUF, 2000. - 127 p., coll. *Que sais-je ?* n° 3529

J.-L. Lorrain, qui est sénateur du Haut-Rhin, donne le point de vue d'un politique sur ce que devraient être les devoirs du politique dans le domaine de l'éducation.

**CNDP**

**La violence à l'école, toute réflexion faite**

PANORAMIQUES, n° 44, 1<sup>er</sup> trim. 2000. - 190 p.

Le quotidien. Etat des lieux. Une dimension ethnique ? L'institution en question. Des sujets en émoi. L'école dans la cité : l'affaire de tous. Faire face.

**ADRI**

BOUMARD Patrick (dir.)

**L'école, les jeunes, la déviance**

*Paris : PUF, 1999. - 192 p., coll. L'éducateur*

Cet ouvrage collectif est le résultat d'un travail de terrain mené pendant plusieurs années par une équipe plurielle inspirée par la démarche d'ethnologie de l'école. Il s'agit d'une approche qualitative concernant les phénomènes de déviance dans le monde éducatif, tels qu'ils s'élaborent solidairement avec les normes sociales dans une relation complexe et produite par les interactions de différents acteurs. Ce travail se veut multiréférentiel d'où une lecture originale et inédite sur un aspect trop peu étudié dans le champ éducatif.

**CNDP 629330**

DEBARBIEUX Eric

**La violence dans la classe**

*Paris : ESF Ed., 1999. - 166 p.*

L'auteur fait ressortir deux idées à l'origine de la violence dans le cadre scolaire : d'une part, ce type de problème serait essentiellement dû à la claustrophobie inspirée aux élèves du fait de l'espace clos qu'ils occupent ; d'autre part, y contribue également la centralité dominante du maître au sein d'une telle structure. Cette situation implique des remèdes tant au plan spatial qu'au plan pédagogique.

**IHESI 613**

DEBARBIEUX Eric

**La violence en milieu scolaire. 1. Etat des lieux. 2. Le désordre des choses**

*Paris : ESF Ed., 1998-99. - 2 vol. : 184 p. + 192 p., (1<sup>ère</sup> éd. vol. 1 : 1996)*

En trois ans, la violence en milieu scolaire a progressé, qu'elle soit délit, incivilité ou sentiment d'insécurité. Ces deux volumes font le point sur ce phénomène, devenu un des débats majeurs de notre société. Après une synthèse des principaux travaux sur le sujet, l'analyse scientifique et sociologique s'ancre sur un nombre considérable d'enquêtes de terrain et s'émaille d'anecdotes significatives et éclairantes.

**CNDP 371.5 DEB**

DEFRANCE Bernard

**Sanctions et discipline à l'école**

*Paris : Ed. Syros, 1999. - 162 p., coll. Ecole et société (1<sup>ère</sup> éd. 1993)*

Pourquoi et comment faut-il bannir les sanctions d'élèves par les enseignants ? L'auteur analyse les causes et les conséquences des perturbations au niveau de la transmission des savoirs scolaires ; il dénonce l'usage de la notation à des fins disciplinaires, ses méfaits quant à la formation de l'élève à la citoyenneté, et met l'accent sur l'exemplarité de l'attitude de l'enseignant face à l'application de la loi. Il propose des éléments de remédiation de nature à décriper l'atmosphère en classe et à dynamiser les relations entre enseignants et élèves au profit de la communauté éducative.

**CNDP 630051**

GUILLOTTE Alain

**Violence et éducation : incidents, incivilités et autorité dans le contexte scolaire**

*Paris : PUF, 1999. - 256 p., coll. L'éducateur*

Des incidents et des infractions graves au sein de l'école sont de plus en plus souvent commentés sur la place publique et donnent lieu à des débats portant sur la société en général. L'auteur se propose de clarifier ce concept de la violence, car le sens et la valeur attribués à l'incivilité conditionnent les interventions possibles. Il montre comment un accès de violence se fabrique et comment l'ensemble des usagers de l'école y contribuent. Si autorité et définition des limites sont des principes fondamentaux, prévention et répression ne sont pas les seules armes d'une alternative uniquement défensive. La thèse de l'auteur est que, plus un éducateur sait donner des significations différentes aux phénomènes, plus le champ de ses possibilités s'accroît.

**CNDP 630219**

JOUTARD Philippe ; THELOT Claude

**Réussir l'école : pour une politique éducative**

Paris : Le Seuil, 1999.- 290 p., coll. *L'épreuve des faits*

**CNDP 630415**

MEURET Denis (éd.)

**La justice du système éducatif**

Bruxelles : De Boeck, 1999.- 256 p.

Cet ouvrage a été construit autour de trois thèmes : les théories de la justice (Rawls, Sen,...) peuvent-elles nous aider à définir l'injustice en éducation ? Quels risques les nouvelles formes d'organisation des systèmes éducatifs font-elles courir à la justice et comment peut-on les prévenir ? Quelles formes revêt la question de l'injustice dans l'expérience des élèves à l'école et quelle conscience en ont-ils ?

**CNDP 629652**

PILOZ Lucien

**Maîtriser la violence à l'école : prévention et traitement de la violence en milieu scolaire**

Paris : Belin, 1999.- 228 p., coll. *Comprendre*

Au moment où les différents acteurs scolaires s'interrogent sur la violence, cet ouvrage a pour objectif de souligner la responsabilité des enseignants dans la prévention et le traitement de cette violence. Il propose des pistes pour une formation des maîtres capables de répondre à la violence en milieu scolaire. Ce faisant, l'ouvrage dénonce prioritairement la pseudo-formation dispensée actuellement et notamment le contresens qui permet d'admettre que la formation est dispensée. Celui-ci repose sur l'illusion que l'on peut agir sur une présence à l'aide de concepts : on ne combattra pas la violence à l'école en proposant aux futurs enseignants des cours sur la violence. Le seul lieu où une nouvelle présence du maître puisse s'armer est la mise en situation. C'est elle qui permettra de vivre cette transformation discrète mais décisive qui rend possible la rencontre, fût-elle tumultueuse, avec l'adolescent.

**IHESI 613**

BARRÈRE Anne ; MARTUCCELLI Danilo

**La citoyenneté à l'école : vers la définition d'une problématique sociologique**

*R. FRANC. DE SOCIOLOGIE. (FRA). vol. 39, n° 4, oct.-déc. 1998.- pp. 651-671, bibliogr.*

Analyse de la notion de citoyenneté, dans le contexte actuel des difficultés d'ordre scolaire et des rapports aux normes. Etude de la notion polysémique du terme et mise en évidence de ses principales dimensions. La crise commence à s'ébaucher à l'intérieur des établissements qui ne sont pas vraiment des cités politiques, mais le sont pourtant davantage que par le passé. Chacune de ses dimensions donne lieu à diverses tensions pour les acteurs, pouvant les autonomiser à terme, risquant de laisser la place à « des » citoyennetés scolaires éclatées.

**CDU**

DEBARBIEUX Eric

**Violence et ethnicité dans l'école française**

*R. EUROPEENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES. (FRA). vol. 14, n° 1, 1998.- pp. 77-91, bibliogr.*

Dans les débats éducatifs en Europe, la violence scolaire a pris une place considérable ces dernières années. En France, la représentation d'une causalité « ethnique » de cette violence est fort prégnante. Après avoir rappelé comment l'ethnicité doit être considérée non comme un état donné, mais comme une construction sociale, cet article tente de décrire le discours de la décadence éducative qui se construit à propos de la violence scolaire, dans un affrontement barbarie-civilisation. Il montre comment l'appel en une restauration identitaire est la conséquence d'une crise de sens dans les sociétés libérales démocratiques mais dualisées.

**CDU**

DUBET François

**Les figures de la violence à l'école**

*REVUE FRANÇAISE DE PEDAGOGIE, n° 123, avr.-mai-juin 1998.- pp. 35-45 (La violence à l'école : approches européennes)*

**CNDP ; ADRI**

MOLARO Christian

**Violences urbaines et violences scolaires**

Paris : L'Harmattan, 1998. - 157 p.

L'ouvrage aborde le problème de l'interdépendance entre violence urbaine et violence scolaire. Il débute par la définition de la notion de violence, agressivité et agression, tout en précisant la différence entre violence et incivilité. Dans une approche globale, il situe l'apparition de ces deux objets en les rapportant à un contexte qui les accueille et les configure. Ces réflexions font émerger des questions sur l'éducation citoyenne et les nouvelles missions de l'école. L'auteur présente les principaux aspects du plan de relance de la politique de la ville, et l'analyse des pratiques pédagogiques. Cette analyse est effectuée à travers les données empiriques et est basée sur une démarche inductive d'inspiration ethnographique.

**CDU 38928 ; IHESI 531**

PAIN Jacques ; GRANDIN-DEGOIS Marie-Pierre ; LE GOFF Claude

**Banlieues : les défis d'un collège citoyen**

Paris : ESF Ed., 1998. - 225 p., tabl., stat., coll. *Pédagogies*

Ancré au cœur d'une banlieue difficile des Yvelines, le collège de Trappes figura pendant dix ans au hit parade des établissements sensibles. Pourtant en six ans, une équipe d'enseignants, avec sa principale, réussissent à faire un collège qui rentrait dans l'ordinaire, qui « faisait école » : avec d'abord le défi d'une lutte ouverte contre la violence, contre sa banalisation ; ensuite le défi d'une pédagogie différenciée, institutionnelle à la mesure des terribles retards sociaux qui règnent dans les banlieues difficiles ; enfin, le défi de citoyenneté, qui lie résolument l'apprentissage scolaire à la vie scolaire, à la participation des élèves à la vie quotidienne du collège. Cet ouvrage s'adresse aux enseignants en quête d'outil pour la construction d'un collège citoyen.

**IHESI 613**

PAYET Jean-Paul

**La ségrégation scolaire. Une perspective sociologique sur la violence à l'école**

REVUE FRANÇAISE DE PEDAGOGIE, n° 123, avril-mai-juin 1998. - pp. 121-145 (La violence à l'école : approches européennes)

**CNDP ; ADRI**

UNION NATIONALE DES FEDERATIONS D'ORGANISMES D'HLM. PARIS ; PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

**L'école à l'épreuve des quartiers**

Paris : UNFOHLM, 1998. - 189 p., bibliogr.

Dossier d'extraits de livres et d'articles de périodiques portant sur les rapports entre l'école et la violence, sur la place de l'école dans la société d'aujourd'hui, sur l'école dans les quartiers défavorisés, sur les limites de la fonction intégratrice de l'école et sa contribution à la marginalisation et à l'exclusion de nombreux adolescents, sur les rigidités du système éducatif et sa difficulté à s'adapter à l'évolution de la société, sur les politiques publiques éducatives, sur la possible ouverture de l'école, sur les rapports entre école et citoyenneté et sur de nouveaux modes d'apprentissage.

**PCA A553; CDU 38010**

**L'intégration, une mission pour l'école ? Journée d'études du 22 janvier 1997**

Paris : Hachette-Education, 1998. - 142 p.

Cette journée, consacrée à l'intégration des enfants issus de l'immigration, a été organisée au Sénat par l'association Education & Devenir. Elle se situe dans la continuité de trois précédentes journées qui avaient pour thème : Quelle école pour quelle nation ? ; Les jeunes et le travail ; Etablissements scolaires et décentralisation, 10 ans déjà.

**BPI**

BOUVEAU Patrick ; ROCHEX Jean-Yves

**Les ZEP, entre école et société**

Paris : CNDP - Hachette éducation, 1997. - 124 p., bibliogr., coll. *Ressources formation*

**CNDP 304460**

CARDI Françoise (dir.) ; CHAMBON André (dir.)

**Métamorphoses de la formation : alternance, partenariat, développement local**

Paris : L'Harmattan, 1997.- 232 p., coll. *Logiques sociales*

Les transformations qui affectent les systèmes d'éducation et de formation sont révélatrices d'enjeux touchant aussi bien l'intérieur que l'extérieur de ces systèmes. Elles revêtent des formes particulières : partenariat, alternance, développement éducatif local, qui témoignent de plusieurs mouvements : remise en cause, dans leurs rapports, des fonctions spécifiques de l'école, de l'entreprise et des collectivités locales ; émergence de logiques non scolaires fortes (logiques économiques et politiques) ; désengagement progressif et partiel de l'Etat de ses fonctions traditionnelles d'avant décentralisation.

**CNDP 628607**

CHARLOT Bernard (coord.) ; EMIN Jean-Claude (coord.)

**Violences à l'école. Etat des savoirs**

Paris : Armand Colin, 1997.- 410 p., coll. *Formation des enseignants*

**CNDP 627759**

FORTIN J. ; FRAPPIER Jean-Yves ; LAMBIN Michèle ; MARRA Donata

**Prévenir la violence à l'école : un nouveau défi pour les enseignants. Ecole et santé mentale. Réagir contre la violence, le décrochage, le refus scolaire./ To prevent violence in school : a new challenge for teachers**

ISSN 1180-5501; VOL. 7; NO. 3-4; PP. 476-492; ABS. eng; BIBL. 17 ref.; CAN; 4 notes; 1997; PRISME. *Psychiatrie, recherche et intervention en santé mentale de l'enfant*

**PASCAL**

MEIRIEU Philippe ; GUIRAUD Marc

**L'école ou la guerre civile**

Paris : Plon, 1997.- 210 p.

Parce que les germes de la guerre civile se développent au sein même de l'école, la nation doit d'urgence en définir les objectifs et le fonctionnement. Minée par l'orientation prématurée, la sélection abusive et l'apartheid, l'école laisse se développer l'illettrisme, l'échec social, la violence, et donc encourage au repli sur soi. La refondation de l'école s'impose : obligatoire de 3 à 16 ans, composée de classes hétérogènes, où l'entraide soit une valeur supérieure à la compétition forcée, cette école doit permettre à tous les enfants d'acquérir une véritable culture commune et un réel sens civique. Le dialogue plutôt que la violence. Vitale pour l'avenir d'une République menacée par la montée des communautés, des clans, des sectes et des dérives mafieuses, l'école doit se reconstruire contre la haine, pour la démocratie.

**IHESI 66**

PAYET Jean-Paul

**Collège de banlieue : ethnographie d'un monde scolaire**

Paris : Armand Colin, 1997.- 206 p. (1<sup>ère</sup> éd. 1995)

**CNDP 624684**

VAN ZANTEN Agnès (coord.)

**La scolarisation dans les milieux « difficiles » : politiques, processus et pratiques**

Paris : INRP - Centre Alain Savary, 1997.- 207 p.

Dix contributions rédigées par des chercheurs en sociologie et en sciences de l'éducation qui apportent des éléments nouveaux au débat scientifique concernant l'autonomie du « local » et des acteurs, et au débat politique concernant la diversification des structures et l'adaptation locale des politiques et des pratiques.

**CNDP 627154**

**L'école dans la ville**

ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. (FRA). n° 75, juin 1997.- 175 p., phot., tabl., cartes, graph., bibliogr.

Un panorama des problèmes rencontrés par les établissements scolaires en milieu urbain (principalement les collèges de banlieue) est présenté, et les multiples enjeux sociaux liés à l'interaction entre l'école et la société urbaine sont examinés. Dans cette perspective, les thèmes suivants sont

analysés : concurrence entre collèges et processus de choix ; la division morale du travail au sein des collèges ; les ZEP (zones d'éducation prioritaires) et les mutations du débat scolaire ; violence, insécurité et clivages sociaux ; les dimensions ethniques des situations scolaires ; ségrégation ethno-spatiale en région parisienne et politique de l'éducation ; la division socio-ethnique et scolaire du territoire d'Asnières ; la scolarisation des élèves musulmans en école catholique dans le quartier de Belsunce, à Marseille ; les politiques de l'éducation et le marché scolaire aux Etats-Unis ; le rôle social de l'école à Tcheliabinsk, en Russie ; une école au coeur de la favela à Florianopolis (Brésil) ; scolarisation, équipements scolaires et dynamique urbaine à l'Île de la Réunion ; le lycée Robert-Doisneau et l'École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE) à Vaulx-en-Velin ; l'influence des nuisances urbaines sur les écoliers.

**CDU ; IHESI ; FRANCIS**

AUDIGIER François (dir.) ; LAGELEE Guy (dir.) ; COSTA-LACOUX Jacqueline (postface)

**Education civique et initiation juridique dans les collèges**

Paris : INRP, 1996. - 267 p.

**CNDP 625342**

AUDUC Jean-Louis

**Enseigner en banlieues**

Paris : Hachette éducation, 1996. - 205 p., bibliogr., coll. *Pédagogies pour demain*

**IHESI 66**

CHARLOT Bernard (dir.)

**L'école en banlieue**

*BANLIEUE VILLE LIEN SOCIAL. (FRA). n° 9-10, mars-juin 1996. - 220 p., notes, bibliogr.*

Ce dossier, sur les problèmes de l'école en banlieue, réunit divers articles : la violence à l'école (trois articles) ; la transformation d'un lycée professionnel en lycée polyvalent (St-Denis) ; le rapport au savoir des nouvelles populations lycéennes et des femmes immigrées ; les enfants de la rue au Brésil ; les problèmes de communication famille/école et le rôle des médiateurs ; l'ethnopsychiatrie en milieu scolaire ; les dysfonctionnements de la relation éducative ; l'action culturelle « poètes dans la classe » ; l'inscription du développement éducatif local dans une démarche globale (Calais, Evry) ; la situation de la ZEP du Clos-St-Lazare (Stains) ; l'évolution du système éducatif dans ses relations avec le développement social et l'emploi ; les dynamiques collectives et les pratiques professionnelles des enseignants en ZEP ; les instituteurs dans les quartiers sensibles ; la professionnalisation des accompagnateurs scolaires.

**CDU 33796**

DUBET François ; MARTUCCELLI Danilo

**A l'école. Sociologie de l'expérience scolaire**

Paris : Seuil, 1996. - 348 p., bibliogr., coll. *L'Épreuve des faits*

**CNDP 625460**

PROCHAZKA Jean-Yves

**Agir face à la violence**

Paris : Hachette livre, 1996. - 127 p., bibliogr., coll. *Pédagogies pour demain - Nouvelles approches*

Phénomène surmédiatisé, la violence en milieu scolaire doit être relativisée : éducateurs et enseignants doivent rester solidaires pour la contenir. L'auteur met l'accent sur la nécessité de développer une stratégie d'éducation préventive visant à expliquer, faire adhérer et réguler la vie collective au sein de l'école. Il estime indispensable de réduire les tensions et frustrations et de valoriser les relations pédagogiques, l'évaluation et l'orientation, la formalisation et l'objectivité, la diversification des structures et l'aide à l'insertion professionnelle. Il préconise des améliorations quant à la formation des personnels et aux choix architecturaux des établissements scolaires, ainsi qu'un recours éventuel aux sanctions scolaires ou de droit commun impliquant une collaboration inter-institutionnelle (Education nationale, Police, Gendarmerie, Justice).

**CNDP 626274**

SEKSIG Alain

**A l'école de la République**



HOMMES ET MIGRATIONS. (FRA). n° 1201, sept. 1996. - pp. 3-42, tabl., phot.

Un bilan critique des zones d'éducation prioritaire, la violence à l'école, l'Islam et la laïcité en France, le défi pédagogique de la scolarisation des enfants non francophones, la réussite au bac des jeunes d'origine étrangère.

**IA P.196; CDU**

### **L'école et la question de l'immigration**

REVUE FRANÇAISE DE PEDAGOGIE, n° 117, oct.-déc. 1996. - 180 p.

Ecole et immigration : présentation (J.-P. Payet, A. Van Zanten). L'assimilation scolaire des enfants issus de l'immigration et son interprétation : un examen sur les données françaises (L.-A. Vallet). L'intégration... mais qu'est-ce donc ? analyse fondée sur une recherche ethnographique au niveau du collège (A.-X. de Brito, A. Vasquez). Construction et stratégies identitaires des enfants et des adolescents en contexte migratoire : le rôle des intervenants scolaires (J. Hohl, M. Normand). Laïcité 1996 : la République à l'école de l'immigration ? note de synthèse (F. Lorcerie). L'école, les enfants de l'immigration et des minorités ethniques : une revue de la littérature française, américaine et britannique (J.-P. Payet, A. Van Zanten). La scolarisation des enfants et de jeunes issus de l'immigration en France (J.-P. Payet). La scolarisation des enfants et des jeunes des minorités ethniques aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne (A. Van Zanten).

**CNDP**

BANSEPT Claudine

### **Changer l'école, prévenir l'exclusion**

Paris : French-american foundation, 1995. - 80 p.

**CNDP 625556**

ROGOVAS-CHAUVEAU Eliane ; CHAUVEAU Gérard

### **A l'école des banlieues**

Paris : ESF, 1995. - 172 p., tabl., bibliogr., coll. Pédagogies

L'étude montre qu'il est indispensable de repenser la place de l'école dans la politique de la ville, car l'école peut devenir une pièce maîtresse de la réhabilitation des quartiers défavorisés.

**IA 36530; CDU 31701**

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

### **L'école dans la ville : le programme pour la construction et l'équipement de l'éducation**

Paris : OCDE, 1995. - 172 p., bibliogr.

**CNDP 316.1 :37OCD**

BOUCHER Michel ; VERCHERE A.C. ; BUI-TRONG Lucienne ; BASSET François ; BATALLA M. ; CATTO M. ; MARTINEZ M. ; ARBUS M. ; DUVAL Michèle ; BAUGUIL Jacqueline ; ESCOT M.

### **La drogue à l'école et dans la cité. Deuxième journée de l'Université d'été 1994 à Toulouse**

Toulouse : Université d'été, 1994. - 101 p., tabl., stat.

**IHESI CE7468**

CHALVIN Marie-Joseph

### **Prévenir conflits et violence**

Paris : Ed. Nathan, 1994. - 191 p., coll. Outils pour la classe

Les atouts d'une technique psychologique comportementale pour lutter contre la violence : l'assertivité. Description en vue de son application préventive, particulièrement dans les relations conflictuelles de maître à élève en zone scolaire dite « sensible ». Cette théorie vise à désamorcer des situations explosives, en valorisant chacune des parties, procurant aux uns la satisfaction d'enseigner et aux autres celle d'apprendre.

**IHESI 66**

DUMAY Jean-Michel

### **L'école agressée : réponses à la violence**

Paris : Belfond, 1994. - 258 p., bibliogr., tabl., stat.

**IHESI 613**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**La violence à l'école**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 15, 1<sup>er</sup> trim. 1994. - pp. 5-133, bibliogr.*

Que l'on considère l'école comme un espace protégé ou comme le miroir de la rue, la violence qui y règne est préoccupante. Quel sens lui donner ? Comment conserver l'ordre scolaire ? Quelle coopération envisager entre la Police et l'Education nationale ? Acteurs de terrain et spécialistes des sciences sociales confrontent leurs expériences et analyses. Au sommaire : Point de vue : sens et violence à l'école (C. Lelièvre) ; Les mutations du système scolaire et les violences à l'école (F. Dubet) ; Les violences en milieu scolaire : du concept à la prévention (J. Pain) ; La sécurité des établissements scolaires et la Police (D. Duglery) ; Classe télévisée, classe dangereuse ? de la télévision comme bouc émissaire (F. Mariet) ; Le bizutage ou la faillite d'une certaine idée de l'école républicaine (E. Davidenkoff) ; L'Education nationale face à la violence scolaire (entretien avec M. Rancurel) ; L'ordre scolaire menacé : le cas des lycées (R. Ballion) ; Initiatives et expériences : un premier bilan (F. Impériali) ; Le partenariat Education nationale/Police : en Seine-Saint-Denis, dans le Rhône (C. Romeu et J.-P. Glaux, A. Tisnerat). Bibliographie et textes réglementaires.

**CDU ; IHESI**

DEBARBIEUX Eric

**Guerre et paix dans la classe. La déviance scolaire**

*Paris : Ed. Armand Colin, 1993. - 63 p.*

Des facteurs de crise, divers et complexes, sont à l'origine de perturbations dans les établissements scolaires. Le phénomène s'accroît et implique de la part des enseignants des ressources relationnelles et pédagogiques sans cesse repensées. L'auteur tente de cerner les causes possibles de désordre, la personnalité des élèves et des professeurs artisans et victimes de la situation ; il suggère aux enseignants quelques pistes de réflexion.

**BPI**

CHARLOT Bernard ; BAUTIER Elisabeth ; ROCHEX Jean-Yves

**Ecole et savoir dans les banlieues... et ailleurs**

*Paris : Armand Colin, 1992. - 253 p., coll. Enseigner*

**IHESI 66**

MINISTERE DE L'INTERIEUR ; MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**La médiation à l'école et dans la cité. Actes de l'Université d'été de Lyon**

*Paris : Ministère de l'Intérieur, Ministère de l'Education nationale, 1992. - 150 p.*

**IHESI 613.1**

MINISTERE DE L'INTERIEUR ; MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**La violence à l'école et dans la cité. Actes de l'Université d'été de Marseille**

*Paris : Ministère de l'Intérieur, Ministère de l'Education nationale, 1992. - 156 p., bibliogr., tabl., stat.*

**IHESI 613**

PAIN Jacques

**Ecoles : violence ou pédagogie ?**

*Vigneux : Ed. Matrice, 1992. - 245 p., coll. Points d'appui*

En dépit des efforts, le système et la relation scolaires implorent, et l'impératif de la scolarisation se redéfinit dans l'actualité d'une société de consommation où la vie et le désir reprennent le contrôle de l'institution. La vie sociale quotidienne est mise en question par la défaillance économique et mentale de la formation ; l'école ne retrouve du sens que située et inscrite dans le contextes familiaux et sociaux de son environnement naturel. La violence vient manifester à l'école la socialisation brutale de l'enseignement, l'ampleur des problèmes à résoudre. Cette recherche-intervention appréhende les modalités d'une nouvelle culture et d'une nouvelle pédagogie : réseaux et partenariats ; recentration des établissements sur une vie scolaire ouverte, à partir des repérages de savoirs fondamentaux ; enseignement et éducation étroitement liés, pour un apprentissage différencié de masse. Le choix énoncé dans ce livre est le suivant : ou la pédagogie restaure et ouvre l'accès au savoir, ou la violence vient marquer le manque et l'échec au cœur de l'école et de sa pédagogie.

**IHESI 613.1**

#### 4. l'espace public, la rue, les centres commerciaux

FILLIEULE Olivier

##### **Stratégies de la rue. Les manifestations en France**

*Paris : Presses FNSP, 1997.- 435 p., 2 index, tabl., ill., bibliogr.*

Ouvrage adapté d'une thèse de doctorat en sciences politiques, dont l'objet est d'analyser les dynamiques collectives à l'oeuvre dans les manifestations. Le chapitre 1 analyse la dynamique de l'action manifestante, après avoir défini les notions d'action collective, protestataire et manifestante. Le chapitre 2 dresse un tableau de l'activité manifestante dans la France des années 1980, et aborde l'analyse de la violence et des pratiques politiques de participation. Le chapitre 3 examine et valide l'hypothèse selon laquelle la manifestation ne doit pas être isolée du contexte général de la participation politique. Le chapitre 4 s'attache à défaire quelques mythes concernant la soi-disant transformation récente de l'engagement politique. Le chapitre 5 démontre que l'évolution de l'action manifestante est en fait déterminée par les modifications des configurations de pouvoir et des positions des acteurs. Le chapitre 6 analyse les interactions entre l'État (via les forces de police) et les manifestants, en mettant l'accent sur l'apparition des violences. Enfin, le chapitre 7 aborde le thème de la violence d'État d'un point de vue concret, en se démarquant des approches juridiques ou normatives généralement adoptées.

**CDU 35911**

FRANCE. HAUT CONSEIL A L'INTEGRATION

##### **Affaiblissement du lien social, enfermement dans les particularismes et intégration dans la cité**

*Paris : Haut conseil à l'intégration, 1997.- 120 p., tabl., coll. Rapports officiels*

Bilan des travaux menés par le Haut conseil à l'intégration (HCI) depuis novembre 1995. Articulant l'analyse des observations de terrain avec un grand nombre de propositions de réformes, l'approche adoptée privilégie les lieux où se joue l'intégration au quotidien. Dans cette perspective, quatre types de lieux ou de pratiques sont successivement examinés : la vie urbaine, les établissements scolaires, les pratiques sportives, le milieu pénitentiaire. Les annexes regroupent : l'avis officiel du HCI sur les conséquences du programme national d'intégration urbaine ; des contributions des membres du HCI ; un rapport contenant des données statistiques sur l'immigration.

**CDU 35076 ; IHESI 614**

JAUREGUIBERRY Francis

##### **L'urbanité blessée par la brutalité médiatique ? L'usage des téléphones portables dans les cafés**

*ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. (FRA). n° 77, déc. 1997.- pp. 59-62, phot., notes, (Emplois du temps)*

Dans la course au temps, le téléphone portable est un outil précieux qui permet de dédoubler temps physique et temps de la communication. Mais son usage ne va pas de soi dans les cafés, lieux de pause dans l'agitation urbaine et de résistance à l'accélération des rythmes. La violence du branché consiste à démontrer ainsi que la solidarité est désormais plus hertzienne que spatiale.

**CDU**

MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME. PARIS ; PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

##### **Ville et hospitalité. Textes du séminaire 1995-1996**

*PARIS : MSH, 1997.- 247 p., bibliogr. (9 séances du 16/11/95 au 5/12/96)*

Le séminaire sur le thème « Ville et hospitalité » s'est déroulé en plusieurs rencontres, au cours desquelles la question de l'hospitalité a été envisagée sous différentes échelles opératoires : individuelle, sociale et politique. Les approches historiques, comparatives ou basées sur des études de cas présentées, permettent de mettre en évidence différentes pratiques urbaines de l'hospitalité, le rôle des différentes instances engagées dans l'offre d'hospitalité (État, sphère privée...), et les éléments qui font de la ville, espace social et projeté, un facteur d'hospitalité ou d'inhospitalité. Les thèmes des 9 journées furent les suivants : Hospitalité : repères et définitions ; Faire place à l'hospitalité : la ville, l'hospitalité et le religieux ; Hospitalité et service public : ouverture, défauts et excès ; Donner l'hospitalité et prendre place : hospitalité et services publics ; Hospitalité privée : architecture et pratiques sociales ; Hospitalité

: groupes et communautés ; Hospitalité et naturalisation : codes juridiques et normes de l'hospitalité d'État ; Hospitalité et domaine public : entre sécurité et confiance ; Hospitalité et genre : le masculin et le féminin dans l'espace urbain.

**PCA CS213; CDU 36075**

**Barricades, émeutes, déviances et marginalités. in La rue, lieu de sociabilité ? Rencontres de la rue**

*Rouen : Publications de l'Université, 1997.- pp. 263-305 (ouvrage publié avec le concours du Plan urbain et du Conseil général de la Seine-Maritime)*

Ces articles sont extraits d'un ouvrage qui envisage la rue en tant qu'espace de sociabilité (ou de lien social), selon une double approche historique et sociologique. Ils analysent diverses figures de la contestation ou de la marginalité au sein de la rue, à travers les thèmes suivants : les manifestations populaires et les représentations du peuple pendant la Fronde à Paris, d'après les Mazarinades ; Hécate, déesse des Portes et des carrefours ; la mendicité comme mode de sociabilité entre « l'homme à la rue » et « l'homme de la rue » ; la violence dans la rue en Espagne au XVIIe siècle ; les meneurs dans la guerre des rues au début de la Monarchie de juillet.

**CDU 35649**

**La rue**

*INFORMATIONS SOCIALES. (FRA). n° 60, 1997.- 118 p., phot., bibliogr.*

Dossier consacré à la multiplicité des questions liées à la rue. Quelques textes littéraires rendent compte de la perception subjective de la rue. Autres articles : l'histoire de la rue de l'Antiquité à nos jours ; une errance en banlieue parisienne ; la rue comme « métaphore de l'espace psychique » ; la culture des rues, forme d'intégration sociale ; le travail des « éducateurs de rue » ; l'errance et la fugue des adolescents, et leur psychothérapie ; les sans abris ; l'histoire des « petits métiers de la rue » ; la manifestation ou l'histoire de la conquête de la rue comme lieu d'expression politique ; le rapport du policier à la rue et son histoire ; la gestion de la grande pauvreté, entre arrêtés anti-mendicité et lieux d'accueil. Le dossier se termine par quelques propos de maires.

**CDU**

**INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE**

**Football, ombres au spectacle. Violences dans les stades : le supportérisme menace-t-il l'ordre public ?**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 26, 1996.- 229 p., bibliogr.*

Au-delà d'une enceinte ludique, le stade de football est un espace à hauts risques. Dans la perspective de la Coupe du monde de 1998 organisée en France, ce numéro propose une étude détaillée des solutions mise en œuvre en Europe pour que le football reste un spectacle. Au sommaire : les dimensions du supportérisme ; ordres et désordres dans les stades ; regards croisés sur la sécurité dans les stades

**CDU ; IHESI**

MARCUS Michel ; VOURC'H Catherine ; FREHAUT Patrick

FORUM EUROPEEN POUR LA SECURITE URBAINE

**Lieux sensibles et insécurité : les grandes surfaces. Séminaire, Poitiers, 6 novembre 1995**

*Paris : FESU, 1996.- 98 p. (Sécurité et démocratie)*

Ce séminaire sur « Les grandes surfaces commerciales et l'insécurité » s'inscrit dans un travail plus global du Forum français pour la sécurité urbaine, ainsi que du Forum européen, sur les lieux sensibles dans les villes. Dans un premier temps, des analyses générales sont proposées : les centres commerciaux, lieu du choc entre deux cultures ; le commerce à l'épreuve de la violence ; étude des RG sur la violence au quotidien dans les quartiers ; gestion de l'ordre dans les centres commerciaux ; justice et centres commerciaux ; police et centres commerciaux. Dans un second temps, des expériences menées sur des lieux ou par des magasins particuliers sont présentés : l'Observatoire local du quartier Euralille ; de la violence à l'apaisement, au magasin Carrefour des Ulis ; la médiation sociale et le groupe Casino, à Torcy ; Auchan et l'emploi des jeunes, à Plaisir ; collaboration entre FACE (Fondation Agir pour l'exclusion) et Casino, pour la création d'emplois de proximité ; Auchan et l'association Trait d'union, au Havre ; l'expérimentation de nouvelles formations professionnelles pour les centres commerciaux, à Lille, Les Ulis, Torcy, Aix-en-Provence et Toulouse.

**CDU 34508 ; IHESI 531 ; Sources d'Europe**

MITCHELL D.

**Special issue : public space and the city**

*ISSN 0272-3638; VOL. 17; NO. 2; 1996; ABS. eng; 127-204 P.; BIBL. dissem.; Urban geography; USA*

La construction de la différence dans les espaces publics : race, classe sociale et sexe fonctionnent comme des systèmes entremêlés. Violence politique, ordre et construction légale de l'espace public : le pouvoir et la doctrine du « forum » public. La trame du quotidien : identité, espace et pouvoir à Lawrence, Massachusetts, 1920-39.

**FRANCIS**

ASSERAF Edmond ; CHENAUD Louis ; NIGAY Jean-François ; MALABRY Claude ; ROMBAUTS Stéphane ; BONNET Dominique ; DALAN-KRAEMER Jacques ; BREGEON René ; BUI-TRONG Lucienne ; VAUTREY Bernard de ; OCQUETEAU Frédéric

**Insécurité et insécurité dans les centre commerciaux. Journée d'étude, mercredi 22 mars 1995**

*Paris : Ministère de l'Intérieur, CNEF, 1995. - 35 p., ann.*

**IHESI 531**

GAUBERT Christophe

**Badauds, manifestants, casseurs. Formes de sociabilité, ethos de virilité et usages des manifestations**

*SOCIETES CONTEMPORAINES. (FRA). n° 21, mars 1995. - pp. 103-115*

A partir de l'observation des manifestations contre le CIP, l'auteur analyse la constitution et les usages d'une manifestation. Il s'intéresse à la formation de groupes, à l'usage de l'espace urbain, aux attitudes des manifestations face aux forces de l'ordre. Il traite aussi de la maîtrise de la symbolique de la manifestation, de la signification des slogans, de la violence physique et de la drague comme phénomènes secondaires d'une manifestation.

**CDU**

OCQUETEAU Frédéric ; POTTIER Marie-Lys

**Vidéosurveillance et gestion de l'insécurité dans un centre commercial : les leçons de l'observation**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 21, 3<sup>ème</sup> trim. 1995. - pp. 60-74 (Les technologies de sécurité)*

**CDU ; IHESI**

OCQUETEAU Frédéric ; POTTIER Marie-Lys

**Vigilance et sécurité dans les grandes surfaces**

*Paris : L'Harmattan, IHESI, 1995. - 234 p., ann., tabl., fig., bibliogr.*

L'objet de la recherche est d'étudier l'organisation des services de vigilance des grandes surfaces, à partir d'une enquête sociologique sous la forme d'un questionnaire distribué à 954 dirigeants d'hypermarchés. Dans un premier temps, les caractéristiques des différents personnels de vigilance et les diverses modalités d'organisation de la vigilance sont étudiées. Dans un second temps, les modes de perception des menaces, les diverses représentations de la vigilance et la pratique du contrat de protection sont examinés. Le chapitre suivant analyse la mise en oeuvre de la vigilance, du double point de vue de son adaptation aux menaces et des relations entre les hypermarchés et leur environnement. La question de la lutte contre les vols à l'étalage fait l'objet de l'avant-dernier chapitre. Enfin, l'étude se conclut par le compte rendu d'une enquête menée dans un centre commercial de banlieue. Sont décrits : l'utilisation de nouveaux dispositifs de détection, la gestion journalière des événements, la gestion du vol à l'étalage (sociographie des voleurs, marges de manoeuvre des agents de vigilance, intervention de la police, rôle du parquet).

**CDU 33105 ; IHESI 73**

GOTH Christian

**Ethnologie de la vie quotidienne. Bars de nuit à Paris. Propos sur l'enfermement. Les territoires de la délinquance**

*Paris : 1994. - 47 p., coll. Europsychologies*

Les réflexions de l'auteur sur trois thèmes. Les bars de nuit à Paris, leur localisation, leur spécificité, les pratiques et les codes de chaque catégorie de noctambules. Des « propos sur l'enfermement »,

l'absence de communication, les relations gardiens/prisonniers, le discours de l'homme carcéralisé, etc. Les « territoire de la délinquance », les règles sociales et symboliques, les rapports sociaux entre détenus.

**CDU 30515**

OCQUETEAU Frédéric

**Les centres commerciaux, cibles d'incivilités et promoteurs de sécurité**

*DEVIANCE ET SOCIETE*, n° 3, vol. XVII, 1993.- pp.235-260, bibliogr.

**IHESI**

FAVRE Pierre (dir.)

**La manifestation**

*Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990. - 391 p.*

**IHESI 266 ; Sciences po**

## 3. DES ACTEURS OU DES VICTIMES

### 1. les jeunes

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

#### **La délinquance des mineurs : bilan des connaissances**

Paris : IHESI, 2000.- coll. *La sécurité aujourd'hui*

**IHESI**

CHARLOT Bernard ; DUPEYRON Nicolas ; SALLES Anne

#### **A l'ombre des grands frères : de quelques stéréotypes sur les jeunes et l'intégration**

CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 35, 1<sup>er</sup> trim. 1999.- pp. 169-184 (*Le lien familial : entre autorité, autonomie et authenticité*)

Le vécu des jeunes de milieu populaire, leurs aspirations par rapport à l'école, leurs rapports familiaux, leur conformisme aussi.

**CDU ; IHESI**

FINKELSTEIN-ROSSI Jacqueline

#### **Violences dans la cité. Mineurs, délits et incivilités**

Paris : L'Atelier de l'Archer, 1999.- 95 p., bibliogr., coll. *Questions de temps*

La violence s'est banalisée dans la vie quotidienne de notre société, notamment la délinquance juvénile. Dans un premier temps, l'auteur montre ce nouveau malaise dans notre civilisation, puis il traite de l'individu en tant que tel, avant d'exposer son point de vue sur la création d'une clinique sociale de la délinquance juvénile.

**CDU 50423**

MALOUK Akim ; LEDERMAN Daniel

#### **1, 2, 3... Cités !**

Paris : Editions Ramsay, 1999.- 234 p.

Cet ouvrage est un témoignage écrit à la première personne par Akim Malouk, 22 ans, d'origine kabyle, vivant depuis sa naissance en banlieue parisienne. Il raconte la vie et les règles du jeu en vigueur dans les cités, la difficulté à échapper au «business», à l'argent vite acquis et la haine des autres, qu'ils soient de la cité ou extérieurs au monde des banlieues. Akim explique son envie de s'en sortir en préparant un BTS mais tout en continuant à «faire des affaires». Seuls l'amour et la vénération qu'il porte à sa mère le gardent du pire.

**CDU 39549**

MUCCHIELLI Laurent

CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES SUR LE DROIT ET LES INSTITUTIONS PENALES

#### **Le rap et l'image de la société française chez les jeunes des cités**

Guyancourt : CESDIP, déc. 1999.- 6 p., bibliogr., coll. *Questions pénales*, n° XII.2

**CESDIP**

POZO Yvonne ; REBUGHINI Paola

#### **Quelques réflexions sur le lien entre la violence juvénile et la justice de la cité**

Paris : Institut de criminologie, 1999.- pp.59-70, coll. *Morale et criminalité*

**CADIS**

REBUGHINI Paola

#### **Réflexions sur la « violence juvénile ». Un regard comparatif sur la situation française et italienne dans les banlieues de Lyon et Milan**

RECHERCHES SOCIOLOGIQUES, n° 1, 1999.- pp.139-156 (*Sociologie de la ville*)

**CADIS**

ROULLEAU-BERGER (Laurence)

**Le travail en friche. Les mondes de la petite production urbaine**

*La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube, 1999. - 245 p., bibliogr. (aide à l'édition du Plan urbain)*

Le travail en friche n'est ni la fin du travail, ni la rareté du travail. Il est le travail d'aujourd'hui, un travail qui ne fonctionne plus dans sa pratique ni même dans son principe unificateur social. Cette idée est illustrée dans cet ouvrage (issu de travaux de recherche) par de nombreux témoignages de jeunes en situation précaire. On y voit comment s'enchevêtre, dans la ville d'aujourd'hui, une diversité d'économies qui font apparaître ce que l'auteur appelle les mondes de la petite production urbaine. La sociologie de ces mondes, ici présentée en une approche en termes d'économies, d'espaces et de cultures, permet de réfléchir sur les porosités et imperméabilités entre les différents mondes de la production, mais aussi sur la difficulté des acteurs à percevoir leurs places et leurs trajectoires et à les raconter : premier boulot ? petits boulots ? début d'une ascension sociale ? dérive vers l'exclusion ? Cet essai renouvelle la réflexion sur la notion même de travail et son rôle socialisateur.

**CDU 50099; PU 2402; EPC NS23482**

AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS INTERCULTURELLES

**Les jeunes : violences subies, violences faites. Le rôle et la place des centres sociaux et socio-culturels. Rapport de la recherche action-formation septembre 1995 - décembre 1997**

*Chemillé : Fédération des centres sociaux du Maine-et-Loire ; Paris : ADRI, 1998. - 50 p., phot., ann.*

Après avoir exposé la problématique de la violence et notamment de la violence des jeunes, les finalités et les méthodes appliquées ainsi que la genèse de la recherche-action-formation sont présentées. L'analyse des données recueillies auprès des agents des centres sociaux du Maine-et-Loire a permis de définir les caractéristiques sociales des publics jeunes qui fréquentent les centres sociaux, de voir le lien existant ou non entre la nature des difficultés repérées et les caractéristiques des publics les plus concernés par ces difficultés, de saisir le regard des agents sur les causes et les renforcements de ces difficultés. Les témoignages de jeunes sur les violences subies ou faites mettent en évidence que les jeunes d'origine étrangère sont massivement concernés par ces phénomènes de violence. L'importance d'un partenariat dans la lutte contre les phénomènes de violence est soulignée.

**IA 40423; CDU 39892**

BORDET Joëlle

**Les jeunes de la cité**

*Paris : PUF, 1998. - 232 p., index, bibliogr., coll. Le sociologue*

Cette recherche, menée entre 1987 et 1993 dans une ZUP d'une ville de la banlieue parisienne, révèle comment les jeunes subissent et agissent sur les effets de l'exclusion sociale. Ces jeunes produisent une microsociété de survie, de refuge et de défense contre l'exclusion sociale. La cité devient une base de repli et de pouvoir.

**IA 39619; CDU 37059**

BOUAMAMA S.

**Jeunesse, autorité et conflit**

*MIGRANTS-FORMATION, n° 112, mars 1998. - pp. 26-39 (Figures de l'autorité)*

**CNDP ; ADRI**

BUI-TRONG Lucienne

**Les rapports des jeunes avec l'autorité policière**

*MIGRANTS-FORMATION, n° 112, mars 1998. - pp. 49-62 (Figures de l'autorité)*

**CNDP ; ADRI**

ESTERLE-HEDIBEL M.

**Policiers et jeunes de banlieue**

*PANORAMIQUES, n° 33, 1998. - pp. 176-184*

**IHESI**

STATIUS Pierre

**Actualité de l'école républicaine**

*Caen : CRDP Basse-Normandie, 1998. - 256 p., coll. Documents et rapports pour l'éducation*



## CNDP

GUILLOU Jacques

### **Les jeunes sans domicile fixe et la rue ou « au bout d'être énervé ». Préf. de Louis Moreau de Bellaing**

Paris : L'Harmattan, 1998. - 132 p., bibliogr., coll. *Logiques sociales*

Cet ouvrage rend compte d'une enquête auprès de jeunes SDF. Il analyse les diverses déterminations qui mènent à devenir SDF (modèles familiaux, départ de la famille d'origine, entrée dans la vie professionnelle, formation du couple), en mettant en évidence l'importance du roman familial dans la construction identitaire. Il étudie également les cadres de vie de ces personnes, leur rapport à l'espace urbain et aux différentes institutions (hôpital, foyer, police, prison...), ainsi que les activités et les stratégies langagières qu'ils mettent en oeuvre pour assurer leur survie.

**CDU 37089**

MACE Eric

### **Les jeunes et les métiers de la sécurité : cibles, instruments ou acteurs**

VILLE-ECOLE-INTEGRATION, n° 113, juin 1998. - pp. 62-71 (*Jeunes, travail et insertion*)

**CNDP ; ADRI**

MARTUCCELLI Danilo

### **Socialisation et désinstitutionnaliation. Le cas des adolescents**

RECHERCHES SOCIOLOGIQUES, n° 3, 1998. - pp. 91-110

**CDU**

SALAS Denis

### **La délinquance des mineurs**

PROBLEMES POLITIQUES ET SOCIAUX, n° 812, 1998. - 84 p.

Un nouvel enjeu de société. La prise en charge de la délinquance. Quelles réponses politiques ?

**IHESI ; ADRI**

SALAS Denis

### **La violence des jeunes. in France : les révolutions invisibles**

Paris : Calman-Lévy, 1998. - pp.75-85

En partant du principe que la violence des jeunes est le symptôme d'une crise profonde des institutions familiales, éducatives, politiques et économiques, l'auteur analyse le changement de profil de la délinquance des mineurs ces dernières années. Il met en évidence l'impasse des stratégies de lutte contre la violence : la société d'adultes, en dramatisant la menace que lui fait sa jeunesse, en promouvant le paradigme de la guerre, confère à ces jeunes une toute-puissance qui les conforte dans leur rôle. Dans le contexte actuel de la délinquance des jeunes, la réarticulation de trois figures du politique semble nécessaire : l'action éducative, l'organisation d'une réponse à l'échelle adéquate, la capacité de l'Etat à combattre la délinquance lourde.

**CDU 38617**

VERBUNT Gilles

### **Les jeunes et l'autorité. Aspects culturels. Guide des intervenants**

Montrouge : CNDP - Centre VEI, 1998. - 228 p.

L'autorité des adultes sur les jeunes n'est plus ce qu'elle était. Aujourd'hui, aucune figure de l'autorité n'est à l'abri de la contestation, ni de la part des jeunes, ni d'autres institutions qui se renvoient la balle. Dans les banlieues sensibles, les adultes paraissent parfois dépassés par les événements. Le choix n'est pas entre la démission, la fuite et la volonté de s'imposer malgré tout. Une troisième voie possible est la création d'un nouveau type de relations entre jeunes et adultes, aussi bien au niveau de la société globale et de ses institutions, que dans la quartier, à l'école ou dans les familles.

**CNDP ; ADRI**

### **Emplois jeunes. Après le nombre, réussir la pérennisation**

C. DU CR. DSU. (FRA). n° 21, déc. 1998. - pp. 4-36, bibliogr.

Le dossier présente le dispositif des emplois-jeunes et ses enjeux (créer et/ou développer des emplois de services, professionnaliser à la fois des postes et des jeunes), introduit des exemples dans différents

domaines qui concernent le milieu urbain (médiations sociales, de sécurité et régulation dans les espaces publics, proximité et contact) et interroge les conditions de pérennisation et de professionnalisation de ces emplois. La montée en charge du programme emplois-jeunes dans la Région Rhône-Alpes et en France, la faiblesse du dispositif en matière de formation, le rôle de l'ingénierie dans la mise en oeuvre du programme et deux avis de jeunes bénéficiant de ces emplois sur le dispositif sont abordés dans une première partie consacrée au fonctionnement et aux enjeux du dispositif. Les préoccupations des services de l'Etat concernant les métiers de médiation, les orientations données à la fonction des agents urbains de la ville de Villeurbanne, la régulation sociale dans les espaces publics à travers le cas de Vaulx-en-Velin, le travail du chargé de communication et de concertation dans un quartier de Décines, et deux avis de jeunes sur le dispositif sont abordés dans la seconde partie. Enfin, la démarche engagée par la ville de Grenoble pour professionnaliser les emplois-jeunes, les possibilités offertes par les filières sportives ou d'animation pour la pérennisation des emplois-jeunes à Lyon, les nouveaux services et l'adaptation des métiers de base dans les HLM en Rhône-Alpes, le profil du médiateur du livre dans les bibliothèques de quartier de Grenoble, les possibilités de solvabilisation de nouveaux emplois et d'émergence d'emplois simples dans le secteur de l'environnement et des déchets, sont abordés dans une troisième partie.

**CDU**

### **Jeunesse, violences et société**

*REGARDS SUR L'ACTUALITE. (FRA). n° 243, juill.-août 1998. - pp. 3-80, tabl., graph., bibliogr.*

Cinq sociologues évoquent les ressorts et les significations profondes de la délinquance et de la violence des jeunes, en particulier de celles qui se manifestent dans les quartiers, à l'école et dans les stades, à l'occasion des rencontres de football. Une place spéciale a été faite au phénomène de bandes. Enfin, l'influence de la télévision dans la commission des actes de violence fait l'objet d'une brève réflexion. Au sommaire : La délinquance des mineurs et les violences (H. Lagrange) ; Bandes et valeurs de virilité (G. Mauger) ; Les violences à l'école (F. Dubet) ; Football et violences (O. Le Noé) ; Violence et télévision (T. Vedel).

**CDU ; Sciences po**

ASSAILLY Jean-Pascal

### **Les jeunes et le risque : une approche psychologique de l'accident**

*Paris : Vigot, 1997. - 208 p., coll. Sciences humaines (1ère éd. 1992)*

L'ouvrage est consacré à la plus importante cause de mortalité chez les jeunes : l'accident de la route. Il présente une étude approfondie du risque accidentel des jeunes (grandes tendances épidémiologiques, étude psychologique de la prise de risque et de la perception de risques, analyse de l'exposition au risque et de la tendance aux accidents, etc.) visant à répondre à deux questions : Pourquoi les jeunes dans leur ensemble sont-ils plus fréquemment impliqués dans les accidents que les adultes ? Peut-on prédire l'accident ? Quels sont les facteurs de risque individuels (capacités sensori-motrices et intellectuelles, traits de personnalité, psychopathologie, tendances suicidaires, anti-socialité, etc.) et environnementaux (influences du milieu familial, des événements de la vie, des pairs et des médias) en jeu dans la probabilité d'accident et la vulnérabilité de certains jeunes ? L'auteur propose un modèle théorique, le « contrôle du risque perçu », élaboré pour rendre compte des processus à l'œuvre dans le risque accidentel des jeunes et de leurs interactions.

**IHESI 613**

CHILAND Colette

### **Les enfants et la violence**

*Paris : PUF, 1997. - 264 p.*

La violence, ce n'est pas la force ou l'intensité de ce qui est vécu, c'est l'abus de la force. La tentation de cet usage abusif est-il inscrit en l'homme ou bien n'est-ce qu'une réponse à une agression subie ? Le souci de protéger l'enfant de la violence et d'en briser le cercle répétitif inspire ce livre.

**IHESI 613.2**

COTE Diane ; MORHAIN Yves ; CHARTIER Jean-Pierre ; COURTEMANCHE Marcel ; BRUNELLE Natacha ; COUSINEAU Marie-Marthe ; BROCHU Serge ; MAURION Alain ; LEGENDRE Caroline ; DOUYON Emerson

### **Jeunes et criminalité**

*JOURNAL DES PSYCHOLOGUES, n° 148, 1997. - pp. 19-45, bibliogr., ill., phot.*

## IHESI 613.1

ESTERLE-HEDIBEL Maryse

### **La bande, le risque et l'accident**

*Paris : L'Harmattan, 1997.- 260 p., ann., bibliogr., coll. Logiques sociales, série Déviance*

Cet ouvrage est issu d'une thèse de doctorat consacrée aux thèmes de la conduite routière, du risque et de l'accident chez les jeunes des « bandes ». La première partie aborde la méthodologie utilisée et rappelle les sources théoriques du concept de bande, avant de décrire la genèse de ce type de groupe social. La deuxième partie est consacrée aux relations que la bande entretient avec son territoire, aux logiques d'appropriation de l'espace et à la symbolique des véhicules motorisés. La troisième partie aborde le concept de risque et ses représentations dans les milieux populaires précarisés. Il est montré que les accidents graves éloignent les victimes de leur groupe d'appartenance et ne possèdent pas de fonction dissuasive.

**CDU 36585**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

### **Un péril « jeunes » ?**

*C. DE LA SECURITE INTERIEURE. (FRA). n° 29, 1997.- 256 p., graph., tabl., bibliogr.*

Dossier sur la délinquance juvénile. Un premier volet, consacré à l'analyse des enjeux sociaux des mineurs, aborde les thèmes suivants : les statistiques sur l'évolution de la place des mineurs dans la délinquance enregistrée et sur les mineurs emprisonnés ; l'histoire et les fondements de la catégorie de minorité juridique et sa remise en cause dans les pratiques judiciaires actuelles ; la délinquance d'exclusion ; la délinquance des mineurs, entre traitement judiciaire et définition d'un nouvel ordre social. Le second volet présente quelques expériences et initiatives : la pratique du traitement direct au tribunal de Bobigny ; le traitement des violences à l'école ; la réparation pénale ; la création de brigades de gendarmerie destinées à assurer une mission de prévention. Par ailleurs, un texte sociologique de référence est présenté hors dossier : « La délinquance juvénile, essai de construction d'objet », par J.-C. Chamboredon (1971).

**CDU ; IHESI**

KHOSROKHAVAR Farhad

### **L'Islam des jeunes**

*Paris : Flammarion, 1997.- 323 p.*

Des attentats dans le RER à l'affaire Khaled Kelkal, en passant par la question du foulard, un Islam qui fait peur. Mais il existe aussi un Islam méconnu, spécifiquement français, qui se développe dans les banlieues depuis la fin des années 80. Opposé à l'Islam radical, il offre aux jeunes un discours permettant de lire positivement une réalité qui leur est hostile.

**IHESI 65**

LEPOUTRE David

### **Coeur de banlieue. Codes, rites et langages**

*Paris : Odile Jacob, 1997.- 362 p., ill., bibliogr.*

Etude ethnosociologique des relations et des représentations culturelles caractéristiques de la jeunesse des banlieues et de la culture des rues, menée à partir d'une expérience de professeur dans un collège de la Courneuve et d'habitant de la cité des 4000. La première partie envisage l'objet de la recherche sous l'angle des formes et des cadres de sociabilité : les modes d'appropriation de l'espace, les relations interethniques, les relations d'interconnaissance et la sociabilité des groupes d'adolescents y sont successivement analysés. Dans la deuxième partie, le langage spécifique à la culture des rues est étudié sous trois aspects : les performances verbales, les joutes oratoires, les offenses verbales. La violence physique, quant à elle, fait l'objet de la troisième partie : rixes et bagarres, système de vengeance, échanges ludiques et sportifs. Enfin, la quatrième partie décrit quelques aspects du système de valeurs propre aux jeunes des cités, à travers l'analyse des critères de la réputation, des querelles d'honneur et des compétitions honorifiques.

**CDU 34875**

PREVOST Bernard ; GIORGIS Alain

### **La gendarmerie et les jeunes**

*ARMEES D'AUJOURD'HUI, n° 225, 1997.- pp. 33-55, phot.*

## IHESI

SELOSSE Jacques

### **Adolescence, violence et déviances (1952-1995)**

*Vigneux : Ed. Matrice, 1997. - 490 p., bibliogr. (dir. J. Pain et L.-M. Villerbu)*

**IHESI 613**

### **Jeunes des cités : comment vivre ?**

*INFORMATIONS SOCIALES. (FRA). n° 62, 1997. - 124 p., ill., tabl., bibliogr.*

A travers un ensemble de témoignages et d'analyses, ce dossier présente à la fois un état des lieux des problèmes de la banlieue et des réflexions critiques sur leurs modes de traitement. Côté diagnostic, le témoignage d'un jeune de Montreuil est retranscrit, suivi de divers articles sur le commerce de la drogue, sur la violence et l'insécurité (notamment à l'école) ainsi que sur les difficultés d'insertion professionnelle des enfants d'immigrés. Côté traitement des problèmes, deux types d'actions sont examinés : d'une part, l'intervention judiciaire, à travers un entretien avec un juge des enfants, suivi d'une réflexion sur la nécessaire évolution du traitement judiciaire des mineurs ; d'autre part, l'action sociale, sous le double aspect de l'intégration par la culture et de l'insertion par l'économique. Par ailleurs, deux articles permettent de situer les problèmes par rapport à des contextes différents, en traitant respectivement de la situation des quartiers déshérités au Etats-Unis et de la délinquance en France au XIXe siècle.

**CDU**

ARNAUD Pierre ; CHANTELAT Pascal ; FODIMI Michel ; VANPOULLE Yannick ; CLEMENT Marc ; AUGUSTIN Jean-Pierre

### **Sport et banlieue - pratiques sportives juvéniles et insertion**

*REVUE SPIRALES, n° 10, 1996. - 76 p.*

Ce numéro fait suite au séminaire sur le thème « Sport et insertion sociale ». Il débute par un article de P. Arnaud dans lequel les relations entre sport et intégration sont envisagées selon une perspective historique qui met en avant le modèle français d'intégration et ses conséquences sur le plan culturel. Ensuite deux articles sont consacrés aux pratiques sportives auto-organisées... Tous les auteurs soulignent l'aspect problématique des rapports entre sport et insertion.

**DK 191048**

DURET Pascal (dir.) ; GUY Agnès (dir.)

### **Les jeunes en difficultés**

*PANORAMIQUES, n° 26, mai 1996. - 215 p.*

**IHESI**

CHAILLOU Philippe

### **Violence des jeunes : l'autorité parentale en question**

*Paris : Gallimard, 1996. - 111 p., coll. Sur le champ*

**IHESI 613**

CONSEIL TECHNIQUE DES CLUBS ET EQUIPES DE PREVENTION SPECIALISEE ; COMMISSION « ETAT DES LIEUX ET PARTENARIAT »

### **La violence des jeunes en milieu urbain : regard de la prévention spécialisée**

*Paris : Conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée, Commission « Etat des lieux et partenariat », 1996. - 52 p. (Réflexions et observations)*

**IHESI 613.1**

DEMASSIEUX Claude

### **Les jeunes et le monde associatif dans les quartiers en difficulté : rapport présenté à Monsieur le Premier ministre Alain Juppé**

*Sl. : 1996. - 127 p.*

Après avoir dressé un état des lieux de la situation des jeunes dans les quartiers en difficulté, de la typologie, de la dynamique et des relations des associations entre elles et avec leurs partenaires, le rapport évoque les relations des jeunes avec les associations, la nécessaire adaptation des métiers des intervenants sur ces quartiers, le financement et les ressources des associations. Les propositions ont

pour but de combler le vide constaté entre la rue, où la prise en charge des jeunes est difficile, et les structures existantes qui sont souvent mal adaptées.

**IA 37950**

DUJARDIN Brigitte

**Les enfants et la violence : propos d'enfants sur les violences dans une école**

*Paris : Indigo & Côté femmes, 1996. - 102 p., bibliogr.*

**CNDP 625787**

DURET Pascal

**Anthropologie de la fraternité dans les cités**

*Paris : PUF, 1996. - 188 p., fig., bibliogr., coll. Le sociologue (avec la participation de Muriel Augustini)*

Etude anthropologique des individus désignés sous le vocable de « grands frères », considérés par les médias comme des figures emblématiques de l'action sociale dans les banlieues en difficulté. Le chapitre 1 s'attache à cerner les caractéristiques d'une catégorie sociale marquée par l'hétérogénéité. Le chapitre 2 est consacré au sens de la famille chez les "grands frères", personnages dont l'influence se manifeste au-delà de la fratrie biologique. Dans le chapitre 3, le contre-modèle des «bads grands frères » (délinquants) est analysé. Les chapitres 4, 5 et 6 examinent le statut des grands frères (copains, amis, seconds pères...), leur rôle de médiation et les différents types d'aides qu'ils exercent. Enfin, le dernier chapitre étudie la place privilégiée des pratiques sportives.

**CDU 35830**

ESTERLE-HEDIBEL Maryse

**Virées, incendies et vols de voitures dans les bandes de jeunes de milieu populaire**

*DEVIANCE ET SOCIETE, vol. 20, n° 2, 1996. - pp. 119-139, bibliogr.*

**CESDIP ; IHESI**

GUY Agnès ; DURET Pascal ; PERROT Michelle ; VIGARELLO Georges ; DUBOUCHET Louis ; GALLAND Olivier ; CARRIER Claire ; LE BRETON David ; ZUCKER-ROUVILLOIS Elisabeth ; PERRET Anne ; DAMBUYANT Gisèle ; KTORIDES Eléna ; PERNET Agnès ; RIBES Bruno ; CUNHA Maria ; BARBARA Augustin ; GARNIER Pascale ; ROCHEX Jean-Yves ; DAVISSE Annick ; MIGNON Patrick ; BACHMANN Christian ; KOKOREFF Michel ; BEAUDOIN Valérie

**Les jeunes en difficulté**

*PANORAMIQUES, n° 26, 1996. - 215 p., phot., stat.*

**IHESI**

LARCHE Jacques

FRANCE. SENAT

**Rapport d'information sur la délinquance juvénile**

*Paris : Sénat, 1996. - 125 p., tabl., coll. Rapports du Sénat, 343*

La délinquance juvénile connaît une évolution préoccupante, les différents intervenants s'interrogent sur l'ampleur du phénomène, ses causes et les réponses à apporter à cette évolution.

**IA 37460**

MINISTERE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES

**La violence des jeunes en milieu urbain**

*Paris : Ministère des affaires sociales / Conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée / Commission « Etat des lieux et partenariat », 1996. - 40 p.*

**IHESI 613.1**

OBSERVATOIRE REGIONAL DE L'INTEGRATION ET DE LA VILLE

**Les jeunes et les violences urbaines dans les quartiers alsaciens. Etude exploratoire à la Table ronde du 27 juin 1996**

*CAHIERS DE L'OBSERVATOIRE, n° 18, juin 1996. - 109 p.*

**ADRI**

PROFESSION BANLIEUE. ST-DENIS

### **Enfance en danger, enfant dangereux : vingt propositions pour transformer l'approche éducative des enfants en grande difficulté**

*St-Denis : Profession Banlieue, 1996. - 133 p. (Ville Rencontre Profession Banlieue, 24 juin 1996)*

Ces vingt propositions, qui ne prétendent pas répondre à l'ensemble des difficultés des jeunes et des enfants dans les quartiers, sont centrées sur les enfants en très grande difficulté ; elles ne sont pas exclusives de ce qui peut avoir été mis en place par les différents services de l'État, par les services municipaux ou par les collectivités territoriales. Ces propositions ont fait l'objet des discussions des trois ateliers de cette rencontre.

**IA 38377; CDU 34643**

REY Caroline (dir.)

#### **Les adolescents face à la violence**

*Paris : Syros, Alternatives sociales, 1996. - 336 p., tabl., stat.*

L'image de l'adolescent dans la société actuelle est mauvaise, aussi bien dans le discours populaire, largement alimenté par les médias, que dans le discours des professionnels de la santé et de l'éducation. Pourquoi avoir de ces jeunes une vision si déformée, si négative ? Et si l'adolescent était d'abord victime de violences : violence institutionnelle, violence intrafamiliale, violences sexuelles... Les auteurs nous convient à repenser nos modes d'approche du phénomène « adolescence » et proposent des pistes concrètes pour remédier aux violences subies ou « agies » par les adolescents.

**IHESI DT**

SEGUIN Boris ; TEILLARD Frédéric

#### **Les céfrans parlent aux français**

*Paris : Calmann-Lévy, 1996. - 228 p.*

L'académie Céfran de Pantin offre un recueil de secours aux « nases » que nous sommes, faute de décoder devant cette langue des rues et des cités, née autant du verlan, des dialectes que de l'imaginaire. Pour ne pas rester idiot, ou « face de cul de mammoth » ce qui revient au même, pour être un intellectuel des rues, un « dico » justement, il faut suivre le guide... Deux professeurs de français du collège Jean-Jaurès de Pantin se sont lancés dans ce livre-chronique de la langue des cités avec leurs rabatteurs de mots, leurs interprètes, des experts en « tchache », pour faire autorité.

**IHESI 613**

#### **Jeunes entre ségrégation et intégration sociale. Mouvements, adaptations**

*C. DU CR. DSU. (FRA). n° 12, sept. 1996. - pp. 2-43, phot., bibliogr.*

La situation des jeunes est actuellement loin d'être homogène : outre sa diversité, elle est complexe et ses aspects sont de plus en plus souvent contradictoires. La recherche d'adaptation des interventions demeure l'objectif principal des acteurs les plus mobilisés, il s'agit de reconquérir une crédibilité nouvelle et de lutter contre la désaffection qui touche les offres éducatives et socio-culturelles classiques. La recherche permet de mettre en évidence l'effet de brouillage des représentations des jeunes dans le système social. Les interventions publiques parviennent à contenir le risque social représenté par les jeunes. Cependant, la capacité à produire des compétences à partir de l'expérience de la précarité, à les faire reconnaître socialement et à les mobiliser au bénéfice d'une inscription sociale réelle constitue, pour les jeunes et leurs interlocuteurs, l'enjeu de la situation actuelle.

**CDU**

BERLIOZ Gilbert (dir.) ; RICHARD Alain (dir.)

INSTITUT DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE. PARIS

#### **Les 15-25 ans, acteurs dans la cité**

*Paris : Syros, 1995. - 205 p.*

Cet ouvrage présente les travaux du Comité dauphinois d'action socio-éducative (CODASE) sur la place des jeunes dans la société et les problèmes qui se posent actuellement aux 15-25 ans. Il s'agit d'un travail interdisciplinaire qui traite des politiques d'insertion, de la santé, de la délinquance, de l'emploi, de l'école, etc. La dernière partie examine les politiques publiques menées en direction de la jeunesse.

**CDU 31393; IA 37098 ; IHESI 613**

BONETTI Michel

CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT

#### **Les jeunes de banlieue et la mise en scène de la violence**

Paris : CSTB, 1995. - 14 p.

**CSTB**

DUCLOS Jean-Louis ; CHAUVAUD Frédéric ; ANDRE Thomas ; PERALVA Angelina ; MANSOUR Sylvie ; NICOLAS Guy ; KHOSROKHAVAR Farhad ; ANDRIEU Jacques ; LEGRAND Jean-Claude ; WEISSMAN Fabrice ; HERMANT Daniel

**La violence politique des enfants**

*CULTURES ET CONFLITS*, n° 18, 1995. - 206 p.

**IHESI**

EINAUDI Jean-Luc

**Les mineurs délinquants**

Paris : Fayard, 1995. - 308 p.

**IHESI 613.1**

BOYER Régine (dir.) ; CORIDIAN Charles (dir.)

**Jeunesses d'en France : un horizon chargé**

*PANORAMIQUES*, n° 16, oct. 1994. - 192 p.

**IHESI**

GUILLOU Jacques

UNIVERSITE DE ROUEN ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

**Au bout d'être énervé ou la construction de l'errance des jeunes sans domicile fixe au sein des espaces publics**

Rouen : Université, 1994. - 63 p. - bibliogr.

Comment les jeunes deviennent-ils SDF aujourd'hui ? Comment s'adaptent-ils à ce mode de vie ? Quels comportements spécifiques sont générés par cette adaptation aux espaces publics, à leur fonctionnement ? L'errance est-elle une sous-culture issue de l'urbain ? Quelques questions auxquelles répond cette étude réalisée à partir de l'analyse d'un certain nombre de situations types et de nombreux entretiens.

**PU 2036; CDU 30209; DCN 25-A-335**

JAZOULI(Adil

**Les raisins de la galère. Etude exploratoire sur les préadolescents dans les quartiers populaires**

Paris : *Banlieuescopes*, 1994. - 79 p., ann.

Etude exploratoire sur les représentations sociales des jeunes de 9 à 16 ans des quartiers et banlieues populaires. A partir d'entretiens semi-directifs, on a demandé aux préadolescents de réagir sur l'école, la famille, le quartier, les loisirs, l'argent, le travail, la réussite, la drogue, etc. On constate que ces jeunes vivent et grandissent dans des territoires urbains qui cumulent les handicaps sociaux et économiques ; ils vivent plus fortement que d'autres le sentiment d'injustice et de mise à l'écart et composent ainsi un potentiel de révolte et de violence qui menace à terme l'ensemble de la société.

**CDU 30008**

MAUGER Gérard ; BENDIT René ; WOLFFERSDORFF Christian von

**Jeunesses et sociétés : perspectives de la recherche en France et en Allemagne**

Paris : Armand Colin, 1994. - 340 p., bibliogr., coll. *Bibliothèque européenne des sciences de l'éducation*

Tenant d'échapper à l'inventaire routinier des « problèmes de la jeunesse » et des « jeunes à problèmes », comme à la simple juxtaposition ritualisée d'objets et de problématiques, cette confrontation des recherches sur la jeunesse en France et en Allemagne a été organisée autour de problèmes sociologiques (diversité des conditions juvéniles selon l'origine sociale, le sexe, la région ; redéfinitions, « pluralisation » et « individualisation » des conditions juvéniles) et de domaines de recherches (sociologie de l'éducation, sociologie du travail, sociologie de la famille, sociologie politique, étude des formes de sociabilité, etc.). Pour engager une véritable comparaison, on s'est efforcé de confronter systématiquement problématiques et données de cadrage, mais aussi de rapprocher tel domaine d'investigations (participation et refus politique, montée des individualismes) telle population particulière (scolarisation et engagement professionnel des femmes), tels enjeux théoriques ou politiques (formes contemporaines de « traitements » des déviations juvéniles qui ont retenu ou retiennent

particulièrement l'attention des chercheurs des deux pays). C'est dire que les « problèmes sociaux » et les politiques de la jeunesse et des politiques de la recherche sur les jeunes est sans doute une des clés des ressemblances et différences entre les travaux des chercheurs français et allemands.

**CNDP 623533**

ZEILLER B. ; COURAUD S.

**Adolescents criminels : aspects psychopathologiques./ Juvenile offenders : psychopathological aspects**

*ISSN 0769-3362; NO. 27; PP. 365-374; 1994; ABS. eng; BIBL. 10 ref.; Droit et société; FRA*

Les auteurs ont étudié les dossiers de 160 jeunes poursuivis pour crime devant les tribunaux de la région parisienne, à partir des documents judiciaires d'affaires criminelles de mineurs. Au terme d'une recherche consistant en quatre entretiens semi-directifs séparés par un intervalle de trois mois et comportant des tests de personnalité (Rorschach et TAT), ils ont tenté de dégager les facteurs psychopathologiques communs à ces jeunes criminels ainsi que des directives en vue du diagnostic (précoce), de la prévention et de l'aide thérapeutique

**FRANCIS**

BOUDANT Christian

**Portrait sociologique et étude comparative des délinquants selon leur origine ethnique dans l'un des 400 quartiers sensibles. Des idées reçues sur la délinquance des banlieues ; Quartier de Chambéry Le Haut, Chambéry (Savoie)**

*Chambéry : Hôtel de police, 1993.- 95 p., bibliogr., tabl., stat.*

**IHESI DT/NT**

BRAUN Patrick ; LAKROUF Kamel

**Les enfants de la terreur. La jeunesse des banlieues aujourd'hui**

*Paris : Ed. Mercure de France, 1993.- 287 p.*

Les auteurs analysent la croissance de la violence qui habite une trop grande fraction de la jeunesse aujourd'hui, et se posent la question de ce qui peut l'arrêter et des malaises sociaux qu'elle révèle. Ils donnent la parole aux protagonistes et s'efforcent de cerner quelques solutions afin que la délinquance cesse de s'aggraver.

**ADRI 11A/103 ; IHESI 613.1**

FIZE Michel

**Les bandes. « L'entre-soi » adolescent**

*1993; Desclée de Brouwer; Paris; ISBN 2-220-03384-8; 183 p.; BIBL. 4 p.; FRA*

Des jeunes sont là, ensembles. Dans le silence ou la violence, ils ont peur ou ils font peur ; ils murmurent, jouent, fument, chahutent et, parfois, dépriment... Depuis ceux qu'on appelait les Apaches, au début du siècle, jusqu'au bandes de nos banlieues, en passant par les Blousons noirs des années cinquante, l'auteur part à la découverte de cet "entre-soi" adolescent. Intégrant et critiquant le discours médiatique qui associe bandes à la violence, Michel Fize s'interroge sur la réalité de ce phénomène et propose un regard qui en respecte la complexité et la diversité. (Historien et sociologue au CNRS, Michel Fize mène ses recherches sur les pratiques et modes de vie des adolescent dans le cadre du Centre de recherche interdisciplinaire de Vaucluse).

**PASCAL**

ROULLEAU-BERGER Laurence

**La ville intervalle. Jeunes entre centre et banlieue**

*Paris : Méridiens Klincksieck, 1993.- 211 p., ann., tabl., coll. Réponses sociologiques (publié avec le concours de la DRI-MELTM)*

Entre ville et banlieues, dans le centre et les périphéries, des jeunes, précaires pour la plupart, circulent sur des territoires où se (re)négocient les identités sociales. Dans ces lieux d'activités et de sociabilités informelles qui se développent « en marge » des institutions, ils tentent d'ajuster leurs projets aux ressources que leur offrent des modes de vie alternatifs. En analysant les connexions, les réseaux, les diverses formes d'interaction et de coopération dans lesquelles les jeunes s'engagent - et pourquoi ils s'y engagent - L. Roulleau-Berger resitue la ville et ses banlieues dans des rapports d'échange, de tension. Elle nous fait pénétrer au cœur des processus de décomposition puis de recomposition de l'ordre urbain. Divers portraits et profils sont esquissés, puis l'analyse tente de cerner les



caractéristiques psychosociologiques des jeunes, notamment : le mode de vie, le rapport au travail, les modes de perception et d'appropriation de l'espace urbain, la construction de l'identité personnelle, les stratégies et les projets individuels, les rapports sociaux, l'émergence de microcultures.

**CDU 34942 ; IHESI 613**

BARREYRE Jean-Yves

**Les loubards, une approche anthropologique**

*Paris : L'Harmattan, 1992.- 171 p., bibliogr., ann., coll. Logiques sociales*

A partir d'une enquête de terrain dans un quartier sensible de la région parisienne, cet ouvrage propose une analyse anthropologique des bandes de jeunes (la horde, le cercle, l'équipe, etc.) et éclaire sur les relations multiples et complexes qu'entretient la collectivité à l'égard de ce groupe spécifique. C'est à travers un jeu subtil d'aller et retour, entre les typifications du sens commun et les relations domestiques, que l'auteur cerne le phénomène des jeunes de la rue dans sa réalité quotidienne.

**CDU 28099 ; IHESI 613.1**

DEGAUDENZI J.-L.

**Les enfants de la haine**

*1992-02; Filipacchi; Paris; ISBN 2-850-18371-7; 201 p.; FRA*

Il se passe toujours quelque chose, quelque part, non loin de chez nous mais extra-muros. Une violence aveugle qui explose, l'agression absurde d'un gosse innocent, l'intrusion perverse et tragique de la drogue qui s'infiltré, meurtrière dans les veines de notre société, et nous nous prenons à frissonner avant de nous rassurer : « ça n'arrive qu'aux autres ». Pourtant, la peur est là, latente. Et l'auteur l'a traquée, a fouillé jusque dans ses entrailles pour en extirper les racines. De sa démarche est né cet époustouflant document-mosaïque que l'on lit comme un roman où tout peut arriver, où tout arrive. Véritable enquête sur le terrain, on découvre au fil des pages, à nos risques et périls et avec stupeur, que la fiction est largement dépassée par une réalité brute et brutale. Car l'auteur n'a rien inventé. Il a simplement joué d'un habile décalage avec les personnages, qu'ils soient flics ou voyous, afin d'éviter toute embarrassante identification. Il a suivi des jours et des nuits durant les patrouilles de policiers désorientés face à des jeunes zonards-loubards qui volent, pillent, saccagent, leur façon à eux d'exister, de survivre. Il a pénétré dans l'intimité de ces bandes multi-raciales, Blacks, Beurs, Blancs, Jaunes, tous confondus, parqués dans les « barres », ces gigantesques pâtés de ciment réservés aux exclus de la croissance. Tandis que les mots, tels des brûlots enflammant les phrases, s'enchaînent en un récit riche en suspens et rebondissement.

**PASCAL**

DUBET François

**La galère : jeunes en survie**

*1992-05; Fayard; Paris; ISBN 2-213-01904-5; 502 p.; 7 index, 14 ann.; BIBL. 14 p.; FRA*

La galère, c'est d'abord l'expérience de ces jeunes dominés par l'incertitude, le flottement des projets, les longues périodes d'oisiveté entrecoupées de petits boulots, la délinquance présente et peu spectaculaire, le risque de destruction du sujet lui-même. Cependant la galère n'est pas uniquement le produit de la crise économique et du chômage ; elle apparaît au crépuscule de la société industrielle, lorsque tout un monde se défait morceau par morceau dans ses formes d'intégration, ses rapports sociaux et ses modes d'action collective... Mais la galère n'est pas une destruction. D'elle surgissent parfois de nouvelles formes de protestation et de mobilisation. C'est là que naît le mouvement des jeunes immigrés et que se sont esquissés les traits d'un nouveau visage d'une action contestataire au sein même de la mise hors jeu de cette jeunesse.

**PASCAL ; CDU 28946**

VULBEAU Alain

INSTITUT DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE. PARIS

**Du tag au tag. Préface de Georges Lapassade, introd. de J.-P. Rosenczweig**

*Paris : Desclée de Brouwer, 1992.- 110 p., coll. Epi / Habiter*

Analyse du phénomène social et urbain du tag, ces signatures répétitives et colorées qui envahissent les murs des grandes villes. Pollution visuelle pour les uns, art urbain et expression d'un malaise social pour les autres, l'auteur éclaire le débat en analysant en détail les motivations des tagueurs.

**CDU 28299**

WALGRAVE Lode

**Délinquance systématisée des jeunes et vulnérabilité sociétale : essai de construction d'une théorie intégrative**

Genève : Ed. Médecine et hygiène ; Paris : Méridiens Klincksieck, 1992.- 154 p., bibliogr., tabl., stat., coll. *Déviance et société*

**CESDIP ; IHESI 613.1**

CIUDICELLI A.

**La caillera**

Paris : Ed. Jacques Bertoin, 1991.- 216 p.

Journaliste à Libération, et spécialiste de la banlieue et de la violence urbaine, l'auteur donne un aperçu de différentes bandes et d'événements violents liés à ce phénomène.

**ADRI 11A/80**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Jeunesse et sécurité**

*C. DE LA SECURITE INTERIEURE. (FRA). n° 5, mai juill. 1991.- 317 p., bibliogr.*

Les représentations de la jeunesse comme groupe social ont varié au cours de l'histoire : tantôt perçus comme dangereux, tantôt considérés comme victimes, les jeunes ont de tout temps, introduit dans la société du trouble, plus ou moins bien intégré à l'ordre social. Ce numéro, consacré à l'analyse de ces phénomènes, montre que la jeunesse est souvent perçue comme facteur d'insécurité, mais aussi qu'elle vit également des situations d'insécurité : les différents articles tente de penser ensemble ces deux préoccupations, et de dégager de nouveaux modes de régulation de la violence juvénile. Au sommaire : Les jeunes et la violence (O. Galland) ; Les jeunes entre sécurité et liberté (A. Percheron, B. Roy) ; Le risque à l'adolescence, à partir des enquêtes épidémiologiques (M. Choquet) ; Le sentiment d'insécurité chez l'adolescent, approche psychanalytique (C. Faugeron) ; Les représentations sociales de la jeunesse comme facteurs d'insécurité ? (G. Mauger) ; Sur les bandes de jeunes (F. Dubet) ; Notes sur la criminalité juvénile et ses approches en Grande-Bretagne (P. Mignon) ; Tags et services publics, de la nature du trouble aux ripostes (S. Kokoreff) ; Jeunesse délinquante, quelles réponses institutionnelles ? (D. Bellet) ; Jeunesse et police, le travail policier (D. Duglery) ; Les mineurs délinquants, la police et la justice (R. Porcher).

**CDU 25318 ; IHESI**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Jeunesse et sécurité**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 5, mai-juil. 1991.- 321 p., bibliogr.*

« La jeunesse a peur et fait peur. C'est l'âge de tous les dangers. Mais un père n'est pas un policier et une mère n'est pas un juge ». Echech de l'éducation ? Société coupable ? Policiers, psychologues, magistrats et chercheurs tentent de dégager de nouveaux modes de régulation de la violence juvénile.

**CDU ; IHESI**

KOKOREFF Serge

**Tags et zoulous : une nouvelle violence urbaine**

*ESPRIT, n° 169, tome 2, 1991.- pp. 23-36 (La France des banlieues)*

**IHESI ; ADRI**

LAPASSADE Georges ; ROUSSELOT Philippe

**Le rap ou la fureur de dire**

Paris : Ed. Loris Talmart, 1990.- 126 p., bibliogr.

**IHESI 613**

LOUIS P. ; PRINAZ L.

**Skinheads, taggers, zulus & co : essai**

1990; *La Table Ronde*; Paris; 235 p.; FRA

**PASCAL**

## 2. les adultes, les femmes, les personnes âgées, la famille

VOURC'H Catherine ; MENNETRIER Gwendoline

### **Sécurité femmes : l'approche différenciée par sexe est-elle pertinente en matière de sécurité urbaine ?**

Paris : FESU, 2000.- coll. *Sécurité et démocratie*

**IHESI 531 ; Sources d'Europe**

DRAY Dominique

### **Victimes en souffrance : une ethnographie de l'agression à Aulnay-sous-Bois**

Paris : LGDJ, MSH, 1999.- 318 p., coll. *Droit et société n° 25*

Ce livre retrace une expérience ethnographique vécue à Aulnay-sous-Bois où, pendant quatre ans, l'auteur a travaillé au contact d'une centaine de victimes d'agressions physiques et de cambriolages. Victimes en souffrance : non seulement parce que l'univers émotionnel des victimes et de leurs familiers se trouve douloureusement ébranlé, mais - comme on dit d'une lettre qu'elle reste en souffrance - parce que la plainte n'aboutit pas et que les agresseurs ne sont ni pris, ni donc jugés.

**BPI**

FORUM EUROPEEN POUR LA SECURITE URBAINE

### **Implications des habitants dans les stratégies locales de prévention et de lutte contre les toxicomanies**

Paris : FESU, juin 1998.- coll. *Sécurité et démocratie*

**IHESI ; Sources d'Europe**

ANDRE C. ; LELORD F. ; LEGERON P. ; REIGNIER A. ; DELATTRE A.

### **Etude contrôlée sur l'efficacité à 6 mois d'une prise en charge précoce de 132 conducteurs d'autobus victimes d'agression./ Effectiveness of early intervention on 132 bus drivers victims of aggressions : a controlled study**

ISSN 0013-7006; Coden ENCEAN; VOL. 23; NO. 1; PP. 65-71; 1997; ABS. eng; BIBL. 32 ref.; *L'Encéphale* : (Paris); FRA

Les séquelles de traumatismes psychiques, longtemps étudiées au travers des « névroses de guerre » peuvent aussi survenir à la suite de traumatismes en milieu civil. Les conducteurs de bus des grandes villes sont ainsi fréquemment exposés à des agressions. Pendant cinq mois, les machinistes de la plus grande entreprise française de transports urbains (RATP) victimes d'une agression ont participé à une étude destinée à évaluer les bénéfices d'un suivi cognitivo-comportemental simple et précoce, reçu dans les suites immédiates de l'agression ; soit un total de 132 machinistes, composé d'un groupe contrôle (67), qui recevait l'assistance habituelle en pareil cas de la part des services médicaux-sociaux de l'entreprise, et d'un groupe suivi (65) qui recevait en plus une série de une à six séances comprenant (ré-évaluation de l'agression, relaxation, jeux de rôle, restructuration cognitive). Les sujets étaient évalués par auto-questionnaires quelques jours après l'agression, et réévalués six mois plus tard. Les résultats permettent de mettre en évidence une amélioration statistiquement significative à six mois, chez les machinistes suivis, des niveaux mesurés d'anxiété (échelle HAD) et d'intrusion du souvenir traumatique (échelle d'Horowitz). Il semble qu'un suivi précoce et structuré soit de nature à diminuer l'impact à moyen terme des agressions subies par les machinistes dans l'exercice de leur profession.

**PASCAL**

CANNAT Noël

### **L'honneur des pauvres. Valeurs et stratégies des populations dominées à l'heure de la mondialisation**

Paris : Ed. Charles Léopold Mayer, FPH, 1997.- 168 p., bibliogr. (*Documents de réflexion et d'action pour le futur, Dossier FPH n° DD77*)

Avant dix ans, la moitié de la population mondiale vivra dans les agglomérations : 33 d'entre elles dépasseront les 10 millions d'habitants et 90 % des « pauvres absolus » seront des citadins. Quels espoirs donc pour les exclus dans ces métropoles ? Au cours des six dernières années, l'auteur a parcouru le monde en quête de signes d'éveil chez les plus démunis. Ce sont ses notes de voyage qu'il

nous livre ici avec la conviction que les peuples naguère dominés par les pays occidentaux leur lancent aujourd'hui un défi : celui d'apprendre « à exister les uns par les autres », comme l'écrit Thiery Verhelst, au lieu de « coexister » dans la peur. # Point of view on poverty, social relationships and struggles.

**CA C9866**

CARIO Robert

**Les femmes résistent au crime**

Paris : L'Harmattan, 1997.- 190 p., coll. *Transdisciplines*

**CDU**

CASTELAIN-MEUNIER Christine

**Des liens téléphoniques entre des pères gardiens et leurs enfants**

RESEAUX, CNET, n° 82-83, juil. 1997.- pp. 169-185

Numéro spécial sur la sociologie du téléphone.

**CDU**

HORENSTEIN M.

**Les enseignants, victimes de la violence**

Paris : DEP - IHESI, 1997

**IHESI**

PAIN Rachel H.

**Old age and ageism in urban research : the case of fear of crime**

INTERNATIONAL J. OF URBAN AND REGIONAL RESEARCH. (GBR). vol. 21, n° 1, mars 1997.- pp. 117-128, bibliogr.

La reconnaissance du fait que la vieillesse est construite culturellement figure parmi les nouvelles approches théoriques du vieillissement. Cette approche est utilisée ici pour la compréhension de la peur liée à la criminalité. De nombreuses difficultés dans les recherches antérieures paraissent dues à des problèmes épistémologiques, dont un phénomène de discrimination en raison de l'âge, basé sur le présupposé d'un rapport entre vieillesse et peur du crime. Au contraire, l'âge n'apparaît que comme l'une des dimensions par lesquelles les individus se situent ou sont situés par les autres, par rapport au risque du crime. Les contextes locaux, l'expérience personnelle et d'autres facteurs d'identité sociale sont impliqués dans la constitution de la peur de chaque individu. Bien que le rôle du vieillissement puisse être compris dans le cadre de relations de pouvoir, ses impacts négatifs et positifs sur les réactions en face du crime demandent à être examinées. Par ailleurs, une analyse similaire pourrait s'appliquer à d'autres domaines de la recherche urbaine.

**CDU**

COMBESQUE Marie-Agnès

**Le racisme, de l'injure au meurtre**

Paris : Ed. Syros, 1996.- 109 p., coll. *J'accuse*

**BPI**

DAMON Julien

**La gare des sans-abri. Un miroir de la question sociale**

ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. (FRA). n° 71, juin 1996.- pp. 120-126, phot., bibliogr. (*Gares en mouvements*)

Espaces centraux de la société de mobilité, les grandes gares sont aussi le refuge des divers sans-abri qui y recherchent entraide, échange de services, petits boulots et assistance. La répression de la marginalité étant aussi vaine que contraire à l'éthique des droits de l'homme, les gestionnaires des gares sont devenus des partenaires actifs de la solidarité sociale. Les gares forment ainsi le théâtre du ping-pong administratif qui renvoie le sans-abri d'une institution à l'autre. Autre acceptation du lieu-mouvement.

**CDU**

ESTERLE-HEDIBEL Maryse

**Le risque, la norme et le groupe. in Etude de la perception du risque selon les différents groupes sociaux**

CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 25, sept. 1996. - 240 p. (*Routes, espaces incertains*)  
Progrès, liberté, mais aussi mort et désolation. La route en tant qu'espace public pose la question complexe de sa sécurité. L'étude des comportements de conduite, du système réglementaire, et de la prévention de l'insécurité routière permettent de mieux comprendre cet espace incertain qu'est la route.  
**CDU ; IHESI**

GALLOT Didier ; MAILLARD Jean de  
**Les automobilistes politiquement incorrects**  
*Paris : Ed. Albin SA, 1996. - 259 p.*

Ouvrage en forme de débat de société sur le rôle des automobilistes/citoyens face à l'ordre moral. Les auteurs, en cinq chapitres romancés de manière ironique, veulent pointer certaines idées reçues sur le comportement soi-disant dangereux des automobilistes en France. Le contentieux de la circulation, s'il représente environ un tiers de l'activité répressive des tribunaux correctionnels, sert surtout de prétexte pour masquer le malaise judiciaire. Celui-ci paraît lié à une « passion » récente de l'État pour la « délinquance routière » à travers une action politique et bureaucratique excessivement répressive.  
**CDU 33321**

DECUGIS Jean-Michel ; ZEMOURI Aziz  
**Paroles de banlieues**  
*Paris : Plon, 1995. - 229 p.*

Les habitants des banlieues franciliennes s'expriment sur les HLM, la drogue, le travail, la famille, la religion, le sexe, les médias, les institutions, la politique, la police, l'école, la violence, la prostitution, les vols.  
**IA 37185 ; IHESI 531**

DELCROIX Catherine  
ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE (APS) DE NANTES  
**Une nouvelle approche de la prévention de la délinquance des jeunes maghrébins : le rôle social des pères**  
*Paris : Agence pour le développement des relations interculturelles, 1995. - 42 p., coll. Savoirs et perspectives*  
L'expérience qui est relatée dans ce document a été menée à Nantes par l'équipe des travailleurs sociaux de l'APS, de mars 1992 à décembre 1993. L'APS a pour mission de prévenir la délinquance des jeunes sur l'ensemble des cinq quartiers d'habitat social du nord de Nantes (soit environ 16.000 habitants). Elle dispose d'une équipe de sept travailleurs sociaux et d'une secrétaire. Au sommaire : origine du projet, présentation du quartier, méthodologie, analyse des entretiens, conséquences de l'enquête sur les pratiques professionnelles.  
**ADRI**

FILIZZOLA Gina ; LOPEZ Gérard  
**Victimes et victimologie**  
*Paris : PUF, 1995. - 127 p., bibliogr., coll. Que sais-je ? n° 3040*

Inscription de la victime dans l'histoire. De la victimologie classique à la victimologie aujourd'hui. Les différents abords de la victime. L'actualité : définition de la victime et conséquences de l'acte subi. L'aide et l'accompagnement des victimes.  
**BPI**

RUBIO Marie-Nicole ; IMBERT Francis ; TAOLI Michèle ; LEMMEL Gilles ; MELJAC Claire ; MESMIN Claude ; EZEMBE Ferdinand ; DAHOUN Zerdalia K.S. ; CEU CUNHA Maria do ; ESSASSI Betsam ; POTTIEZ Daniel ; DOUVILLE Olivier ; OTTAVI Laurent ; DORAY Bernard  
**Les « psy » en banlieue**  
*MIGRANTS FORMATION, n° 103, 1995. - 180 p., bibliogr.*  
**IHESI 672**

ROBERT P. ; ZAUBERMAN R.  
**Du côté des victimes : un autre regard sur la délinquance./ On the victims'side: an other look at delinquency**  
*L'Harmattan; Paris; ISBN 2-7384-3971-3; 295 p.; 21,4 x 13,4 cm; annexes; FRA; 1995*

Les auteurs observent les victimes à partir d'enquêtes de victimation et constatent que pour diverses mésaventures (vol, viol) celles-ci peuvent être vécues très différemment et alimenter un plus ou moins grand sentiment d'insécurité. Les auteurs analysent leur comportement de plainte et rendent compte d'une faible réponse des services publics, des assurances et des marchands de sécurité, aux besoins et attentes des victimes

**FRANCIS ; CESDIP**

NORMANDEAU André

**Chronique de criminologie. Le sentiment d'insécurité des femmes face à la criminalité**

*REVUE DE SCIENCE CRIMINELLE ET DE DROIT PENAL COMPARE, n° 4, oct.-déc. 1994. - pp.805-811, bibliogr., tabl.*

**IHESI**

OVAERE Florence

BANLIEUESCOPIES. PARIS ; FONDS D'ACTION SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET LEURS FAMILLES. PARIS ; DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE ; CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS. PARIS

**Garges-lès-Gonesse, la Dame blanche : « pourquoi on n'entend plus rien ? »**

*Paris : Banlieuescopies, 1994. - 96 p. (document pour le compte de la DIV, du FAS, de la CDC)*

Ce rapport s'inscrit dans le cadre d'une étude portant sur huit sites, avec pour mission d'étudier l'évolution des modes de vie des familles et le rôle des parents dans l'éducation des enfants ; l'évolution des pratiques des jeunes vis-à-vis de l'école, les loisirs ; les modes de socialisation, le rapport aux associations et à certaines institutions publiques ; les initiatives des habitants dans divers domaines (culture, habitat, santé...). Cette étude met en évidence les difficultés croissantes du quartier de la Dame blanche (délinquance, paupérisation), analyse les rapports des jeunes aux institutions et services publics, le positionnement des adultes (entre crainte et soutien).

**DRE 7651**

**Vieillir en ville./ Getting old in urban areas**

*ISSN 0151-0193; NO. 69; 1994; 183 p.; BIBL. 46 ref.; Gérontologie et société; FRA*

Vieillir en ville est une particularité de notre époque moderne, et bien vieillir en ville n'est plus chose impossible, même si les aspects négatifs de ce cadre de vie restent très nombreux, surtout pour la population âgée. Ce numéro vise à mettre en évidence les avantages, mais aussi les inconvénients de la ville, pour cette classe d'âge particulière. Mais d'abord qu'est-ce que la ville ? Quelle est la définition de la population urbaine ? Les problèmes de logement et d'accès au logement sont abordés à travers des exemples précis, à Paris, Londres (Angleterre), Niort (Deux-Sèvres), Roanne (Loire), pour les retraités mais également pour les personnes handicapées. La sécurité en ville des personnes âgées face à la violence, mais également aux risques de la circulation. Enfin, les espaces publics sont présentés comme des lieux privilégiés de sociabilité, permettant des rencontres ou la rencontre. Car la ville, après tout, n'est-ce pas le lieu où nous devons vivre ensemble, et dans de meilleures conditions ?

**FRANCIS**

ILE-DE-FRANCE (PREFECTURE). DELEGATION REGIONALE AUX DROITS DES FEMMES ; ILE-DE-FRANCE (REGION)

**Violences à l'encontre des femmes. Rapport de l'un des groupes de travail pour la préparation de la IVe conférence mondiale sur les femmes**

*Paris : Préf. d'Ile-de-France, 1995. - 81 p., tabl. (extrait de l'ouvrage « Les françaises en marche pour le XXIe siècle », publié sous l'égide des min. des Affaires sociales et des Affaires étrangères)*

**DRE 7963**

SCHNEE Thomas ; GODFARD Dominique ; THOMAS Louis-Vincent

**Sociétés en éclats. Quand les exclus contribuent au changement : récits de chercheurs**

*1992; Syros; Paris; 191 p.; BIBL. 2 p.; FRA*

Comment la recherche en sciences sociales contribue-t-elle concrètement au changement social ? Comment la compréhension des phénomènes de pouvoir, de domination, d'exclusion aide-t-elle à affirmer des identités, à donner force aux plus faibles ? Comment les intéressés participent-ils aux projets qui les concernent ? Quels liens entre la recherche et l'action ? Thomas Schnee et Dominique Godfard sont partis à la rencontre de quelques chercheurs appartenant au réseau de l'Association de recherche

coopérative internationale (ARC), fondée par Paul-Henry Chombart de Lauwe. Il en résulte un livre à plusieurs voix qui choisit le terrain comme point de départ et d'aboutissement du travail scientifique. Neuf auteurs, hommes et femmes venus de France, d'Amérique, d'Afrique et d'Asie, nous parlent de leur démarche sociologique ; les uns sont des militants impliqués clairement dans le combat, les autres, des chercheurs engagés ; mais tous se livrent à la recherche-action pour le mieux-être des oubliés, des exclus, des dominés ou exploités en tout genre, qu'ils appartiennent à la ville ou au monde rural (habitants des quartiers périphériques, groupes de femmes, de jeunes, immigrés de retour au pays, etc.). Cinq interviews et quatre récits racontés dans un style vivant permettent au lecteur non spécialiste de saisir la réalité de la recherche en sciences sociales.

**PASCAL ; CDU 28177**

#### **Dossier : enquêtes sur la peur**

*INFORMATIONS SOCIALES. (FRA). n° 24, 1992.- pp. 2-146, bibliogr.*

Ce dossier fait le point sur l'expérience de la peur et des façons de la « traiter » dans l'exercice des professions du secteur social ou des métiers exposés à des situations à risque : policiers, surveillants de prison, enseignants. Après une approche théorique sur l'agressivité, sont abordés la psychologie, la psychanalyse, l'ergonomie, la psychodynamique dans la gestion de la peur.

**CDU**

ROBERT Philippe ; ZAUBERMAN Renée ; LEW FAI Renée

CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES SUR LE DROIT ET LES INSTITUTIONS PENALES.  
PARIS

#### **Enquêtes locales de victimisation : deux tests en milieu urbain**

*Paris : CESDIP, 1991.- 123 p., tabl., bibliogr. (convention n° 03.90 de la DIV)*

L'étude rend compte de deux enquêtes urbaines de victimisation conduites, l'une dans une agglomération de la banlieue parisienne, l'autre dans une grande agglomération régionale. Sont analysées les victimes et les victimisations : fréquence des victimisations, caractéristiques des victimes, circonstances, réactions, recours ainsi que les différentes façons d'être victime.

**IA 32319 ; CESDIP**

HUGONOT Robert

#### **Violences contre les vieux**

*Toulouse : Erès, 1990.- 140 p.*

Ouvrage destiné à ceux qui se préoccupent de l'amélioration des conditions de vie des plus âgés.

**BPI**

### **3. les immigrés**

MARCY Pierre

#### **Enfants perdus de l'Islam. Des cités au terrorisme : la manipulation**

*Paris : L'Harmattan, 1999.- 167 p.*

La Courneuve, cité des Peintres. Ce qui aurait pu n'être qu'une chronique de l'ennui et de la délinquance ordinaire va rapidement devenir, pour Rachid et Fabrice, le récit d'une descente aux enfers. Désœuvrés, désocialisés, ils sont la proie idéale pour Youssef, le « recruteur », l'islamiste radical dont le masque ne tombe que tardivement. Trompés, manipulés, entraînés dans un processus qui finira par les broyer, ils en subiront toutes les étapes, de la découverte du Livre à entraînement dans les camps d'Afghanistan, du simple service rendu à l'action terroriste la plus violente.

**IHESI 65**

PALIDDA Salvatore

#### **La criminalisation des migrants**

*ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES, n° 129, sept. 1999.- pp. 39-49, bibliogr.*

Au cours de ces dernières années, dans presque toutes les sociétés européennes, les problèmes sociaux ont tendu à être perçus et traités de plus en plus souvent comme des problèmes d'insécurité et attribués de plus en plus systématiquement à l'immigration dite « clandestine » ou aux jeunes d'origine étrangère. Pour rendre compte de ce processus, il faut le rapporter à une tendance globale à la criminalisation de l'immigration, qui a résulté à la fois d'une transformation des représentations dominantes de ce phénomène et d'une inflexion profonde dans les politiques étatiques. Dans un contexte de dégradation économique et sociale persistante des sociétés d'émigration, le phénomène d'immigration a changé de signification, puisqu'il s'accompagne désormais d'une représentation dissociée du cadre légal dans lequel elle s'était jusque-là réalisée. La crise du modèle traditionnel du côté des immigrés et de leurs sociétés d'origine s'accompagne ainsi d'un « consensus » de plus en plus favorable à la criminalisation de l'immigration au sein des sociétés européennes.

**CDU**

LAPEYRONNIE Didier

**L'ordre de l'informe. La construction sociale et politique du racisme dans la société française**

*HOMMES ET MIGRATIONS*, n° 1211, janv.-fév. 1998.- pp. 68-82

La multiplication des actes de discrimination va de pair avec une ségrégation spatiale de plus en plus marquée : les ethnicités se construisent pour se différencier, au besoin par les insultes ou la violence.

**CDU**

VIPREY Mouna

**La non-neutralité du système d'emploi à l'égard des enfants de parents migrants**

*VILLE-ECOLE-INTEGRATION*, n° 113, juin 1998.- pp. 98-117 (*Jeunes, travail et insertion*)

**CNDP ; ADRI**

**Le racisme à l'oeuvre**

*HOMMES ET MIGRATIONS. (FRA)*. n° 1211, janv.-fév. 1998.- pp. 1-111, tabl.

La production institutionnelle du racisme, la montée des pratiques racistes dans le travail et les syndicats, la lutte contre les discriminations à l'embauche à Marseille, la perception de la discrimination par les immigrés, la construction sociale et politique du racisme dans la société française sont abordés. La structuration des jeunes par l'Islam, les électeurs populaires du front national et les discriminations formelles et informelles sur le marché du travail de l'union européenne sont évoqués. Au sommaire : Tabou dans la République (P. Dewitte) ; La production institutionnelle du racisme (M. Wiewiorka) ; Le syndicalisme face à l'espace du racisme (P. Bataille) ; A Marseille, la « préférence locale » contre les discriminations à l'embauche (V. De Rudder, C. Poiret, F. Vourc'h) ; La discrimination, contexte institutionnel et perception par les immigrés (P. Simon) ; L'ordre de l'informe, la construction sociale et politique du racisme dans la société française (D. Lapeyronnie) ; L'Islam des nouvelles générations (F. Khosrokhavar) ; Les représentations de l'électorat populaire du Front national (H. Rey) ; Discrimination formelle et informelle sur le marché du travail européen (J. Wrench).

**IA P.196; CDU**

BATAILLE Philippe

**Le racisme au travail**

Paris : Ed. La Découverte, 1997.- 266 p., coll. *Textes à l'appui*

Négligé, ignoré, le racisme dans l'entreprise est une réalité que la France hésite à aborder de front. Pourtant, les slogans simplistes comme le « retour « au pays », « l'immigration zéro », la « préférence nationale » ont libéré les pulsions xénophobes. Les plaisanteries racistes se renouvellent et se durcissent. Les graffitis, les tags, les autocollants, les tracts, chargent l'ambiance du travail du poids d'un racisme qui peut tourner au harcèlement et aboutir à des violences. Les employeurs ne sont pas en reste, avec la classification raciale des offres d'emploi ou les embauches sélectives. C'est cette réalité méconnue qu'éclaire de façon crue cet ouvrage qui présente les résultats de la première enquête approfondie menée sur le sujet. Sans indulgence particulière pour la CFDT qui a voulu et lancé sa recherche en l'accueillant sur son terrain syndical, P. Bataille dresse un constat inquiétant : dans le secteur public comme dans le privé, d'un commissariat de police à des entreprises de nettoyage, d'un service préfectoral d'accueil aux étrangers à des entreprises de la métallurgie, il décrit de façon très concrète les progrès du racisme dans les pratiques professionnelles. Et il explique également que les syndicalistes, souvent désarmés, résistent inégalement à cette évolution. Pourtant, en se mobilisant dans la lutte pour l'égalité, en dénonçant les injustices et les inégalités, l'acteur syndical peut beaucoup.



## BPI

DUPREZ Dominique

### **Entre discrimination et désaffiliation : l'expérience des jeunes issus de l'immigration maghrébine**

*ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. (FRA).n° 76, sept. 1997.- pp. 79-88, phot., tabl. (Ville, emploi, chômage)*

Nombre de jeunes issus de l'immigration maghrébine habitant des « cités » se sentent mis à l'écart du marché du travail, objectivement « désaffiliés ». Pour eux, l'origine ethnique, la mauvaise réputation de leur quartier ou l'échec scolaire constituent autant d'obstacles à leur entrée dans la vie active. Le repli sur la communauté islamique ou l'investissement dans le travail au noir et les activités illicites comme le trafic de drogues permettent le mode de vie promis par l'école. L'État républicain fait alors face au risque de voir se généraliser une infra-citoyenneté doublement activée par l'exclusion du marché du travail et de la communauté nationale.

**CDU**

### **D'Alsace et d'ailleurs**

*HOMMES ET MIGRATIONS. (FRA). n° 1209, sept.-oct. 1997.- pp. 5-109, phot., tabl., bibliogr.*

Un historique de l'immigration économique et politique, une approche statistique de la démographie de l'immigration en Alsace, l'immigration alsacienne dans le contexte rhénan, la situation originale de l'Islam en Alsace, le Front national en Alsace, la discrimination à l'emploi dans la région, les trajectoires résidentielles et l'accession à la propriété des immigrés en Alsace, l'enseignement des langues et cultures d'origine, la participation des jeunes à la vie scolaire et associative, la violence réelle et la violence vue par les médias en Alsace.

**IA P.196; CDU**

LAPEYRONNIE Didier

### **L'individu et les minorités : la France et la Grande-Bretagne face à leurs immigrés**

*Paris : PUF, 1993.- 361 p., bibliogr., coll. Sociologie d'aujourd'hui*

L'entrée dans un monde postindustriel et postnational, une compétition économique impitoyable qui multiplie les exclus, nécessitent d'apprendre la diversité et de nouveaux mécanismes de solidarité. En comparant deux expériences nationales, l'auteur montre l'épuisement des modèles d'intégration traditionnels et l'inadaptation de l'opposition entre tradition républicaine et gestion communautaire. Nous n'avons pas à choisir entre un univers multiculturel et la défense du citoyen, entre le particulier et l'universel ; il nous faut désormais combiner la diversité et l'unité, les minorités et l'individu.

**IHESI 614.1**

WIEVIORKA Michel ; GASPARD Françoise ; KHOSROW F.

CENTRE D'ANALYSE ET D'INTERVENTION SOCIOLOGIQUE. PARIS ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

### **Acteurs, exclus et politiques de la ville. Séminaire du centre d'analyse et d'interventions sociologiques années 1992-1993 et 1993-1994**

*Paris : CADIS, 1993.- 57 p., bibliogr.*

Ce rapport présente les résultats d'une enquête menée principalement sur le site de Dreux-Vernouillet sur les mécanismes de l'exclusion et le vécu des jeunes étrangers, notamment de culture musulmane. Il est montré que le discours officiel sur l'exclusion et la marginalisation concerne presque exclusivement les garçons. Les mécanismes d'intégration chez les garçons et les filles sont étudiés dans le détail et démonstration est faite que ceux-ci sont différents selon les sexes.

**PU 1997; CDU 29907**

BATTEGAY Alain ; BOUBEKER Ahmed

ASSOCIATION DE RECHERCHES D'INTERVENTIONS ET D'ETUDES SOCIOLOGIQUES ET ETHNOLOGIQUES. BRON ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

### **L'immigration dans les espaces publics : les campagnes médiatiques comme lieux de l'action**

*Lyon : ARIESE, sept. 1992.- 162p., bibliogr.*

Comment, au cours des dix dernières années, l'immigration maghrébine est-elle devenue en France un thème d'actualité ? Actualité à travers une présence physique, dans certains lieux publics ou

institutionnels, mais aussi une présence dans les discours publics et médiatiques. Thèmes analysés : l'attitude des professionnels de la presse et les modes de traitement de l'immigration, les discours publics et l'enchaînement des actualités à l'occasion de fractures sociales (Les Minguettes, Vaulx-en-Velin,...). Les événements et les contextes de la médiatisation où une reconnaissance symbolique de l'identité « beur » alimente le débat public, à l'occasion d'événements tels que la Guerre du Golfe, l'Affaire de la mosquée de Lyon, etc.

**PU 1838; CDU 27092; DCN 25-A-193; IAB 2989**

FRANCE. MISSION INTERMINISTERIELLE RECHERCHE-EXPERIMENTATION

**France, société pluri-ethnique. Quelques recherches sur l'immigration MIRE 1985-90**

*Sl. : MIRE, 1991. - 265 p., tabl.*

Ce recueil essaie de lier les étapes du lancement du programme de recherche sur l'immigration, conduit entre 1984 et 1990, aux remarques présentées dans le rapport de J. Voisard sur l'amélioration de la connaissance de l'immigration. Il aborde ce thème sous différents aspects ; recherches en cours sur ce sujet, caractéristiques des communautés, identité ethnique, main-d'oeuvre, insertion socio-professionnelle, aspects culturels, mode de consommation, logement, solidarités et statistiques pénales. Plusieurs cas sont approfondis, l'immigration dans une cité industrielle, celle du Creusot, les arméniens de Paris, des destins de migrants notamment.

**CDU 25700**

JELEN Christian

**Ils feront de bons français : enquête sur l'assimilation des maghrébins**

*Paris : Laffont, 1991. - 233 p., coll. Notre époque)*

Malgré le chômage, malgré les échecs scolaires trop nombreux, malgré la délinquance élevée, l'enquête sur le terrain montre que l'intégration des maghrébins est un processus largement entamé, irréversible. Cette intégration a pour élément moteur une élite de culture française, assimilée, dont les réussites prouvent qu'ils ne sont pas les victimes d'une société inhumaine qui les rejette dans un pays qui est resté fidèle à sa tradition assimilatrice.

**IA 30210**

TOURNIER Pierre ; ROBERT Philippe

**Etrangers et délinquances : les chiffres du débat**

*Paris : L'Harmattan, 1991. - 264 p.*

**CESDIP**

#### **4. l'étranger, les SDF, les tziganes, ...**

VEXLIARD Alexandre

**Le clochard**

*Paris : Desclée de Brouwer, 1998. - 493 p., bibliogr. (1<sup>ère</sup> éd. 1957)*

Paru en 1957, cet ouvrage est devenu une référence. Première grande recherche de terrain sur l'exclusion sociale, il permet en effet de reconnaître la diversité d'une population souvent perçue comme homogène et de comprendre la logique des processus de désocialisation. Dans la première partie, l'auteur décrit la vie quotidienne des sans-abri et commente les diverses théories explicatives du vagabondage. Il bâtit ensuite une typologie fondée sur l'importance respective des facteurs sociaux et psychologiques chez les individus. Dans la seconde partie, il rend compte d'entretiens et d'observations associant les méthodes de la psychologie et de la sociologie, menés auprès d'une soixantaine de clochards. Il conclut, dans une dernière partie, par quelques questions théoriques et pratiques concernant la personnalité du clochard et les moyens de traiter ce phénomène.

**CDU 37875**

**L'urbanité réconciliée. L'habitat adapté : un enjeu de citoyenneté**

*ETUDES TSIGANES. (FRA). vol. 11, 1998. - 199 p., ill., notes*

Les différents auteurs des articles, reprenant les actes du colloque de l'UNISAT des 13 et 14 novembre 1997, s'interrogent sur le rapport des tsiganes et des gens du voyage à la ville s'inscrivant dans la pratique de l'exclusion sociale. La caravane constitue un habitat à part entière. Bernard Provot et Daniel Merchat étudient successivement les modalités législatives de stationnement de ces populations et leurs inadaptations, révélant une discrimination. Gérard Monédiaire rend compte des causes du droit positif et de sa mise en oeuvre, pour envisager des perspectives de réforme. Bernard Drobenko présente l'exemple des difficultés de la commune de Riom pour la modification de son POS, afin de créer un emplacement réservé pour l'accueil de gens du voyage. Alain Reyniers étudie l'allongement des étapes et s'interroge sur leur mobilité. Luc Monnin analyse les « bons » critères de choix pour réaliser une aire d'accueil. Liliane Rioux éclaire les liens existants entre territoire et identité chez les gens du voyage. Les trois derniers articles présentent des exemples d'accueil des gens du voyage : l'opération d'habitat pour un groupe familial à Saint-Pierre-de-Mons ; les terrains familiaux en Charente ; les terrains familiaux de Verrières-le-Buisson. En fin d'ouvrage, sont présentés les moyens de financement, la conclusion du colloque de l'UNISAT et les oeuvres musicales, cinématographiques et littéraires sur ce thème.

**CDU 38981**

HENRY Patrick ; BORDE Marie-Pierre

### **La vie pour rien**

*Paris : R. Laffont, 1997. - 312 p.*

Une infirmière et un médecin, devenus travailleurs sociaux, témoignent de leur expérience auprès des sans-abri, d'abord au Centre d'hébergement de la Maison de Nanterre, ensuite au sein de la RATP. Loin des discours théoriques, ils relatent leur parcours personnel et leurs relations avec ces exclus. Un éclairage authentique est ainsi proposé sur les problèmes que rencontrent ces personnes (alcoolisme, drogue, solitude...), sur le processus de clochardisation et sur les difficultés de la réinsertion sociale.

**CDU 35304**

PROVOT Bernard ; AUBIN Emmanuel ; LEVY Paul ; LACROIX François ; TELLIER Christine ; MONNIN Luc ; GUIRAUD Jean-Claude

### **L'urbanité en défaut**

*ETUDES TSIGANES. (FRA). n° 7, 1er trim. 1996. - 192 p.*

Les terrains d'accueil des itinérants, tsiganes et gens du voyage, méritent-ils leur appellation ? Comment s'y retrouver, dans le maquis d'une législation qui demeure ambiguë, aussi bien celle du 3 janvier 1969 sur l'exercice des activités ambulantes que celle du 31 mai 1990 sur le droit à l'habitat et l'obligation d'accueil faite aux communes de plus de 5.000 habitants ? Ce numéro, prenant appui sur l'analyse critique du droit à l'encontre des nomades depuis le début du siècle, sur celles des conditions effectives d'accueil en des lieux désignés, invite à une démarche qui prenne en compte leur citoyenneté, et propose des conditions d'habitat adaptées à leur mode de vie, qui soient soucieuses de leur attache territoriale et de leur stabilité sociale.

**DK 121112; CDU 38919**

MOREAU DE BELLAING Louis ; GUILLOU Jacques

### **Les sans domicile fixe. Un phénomène d'errance**

*Paris : L'Harmattan, 1995. - 270 p.*

Le monde des sans domicile fixe (SDF) est analysé autour de quelques thèmes comme l'histoire, les jeunes, les statuts, les problèmes, les espaces, les conditions de vie, les relations, la culture et l'avenir. L'errance est une manière de vivre qui a pris, au cours de l'histoire, des formes plus ou moins tolérées comme le vagabondage. Les jeunes SDF sont attachés à leur temps comme les autres jeunes mais l'adaptent à leur nouvelle condition. Dans l'errance, les SDF ont des statuts particuliers qui sont conditionnés par leur âge, leur sexe, leur statut professionnel et familial, leur origine sociale, géographique et socioprofessionnelle, leur métier avant l'errance et après. Ils ont été conduits à l'errance par des facteurs économiques ainsi que sociaux, psychologiques ou culturels. Les SDF se « relationnent » entre eux, recherchent du travail, errent et exercent certaines formes de violence. Leur espace est celui de la grande ville ou des petites villes spécialisées dans une activité. Ils ont une culture spécifique, ils ont d'eux-mêmes une image dévalorisée qui contribue à leur impuissance à s'en sortir et ils sont considérés comme des boucs émissaires dans les sociétés modernes.

**CDU 33104**

GABORIAU Patrick

**Clochard. L'univers d'un groupe de sans-abri parisiens**

*Paris : Julliard, 1993. - 235 p., notes, bibliogr.*

Cet ouvrage écrit par un ethnologue retrace la vie quotidienne des clochards, leurs goûts, leurs habitudes, leur alimentation, leurs rapports sociaux. L'auteur livre ici les résultats de deux ans d'enquête auprès d'un groupe de SDF parisiens. Il s'agit d'une analyse de la pauvreté basée sur une démarche ethnologique rigoureuse.

**CDU 31497**

LANZARINI Corinne

RECHERCHES EVALUATIONS SOCIOLOGIQUES SUR LE SOCIAL LA SANTE ET LES ACTIONS COMMUNAUTAIRES ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

**Les sortants de prison : stigmates et reconversion**

*Paris : RESSCOM, avr. 1993. - 57p., bibliogr.*

Enquête sociologique réalisée auprès de sans domicile fixe (SDF) sortant de prison, dans laquelle est retracée leur «carrière »et leur biographie. Il s'agit de comprendre les difficultés rencontrées par ces personnes pour se réinsérer dans la vie sociale à travers leur propre discours sur leur trajectoire sociale.

**PU 1892; CDU 28328; DCN 25-A-214**

TERROLLE Daniel ; AMISTANI Carole ; JOUENNE Noël ; TEISSONNIERES Gilles

FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

**Errances urbaines recherche en ethnologie urbaine**

*Les-Martres-de-Veyres : Association Passages, 1993. - 230 p., tabl., bibliogr.*

Recherche sur les rythmes de vie saisonniers des sans domicile fixe. Analyse des besoins de cette population et des interactions qu'elles entretiennent avec les institutions. A travers des enquêtes menées à Paris et Clermont-Ferrand, l'hébergement, l'alimentation, les vêtements, la santé et l'hygiène de ces personnes en difficulté sont évalués.

**PU 1934; CDU 28912; IA 36033; DCN 25-A-362**

## 4. L'ARSENAL INSTITUTIONNEL

### 1. politiques de prévention et de sécurité

AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET D'URBANISME DE LA METROPOLE LILLOISE. LILLE ;  
COMMUNAUTE URBAINE DE LILLE. LILLE

#### **Atlas des politiques de la ville 1995-1998**

*Lille : Observatoire des évolutions sociales et urbaines, 1999. - 74 p., cartes coul., tabl.*

La politique de la ville touche à la fois l'économique, le social et l'urbain. Elle est conduite par l'Etat, les collectivités territoriales et les associations. Elle est aujourd'hui constituée de nombreux textes législatifs, de procédures spécifiques et de moyens financiers qui lui sont propres. Autant de raisons pour rassembler dans un seul document des dispositifs de natures variées mis en oeuvre sur un nombre démultiplié de territoires. Cet atlas est organisé en trois parties : 1- une série de cartes métropolitaines présente les politiques de l'Etat en faveur des quartiers prioritaires : contrats de ville, zones urbaines sensibles..., la géographie « ville renouvelée » de la Communauté urbaine de Lille, des dispositifs d'insertion sociale et économique, les outils d'intervention dans le parc privé ancien, les dispositifs de gestion de la demande de logement social, enfin les dispositifs locaux de lutte contre la toximanie et la délinquance ; 2- les périmètres de la politique de la ville, ville par ville, sont repris pour celles concernées par la signature du contrat de ville, de 1995 à 1998 ; 3- les bilans des politiques intercommunales portant par exemple sur les missions locales, les plans locaux d'insertion et les contrats emplois jeunes.

**DCN 19-822; IA 40231**

BÉNIT Claire

#### **Politiques de la ville et violences urbaines. in Regards sur la politique de la ville**

*C. DE L'AURIF. (FRA). n° 123, 2<sup>ème</sup> trim. 1999. - pp. 193-214, phot.*

La médiatisation récente des expressions les plus extrêmes de la violence urbaine met l'accent sur l'effet de masse puisque la ville est l'espace de la concentration et de la densité. La caractérisation de ces violences urbaines rend presque naturel leur traitement spécifique au sein de la politique de la ville. On peut souligner le parallélisme frappant entre les vagues d'émeute urbaines et les relances successives des politiques de la ville. A travers plusieurs études de cas, les tentatives de traitement de la violence par les dispositifs locaux élaborés dans le cadre de la politique de la ville sont analysés. La nécessité d'être opérationnel a largement modelé les outils successifs mis en place dans les quartiers dits sensibles. Leur multiplicité en signale les limites et leur évolution témoigne du recentrage des réponses à la violence autour d'une police et d'une justice progressivement territorialisées.

**IA P.117; CDU**

BRIVET Xavier ; DUCUING Olivier ; CHALLIOL Brigitte

#### **Contrats locaux de sécurité : premier bilan mitigé**

*G. DES COMMUNES. (FRA). n° 1487, 1<sup>er</sup> fév. 1999. - pp. 22-32, tabl., phot.*

Les contrats locaux de sécurité (CLS) devraient permettre une meilleure articulation entre police nationale, polices municipales et agents locaux de médiation sociale. La mission Karsenty a montré la faible adéquation entre CLS et délinquance, l'existence d'un partenariat limité, l'insuffisance des diagnostics locaux de sécurité. La Communauté urbaine de Lille a consacré entièrement son CLS aux transports publics. La ville d'Aix-en-Provence devrait signer un CLS à la fin février 1999. Les principes qui doivent présider à l'élaboration d'un CLS sont exposés.

**IA P.188; CDU ; IHESI**

CHAMBRON Nicole

#### **Réduire l'insécurité : peut-on apprécier l'impact des politiques locales ?**

*POLITIQUES ET MANAGEMENT PUBLIC. (FRA). vol. 17, n° 3, sept. 1999. - pp. 151-169, fig., bibliogr.*

Les politiques locales de lutte contre l'insécurité en France possèdent plusieurs handicaps en matière de mesure ou d'évaluation. Ils sont liés à la conception originale de la politique de la ville, au début des années 80, qui met l'accent sur la prévention sociale de la délinquance, et sur la nécessaire

transversalité des actions publiques. A la nature souvent monographique et géographique des diagnostics préalables, et à l'enjeu politique local, les questions de sécurité ont pris un statut de premier plan lors des élections. De plus, les dialectiques, oppositions et bipolarisations du type Etat/collectivités locales, auteurs/victimes, intégration/exclusion, prévention/répression s'avèrent désormais insuffisantes. Plusieurs approches sont possibles pour évaluer l'insécurité : les enquêtes de victimation ou d'estimation du coût du crime, l'approche en fonction de la signification des actes, ou par la recherche de déterminants socio-économiques, ou bien le type de responsabilité (pénale, non respect des arrêtés municipaux, incivilité). Après avoir proposé quelques axes d'action, l'auteur souligne l'importance des perceptions et les facteurs aggravants le sentiment d'insécurité.

**CDU**

DIEU François

**Politiques publiques de sécurité**

*Paris : L'Harmattan, 1999. - 253 p., bibliogr., coll. Sécurité et société*

Cet ouvrage, s'adressant aux chercheurs, aux étudiants, aux praticiens responsables et aux acteurs de la sécurité, présente les différentes politiques publiques de sécurité mises en œuvre en France depuis une vingtaine d'années. Cette évocation de l'action publique dans les territoires urbains et ruraux conduit à aborder les principaux thèmes actuellement au centre des réflexions sur ce sujet : la prévention de la délinquance, la politique de la ville, les contrats locaux de sécurité, l'aménagement du territoire, la police de proximité, la sécurité intérieure, le redéploiement des forces de police et de gendarmerie.

**CDU 50649**

DRAY Julien

**Etat de violence**

*Paris : Editions n° 1, 1999. - 216 p.*

En 1999, la violence urbaine est omniprésente en France, elle s'exerce non seulement dans les cités, mais aussi à l'école ou dans les transports en commun. Que faire quand les repères familiaux ont changé, quand la violence devient objet de culte, ou partie intégrante d'un système économique et que la police est débordée ? L'auteur préconise une mobilisation générale pour sortir de l'engrenage de la violence et de l'insécurité.

**IA 40445; CDU 39893**

DUJOLS Dominique ; BOUSQUET Richard

**Sécurité**

*HABITAT ET SOCIETE. (FRA). n° 13, mars 1999. - pp. 22-31, phot.*

Après une clarification des concepts et des responsabilités en matière de sécurité, les contrats locaux de sécurité sont examinés, la mobilisation des acteurs et les trois types d'actions entreprises ainsi que les appréciations critiques du rapport d'étape de la mission interministérielle d'évaluation. Les trois exemples de contrats locaux de sécurité de Montreuil, Besançon et Montauban montrent que la participation des organismes HLM est d'autant mieux assurée que le partenariat local est riche et ancien.

**IA P.193**

DUPORT Jean-Pierre

ILE-DE-FRANCE (REGION). PREFECTURE ; PARIS. PREFECTURE

**Allocution de Jean-Pierre Duport, préfet de la Région d'Ile-de-France, préfet de Paris, devant le Conseil régional sur la sécurité urbaine**

*Paris : Préfecture d'Ile-de-France, 1999. - 22 p.*

Le préfet de Paris, préfet de la Région d'Ile-de-France, définit la lutte contre l'insécurité comme une priorité : celle-ci passe par le partenariat entre tous les acteurs concernés, par la mise en place d'une police de proximité, par le recrutement d'adjoints de sécurité supplémentaires et par un renforcement des crédits de la protection judiciaire de la jeunesse. Il aborde aussi l'évolution de la délinquance sur les réseaux RATP et SNCF et les actions contre l'insécurité qui s'inscrivent dans la politique de la ville.

**IA 40755**

GERARD Jean-Yves (dir.)

GIE VILLES ET QUARTIERS

**Correspondants de nuit. Eléments pour une politique publique locale**

*Paris : Villes et Quartiers, 1999. - 73 p., tabl., graph. (publié avec le soutien de la CDC)*

Face aux manifestations croissantes du sentiment d'insécurité, mais aussi de solitude et d'angoisse, dans nos villes, la mise en place d'un service d'écoute, de veille et de médiation nocturne répond à un besoin social. Les villes de Rennes, Nantes et Rouen ont ouvert la voie avec les correspondants de nuit dont l'intervention sociale croise celles du policier, du juge, du travailleur social et de l'organisme HLM. L'ouvrage présente ce type de projet : une synthèse de l'audit, réalisé par le Laboratoire de recherches en sciences humaines et sociales de l'Université de Rennes 2 (LARES) sur le Service rennais des correspondants de nuit ; un guide méthodologique, pour l'élaboration d'un tel service, les conditions préalables, les mesures à prendre, les missions et conditions de travail des correspondants de nuit. Il propose ensuite une charte de déontologie, formée de règles simples à partir desquelles fonctionne le service ; le LARES indique les écueils à éviter, la procédure et le raisonnement à suivre pour la mise en place d'un tel service, l'importance de l'opinion des habitants, le contenu de la mission des correspondants de nuit et sa complémentarité avec d'autres professions. La dernière partie de l'ouvrage est constituée de fiches descriptives permettant la comparaison d'expériences analogues (Nantes, Laval et Rennes) sur les divers aspects de ce type de service.

**CDU 39824**

### **Les institutions face au débordement du social**

*INFORMATIONS SOCIALES. (FRA). n° 76, 1999. - 112 p., bibliogr.*

De nombreuses institutions sont mises en échec dans leur mission de service public par le « débordement du social ». Ce dossier pose la problématique d'une situation qui interroge les institutions et les entreprises au sujet du fondement de leur mission ainsi que de leur fonctionnement - organisation, rentabilité, formation des agents - et au sujet de leur rapport avec les usagers. Au sommaire : Le fil rouge : ouverture sur la problématique (G. Jeannot) ; Une relation de service, spécificité et proximité (M. Klinger) ; Enjeu, pour l'accès de tous aux droits de tous (P. Bouchet) ; Préserver l'accès aux services de première nécessité, les services résidentiels essentiels (O. Coutard) ; Permettre l'accès aux droits, l'exemple de la CAF de la Manche (E. Renaudat) ; Les agents d'ambiance dans les transports publics (B. Laferrière) ; Les médiateurs éducatifs, l'écoute pour prévenir la violence urbaine (E. Johnston) ; La dimension sociale du logement, terrain de coopération des professionnels (G. Favrot-Laurens) ; Pour une qualification mutuelle entre usagers et prestataires, la thérapie sociale (S. Rosenberg) ; Terrain, dilemmes au guichet de la CAF (P. Strobel) ; A l'épreuve de la pauvreté dans les services publics (G. Jeannot) ; La pensée de ... Emile Durkheim (J. Damon) ; Urgence médicale en France, la mission France de Médecins du monde (D. Maillard, N. Simonnot) ; Economie, au guichet de la Poste (L. Mingasson) ; La mobilisation des bénévoles en Grance-Bretagne autour de « bien vieillir » (T. Spector) ; Vie associative, l'action du DAL (J.-B. Eyraud) ; Les territoires politiques de l'action sociale, gérer la pauvreté de près ou de loin (M. Autès).

**CDU**

ROBERT Philippe

### **Le citoyen, le crime et l'Etat**

*Genève : Librairie Droz, 1999. - 310 p., graph., tabl., index, bibliogr., coll. Travaux de sciences sociales, 184*

Le dérèglement de la sécurité constitue un mouvement qui s'étend sur plusieurs décennies. Ce dérèglement est relié aux profondes mutations des modes de vie et des formes de relations sociales. Après avoir examiné dans quelle mesure l'assurance et le marché de la sécurité peuvent pallier les défaillances de la puissance publique, les politiques publiques de sécurité sont évaluées en soulignant les obstacles et les blocages qu'elles rencontrent.

**IA 40873**

ROMAN Joël

### **Lutter contre la ségrégation ; des logiques divergentes**

*INFORMATIONS SOCIALES. (FRA).n° 75, avr. 1999. - pp. 128-137, notes*

L'article porte sur la connexion entre la politique scolaire et la politique de la ville : l'auteur s'interroge sur les limites de ces stratégies. Il étudie d'abord la lutte contre l'échec scolaire, en observant les conditions d'enseignement et les structures. Il prend l'exemple des zones d'éducation prioritaire (ZEP), et souligne l'importance de l'école dans le phénomène de ségrégation qui s'est intensifié ces dernières années, notamment la ségrégation entre établissements scolaires et la ségrégation résidentielle. Des solutions doivent venir de l'extérieur, en particulier du monde du travail, de ZEP plus adaptées, et d'un changement

de l'attitude de l'école en tant qu'institution. Intervention de Fernando Savater, philosophe, sur l'éducation sociale et l'éducation asociale.

**CDU**

SUEUR Jean-Pierre

**Changer la ville. Pour une nouvelle urbanité**

*Paris : Odile Jacob, 1999. - 215 p.*

Ouvrage inspiré du rapport du même auteur, « Demain, la ville », et présentant une version condensée (en grossissant parfois le trait pour certains aspects) de ce volumineux rapport. L'auteur se livre à la fois à un constat et à un exposé de suggestions ou de recommandations. Le constat est celui de la crise urbaine, particulièrement forte pour environ mille quartiers, celui de la ville devenant lieu de concentration des difficultés de la société, celui de la progression de la ségrégation, du développement des ghettos et des inégalités, malgré les politiques de la ville mises en oeuvre. Les suggestions et recommandations vont dans le sens d'une approche globale pour la recomposition des espaces urbains : repenser la géographie de l'habitat, les transitions, les paysages, les voiries, la mobilité...

**CDU 39670**

WACQUANT Loïc

**Les prisons de la misère**

*Paris : Raisons d'agir éditions, 1999. - 192 p.*

Dénonciation des « violences urbaines », quadrillage intensifié des quartiers dits sensibles, répression accrue de délinquance des jeunes et harcèlement des sans-abri, couvre-feu et « tolérance zéro », gonflement continu de population carcérale, surveillance punitive des allocataires d'aides : partout en Europe se fait sentir la tentative de s'appuyer sur les institutions policières et pénitentiaires pour juguler les désordres engendrés par le chômage de masse, l'imposition du salariat précaire et le rétrécissement de la protection sociale. Cet ouvrage retrace les voies par lesquelles ce nouveau « sens commun » punitif, élaboré en Amérique par un réseau de think tanks néo-conservateurs, s'est internationalisé, à l'instar de l'idéologie économique néo-libérale dont il est la traduction en matière de « justice ». Le basculement de l'Etat-providence à l'Etat-pénitence annonce l'avènement d'un nouveau gouvernement de la misère mariant la main invisible du marché du travail déqualifié et dérégulé au poing de fer d'un appareil pénal intrusif et omniprésent. Les Etats-Unis ont clairement opté pour la criminalisation de la misère comme complément de la généralisation de l'insécurité salariale et sociale. L'Europe est aujourd'hui confrontée à une alternative historique entre la pénalisation de la pauvreté et la création d'un Etat social continental digne de ce nom.

**IHESI 45**

BELLOT Céline ; COUSINEAU Marie-Marthe

**La sécurité privée**

*CRIMINOLOGIE, vol. XXXI, n° 2, automne 1998. - pp. 7-110*

Sommaire : Des tâches policières privatisées à une police grise : quatre recherches belges en la matière (I. van Outrive). La sécurité privée : le phénomène, la controverse, l'avenir... (M. Cusson). Sécurité privée au Québec, un marché en évolution ? (F. Degallier). Comment règle-t-on le problème du vol à l'étalage dans les espaces commerciaux français ? (F. Ocqueteau, M.-L. Pottier). La sécurité privée et le problème de la confiance : l'expérience australienne (T. Prenzler).

**IHESI**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Prisons en société : les conditions de la détention ; quel sens donner à la peine ?**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 31, 1<sup>er</sup> trim. 1998. - 329 p.*

Parce qu'elle résiste à la connaissance immédiate, la prison suscite les opinions les plus contradictoires. Mais qu'en est-il réellement aujourd'hui de ses fonctions, des conditions de la détention, Quel sens attribuer à la peine ? Un ensemble d'analyses et de prises de positions, qui entendent contribuer à ce débat difficile, sont rassemblées dans ce numéro.

**CDU ; IHESI**

**Prévenir la délinquance et l'insécurité. Des réponses à coproduire**

*C. DU CR. DSU. (FRA). n° 22, mars 1999. - 38 p.*



Dossier réalisé par le Centre de ressources et d'échanges pour le Développement social et urbain (CR-DSU) Rhône-Alpes à partir des travaux de l'atelier « projet urbain et développement social ». La prévention de la délinquance et l'insécurité en milieu urbain ainsi que des éléments de réponses sont évoqués ici.

**CDU**

BARBE Laurent ; COQUELLE Claude ; PERSUY Véronique

**Prévention de la délinquance. Politiques et pratiques**

*Paris : ESF Editeur, 1998.- 126 p., coll. Actions sociales / Sociétés*

Les questions d'insécurité et de délinquance ont pris une ampleur considérable dans les débats politiques, particulièrement au niveau local. L'auteur montre à la fois des réflexions générales sur le champ propre de la prévention, mais aussi des analyses sur les problèmes concrets d'intercommunalité, de relations avec la population et de soutien à la génération adulte.

**CDU 39878**

BONETTI Michel

CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT

**La construction institutionnelle et politique de la crise urbaine**

*Paris : CSTB, 1998.- 16 p.*

**CSTB**

CARRA Cécile

**Un aspect de la construction de la délinquance juvénile : le rôle des régulations institutionnelles dans les quartiers populaires**

*Besançon : Université de Franche-Comté, 1998.- 575 p., bibliogr., stat. (thèse)*

**IHESI 613.1**

CHAMPAGNE Patrick

ASSOCIATION DES MAIRES DES GRANDES VILLES DE FRANCE

**Les quartiers en difficultés. Genèse des « quartiers difficiles » et problèmes posés par l'évaluation des politiques publiques locales de prévention**

*Paris : AMGVF, 1998.- 68 p.*

Au sommaire : quelques réflexions sur les « quartiers en difficultés » ; l'encadrement des jeunes ; le problème de l'évaluation des politiques publiques menées dans les banlieues en difficulté : le cas de la prévention de la délinquance ; observation du fonctionnement des Conseils de prévention.

**ADRI DSU19**

COING Henri

**Services urbains et ville : les nouveaux enjeux**

*SOCIETES CONTEMPORAINES. (FRA).n° 32, oct. 1998.- pp. 57-71, bibliogr. (Service public et service universel)*

Les services publics sont plus que jamais ancrés dans le territoire. Néanmoins, ils rencontrent des problèmes nouveaux, qui provoquent l'émergence de nouvelles régulations locales et transforment les politiques traditionnelles. L'objectif de l'étude, qui s'appuie sur un ensemble de recherches sectorielles, est de donner une vue d'ensemble et d'identifier les facteurs qui, rendant obsolètes les anciennes régulations, exigent l'intervention d'alliances autour de la production de ces biens publics.

**CDU**

CROZEL Bernard

**Urbanité et citoyenneté. Attention, démocratie urbaine. Préface de Jacques Voisard**

*Paris : L'Harmattan, 1998.- 230 p., bibliogr.*

Dans cet ouvrage, Bernard Crozel lance une mise en garde et plaide en faveur des valeurs républicaines. Il souligne les principaux dysfonctionnements de la vie locale : les villes, qui produisent des « sous-citoyens au chômage » et des « non-citoyens d'origine étrangère » ; la démocratie avec « la caste de ceux qui sont nés pour être élus » ; la complexité et les contradictions de la démocratie urbaine. L'auteur montre l'existence d'une vraie démocratie locale dans la France rurale et met l'accent sur le point commun entre la lutte contre l'exclusion, la lutte contre la délinquance juvénile et l'intégration des

populations d'origine étrangère : le besoin d'un cadre institutionnel local réel, la commune urbaine de base.

**CDU 38924; IA 40143**

DAVIGE-GALZIN Robert

**Les mégapoles : nouvelles approches de la sécurité urbaine. Des classes dangereuses aux organisations criminelles**

*Limoges : Université de Limoges / Faculté d droit et des sciences économiques, 1998.- 286 p., index*

**IHESI 44**

DELEGATION INTERMINISTÉRIELLE À LA VILLE

**Synthèse des rencontres nationales des acteurs de la prévention de la délinquance. Prévention et sécurité, agir au quotidien dans les villes. Montpellier, 17 et 18 mars 1999**

*St-Denis-la-Plaine : Les Editions de DIV, 1999.- 234 p., ann., bibliogr.*

Les rencontres nationales des acteurs de la ville du 17 et 18 mars 1999 à Montpellier se sont tenues sur le thème de la prévention de la délinquance et de la sécurité. Après avoir dressé un état des lieux des actions de prévention, divers ateliers réunis en forums se sont penchés sur des questions précises, comme la perception de la sécurité au quotidien par les habitants et le programme à mettre en œuvre pour améliorer la situation, ou encore l'étude des lois et des règles à créer, à affiner ou à rassembler pour une meilleure efficacité. Une synthèse réunit les diverses recommandations élaborées lors des ateliers. Les allocutions d'ouverture et de clôture du congrès sont transcrites dans leur intégralité.

**CDU 50751; IA 41325**

DUPEYRON Nicolas (dir.)

**Etre flic aujourd'hui. Panoramiques, politiques, cultures et sociétés**

*PANORAMIQUES, n° 33, 2<sup>ème</sup> trim. 1998.- 199 p., phot., bibliogr.*

**IHESI**

GORGEON Catherine ; MENARD François

**Correspondants de nuit : le guide**

*Paris : Territoires, Comité national de liaison des régies de quartier, 1998.- 36 p., phot.*

**IHESI 531**

INSTITUT DE LA DECENTRALISATION

**Décentraliser les politiques de sécurité : acteurs, compétences et territoires**

*Boulogne-Billancourt : Institut de la décentralisation, 1998.- 110 p., bibliogr. (Rapport de synthèse et de propositions du groupe d'études présidé par Claude Pernes, animé par Robert Gelli ; rapporteur : Nicole Chambron)*

Rapport d'une étude consacrée à la sécurité et se proposant de livrer des éléments de diagnostic, d'évaluer les politiques conduites par les acteurs à l'échelle nationale et locale, et de formuler un ensemble d'orientations et de propositions pour la structuration systématique d'un partenariat de proximité. Dans ses chapitres successifs, le rapport analyse l'insécurité comme un phénomène polymorphe dont la définition peut varier selon chacun, examine l'évolution des politiques nationales de sécurité en prenant aussi des exemples à l'étranger, rend compte de l'évolution des acteurs locaux qui permet de dessiner les contours d'une politique locale de sécurité. Les 21 propositions formulées sont classées en trois catégories : pour une sécurité proche des citoyens, pour un partenariat plus structuré et plus systématique, et les territoires pertinents du partenariat de sécurité.

**CDU 39329**

INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION POPULAIRE. MARLY-LE-ROY

**Violence, politique et dispositifs de prévention : les textes**

*Marly-le-Roi : INJEP, 1998.- 156 p., index, bibliogr.*

Cet ouvrage propose - recensés, classés, présentés (et souvent reproduits) - les textes législatifs, réglementaires, juridiques qui, dans des domaines aussi divers que la politique de la ville, le bizutage, l'assistance éducative, ont pour but de prévenir ou de « traiter » de manière spécifique la délinquance juvénile, et de protéger les mineurs victimes. La première et plus large partie de ce dossier est consacrée à la violence exercée par les jeunes, au travers des actions mises en place par différents ministères (Jeunesse et sports, Education nationale, Emploi et solidarité, Justice). La seconde partie est

consacrée à la violence subie par les mineurs : violence physique, sexuelle, morale. On trouvera entre autres la reproduction de la circulaire concernant les sectes et la liste des mouvements pouvant être qualifiés de sectaires. Outre ces éléments, l'ouvrage propose un glossaire de sigles, une bibliographie, une liste de contacts (adresses, sites Internet).

**CDU 39874**

LAZERGES Christine ; BALDUYCK Jean-Pierre

MISSION INTERMINISTÉRIELLE SUR LA PRÉVENTION ET LE TRAITEMENT DE LA DÉLINQUANCE DES MINEURS

**Réponses à la délinquance des mineurs. Rapport au Premier ministre**

*Paris : La Documentation française, 1998. - 447 p., ann., graph., bibliogr., coll. Rapports officiels*

La Mission interministérielle sur la prévention et le traitement de la délinquance des mineurs, a identifié les nombreuses faiblesses qui proviennent moins des textes que des pratiques et des moyens. C'est pourquoi, face à la délinquance des mineurs, elle juge indispensable de mobiliser les acteurs de la socialisation en proposant une approche fondée sur le réinvestissement par chaque institution de son rôle et de sa fonction vis-à-vis des mineurs et en plaçant la sociabilisation au cœur de la politique de la ville. La mission estime également capital que les réponses de la police et de la justice aux mineurs délinquants soient renouvelées, en osant de nouvelles modalités d'intervention pour la police et la gendarmerie. Enfin, elle propose des adaptations susceptibles de lever les blocages qu'elle a relevé, sans remettre en cause le dispositif législatif fondateur mis en place en 1945 qui a conservé toute son actualité.

**CDU 39520 ; IHESI 613.1**

RUDDER Véronique de ; POIRET Christian ; VOURC'H François

**A Marseille, la « préférence locale » contre les discriminations à l'embauche : le racisme à l'œuvre./ In Marseille, « local preference » against recruitment discriminations : racism at work**

*ISSN 1142-852X; NO. 1211; PP. 28-48; FRA; ref. et notes dissem.; 1998; Hommes & migrations : (1987)*

Dans la lutte contre les discriminations, toute invocation de l'ethnique ou du racial est taboue, ce qui a pour effet d'obliger les institutions à des « bricolages » destinés à contourner la lettre de la loi pour tenter de mieux en appliquer l'esprit. A Marseille, les entreprises de Grand littoral et les pouvoirs publics locaux ont mis en place des procédures de recrutement préférentiel des populations des quartiers nord, ce qui a conduit à instaurer une « discrimination positive » qui ne dit pas son nom. Une expérience qui, malgré ses promesses et son côté iconoclaste, n'est pas sans risques.

**FRANCIS ; CDU**

SUEUR Jean-Pierre

**Demain, la ville. Rapport présenté à Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité**

*Paris : Min. Emploi et Solidarité, 1998. - 2 tomes, 402 + 457 p. (publié également par La Documentation française : 2 tomes, 230 + 391 p.)*

Ce rapport en deux tomes propose de nouveaux objectifs pour la politique de la ville. Il s'est appuyé sur une commission d'universitaires, de responsables institutionnels et d'acteurs de terrain. Le tome 1 présente d'abord un bilan de la politique de la ville, qui en souligne la limitation des moyens et les résultats trop souvent insuffisants. Une deuxième partie analyse les principales problématiques soulevées par ce bilan. Celles-ci concernent l'objet et le cadre de la politique de la ville, son niveau territorial de pilotage, la place et la forme de la contractualisation, la place des habitants. Les pistes de réflexions apportées par des expériences étrangères sont également examinées. Cette analyse débouche enfin sur l'énoncé de « 50 propositions pour l'avenir des villes ». Le tome 2 est divisé en deux parties. La première présente des entretiens avec des élus, des anciens ministres de la ville, des associations d'élus et divers professionnels ou responsables de la politique de la ville. La seconde regroupe une série de contributions des membres de la commission, sur diverses questions ayant trait aux politiques urbaines.

**CDU 36360(1-2); IA 39276(1-2); EPC NS22330; DRE 8352**

VIDAL-NAQUET Pierre-A.

CERPE ; RHONE-ALPES (PREFECTURE). SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES. LYON

**Médiations et incivilités**

*Lyon : CERPE, 1998. - 96 p. (Contrat de Plan État-Région Rhône-Alpes)*

Etude de la façon dont les acteurs non judiciaires s'investissent dans les processus de régulation sociale et dans le traitement des incivilités. Les investigations sont menées principalement à Saint-Priest et à Valence. Les acteurs de terrain, en général extérieurs à la famille judiciaire, doivent se confronter à la question de la petite délinquance et des incivilités en y apportant, sans le concours de l'institution judiciaire, un certain nombre de réponses. Il existe plusieurs types de médiations : procédurale, substantialiste (alternative et interventionniste). Ces différentes méthodes ne s'adressent pas aux mêmes types de conflits.

**CDU 38463**

### **Les partages de la sécurité**

*C. DE LA SECURITE INTERIEURE. (FRA). n° 33, 3<sup>ème</sup> trim. 1998.- pp. 7-193, tabl., bibliogr.*

Le rôle des dispositifs de médiation dans la problématique d'une sociologie des politiques publiques, les différentes expériences de police communautaire en Amérique du Nord et la réintroduction de la demande sociale de sécurité en France, l'expérience britannique de politique publique de la sécurité et la question de la responsabilité des citoyens, le rôle et la place des Conseils communaux de prévention de la délinquance et l'instauration des Contrats locaux de sécurité, le secteur de la sécurité privée en France et son avenir, l'émergence des politiques locales de sécurité dans la Région Pays de la Loire, la mise en place des groupes locaux de traitement de la délinquance par les magistrats, l'échelle pertinente du territoire pour établir un diagnostic local de sécurité, sont les grands thèmes abordés dans le dossier.

**CDU ; IHESI**

### **Drogue : du bon usage des politiques publiques**

*C. DE LA SECURITE INTERIEURE. (FRA). n° 32, 2<sup>ème</sup> trim. 1998.- pp. 784, tabl., graph., notes, bibliogr.*

Dossier sur les aspects politiques, économiques et sociaux de la drogue : la répression du trafic et de l'usage des stupéfiants sous la III<sup>e</sup> République ; l'analyse économique des relations entre drogue et délinquance ; les « épidémies » d'héroïne, leurs conséquences sur les usagers et les réponses publiques au Royaume-Uni, entre 1980 et 1998 ; la situation de la drogue et de la délinquance dans le contexte de tolérance propre à Amsterdam ; l'approvisionnement des marchés de drogues dans l'« espace Schengen » ; le rôle de la douane dans la lutte contre les stupéfiants ; les réponses policières à la toxicomanie, dans le département du Nord ; la politique pénale du tribunal de Lille ; les nouvelles formes de renseignement policier.

**CDU ; IHESI**

### **Guide pratique pour les contrats locaux de sécurité**

*Paris : La Documentation française, 1998.- 345 p., tabl., ann., bibliogr.*

Le guide a pour objectif d'aider notamment les collectivités locales à élaborer un contrat local de sécurité (CLS) sous la forme de 72 fiches pratiques. Dans une première partie, sont abordés les politiques locales de prévention et de sécurité, les demandes sociales de sécurité et la prise en compte des populations, l'éducation et la citoyenneté, les partenariats en matière de CLS, la police et la justice de proximité, les emplois-jeunes, les insécurités et les incivilités. La seconde partie, méthodologique, expose la réalisation d'un CLS, les méthodes pour recenser, mesurer, analyser, les outils pour mesurer les demandes sociales de sécurité, les indicateurs d'activité, de résultat et les données quantitatives fournies par les institutions publiques dans le cadre du CLS, la prévision et la gestion des crises. La troisième partie présente différents exemples d'actions menées pour renforcer l'éducation à la citoyenneté, d'actions pour réduire la délinquance et les incivilités, des exemples de dispositifs d'information et de conseil au public, des exemples de formations et de types de postes dans le cadre des emplois-jeunes.

**IA 40092; CDU 39898 ; IHESI 531**

### **Les maires toujours prêts à prendre à coeur la société : 81ème Congrès des maires de France**

*MAIRES DE FRANCE. (FRA). n° 54, déc. 1998.- pp. 9-54, phot.*

Lors de leur 81<sup>ème</sup> Congrès, les maires ont exprimé leur lassitude et leurs attentes vis-à-vis de l'Etat, mais aussi leur grande disponibilité à l'égard de leurs administrés. Une dizaine de débats sur la délinquance, l'urbanisme, les services au public, l'exclusion, l'éducation, l'intercommunalité, les gens du voyage ou l'Outre-mer ont permis de montrer l'importance du maire pour tisser le lien social. D'autres débats ont concerné les finances locales, les agglomérations, les pays, la contractualisation.

## IA P.156

### **Un programme régional de recherche partagée sur la ville : 1995-1998, processus, résultats, enseignements...**

*C. DU CR. DSU. (FRA). n° 20, sept. 1998.- 47 p., phot., notes, bibliogr.*

Dossier sur le « programme de recherche partagée sur la ville » (PRP), lancé par l'État et la Région Rhône-Alpes. Les objectifs, le déroulement du programme et les enseignements à tirer sont présentés. Des articles de synthèse rendent compte des travaux menés par les huit équipes de recherche : l'évolution des formes de participation et d'engagement bénévole dans l'espace public ; le paradoxe entre l'utilité sociale des associations d'éducation populaire et leur faible reconnaissance institutionnelle ; les nouvelles formes de démocratie locale ; les paradoxes et les impasses et de la médiation sociale ; les hybridations du droit dans les quartiers « hors-droit » ; l'action des transports urbains sur les « distances de l'alterité » et le rôle des agents d'accueil-accompagnement dans les autobus ; la nécessité d'une prise en compte spécifique de l'éducation par la politique de la ville ; les enjeux de la diversification économique des quartiers d'habitat social.

**CDU**

### **Quels outils pour lutter contre l'insécurité urbaine ?**

*Paris : Urbapress, 1998.- 32 p., coll. Prospectives d'Urbapress Informations, 27 (Hors-série trimestriel de la lettre Urbapress Informations)*

La politique de la sécurité urbaine en France fait l'objet d'une table-ronde qui réunit des élus, des policiers, un spécialiste des questions de sécurité urbaine et des acteurs locaux. L'état des lieux de l'insécurité urbaine, les causes de cette insécurité et la diffusion des incivilités, le rôle de la police et l'emploi des contrats locaux de sécurité sont les principaux thèmes abordés. Des exemples de contrats locaux de sécurité montrent leur utilisation.

**IA T.6570 ; CDU**

DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE ; FRANCE. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE VILLE ET INTEGRATION (MIN.)

### **Pacte de relance pour la ville : état d'avancement, un an après sa présentation par le Premier ministre à Marseille le 16 janvier 1996**

*St-Denis-La Plaine : DIV, 1997.- 96 p.*

Etat d'avancement du programme défini dans le pacte de relance pour la ville en janvier 1996. Cinq aspects du programme sont examinés : création d'emplois et d'activités, lutte contre l'insécurité, égalité des chances scolaires, mixité sociale dans l'habitat, renforcement du partenariat, actualisation de la géographie des quartiers en difficulté (zones franches...), renforcement des services publics.

**CDU 34904; IA 38566**

DUPREZ Dominique et al.

### **Le modèle français de prévention de la délinquance : la recherche d'un second souffle. in La prévention de la délinquance en Europe. Nouvelles stratégies** (HEBBERECHT P., SACK F., eds)

*Paris : L'Harmattan, 1997.- pp. 61-82, coll. Logiques sociales*

De l'encadrement de la jeunesse à sa prévention. L'ère des nouvelles politiques de prévention. Lignes de force et faiblesses du « modèle français » de prévention. Les acteurs des politiques de prévention. La recherche d'un second souffle ?

**CDU 35242**

FORUM EUROPEEN POUR LA SECURITE URBAINE

### **Nouveaux métiers, contrats locaux de sécurité**

*Paris : FESU, nov. 1997.- coll. Sécurité et démocratie*

**IHESI ; Sources d'Europe**

HAMMOUCHE A.

### **Régulation des conflits et puissance publique : médiations en tout genre./ Conflicts regulation and public power : all kinds of mediation**

*ISSN 1142-852X; NO. 1208; PP. 47-56; FRA; ref. et notes dissem.; 1997; Hommes & migrations : (1987)*

Le domaine de la médiation ne cesse de s'étendre. Au-delà des champs d'action classiques de cette pratique - entreprise, famille, école - des demandes se font jour dans divers registres sociaux : problèmes de couple, difficultés de voisinage. Or les intervenants traditionnels, policiers, enseignants, se voient confrontés à des problèmes auxquels ils ne sont guère préparés. Remède préventif à une « judiciarisation » de la vie sociale, la médiation se pose pourtant de plus en plus en passage obligé de la régulation des conflits.

#### **FRANCIS**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

#### **Maintien de l'ordre**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 27, 1er trim. 1997.- 268 p.*

Depuis plusieurs décennies, la gestion de l'ordre public s'uniformise et se professionnalise. Associée à une baisse de la violence dans les conflits sociaux, cette évolution pose la question de la pacification de la rue dans les démocraties occidentales.

#### **CDU ; IHESI**

KOPP Pierre

#### **L'économie de la drogue**

*Paris : La Découverte, 1997.- 128 p., coll. Repères*

Aspects économiques d'un trafic et évaluation de l'efficacité des politiques publiques pour contrer ce trafic.

#### **IHESI 443**

LE ROUX Bruno

#### **Une politique de sécurité au plus près du citoyen : réflexions et propositions à l'intention de Monsieur le Premier ministre, Madame la ministre de l'Emploi et de la solidarité, Monsieur le ministre de l'Intérieur**

*Paris : Assemblée nationale, 1997.- 108 p., tabl., stat.*

#### **IHESI 62**

MAGUER Annie ; BERTHET Jean-Marc

#### **Les agents des services publics dans les quartiers difficiles. Entre performance et justice sociale**

*Paris : La Documentation française, 1997.- ann., tabl., bibliogr. (rapport d'étude de la DGAFP)*

Cette étude est le fruit d'une enquête réalisée à la demande de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), auprès des agents de service public travaillant dans des quartiers difficiles, de façon à ce qu'ils donnent leur point de vue sur leur métier et précisent leurs attentes. Trois sites ont été sélectionnés : la Seine-Saint-Denis, les départements du Rhône et de la Drôme et le département des Bouches-du-Rhône. Ce rapport est organisé en trois chapitres : le premier analyse la façon dont les services publics, au contact des publics défavorisés ou situés dans les quartiers en difficulté, parviennent à faire face à la demande sociale du public tout en répondant malgré tout à l'obligation réglementaire et gestionnaire ; le second évalue les conditions de la mobilité et de la stabilité des agents en termes de stratégies professionnelles, de profils et de conditions matérielles de travail ; les modalités d'action des services publics sont envisagées dans le troisième, selon qu'elles peuvent apparaître comme de nouvelles missions, une réorganisation des services ou un redéploiement des compétences. Des mesures à mettre en œuvre, de façon à valoriser les nouveaux métiers qui se dessinent, sont proposées en conclusion.

#### **CDU 35329**

MINISTERE DE L'INTERIEUR

#### **Des villes sûres pour des citoyens libres. Actes du colloque de Villepinte, 24-25 oct. 1997**

*Paris : SIRP, oct. 1997*

#### **IHESI 20**

PROFESSION BANLIEUE. ST-DENIS

#### **Autour du pacte de relance : une réponse juste à la délinquance des mineurs**

*St-Denis : Profession Banlieue, 1997.- 49 p., bibliogr.*

Les actions du Centre Georges Brassens de Pierrefitte pour lutter contre la délinquance des jeunes, le concept d'insécurité et l'action des agents ordinaires du contrôle de l'ordre public et les actions municipales dans le domaine de la sécurité.

**IA 38642; RIF 970513**

SOULLEZ Christophe

**Violences urbaines : description et réponses institutionnelles**

*Paris : Institut de criminologie, 1997.- 182 p., ann., bibliogr., tabl., stat.*

**IHESI 531**

**Premier colloque européen de la prévention des risques, Niort (Deux-Sèvres, France). Actes 1996**

*Niort : CEPR, 1997.- 591 p. (sous le patronage du Parlement européen et de la Commission européenne. Avec le soutien du Conseil régional Poitou-Charentes)*

Les textes des séances et ateliers du 1<sup>er</sup> Colloque européen de la prévention des risques sont retranscrits, ainsi que ceux des VIIe Rencontres domotique de Niort. Les thèmes du colloque sont les suivants : la problématique de l'enseignement de la prudence ; l'enfant dans la voiture ; le jeune conducteur ; les atteintes volontaires au patrimoine public et le rôle des collectivités territoriales dans la prévention-incendie du patrimoine ; les collectivités locales et la sécurité routière ; la prévention des risques dans les PME/PMI ; la prévention des accidents du travail ; les risques domestiques majeurs. Les textes des Rencontres domotiques font état de préoccupations concernant les réponses à apporter au problème de la dépendance des personnes âgées ou handicapées, ainsi que de la bonne utilisation des nouvelles solutions technologiques.

**CDU 35276**

ABOUT Nicolas ; BRISEPIERRE Paulette

**Proposition de loi tendant à interdire l'importation, l'élevage, le trafic et la détention de pitbulls et de tout animal issu de leur croisement sur le territoire français**

*Paris : Sénat, n° 105, 1996.- 4 p.*

**IHESI 62**

ANDRE A. ; BLAISE D. ; BOUKORTT-CHARBONNIER Z. ; CHABERT M. ; LAPOUZE P. ; LE GOFF T. ; LE HENAFF M.-H. ; NASS F. ; RENAUD Y. ; THEVENET F. ; MOREAU G.

**Entre répression et aide sociale, les actions de terrain vers les jeunes de banlieues réduisent-elles la «fracture» ?**

*Groupe 7; 1996; 75 p.; 11 ann. [16 p.]; Ecole nationale d'administration. Promotion «Marc Bloch». Paris. FRA; Rapport de séminaire : Administration-Options; BIBL. 5 p.; FRA; notes dissem.; 1996*

La représentation médiatisée des jeunes des banlieues en difficulté recouvre une réalité complexe. Les politiques d'assistance et de répression sont nécessaires mais ne permettent pas de résoudre les difficultés des jeunes. On constate que les actions de terrain sont utiles, mais limitées aux problèmes des jeunes en difficulté. Il convient de rechercher les conditions d'une meilleure efficacité de ces actions

**FRANCIS**

AUGUSTIN Jean-Pierre (dir.) ; GILLET Jean-Claude (dir.)

**Quartiers fragiles, développement urbain et animation**

*Talence : Presses universitaires de Bordeaux, 1996.- 190 p., bibliogr., coll. Le territoire et ses acteurs*

Ensemble de contributions d'universitaires et de responsables institutionnels sur le thème de l'animation et du développement social des quartiers. La première partie dresse l'état des lieux des problèmes urbains et des procédures mises en oeuvre : panorama de la crise de la ville ; acquis et dérivés de la politique de la ville ; les conditions politico-économiques du «logement social de fait» (logement de mauvaise qualité, dans le parc locatif privé) ; le traitement des quartiers dégradés. Dans la deuxième partie, divers exemples illustrant les dynamiques et les pesanteurs du développement urbain sont présentés : portraits de jeunes en difficulté d'insertion en banlieue parisienne ; la dérive de la cité de l'Ourse des Bois, à Pau ; «l'astrolabe», structure socio-culturelle dans le quartier de Mireuil, à La Rochelle ; les conditions de l'action collective dans les quartiers de villes moyennes. Enfin, la dernière partie donne quelques exemples d'animation culturelle : médiation culturelle et DSQ dans les quartiers nord de Toulouse et dans le quartier du Mirail ; le théâtre d'intervention ; actions culturelles de la DRAC en Aquitaine.

CDU 33346

BERTHO Alain

**La crise de la politique : du désarroi militant à la politique de la ville**

Paris : L'Harmattan, 1996.- 298 p., bibliogr., tabl., stat., coll. Logiques sociales

IHESI 531

BONAFE Pierre ; HOFFEL Daniel ; LECLERC Marcel ; OLSZEWSKI Richard ; CARDO Pierre ; BOULESTEIX Pierre ; AMPELAS André ; SPAZZOLA François ; CHALUMEAU Eric ; DUGLERY Daniel ; JOUVE Jean ; LOOS Rémy ; KLEIN Philippe

**La sécurité dans la ville : approche globale et aides technologiques. Débat du mercredi 28 février 1996**

Paris : Développement régional et partenaires économiques, 1996.- 105 p.

IHESI 531

BRUNETEAUX Patrick

**Maintenir l'ordre : les transformations de la violence d'Etat en régime démocratique**

Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996.- 350 p.

Matraquage, tabassage, bavure accompagneraient toujours les manifestations et les grèves ? Un processus séculaire d'aménagement des luttes sociales a abouti à l'invention du maintien de l'ordre moderne. Cette gestion du désordre comporte des failles qui résonnent dans la mémoire collective : Février 1934, Charonne, Mai 1968, Creys-Malville. S'agit-il de « résidus » qui ont longtemps caché l'existence d'une pacification globale de la violence interne de l'Etat ? (Du même auteur : « La violence d'Etat dans un régime démocratique : les forces de maintien de l'ordre en France, 1880-1980 », Thèse, Université Paris I, 1993).

BNF

DEBRE J.-L. ; BERNARD P. ; GENTOT M. ; GARAPON A. ; GUEANT C. ; LECLERC M. ; MASSONI P. ; HACENE M. ; FAYET V. ; LEBLOND F. ; WATIN-AUGOUARD M. ; CHAMBRON N. ; OCQUETOT F. ; PREVOST B. ; DUBOIS D. ; DESNEUF P. ; CALIXTE G. ; SENTHILLE M. ; BODON A. ; WALMETZ A. ; DURAND P.-A. ; BIDOU A. ; DUPORT J.-P. ; GUINOT-DELEREY P. ; MAILHOS P.

**Le préfet et l'ordre public**

ISSN 0223-5439; NO. 173; 17-170 p.; FRA; 1996; Administration (Paris. 1962)

Série d'articles sur le rôle du préfet face à l'ordre public : l'évolution du concept fondateur du système républicain ; ordre public et libertés publiques : le contrôle du juge administratif ; le préfet et la sécurité ; l'ordre public dans les différents pays de l'Union européenne. Les différents acteurs de l'ordre public : le préfet et le maire, la sécurité urbaine, le préfet et les forces de police, la coopération entre la gendarmerie et les renseignements généraux, polices municipales ; l'ordre public dans les espaces commerciaux et périurbains, les concentrations touristiques, les abords des établissements scolaires. Les nouvelles formes de trouble à l'ordre public et la coordination des acteurs : sécurité routière, toxicomanie, flux migratoire, logements des plus démunis, quartiers et politique de la ville, droit du travail, protection des sites et environnement

FRANCIS

DESIGAUX Jacques ; SEFFAHI Mohammed ; et al.

**La ville à l'épreuve des quartiers**

1996; Editions ENSP; Rennes; ISBN 2-859-52656-0; 125 p.; BIBL. 1 p.; FRA

Pour la politique de la ville, l'épreuve des quartiers est l'épreuve du réel. La « politique de développement social urbain » est une politique prioritaire. Dans le cadre de multiples dispositifs d'intervention, de l'argent est distribué aux habitants et à de nombreux équipements qui réalisent des manifestations sportives et culturelles, luttent contre l'échec scolaire, fabriquent de la solidarité et animent les cités. Mais ces initiatives restes éparses et limitées. Les symptômes (isolement, dégradation, violences...) qui les justifient ne disparaissent pas, ou se déplacent, ou resurgissent. Entre ce traitement des symptômes et le mal endémique du chômage, comment inventer une autre manière de poser les questions ? Un centre de formation des cadres de l'action sociale implanté aux Minguettes - l'ARAFDES - sollicite régulièrement des intervenants sur ce thème. Jacques Désigaux, son directeur, et Mohammed Seffahi, l'un de ses formateurs, présentent ici un florilège des contributions recueillies au cours des trois dernières années. Avec la participation de Jacques Barou, Robert Catel, Alain Noël-Henri, Joël Roman,



Joseph Yacoub et celle d'acteurs locaux ou nationaux (élus, travailleurs sociaux, avocats, journalistes, commissaires de police...)

**PASCAL ; IHESI 531**

INTERDEPENDANCES

**Quartiers défavorisés : les villes affrontent la drogue**

SOS DROGUE INTERNATIONALE. INTERDEPENDANCES, n° 22, 1996. - 34 p., phot.

**IHESI**

MONET Jean-Claude

**Réponses à l'insécurité**

Paris : La Documentation française, 1996. - 83 p., bibliogr., coll. Problèmes politiques et sociaux n° 767  
Ensemble d'articles ou d'extraits d'ouvrages qui dressent un bilan de l'insécurité en France. En 1995, les actes de criminalité et de délinquance ont connu en France une baisse de 6,47 %, du fait principalement de l'application du Plan Vigipirate cette même année. Malgré cette embellie, les français restent inquiets face à l'insécurité, dont leur perception varie selon le sexe, l'âge, l'intensité de l'activité sociale, le lieu d'habitation... L'insécurité prend aujourd'hui la forme de violence dans les banlieues et à l'école, de terrorisme, de trafic international de stupéfiants et à un caractère économique (transferts de fonds douteux par Internet par exemple et contrefaçons). Les réponses offertes par les institutions figurent dans l'établissement de priorités assignées à la police nationale (assurer la sécurité des personnes et des biens, maîtriser les flux migratoires, lutter contre la criminalité, protéger le pays contre le terrorisme, maintenir l'ordre public), dans le rapprochement du terrain, dans le rôle joué par les acteurs (Police et Gendarmerie nationales, Police municipale, sécurité privée, renseignement et contre-espionnage).

**CDU 35338 ; IHESI 62 ; ADRI**

RUFFIN Michel

**Protection de la jeunesse et délinquance juvénile ; rapport au Premier ministre**

Paris : La Documentation française, 4<sup>ème</sup> trim. 1996. - 115 p., ann.

Comment les juridictions et la protection judiciaire de la jeunesse peuvent-elles répondre aujourd'hui aux défis que constituent les jeunes en danger et la délinquance juvénile ? Michel Ruffin préconise le maintien de l'équilibre actuel des compétences entre l'État et les conseils généraux. Il présente 28 propositions essentiellement orientées autour de l'intensification du partenariat, du rôle du parquet et des juges des enfants, ainsi que des modes d'intervention de la protection judiciaire de la jeunesse. En outre, il prône une amélioration de la structuration de cette administration et de la situation des mineurs détenus.

**DK 191049**

**Prévention de la délinquance**

ENSEMBLES. LA LETTRE DE LA DIV. (FRA). n° 25, juin 1996. - 8 p., phot.

Différents thèmes sont abordés dans ce dossier sur la prévention de la délinquance : la prise en compte de l'environnement des jeunes dans la ville, avec une interview de Cécile Petit, directeur de la protection judiciaire de la jeunesse ; la prévention de la délinquance à Bordeaux, avant-gardiste en la matière ; l'absentéisme scolaire, à travers un entretien avec l'inspecteur académique de Seine-Saint-Denis ; le lancement des opérations « Ville Vie Vacances 1996 », avec un bilan de l'année précédente, et le constat d'une lente évolution.

**CDU**

BARNEZET Sylvie

**La place des jeunes : à la recherche des politiques locales**

TERRITOIRES, n° 362-363, 1995. - 88 p.

**IHESI**

BARTHELEMY A. ; MEHIRI S. ; BERRIEN V. ; ESTEBE P. ; XELOT F. ; JAZOULI A. ; TOUITOU A. ; WINTER F. ; SALVETTI D. ; HEDLI M.

**Agir contre l'insécurité./ Acting against insecurity**

ISSN 0298-7325; NO. 40; 1995; 7-43 P.; 31 ph.; BIBL. dissem.; HLM Aujourd'hui; FRA

Une étude sur 1000 quartiers sensibles a permis de définir les huit degrés d'une « échelle de Richter » de la violence urbaine qui vont du vandalisme et de la délinquance en bande à l'émeute. C'est le premier

article d'un dossier, qui en comporte seize, qui expose d'abord les points de vue de responsables de la police, de chercheurs, de sociologues, avant de montrer comment les organismes HLM peuvent agir concrètement sur les insécurités en cherchant des solutions locales qui associent le dialogue, les activités pour occuper la jeunesse, l'intervention des associations, le rôle des gardiens d'immeubles et autres agents de proximité avec les cas concrets de la Rose des vents (Aulnay-sous-Bois), des Messagers (Chanteloup-les-Vignes), le quartier des Poètes (Pierrefitte), Valdegour (Nîmes), ou Logicil à Tourcoing. (CSTB)

**PASCAL ; CDU**

BONETTI Michel

**La reconstruction de l'espace public. L'enjeu de la gestion politique et de la gestion urbaine**

*ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. (fra). n° 68-69, déc. 1995. - pp. 15-25 (Politiques de la ville. Recherches de terrains)*

Paupérisation, racisme, délinquance, conflit de voisinage, dégradation du bâti sont les représentations communes de la politique de la ville. Mais les écarts à la norme dominante affectent inégalement les lieux incriminés. Les projets en cours gagneraient en consistance si leurs protagonistes révoquaient en doute ces prénotions trompeuses et s'ils revendiquaient une plus grande autonomie.

**CDU**

CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

**Politique de la ville et services des villes**

*ETUDE ET REFLEXIONS. (FRA). n° 18, oct. 1995. - pp. 13-53*

A l'heure où la nouvelle procédure des contrats de ville se concrétise par la mise en oeuvre, sur le terrain, de projets locaux de développement social, ce dossier se propose de prolonger la réflexion sur le thème des incidences de la politique de la ville sur les appareils municipaux. L'article relatif à l'évaluation des contrats de villes en Midi-Pyrénées met en relief les incidences de la politique de la ville sur les pratiques et les politiques locales. Discussion sur le problème du rôle des élus locaux en matière de sécurité de proximité. Le dossier traite également des thèmes suivants : les collectivités territoriales et le développement social urbain (la transition du Xe au XIe Plan) ; la territorialisation de l'action publique dans les quartiers et les agents des services publics ; l'entretien avec Anne Berty (présidente du réseau Amadeus) ; le pilotage des changements d'organisation ; l'association « Profession Banlieue » en Seine-Saint-Denis.

**CDU 38119**

CENTRE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHES ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES DE PICARDIE.  
AMIENS

**La gouvernabilité**

*Paris : PUF, 1996. - 400 p.*

La question de la « gouvernabilité » - autrement dit des conditions de l'exercice du pouvoir - est envisagée sous ses deux aspects indissociables : l'aptitude des groupes à être gouvernés ; les techniques de gouvernement à mettre en oeuvre pour y parvenir. Les différents textes sont groupés selon quatre axes. « Le gouvernement des conduites » : lecture de M. Foucault, le gouvernement des conduites aux XVIe et XVIIe siècles, la dialectique violence physique / violence symbolique, la légalisation de la vidéo-surveillance, la thématique pénitentiaire et l'enjeu pénal. « Le gouvernement des entreprises et des administrations » : gouvernement des entreprises et responsabilité pénale, pratiques référendaires et gouvernabilité de l'entreprise, le gouvernement local, Amiens au XVIIIe siècle, la politique picardienne de modernisation administrative. « Du gouvernement à la gouvernance » : gouvernabilité et transformations structurelles des démocraties, référendum, enquête publique, démocratie participative, apports et limites de l'évaluation démocratique des politiques publiques, processus de changement dans les réseaux d'action publique. « Enjeux européens » : les partis politiques allemands dans les années 90, l'Allemagne face à la construction européenne, la dynamique des opérateurs privés dans le passage à la monnaie unique, les usages politiques du concept de gouvernance dans le discours des organisations économiques internationales.

**CDU 34725**

CHAMBRON Nicole

**Les élus et la sécurité de proximité**

*Montreuil : Editions du Papyrus, 1995. - 90 p., coll. Les guides actuels*

Une réflexion sur une politique locale en matière de sécurité de proximité, dans le but d'effectuer une analyse générale des instruments de régulation de la sécurité locale est présentée. La première partie définit d'une manière quantitative (données chiffrées) et qualitative ce phénomène. La seconde partie fait état de la compétence juridique des élus en matière de politique de l'ordre public, définit les agents de la force publique : gardes-champêtres, agents de police municipale, personnel intervenant pour le compte de la commune, sur lesquels le maire s'appuie afin de mener sa politique de sécurité publique. La troisième partie examine les champs d'action de la police municipale (activités, missions, moyens, organisation) et émet ce constat : la police municipale est une forme de réponse à l'insécurité urbaine, mais d'autres services municipaux se mobilisent afin d'engager cette action auprès de la population. La dernière partie définit ces actions locales (dans les domaines culturels, sociaux...) et émet deux constats : d'une part seule une action coordonnée des différents intervenants locaux concernés par la sécurité peut obtenir des résultats durables, et d'autre part l'élu doit définir des priorités d'action ainsi que des moyens à mettre en oeuvre afin de lutter contre cette insécurité.

**CDU 33333**

DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE

**Prévention de la délinquance et territoires à l'heure du XI<sup>e</sup> Plan. Séminaire 1993**

*La Plaine-St-Denis : Les Éditions d'Ensembles, 1995. - 111 p. bibliogr.*

Mise au point sur la doctrine et les méthodes de prévention de la délinquance, non seulement dans le contexte de la géographie de la politique de la ville mais plus largement sur l'ensemble du territoire national. Ce séminaire a rassemblé des experts et des décideurs pour réfléchir autour de trois axes : la spécificité de la prévention de la délinquance au regard du développement social urbain ; les stratégies et méthodologies liées à l'outil « combat de ville » ; les méthodologies opératoires à chaque niveau d'intervention territoriale, quartier, ville, agglomération.

**CDU 32475**

REDON Cyril

**Sécurité et territoire: du support à l'acteur**

*Grenoble : IUG, 1995. - 104 p., tabl., bibliogr., ann. (mémoire de DESS urbanisme aménagement, sous la dir. de J.-Ph. Motte)*

La société française, comme l'ensemble des sociétés occidentales, est confrontée à une délinquance endémique. Devant cette explosion de violence, l'État, détenteur légitime de la sécurité des français ne semble plus à même d'apporter les réponses qu'attendent les citoyens soumis à un fort sentiment d'insécurité. Une solution choisie depuis près de 10 ans pour apporter un apaisement à ce sentiment est celle d'une territorialisation de l'action publique avec un partenariat au niveau de la commune, par la mise en place des Conseils communaux de prévention de la délinquance. Or, cette solution est parfois quasi-impossible à mettre en place (cas de la justice). Des exemples américains montrent que la production de la sécurité publique peut être la résultante d'une coproduction institutions/habitants.

**IUG D4904**

**La gestion des crises**

*ADMINISTRATION. (FRA). n° 166, janv.-mars, 1995. - pp. 17-182, phot., fig., tabl.*

La crise s'impose aux responsables comme une redoutable équation. Elle surgit sans vraiment s'annoncer et ses développements multidirectionnels ne répondent que rarement à un modèle bien défini. Déstabilisatrice et destructurante, la crise exige des responsables une vision globale, non dépourvue d'une dimension psychologique, une improvisation raisonnée, une adaptation instantanée, une connaissance fine du milieu et des moyens et une capacité d'anticipation, en un mot de hautes qualités de compréhension et de gestion. Le chef sera celui qui va porter toutes les responsabilités, éventuellement pénales, du règlement de la crise. La revue «Administration» se devait, elle aussi, d'apporter sa contribution. Trois idées fortes ont sous-tendu sa démarche : 1- diversité et permanence de la crise à travers ses témoignages : attentats, inondations, violences en banlieue, accident ferroviaire, accident de matières dangereuses, crise nucléaire... 2- problématique de la crise : les dirigeants et la crise, la défense, les intérêts de l'entreprise, les intérêts publics, un plaidoyer pour une formation, les médias et la crise... 3- prospective : charte et guides départementaux de gestion de crise, concours de la vie associative à la gestion de la crise, crise et santé, télécommunications, responsabilités des décideurs... Ce numéro d'administration voulait obliger le lecteur gestionnaire potentiel de la crise à se forcer à se remettre en cause en lui ouvrant un nouveau champ de réflexion.

**CDU**

DONZELOT Jacques ; ESTEBE Philippe  
**L'Etat animateur : essai sur la politique de la ville**  
*Paris : Esprit, 1994. - 238 p.*  
**IHESI 531**

GORGEON Catherine  
**Police et public : représentations, recours et attentes ; le cas français**  
*DEVIANCE ET SOCIETE, vol.18, n° 3, 1994. - pp. 245-273*  
**CESDIP ; BNF**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Collectivités locales et sécurité**

*C. DE LA SECURITE INTERIEURE. (FRA). n° 16, 2<sup>ème</sup> trim. 1994. - 246 p., bibliogr.*

Le dossier s'organise autour d'une question centrale : quelle est la capacité d'action des collectivités locales en matière de sécurité et comment leurs interventions s'articulent-elles avec celles de l'état? Une première approche, institutionnelle, étudie la répartition des compétences entre le centre et la périphérie : de là découle la possibilité pour les élus locaux de conduire des politiques de sécurité a part entière. La seconde approche, sociologique, porte sur les relations de pouvoir qui se déploient dans l'espace local autour des problèmes de sécurité et trois grands enjeux apparaissent.

**IA 34738; CDU ; IHESI**

LE GALL Gérard

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE. PARIS

**La politique de la ville : les quartiers en difficulté et la violence dans les établissements scolaires**

*Paris : CESRIF, 1994. - 138 p., cartes, tabl., graph., bibliogr., coll. CESRIF. Rapports et avis, 94-05*

Après un panorama de la vie dans les quartiers en difficulté, le rapport examine l'évolution de la politique de la ville depuis 1977 en mettant l'accent sur l'Ile-de-France, traite de la politique de la ville et de l'école et établit un bilan critique et une esquisse prospective de la politique de la ville.

**IA 34463; DRE O.CESRIF.RA.; CDU 29370 ; IHESI 531**

THOENIG Jean-Claude

**La gestion systémique de la sécurité publique**

*REVUE FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE, vol. XXXV, n° 3, 1994. - pp. 357-392, bibliogr.*

**IHESI ; CDU**

CONSEIL NATIONAL DES VILLES

**Les polices de la ville**

*Paris : CNV-DSU, 1993. - 57 p.*

L'utilisation générale du quartier comme instrument d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de développement social a introduit dans la culture administrative la perception de l'espace urbain et de sa division des territoires. A un territoire fractionné correspond une loi fractionnée mais aussi la multiplication de corps chargés de mettre en œuvre leur part de loi. Réflexions sur la sécurité dans le logement social, à l'école, dans les transports publics et les centres commerciaux.

**IHESI 531 ; CDU 51688**

DOURLENS Christine ; VIDAL-NAQUET Pierre ; GALLAND Jean-Pierre

FRANCE. EQUIPEMENT (MIN.). RECHERCHE ET AFFAIRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES (DIR.) ; FRANCE. SERVICE TECHNIQUE DE L'URBANISME. PARIS

**Les insécurités urbaines. Nouvelles approches, nouveaux enjeux. Actes du séminaire « sécurité, risques, insécurité »**

*Paris : Ed. du STU, 1993. - 196 p., bibliogr. (avec collab. de Michèle Roche)*

Cet ouvrage restitue la majeure partie des interventions effectuées dans le cadre du séminaire « sécurité, risques, insécurité ». Il est fait le point sur l'évolution des politiques et des moyens de lutte contre les multiples insécurités urbaines (accidents de la route, transport de matières dangereuses, risques naturels ou technologiques, délinquance, etc.). Il traite : de l'administration municipale face aux risques urbains, des enjeux du risque technologique dans la planification et l'aménagement urbain, des risques

liés au sous-sol et à l'eau en milieu urbain, de la mise en oeuvre d'une politique locale de sécurité routière, des problèmes de sécurité dans le métro, du risque d'incendie face aux usages de la forêt, etc.  
**CDU 28281; DCN 25-994; TU ST01 2638; EPC NS20600 ; IHESI 531**

DUBOUCHET Louis

DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE ; FRANCE. AFFAIRES SOCIALES ET INTEGRATION (MIN.)

**Opérations prévention été : évaluation méthode réflexion**

*Paris : DIV, 1993.- 64 p., ann.*

Ce dossier sur les opérations prévention été (OPE) propose aux décideurs et aux opérateurs locaux une réflexion sur la prévention, ses méthodes et les incite à forger des instruments d'évaluation. Il est traité du choix du jeune à haut risque, de l'intervention sur son environnement, du réseau local de prévention et des Conseils communaux de prévention de la délinquance (CCPD), de l'adaptation de l'organisation administrative.

**CDU 29314**

FRANCE. COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN; COMITE INTERMINISTERIEL DE L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES. PARIS

**L'insertion des adolescents en difficulté : rapport de l'instance d'évaluation**

*Paris, La Documentation française, 1993.- 374 p., tabl., graph.*

Après une analyse de chacun des dispositifs intervenant dans l'insertion des jeunes en difficulté, le rapport dresse un bilan qui fait apparaître une insuffisante concertation entre l'aide sociale à l'enfance et la justice des mineurs, l'interdépendance non maîtrisée entre insertion sociale et insertion professionnelle, le caractère éclaté du système d'intervention de l'État et le partage confus des compétences entre l'État et les collectivités locales. Trente propositions d'adaptation ou de réforme des instruments de l'action publique pour une meilleure efficacité sont présentées.

**IA 34066**

TRICOIRE Bruno ; MAUGIN Marcelle ; ROBERT André

**Le travail social à l'épreuve des violences modernes**

*Paris : L'Harmattan, 1993.- 255 p., coll. Logiques sociales*

Une relecture de l'œuvre de René Girard et de son intérêt pour les travailleurs sociaux, leur place, leur avenir.

**IHESI 612**

DRAY Julien

FRANCE. ASSEMBLEE NATIONALE

**Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement sur la violence des jeunes dans les banlieues**

*Paris : Assemblée nationale, 1992.- 73 p. (enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 25 juin 1992)*

La violence des jeunes dans les banlieues est un phénomène préoccupant qui mérite d'être correctement évalué et qui révèle un malaise profond chez les différents intervenants. Pour tenter de résoudre la question de la violence des jeunes, il faut agir sur la police et la justice et sur le système scolaire et la vie dans les quartiers.

**IA 31421; CDU 28121 ; IHESI 613.1**

FOUCAULT Michel

**Surveiller et punir. Naissance de la prison**

*Paris : Gallimard, 1993.- 364 p., bibliogr., coll. Bibliotheque des histoires (1<sup>ère</sup> éd. 1975)*

**CDU 7120; EPC NY0029**

GLEIZAL Jean-Jacques ; FROMENT Jean-Charles

**Les politiques locales de sécurité**

*La Lettre du cadre territorial, 1993.- 94 p., bibliogr., textes réglementaires, coll. Dossiers d'experts*

**IHESI 531**

KIRSZBAUM Thomas

CONSEIL NATIONAL DES VILLES. PARIS

**Bilan des 64 propositions du rapport de la commission des maires sur la sécurité, 1982-1992**

*Paris : CNV, 1992.- 183 p., index*

Synthèse (en 64 propositions) des enquêtes menées auprès des maires de France sur la sécurité : maîtrise de la politique d'attribution de logement, répartition équitable des logements sociaux entre les communes, développement des équipements socio-éducatifs dans les quartiers, généralisation des contrats de sécurité, des actions en faveur de l'éducation, de l'information, de la prévention, de la coopération des actions.

**CDU 27502**

VOURC'H Catherine

CONSEIL NATIONAL DES VILLES. PARIS

**Sécurités en liberté : synthèse de la journée débat du 29 juin 92**

*Paris, CNV, 1992.- 48 p.*

La journée-débat a été dominée par un triple appel : un appel au politique à définir un projet politique, un appel aux adultes et aux parents, un appel des élus et responsables associatifs à l'État.

**IA 31864; CDU 29311**

ASSOCIATION DES MAIRES DES VILLES DE BANLIEUE DE FRANCE

**Les jeunes et la ville : synthèse des travaux, rencontre le 23 mai 1991, les Ulis (Essonne)**

*Paris : AMBVF, 1991.- VI-69 p., coll. Repères*

La rencontre a pour objectifs de : dédramatiser les phénomènes de violence ou de « bandes » ; revaloriser le rôle des jeunes ; souligner les conditions nécessaires de cette inscription sociale des jeunes tout en mettant en exergue le dilemme des maires « faire pour ou faire avec » ; enclencher un mouvement ou renforcer le sentiment de renouvellement de l'exercice de la citoyenneté.

**IA 31026**

CARDO Pierre

CONSEIL NATIONAL DES VILLES. PARIS

**Mouvements collectifs et violence. Groupe de travail « es violences collectives 1991 »**

*Paris : CNV, 1991.- 35 p., ann.*

Diagnostic du groupe de travail présidé par P. Cardo sur les mouvements de violence qui ont agité les grands ensembles des villes de banlieue. Après avoir défini le profil-type des jeunes qui se livrent à des violences en banlieues, l'étude analyse les dysfonctionnements institutionnels auxquels renvoient les problèmes posés par ces publics, évalue les réponses inadaptées qui ont été apportées jusqu'à présent à leurs besoins et à leurs comportements, et repère les « non-réponses ». Des propositions pour tenter de remédier à ces situations et de faire émerger des pistes de réflexion sont formulées. Thèmes abordés : le milieu familial, l'environnement urbain, la sécurité et l'insécurité, les difficultés scolaires, professionnelles, administratives des populations, les réactions des jeunes, les modèles d'identité et les problèmes d'intégration, les problèmes dans l'école, dans la police, dans la justice, le rôle des conseils généraux et de la prévention spécialisée. En annexe : Loi casseur du 12 nov. 1990 et dispositif d'insertion des jeunes de l'éducation nationale (DIJEN).

**CDU 25821; IA 30595(2); IAB 2702 ; IHESI 613.1**

DELARUE Jean-Marie

**Banlieues en difficulté : la relégation. Rapport au ministre d'État, ministre de la Ville et de L'aménagement du territoire**

*Paris : Syros/Alternatives, 1991.- 224 p.*

Suite à une enquête de plusieurs mois auprès de 300 acteurs, élus, militants d'associations, chefs de projet, travailleurs sociaux, l'auteur analyse les causes de la dégradation des banlieues et apporte des pistes pour de nouvelles pratiques. Cet ouvrage permet à la fois de poser les problèmes politiques généraux comme la définition d'une nouvelle citoyenneté, et de comprendre les réformes de fonctionnement nécessaires des administrations concernées - État et collectivités locales -, pour qu'il soit mis fin à la relégation dont souffrent aujourd'hui les habitants de ces quartiers en difficultés.

**CDU 25257; IA 29724(2); CTM 10845**

DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE

**Prévention des toxicomanies. Guide des politiques locales**

Paris : DIV, 1991.- 23 p. (avec collab. de la Délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie)

Ce document expose les réponses de collectivités locales aux problèmes posés par l'usage de drogues. Les politiques de prévention sur Orly, sur le quartier de la Goutte d'Or, à la Roche-sur-Yon et Toulouse. Des méthodes pour élaborer une politique locale de lutte contre la toxicomanie, des outils de diagnostic et de suivi des moyens de lutte mis en place.

**CDU 27493**

DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE

**Prévention de la délinquance, une nouvelle étape**

Paris : DIV, 1990.- 26 p.

**CDU 23158**

DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE

**Les villes contre la délinquance. Prévention et sécurité urbaine**

Paris : DIV, 1990.- 34 p., phot. noir/blanc

**CDU 23153**

ESTEBE Philippe

DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE

**Diagnostic local de sécurité : éléments de cahier des charges**

Paris : DIV, 1990.- 32 p.

Diagnostic devant permettre d'établir un bilan des actions déjà engagées et d'analyser les éléments constitutifs de l'offre locale de sécurité. Ce texte veut cerner le cadre problématique dans lequel peuvent s'inscrire les diagnostics locaux de sécurité, et apporter des éléments à un cheminement méthodologique permettant de structurer une action de connaissance des besoins et des moyens locaux de sécurité.

**CDU 23157**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**L'offre publique de sécurité**

CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 2, juil.-sept. 1990.- 231 p.

Le système français de sécurité est étudié dans sa spécificité. Quelle perception de la police aujourd'hui ? Quelles adaptations pour demain ? Des chercheurs, des policiers et des hauts fonctionnaires font un tour d'horizon des forces de l'ordre, leur histoire et leur particularité ainsi que le détail de leur organisation.

**CDU ; IHESI**

ION Jacques

**Le travail social à l'épreuve du territoire**

Toulouse : Privat, 1990.- 174 p., bibliogr.

Réflexions sur les conditions de mise en oeuvre d'une politique d'action sociale au niveau local à travers un bilan du fonctionnement des dispositifs de développement social des quartiers (DSQ), des Comités de prévention de la délinquance, des opérations anti-été-chaud, etc. Etabli à partir d'enquêtes sur le terrain, cet ouvrage décrit les modalités d'intervention et de coopération des acteurs locaux travaillant à la recomposition du tissu social. Il est successivement traité : 1- des nouveaux dispositifs et procédures d'intervention sur le social ; 2- de la mobilisation incertaine des travailleurs sociaux ; 3 - des pratiques et des logiques professionnelles à l'épreuve du terrain ; 4- des compétences et du pouvoir ou des rapports entre technique et politique ; 5- de la politique étatique en quête d'administration.

**CDU 26473**

SARDAIS Claude

FRANCE. ECONOMIE ET FINANCES (MIN.). INSPECTION GENERALE DES FINANCES. PARIS

**Rapport sur la mise en oeuvre de la politique de la ville**

Paris : Inspection générale des finances, 1990.- 126 p.

Rapport de mission sur les incidents de Chanteloup-les-Vignes et de Vaux-en-Velin réalisée dans le cadre de l'étude sur la politique de la ville. Ces deux incidents ont mis en question la politique de la ville. Discussion sur le fait que si la politique de la ville s'est imposée, son système de mise en oeuvre limite

son efficacité. Observation de l'évolution des structures rassemblées par la réforme de 1988 par rapport aux objectifs de cette dernière.

**CDU 38323**

THYRAUD Jacques

FRANCE. SENAT

**Rapport d'information fait au nom de la Mission d'information chargée d'étudier les problèmes posés par l'immigration en France et de proposer les éléments d'une politique d'intégration**

*Paris : Sénat, 1990. - 2 vol., 464 + 329 p. (annexe au procès-verbal de la séance du 27 nov. 1990)*

L'immigration est ressentie par les français comme l'un des problèmes de société les plus importants de notre époque. Le rapport analyse le concept d'immigration et les problèmes que celle-ci pose aux pays industrialisés, examine le régime général des conditions d'entrée, de séjour et de départ forcé des étrangers ainsi que les exceptions qui y sont apportées. La notion d'intégration est analysée à travers l'emploi, la formation, l'école, la protection sociale, le logement, le droit de la nationalité. Le second tome présente les auditions et déplacements de la mission d'information.

**IA 28692(1-2)**

BAILLEAU Francis ; GARIOUD Georges

**La sécurité : un nouvel objet pour les politiques locales**

*Paris : Association de recherche en sociologie, 1988. - 50 p.*

**IHESI 44**

## **2. justice et police**

BOUSQUET Richard ; VENTRE André-Michel

**Insécurité, nouveaux enjeux. L'expertise et les propositions policières**

*Paris : L'Harmattan, 1999. - 350 p., coll. Villes et entreprises*

Le renoncement de l'Etat à agir seul contre l'insécurité le conduit à mobiliser, aux côtés de la police et de la gendarmerie, un nombre croissant d'acteurs parmi lesquels les communes jouent un rôle de premier plan. En favorisant sa municipalisation progressive. L'Etat entend-il se désinvestir de la sécurité de proximité ? Comment peut-il conserver un rôle d'impulsion, d'animation, de contrôle de la sécurité partagée ? Au-delà du discours incantatoire sur la police de proximité, comment faire évoluer vers la protection au quotidien des personnes et des biens contre la petite délinquance un dispositif policier conçu pour défendre les institutions et assurer l'ordre public ?

**IHESI 531**

FELKAY Michel

**Les interventions de la police dans les zones de cités urbaines**

*Paris : L'Harmattan, 1999. - 96 p., bibliogr.*

Comment la police doit-elle intervenir dans ces zones de cités urbaines afin de ne pas déclencher un plus grand trouble que celui qu'elle voudrait faire cesser ? Par une synthèse d'expériences vécues, l'auteur explique que le commissaire de police doit « sentir » un quartier, une cité ou une ville pour insuffler des doses de sécurité plus ou moins fortes. Suivant une échelle de violence de quatre degrés, l'auteur propose des modes d'intervention proportionnés au trouble afin de rétablir puis de maintenir la tranquillité publique dans les lieux.

**IHESI 263**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Un débat raisonné ? Retour sur dix ans de sécurité intérieure**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 37, 3<sup>e</sup> trim. 1999. - 285 p.*

Vu de l'intérieur : Aux origines de l'Institut (J.-M. Erbès) ; Les anciens auditeurs, juges de l'IHESI (F. Ocqueteau) ; La demande de sécurité intérieure (entretien avec P. Joxe). Regards sur la recherche : Jalons pour une histoire de la recherche française sur les institutions et les pratiques policières (J.-L.



Loubet del Bayle) ; Recherche et action dans le champ de la police et de la sécurité (J.-J. Geizal) ; Bilan de la recherche sur le crime et la justice en France de 1990 à 1998 (J. Faget, A. Wyvekens). Objectif proximité : Réinventer la police urbaine (D. Monjardet) ; Offre de sécurité et forces publiques régaliennes (P. Simula) ; Prévention et activités policières au Canada et au Québec (J.-P. Brodeur). Repères : Police nationale, syndicalisme et alternances politiques (O. Renaudie) ; La police communautaire de Peel à Goldstein, détours et détournements (M. Chalom).

**CDU ; IHESI**

### **Droit, sécurité, justice. Plus proches des citoyens ?**

*TERRITOIRES, n° 399, juin 1999. - 40 p.*

Le droit pourrait-il devenir accessible à tous ? Ouvrir la porte à la dignité, à l'écoute, au dialogue, y compris et surtout pour les sans voix ? La sécurité serait-elle autre chose que la seule répression de la violence ou de la délinquance, que la seule intervention de la police ? Pourrait-elle être la recherche par un ensemble de partenaires, à l'échelle d'un territoire, des conditions pour rendre l'espace public « partageable » par tous ?

**CDU**

### **Les politiques locales de sécurité**

*REVUE DE LA GENDARMERIE NATIONALE, n° 190-191, 1999. - pp. 20-156, phot.*

La Délégation interministérielle à la ville : agir en partenaire (C. Brévan). Police de proximité et citoyenneté ; la police nationale et les politiques locales de sécurité (D. Cultiaux). Le nouveau partenariat pour la sécurité à la ville : la sécurité raisonnée (E. Darras). Le dispositif relatif à la sécurité : le maire et la police municipale (F. Dupont-Marillia). La gendarmerie nationale et le milieu scolaire : gendarmes et mineurs (B. Duquesnoy). Le dispositif des contrats locaux de sécurité : difficultés d'application ? (C. Gherab). Gendarmerie, proximité et partenariat : des concepts au service de la cohésion sociale (A. Haroune). Le maire ne fait pas « cavalier seul » ; la sécurité à l'échelon municipal (M. Herbillon). Violences scolaires : quels remèdes ? (A. Hussenet). La gendarmerie de demain : relever le défi de la périurbanité (M. Lallement). L'évolution des politiques locales de sécurité (C. Lavi alle). Les rave parties : tragédie au Teknival de Saint-Goazec (P. Marvillet).

**IHESI**

AUBOUIN Michel ; DELANNOY Michel-François ; GREMY Jean-Paul  
INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

### **Anticiper et gérer les violences urbaines. Bilan d'expérimentation des cellules de veille**

*Paris : IHESI, 1998. - 32 p.*

Comment prévoir les violences urbaines ? Comment surveiller la montée des tensions dans les quartiers pour mieux les désamorcer ? Pour répondre à ces questions, l'IHESI propose la mise en place de cellules de veille qui ont été testées sur cinq sites pendant un an. Cet ouvrage présente le bilan de l'expérimentation de ces cellules de veille qui apparaissent comme une solution à retenir pour l'anticipation et la gestion des violences urbaines.

**IHESI**

CHAUVENET Antoinette

### **Guerre et paix en prison**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 31, 1<sup>er</sup> trim. 1998. - pp. 91-109 (Les prisons)*

**CDU ; IHESI**

FERRET Jérôme

### **Les polices municipales en France, une perspective socio-politique**

*DEVIANCE ET SOCIETE, vol. 22, n° 3, 1998. - pp. 263-288*

**IHESI 155 ; CESDIP**

HAENEL Hubert

FRANCE. SENAT

### **Rapport d'information sur le classement sans suite**

*Paris : Sénat, 1998. - 100-101 p., graph., tabl., ann., coll. Rapports du Sénat, 513*

La perte de confiance dans la capacité de la justice à apporter une réponse judiciaire au traitement de la délinquance est étroitement liée à l'explosion du taux de classement sans suite au cours de la dernière

décennie : 69% en 1987 contre plus de 80% en 1995. Ce phénomène accroît le sentiment d'insécurité de la population et il encourage les auteurs impunis d'infractions à persévérer dans la voie délictueuse. L'enquête révèle l'insuffisance de moyens matériels et humains de la justice, ses dysfonctionnements, ses rigidités, ses cloisonnements et l'absence de coopération entre les maillons de la chaîne de traitement de la délinquance. Des propositions cherchent à améliorer l'efficacité de l'ensemble des services de l'État impliqués dans la lutte contre la délinquance.

**IA 39609**

LADA Emmanuelle ; NICOLE-DRANCOURT Chantal

**Image(s) de l'armée et insertion des jeunes**

Paris : Centre d'études en sciences sociales, Les documents du C2SD, 1998.- 128 p., bibliogr.

**IHESI 32**

OCQUETEAU Frédéric ; FERRET Jérôme

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Evaluer la police de proximité : problèmes, concepts, méthodes**

Paris : La Documentation française, 1998.- 138 p., bibliogr., graph., coll. La sécurité aujourd'hui

Comment évaluer les politiques publiques de sécurité ? Pour répondre à cette question, l'IHESI a engagé une réflexion nourrie d'expériences françaises et étrangères, les évaluations de la prévention du crime étant, au Royaume-Uni, au Canada et aux Etats-Unis, les plus avancées. Peut-on toutefois adopter ces concepts et ces méthodes en France ? Quels problèmes pourraient se poser et comment en intégrer les solutions dans le dispositif des «contrats locaux de sécurité » ? Cet ouvrage permet d'engager une réflexion sur l'évaluation de la police de proximité, l'équivalent de « community policing ».

**IHESI 263.1**

PEREZ DIAZ Claudine

CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES SUR LE DROIT ET LES INSTITUTIONS PENALES

**Jeux avec les règles pénales. Le cas des contraventions routières**

Paris : L'Harmattan, 1998.- 176 p., coll. Déviance

Les déplacements automobiles ont rapidement posé des problèmes de fluidité, et l'accroissement des accidents a conduit les pouvoirs publics à prendre en compte celui de la sécurité. Des solutions techniques furent proposées, ainsi que des actions visant à changer le comportement des conducteurs, avec des moyens d'ordre éducatif, préventif et répressif. L'analyse du fonctionnement du système répressif permet d'en clarifier les rouages et d'identifier certains phénomènes qui s'intercalent entre le droit et ses potentiels sur les comportements.

**CESDIP**

ROBERT Philippe ; CARTUYVELS Yves ; DIGNEFFE Françoise ; PIRES Alvaro ; ACOSTA Fernando ; HULSMAN Louk ; DEBUYST Christian ; VAN SWAANINGEN René ; FAUGERON Claude ; LANDREVILLE Pierre ; LABERGE Danielle ; DEFLEM Mathieu ; KAMINISTKI Dan ; TULKENS Françoise ; BRODEUR Jean-Paul ; VAN OUIRIVE Lode

**Politique, police et justice au bord du futur**

Paris : L'Harmattan, 1998.- 384 p., bibliogr., coll. Logiques sociales

L. Van Ouirive est une des figures marquantes de la sociologie criminelle européenne. Une trentaine de spécialistes ont dialogué avec lui sur quelques grands thèmes qui agitent l'étude du crime à l'aube de l'an 2000. Comment vont évoluer à moyen terme les régulations pénales ? Quelles mutations travaillent la police son rôle dans les politiques de sécurité ?

**IHESI 42**

SALAS Denis

**Refonder l'Etat éducateur**

ESPRIT, n° 241, mars-avril 1998.- pp. 174-188

Le modèle, élaboré dans les années 50, d'une justice des mineurs associant protection de l'enfance et répression de la délinquance, est aujourd'hui mis à mal par les transformations de cette délinquance et l'apparition d'un nouveau code pénal. On assiste à une délinquance d'exclusion où le jeune délinquant symbolise une partie de la société française : famille dissociée, échec scolaire, défaut d'insertion, chômage.

**Sciences po**

WYVEKENS Anne

**Délinquance des mineurs, justice de proximité vs. justice tutélaire**

*ESPRIT*, n° 241, mars-avril 1998.- pp. 158-173

Devant l'augmentation de la délinquance et de la violence juvéniles dans les « quartiers difficiles », une expérience de « justice de proximité » s'est mise en place pour systématiser les réponses à ce problème : création de maisons de justice, relations plus étroites entre certains établissements scolaires, police et justice, afin de résorber la violence dans les écoles ; création de groupes locaux de traitement de la délinquance pour restaurer un minimum de paix civile dans les quartiers.

**Sciences po**

WYVEKENS Anne ; DONZELOT Jacques

CENTRE D'ETUDE DES POLITIQUES SOCIALES ; INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE ; DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE

**La politique judiciaire de la ville : de la prévention au traitement. Les groupes locaux de traitement de la délinquance**

*Paris : CEPS, 1998.- 111 p.*

Origine des groupes locaux de traitement de la délinquance : les lignes de transformation de la politique judiciaire de la ville ; la conjonction du partenariat et de la territorialisation. Une magistrature sociale : « travailler avec le parquet ? », l'installation d'une « magistrature sociale ». Le souci du territoire : du traitement de la délinquance au traitement de l'espace ; au-delà du débat prévention - répression.

**IHESI ; CDU 51686**

ZAUBERMAN Renée

**Gendarmerie et gens du voyage en Région parisienne**

*C. INTERNATIONAUX DE SOCIOLOGIE. (FRA). vol. 105, juill.-déc. 1998.- pp. 415-438, bibliogr.*

Une recherche sur le travail de police judiciaire de la Gendarmerie nationale en Région parisienne a conduit à l'observation d'un conflit de l'institution avec les « gens du voyage ». L'examen de ce conflit relève de la sociologie policière et permet de dessiner un portrait caractéristique du gendarme. Peur et discours raciste sont l'expression de ce que les gendarmes vivent comme une confrontation naturelle et permanente. Le traitement gendarmique de cette délinquance procède davantage de la recherche de renseignements militaires et d'opérations de maintien de l'ordre que du travail ordinaire de police judiciaire.

**CDU**

ALLONCLE Michel

FRANCE. SENAT

**Rapport d'information sur le rôle de la gendarmerie dans les zones périurbaines**

*Paris : Sénat, 1997.- 32 p., coll. Rapports du Sénat, 62 (titre de couv. : Les banlieues : un nouveau défi pour la gendarmerie)*

Aujourd'hui, 13% des brigades de gendarmerie et 19% des effectifs assurent la surveillance des zones périurbaines où se concentrent près du quart de la population placée sous la responsabilité exclusive de la gendarmerie et où se rencontrent 33% des crimes et délits recensés au niveau national (problèmes de drogue, de délinquance et de violence). Les propositions cherchent à découvrir les voies et les moyens d'une meilleure adaptation de l'implantation de la gendarmerie aux réalités actuelles.

**IA 38900; RIF 1740 ; IHESI 31**

AUBUSSON DE CAVARLAY B.

CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES SUR LE DROIT ET LES INSTITUTIONS PENALES

**Les statistiques policières : que compte-t-on et comment ?**

*Guyancourt : CESDIP, juin 1997.- coll. Questions pénales, n° X.3*

**CESDIP**

FELKAY Michel

**Le commissaire de police : son rôle et son action en zones de cités urbaines (banlieues)**

*Sl. : 1997.- 34 p. (étude)*

**IHESI 221**

VILAIN Jean-Paul

**Les sapeurs-pompiers et la prévention des « violences urbaines ». Rapport du groupe de travail chargé du recensement des mesures et de secours pour prévenir les agressions contre les sapeurs pompiers**

*Paris : Ministère de l'Intérieur / Direction de la Défense et de la sécurité civiles / Bureau de liaison des services de secours et des acteurs de terrain, 1997.- 50 p., cartes, tabl., presse*

**IHESI 531/NT**

WYVEKENS Anne

**L'insertion locale de la justice pénale. Aux origines de la justice de proximité**

*Paris : L'Harmattan, 1997.- 364 p., coll. Logiques sociales*

**IHESI 43**

GREMY Jean-Paul

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Les violences urbaines. Comment prévoir et gérer les crises dans les quartiers sensibles ?**

*Paris : IHESI, 1996.- 31 p., coll. Etudes et recherches*

Le contexte socio-économique de quartiers où se sont produits sept crises de violences collectives, les carences de la socialisation des enfants et des adolescents, le système de valeurs des jeunes qui se livrent à ces violences, les circonstances du déclenchement des violences et les effets de quelques mesures prises sont examinés. Afin d'éviter une nouvelle crise, il est indispensable que les pouvoirs publics prennent en permanence le pouls du quartier et qu'ils soient systématiquement informés en temps réel de tout événement pouvant provoquer une crise. Il faut réagir immédiatement dès qu'un risque apparaît, gérer les réactions des habitants pendant la crise et mener une politique d'information concertée en direction des médias. Les limites des solutions déjà mises en place dans certaines municipalités amènent à conseiller la création d'une cellule de veille permanente.

**CDU 33768; IA 40750 ; IHESI**

MAC MAHON M.

**La répression comme entreprise : quelques tendances récentes en matière de privatisation et de justice criminelle**

*DEVIANCE ET SOCIETE, vol.20, n° 2, 1996.- pp. 103 et suiv.*

**CESDIP**

MINISTERE DE L'INTERIEUR

**La Préfecture de police au service des parisiens : bilan et perspectives, mars 1997**

*Paris : Ministère de l'intérieur / Préfecture de police, 1997.- 111 p., tabl., stat.*

**IHESI 265**

MONJARDET Dominique

**Ce que fait la police, sociologie de la force publique**

*Paris : La Découverte, 1996.- 324 p., coll. Textes à l'appui*

**IHESI 20**

**La ville, les jeunes, les juges**

*Paris : LGDJ, 1996.- coll. Droit et société, n° 22*

La prévention de la délinquance juvénile en milieu urbain : justice et politique de la ville (Thilo Firschow). Les jeunes et le retour au droit (François Dubet).

**IHESI**

FIRCHOW Thilo

**Institution judiciaire et développement social urbain./ The judicial institution and urban social development**

*ISSN 0769-3362; NO. 29; PP. 101-114; ABS. eng; FRA; ref. et notes dissem.; 1995; Droit et société*

L'importante convocation de l'institution judiciaire dans le giron de la politique de la ville et du développement social urbain ne laisse pas d'inquiéter les juristes attachés à l'idée de son « indépendance ». En fait, l'analyse démontre que des processus complexes d'adaptation de l'organisation « Institution judiciaire » sont en oeuvre, non seulement au regard des exigences de la

rationalité administrative, mais encore au regard de l'évolution des fonctions sociales et politiques du droit. Au-delà de la question de la dilution de l'institution judiciaire dans l'action administrative de l'Etat, se pose avec acuité la problématique de la modernisation de l'institution judiciaire tout entière sous l'influence des critiques socio-politiques intenses qu'elle subit.

#### **FRANCIS**

FONDATION DE FRANCE

#### **La justice face aux mutations urbaines : synthèse des travaux**

*Paris : Fondation de France, Assemblée nationale, 1995. - 71 p.*

#### **IHESI 531**

GARAPON Antoine ; SALAS Denis (dir.)

#### **La justice des mineurs. Evolution d'un modèle**

*Paris / Bruxelles : Bruylant / LGDJ Montchrestien, 1995. - 168 p.*

#### **IHESI 613.2**

INSPECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE. FRANCE

#### **Audit sur la lutte contre les violences urbaines dans le département des Yvelines**

*Paris : Direction générale de la police, Inspection générale de la police nationale, 1995. - 88 p., ann., tabl., stat.*

#### **IHESI NT**

TOUITOU Aimé ; GUISLAIN Jean-Paul

UNION NATIONALE DES FEDERATIONS D'ORGANISMES D'HLM PARIS

#### **Villes et quartiers. HLM et sécurité dans les quartiers d'habitat social**

*Paris : UNFOHLM, 1995. - 129 p., coll. d'Actualités HLM, Cahier n° 39*

Chapitre 1 : les tendances françaises en matière d'insécurité, de sentiment d'insécurité et de délinquance. Chapitre 2 : le rôle et le fonctionnement des institutions publiques en charge de la sécurité : Police, Justice, Délégation interministérielle à la ville (DIV) et collectivités locales. Chapitre 3 : les obligations des organismes HLM et leur capacité à agir face aux troubles du voisinage ; quelques exemples de nouvelles pratiques en matière de gestion de la sécurité. Chapitre 4 : divers dispositifs partenariaux et formes de coopération : les Conseils de prévention de la délinquance et leurs différents échelons territoriaux ; les contrats de ville ; les plans départementaux de sécurité ; le diagnostic sécurité ; le partenariat Police-HLM ; le rôle des habitants.

#### **CDU 36259**

VIGNOBLE G.

#### **Les Maisons de justice et du droit**

*Paris : Ministère de la Justice, Secrétariat d'Etat pour la coordination de la politique de la ville, fév. 1995. - 27 p. + ann.*

Ce rapport, remis au Ministre de la Justice, émet des propositions en faveur d'une justice globale de proximité. Il dresse un bilan positif des 32 Maisons de justice et du droit (MJD) implantées dans les quartiers en difficulté et préconise de : leur accorder un véritable statut juridique ; réserver les postes clés à des personnels de justice ; recruter un éducateur, animateur et référent de la MJD ; clarifier les financements et leur répartition entre les collectivités locales, le ministère de la Justice et la DIV ; élargir leurs activités et en faire des instances décisionnelles et non plus seulement des lieux de médiation, de conciliation, d'information

#### **ADRI DSU19**

#### **Police et justice dans la ville. Services aux habitants et services de proximité**

*VILLE ET QUARTIERS. (FRA). n° 1, déc. 1995. - pp. 13-20, phot.*

Qu'il s'agisse du traitement et de la prévention de la délinquance, ou encore de la création de services de proximité aux habitants, les Rencontres de la DIV montrent la complexité et la diversité des réponses possibles aux problèmes rencontrés par la politique de la ville. Divers exemples sont rapportés : les Maisons de justice du Val d'Oise, la gestion de la sécurité et la police de proximité à Clermont-Ferrand ; la lutte contre la violence en milieu scolaire en Seine-Saint-Denis ; l'aide aux personnes âgées à Caen et enfin le contrat de ville du Rouergue à Creil.

#### **CDU**

FIRCHOW Thilo

**Politique de la ville et protection de la jeunesse./ Urban policy and youth protection**

*ISSN 0769-3362; NO. 27; PP. 351-364; ABS. eng; FRA; 1994; Droit et société*

L'analyse développée dans cet article a pour but de délimiter les logiques d'intervention des systèmes administratif et judiciaire de protection de la jeunesse. Portés par des autorités politiques différentes, à des niveaux distincts de positionnement territorial, les systèmes considérés fonctionnent de manière cloisonnée voire, dans certaines situations critiques, de façon incompatible. La politique de la ville et ses méthodes d'action fondées sur une démarche de contrat et de projet constitue une alternative heureuse à ce type de fonctionnement. La mise en place des contrats de ville du XIe Plan (1994-1998) représente à cet égard un enjeu de tout premier ordre.

**FRANCIS ; IHESI**

HAENEL Hubert ; ARTHUIS Jean

FRANCE. JUSTICE (MIN.)

**Propositions pour une justice de proximité**

*Paris : Ministère de la Justice, 1994. - 63 p., tabl.*

Pour modifier l'image de la justice, le rapport préconise de la rendre plus familière aux français, entend recentrer le juge sur ses missions et propose des solutions pour parvenir à une meilleure adaptation des réponses du système judiciaire.

**IA 34447**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Ordre public et histoire**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 17, 3<sup>e</sup> trim. 1994. - 197 p.*

Quelle mémoire pour la sécurité intérieure ? Les difficultés d'accès aux archives, voire leur inexistence, ont longtemps bloqué la recherche dans ce domaine. Pourtant, depuis quelques années, l'IHESI s'emploie à rassembler les éléments d'une histoire de la sécurité intérieure, en exploitant de nouvelles sources.

**CDU ; IHESI**

TIEUNANT Sophie ; ROBERT J.-P.

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SOCIO-ECONOMIQUE ; INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Activités de la gendarmerie et sécurité des habitants dans les zones urbaines**

*Paris : IHESI, juill. 1994. - 67 p., ann.*

Cette étude a été conduite sur deux urbains, à partir de trois angles d'approche : l'activité des brigades de gendarmerie finalisées vers la sécurité des personnes et des biens ; les rapports entre la brigade et les acteurs de la sécurité locale (partenariat de travail et collaborations établis par la brigade) ; les pratiques et les perceptions de la population concernant l'insécurité l'action de la brigade et leurs relations avec les gendarmes.

**CDU 31871 ; IHESI**

**Ville, justice et droits**

*ENSEMBLES. (FRA). n° 43, mai 1994. - 54 p., bibliogr., phot.*

Ce document présente une série d'articles sur les liens entre la politique de la ville, la justice et le droit. Il est question d'une nouvelle conception de l'administration locale, de nouveaux modes d'action de proximité adaptés aux besoins des habitants et susceptibles de compenser les difficultés d'intégration et de précarisation des populations.

**CDU**

DOURLENS Christine ; VIDAL-NAQUET Pierre-A.

CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHE SUR LES PRATIQUES DE L'ESPACE. AIX-EN-PROVENCE ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

**L'autorité comme prestation. La justice et la police dans la politique de la ville**

*Marseille : Centre d'étude et de recherche des pratiques de l'espace, 1993. -189 p.*

Recherche sur l'évolution du rôle de la justice et de la police dans les politiques locales de prévention de la délinquance. Comment ces deux institutions, par le biais de dispositifs de proximité (ilotage pour la

police, création de Maisons de justice et d'antennes juridiques pour la justice), tentent-elles aujourd'hui de se constituer comme le nouveaux partenaires de la politique de la ville ?

**PU 1909; CDU 28459; DCN 25-A-296**

DOURLENS Christine ; VIDAL-NAQUET Pierre-A.

CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHE SUR LES PRATIQUES DE L'ESPACE. AIX-EN-PROVENCE ; FRANCE. EQUIPEMENT (MIN.). RECHERCHE ET AFFAIRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES (DIR.)

### **La gestion pragmatique des risques**

*Paris : janv. 1993.- pag. mult., bibliogr. (lettre de commande n° 91-1-05)*

Quatre articles sur la gestion des risques. 1- prévention et lutte contre les feux de forêts par une responsabilisation des citoyens. 2- gestion de l'insécurité et rapports de l'État, du système judiciaire et policier avec la violence. 3- la prévention des risques naturels liés au sol, au sous-sol et à l'eau en milieu urbain et les perspectives offertes par les systèmes d'aide à la gestion. 4- l'évolution historique de prise en charge des risques par l'État et le développement d'une pensée pragmatique tournée vers la gestion.

**CDU 27539; DRI 184**

ESTEBE Philippe

DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE; CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS. PARIS ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

### **La police et la justice dans la ville. in Evaluation de la politique de la ville. Volume II. Les enjeux de l'action**

*Paris : 1993.- pp. 85-124*

Cet article retrace les évolutions depuis 1983 de la politique de traitement de la petite et moyenne délinquance. Il montre comment ont évolué les Conseils communaux de prévention de la délinquance (CCPD) vers une prévention sociale très générale et comment la notion de sécurité permet actuellement de spécifier le rôle de la police et de la justice dans une lutte contre l'exclusion devenue une priorité nationale.

**CDU 30439**

GATTO Dominique ; THOENIG Jean-Claude

### **La sécurité publique à l'épreuve du terrain : le policier, le magistrat, et le préfet**

*Paris : L'Harmattan, IHESI, 1993.- 231 p., fig., tabl., bibliogr.*

Enquête de terrain sur la gestion de la sécurité publique au niveau local. Comment les services publics coopèrent-ils entre eux et s'insèrent-ils dans un contexte social et local ? comment les services de police, de justice et d'administration territoriale élaborent-ils des solutions parfois en dehors des politiques et des directives de l'État ?

**CDU 28731**

PAPERMAN Patricia

TRAVAUX DE RECHERCHE SUR LE SOCIAL ET LA SOCIABILITE. PARIS ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

### **Vision en sous-sol. La vie quotidienne des policiers dans le métro**

*Paris, TRASS, mars 1992.- 78 p.*

A partir de l'observation des activités des policiers chargés de la protection et de la sécurité du métro, cette étude décrit et analyse comment s'organise l'ordre public dans les conditions particulières du métro parisien, comment sont détectés les désordres, les infractions, comment les policiers (en uniforme ou en civil selon les cas) tentent d'ajuster leur conduite pour une efficacité maximum.

**PU 1797; CDU 25913; DCN 25-A-155; IA B573; IAB B573**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

### **Le marché de la sécurité privée**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 3, nov. 1990 - janv. 1991.- 240 p.*

Des organismes privés investissent le champ de la sécurité, fonction régaliennne par excellence. Quel sens donner au développement de ce nouveau marché ? Quelle complémentarité entre les sociétés privées de sécurité et l'action de l'Etat ? Ce numéro relève les ambiguïtés et ouvre les débats liés au marché de la sécurité privée.

**CDU ; IHESI**





## 5. LES REPONSES SPATIALES

### 1. télésurveillance, vidéosurveillance

LANDREVILLE P.

#### **La surveillance électronique des délinquants, un marché en expansion**

*DEVIANCE ET SOCIETE, mars 1999*

**CESDIP ; IHESI**

ANSIDEI Michèle ; DUBOIS Danièle ; FLEURY Dominique ; MUNIER Bertrand (coord.)

#### **Les risques urbains : acteurs, systèmes de prévention**

*Paris : Anthropos, 1998. - 286 p., ann., index, graph., coll. Villes*

Les auteurs font le point sur des recherches portant sur l'application des technologies d'information et de communication à la surveillance et à la prévention des risques urbains, et sur les représentations sociales et les pratiques de prévention. Les risques de la circulation et l'introduction de nouvelles technologies de surveillance dans l'espace urbain sont les deux domaines sur lesquels les équipes ont enquêté. Elles abordent les questions de l'apprentissage du risque et des comportements de prévention, celles de la construction du sentiment de sécurité (ou d'insécurité), ou encore celles du rôle respectif des différents acteurs locaux. Articles : Politiques et usagers face aux risques d'accidents de la circulation en ville, une coexistence discrète et harmonieuse (M. Ecochard) ; Représentations des risques urbains, les technologies de surveillance comme outil d'analyse (M. Akrich, C. Méadel) ; Accidents de la circulation et insécurité subjective du piéton âgé en ville moyenne (J. Yerpez, Y. Girard) ; De la représentation du risque d'accident à sa prévention, blocages et contradictions (P. Barjonet, T. Khlifi, C. Mignot) ; Mobilité, perception et sécurité dans les espaces publics urbains, comment se déplacer quand on ne voit plus les choses comme « tout le monde » (M. Relieu, L. Quéré) ; Les piétons âgés dans la ville : appréciation subjective et objective des risques encourus au regard de leurs capacités fonctionnelles (G. M. Gauthier, A.-M. Ferrandez, J.-L. Vercher) ; Apprendre la ville : le risque automobile et les jeunes des quartiers en difficulté (A. Faure) ; De la relation de discipline aux technologies de contrôle (A. Vitalis) ; Vidéosurveillance et télésurveillance : médiations techniques et médiations politiques (B. Rochette, E. Marchandet) ; Télésurveillance et gestion de l'habitat public (P. Dard) ; La vidéosurveillance à l'école : du maintien de l'ordre à l'autodiscipline ? (E. Heilmann) ; Mesure, erreur, démocratie (S. Callens).

**CDU 38465; PIR 82; IA 40145; CP 6525**

DONIKIAN Stéphane

UNIVERSITE DE RENNES ; INSTITUT DE HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE ; PROGRAMME INTERDISCIPLINAIRE DE RECHERCHES SUR LES VILLES. PARIS

#### **Nouvelles technologies et sécurité dans les villes**

*Rennes : IRISA, 1998. - 151 p., ann., graph., tabl.*

Ce rapport est le résultat d'une enquête destinée à identifier les technologies émergentes dans le domaine de la sécurité urbaine et de leurs applications. Ce document d'information à l'usage des chercheurs et des opérateurs urbains repère les usages potentiels des nouvelles technologies, leurs conditions d'exploitation et leurs effets sur les modes de vie et de régulation sociale. L'enquête portait essentiellement sur la sécurité civile et sur la gestion urbaine (technique de l'information, domotique...). Les technologies de surveillance en milieu urbain identifiées sont classées par domaines techniques : images animées, capteurs, réseaux de communication, multimédia.

**PIR 120; CDU 39251**

FROMENT Jean-Charles

#### **La surveillance électronique à domicile : une nouvelle économie du pouvoir de punir ?**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 34, 4<sup>ème</sup> trim. 1998. - pp. 149-168, bibliogr. (Risques et information : polices et nouvelles technologies, les enjeux de la transparence)*

**CDU ; IHESI**

MALLET-POUJOL Nathalie

**Nouvelles technologies de l'information et libertés individuelles**

*PROBLEMES POLITIQUES ET SOCIAUX. (FRA). n° 805, 3 juillet 1998. - 82 p., bibliogr.*

Dossier de presse sur la protection de la vie privée face aux moyens de contrôle électroniques. Les articles sont classés en trois thèmes : 1- le développement de la surveillance électronique (contrôle des salariés, vidéosurveillance des lieux publics, écoutes téléphoniques, traçage électronique) ; 2- la sophistication croissante des dispositifs de contrôle (diversification des bases de données ; systématisation des « profils » de clients ou de consommateurs ; interconnexion des fichiers flux Transfrontaliers de données) ; 3- les enjeux d'une intervention du droit (principes de base de la protection de la vie privée, rôle des commissions spécialisées, problématique centrale de la sécurité, vers une réforme de la loi « informatique et libertés »).

**CDU 37703**

PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

**Réseaux multiservices pour l'habitat : présentation des projets, résultats de la consultation et suivi du projet « Isis »**

*Sophia-Antipolis : Sigma consultants, 1998. - non pag., illustr., tabl.*

En mars 1997, l'appel à des propositions de réseaux multiservices à l'habitat (RMH) est lancé auprès des organismes de logements sociaux. Ce projet a reçu le soutien financier de la commission des Communautés européennes. L'objectif est d'identifier les services de gestion et les services aux locataires dont le regroupement sur un même réseau permet une diminution des coûts et une viabilité économique. 30 dossiers ont été reçus et analysés. Le jury, réuni le 16 septembre 1997, a sélectionné 9 dossiers. Les services proposés concernant plus particulièrement, en plus de l'aide à la gestion, la sécurité, la maîtrise des charges et la possibilité d'extension de services aux personnes âgées. Présentation des rapports soumis à la commission européenne concernant le projet Isis (réalisation d'immeubles sociaux à intégration de services). 3 projets de réponse sont étudiés : salle multimédia mises à la disposition des occupants d'immeubles sociaux, développement de services aux personnes âgées et mise en oeuvre de nouveaux services, réalisation d'opérations de démonstration dont la faisabilité technique et économique est démontrée dans le cadre du projet Isis.

**PCA B981-2; CDU 36431**

ROCHETTE Bernard ; MARCHANDET Eric

PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

**Télésurveillance au service des particuliers**

*CAHIERS DU CSTB, n° 389, mai 1998, Etudes et recherches, fasc. 3043. -44 p., bibliogr., schémas*

Le regroupement de la majorité des populations dans les villes, l'évolution des modes de vie et des moeurs, qui se traduisent notamment par l'accroissement des familles monoparentales et du nombre de personnes âgées isolées, s'accompagnent d'un certain délitement des formes traditionnelles du lien social. Si les recherches ont montré que la solidarité familiale reste toujours vivace, elles ont aussi souligné que nombre de besoins restent insatisfaits faute de trouver des modes d'expression ou des modes de satisfaction adéquats. La sécurité est de ceux-ci. Entre le risque objectif, mesurable, prévisible, mais abstrait et mal connu, et le sentiment prégnant d'insécurité, s'instaure une zone d'incertitude où l'action de l'Etat semble difficilement rencontrer les attentes des citoyens. C'est ainsi que s'ouvre un espace pour de nouvelles formes de gestion de la sécurité et pour l'intervention de nouveaux agents, notamment les entreprises privées de sécurité, les collectivités, les bailleurs sociaux,... Comme dans d'autres secteurs, l'avenir des services se pense souvent sous la forme de téléservices.

**CDU**

SIGMA CONSULTANTS. VALBONNE ; PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

**Réseaux multiservices à l'habitat (RMH) : suivi des projets**

*Sophia-Antipolis : SIGMA, 1998. - pag mult. ann. (suivi du projet « Isis », soutenu par la Commission européenne)*

PCA a lancé en mars 1997 un appel d'offres pour promouvoir les réseaux multiservices à l'habitat, dont l'objectif était d'identifier les services de gestion et les services aux locataires dont le regroupement sur ce même réseau permettrait une diminution des coûts. Dans le cadre du projet Isis, des études d'opportunité de ces réseaux d'information ont été aidées par le fonds d'intervention HLM et par la subvention européenne apportée par IPSO ; elles visaient à identifier les pistes de modernisation, à en

préciser les conditions internes et externes de mise en oeuvre et à établir des comptes d'exploitation prévisionnels. Les projets proposés par les PAC et OPMHLM sont présentés ainsi que l'expertise qui en a été faite en termes de méthodologie, de viabilité technique et économique, de degré d'innovation, d'intérêt pour les locataires et d'impact sur le mode de gestion.

**PCA B1041; CDU 38413**

UNION NATIONALE DES FEDERATIONS D'ORGANISMES D'HLM PARIS ; OPAC69 ; PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

**Réseaux multiservices à l'habitat (RMH). «Le Mas du Taureau » à Vaulx-en-Velin : étude de faisabilité**

*Vaulx-en-Velin : OPAC du Grand Lyon, 1998.- 43 p., ann., ill., tabl. (Lauréat retenu de la consultation RMH)*

Le projet proposé par l'OPAC du Grand-Lyon a pour objectif de contribuer à la réduction des taux de vacance et de mobilité à Vaulx-en-Velin en proposant une nouvelle attractivité au quartier du Mas du Taureau par l'apport de deux services nouveaux : sécurisation des bâtiments et suivi des interventions des prestataires et des consommations des fluides. L'analyse du montant des charges susceptibles d'être réduites grâce à un réseau multiservices a porté sur le chauffage, l'eau chaude et froide, le contrôle des prestataires, les ascenseurs, les portes automatiques de garage. Un audit des besoins et des attentes des locataires a été entrepris pour mesurer leur intérêt pour le projet. L'architecture choisie pour le projet repose sur le recours à des bus informatiques supportant des protocoles normalisés, la modularité des installations, la maintenabilité des équipements et le recours à des composants industriels ; elle combine une installation domotique de base sur l'offre « Chimène », un contrôle d'accès recourant à des badges de contact et une surveillance vidéo faisant appel à des caméras associées à des interfaces d'adaptation analogique / numérique.

**PCA B1025**

UNION NATIONALE DES FEDERATIONS D'ORGANISMES D'HLM PARIS ; HABITAT MARSEILLE PROVENCE ; PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

**Réseaux multiservices à l'habitat (RMH). Pépinière de services: quartier de Malpassé à Marseille, étude de faisabilité**

*Marseille : Habitat Marseille Provence, 1998.- 45 p., ann., ill., schémas, tabl. (Lauréat retenu de la consultation RMH)*

Le quartier de Malpassé (nord de Marseille) a fait l'objet d'une installation d'équipement domotique « Chimène ». Cette étude prévoit la mise en place d'une « pépinière de services » dont les objectifs seraient les suivants : constituer un noyau d'opérateurs autour du bailleur et des services associés à la maintenance des installations domotiques ; mettre en place un réseau permettant de connecter les offres de services à l'expression de la demande des locataires ; développer une offre de services à caractère social, public ou marchand. Après avoir examiné la demande de services et l'offre existante, le rapport évalue la faisabilité de la pépinière de services, ainsi que les actions, moyens et investissements à mettre en oeuvre.

**PCA B1027**

UNION NATIONALE DES FEDERATIONS D'ORGANISMES D'HLM PARIS ; PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

**Réseaux multiservices à l'habitat (RMH). Mise en place d'un réseau sur neuf sites à Lille : étude de faisabilité**

*Lille : LMH-OPAC de Lille, 1998.- dossier (45 p. + ann.), illustr., graph., tabl. (Lauréat retenu de la consultation RMH. Réalisé en collaboration avec Lille Métropole habitat-OPAC de Lille)*

Lille métropole habitat (LMH) voulant faire évoluer ses méthodes de gestion afin de mieux assurer sa mission de bailleur social, un audit des besoins en domotique a été réalisé, auprès des personnes habitant dix sites différents reflétant la variété des résidences de LMH. Sur la base du produit TIPI, plusieurs fonctionnalités ont été retenues : contrôle d'accès, interphonie individuelle et collective, détection d'intrusion, appel d'assistance, messagerie, traitement des alarmes techniques des équipements collectifs, télérelevé des consommations d'eau et d'électricité basculé sur module central. Le produit TIPI bénéficie d'une architecture modulaire, homogène, adaptable à la configuration de chaque site et évolutive. Une étude pré-opérationnelle a mis en évidence toutes les possibilités de dépenses et d'économies, tant pour le propriétaire bailleur que pour les locataires.

**PCA B1028**

### **Dossier: Risque et information**

*C. DE LA SECURITE INTERIEURE. (FRA). n° 34, 4<sup>th</sup> trim. 1998.- pp. 7168, bibliogr. (Nouvelles technologies de l'information et sécurité)*

Dossier consacré aux problèmes posés par la sécurité de l'information dans le cadre du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Plusieurs thèmes sont abordés, chacun faisant l'objet de plusieurs articles : Le principe de proportionnalité des peines ; De la protection à la sécurité des réseaux (nouvelles technologies et nouveaux délits, cryptographie, Internet...); Vers la police de l'information (polices et innovations technologiques, table ronde sur information et sécurité...); L'information liberticide (le bogue de l'an 2000 révélateur de la vulnérabilité des libertés, interconnexions et fichiers policiers, surveillance électronique à domicile).

**CDU ; IHESI**

OCQUETEAU Frédéric

### **Les défis de la sécurité privée. Protection et surveillance dans la France d'aujourd'hui**

*Paris : L'Harmattan, 1997.- 182 p., coll. Déviance et société / Logiques sociales*

En France, l'industrie des équipements de sécurité est en constante progression. Cette croissance du commerce de la sécurité privée dans nos sociétés repose de façon inédite des questions traditionnelles au sujet de la mise en œuvre de la discipline, de l'ordre et du contrôle social. Les pouvoirs publics jouent un rôle clé dans la législation de ce secteur, par une redéfinition permanente des responsabilités des différents agents de l'ordre : redéfinition des tâches à mesure que s'accroît l'emprise des techniques de vidéosurveillance et de surveillance à distance, et que progresse le sentiment d'insécurité ou la demande sociale de sécurité. Cet ouvrage incite le citoyen à mesurer la complexité du phénomène s'il entend le combattre.

**IHESI 73**

OCQUETEAU Frédéric ;HEILMANN Eric

### **Droit et usages des nouvelles technologies: les enjeux d'une réglementation de la vidéosurveillance**

*Paris : LGDJ, 1997.- coll. Droit et société, n° 36-37.- pp.331-344*

**IHESI**

RETO Nathalie

CENTRE DE REALISATIONS ET D'ETUDES POUR LA PLANIFICATION ET L'AMELIORATION DE L'HABITAT. PARIS ; PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

### **Les agents de proximité HLM et la domotique de l'habitat**

*Paris : CREPAH, 1997.- 94 p., tabl.*

Etude consacrée aux incidences de l'implantation de la domotique dans l'habitat par des bailleurs sociaux, sur la profession d'agent de proximité. Les automatismes en matière de sécurité (télésurveillance, alarmes...), de gestion de l'énergie (appareils de relève des consommations ou de régulation) et de communication (messageries) sont pris en compte. La problématique est abordée sous deux angles : 1- les modalités de réception, d'appropriation et d'usage de l'outil domotique selon les acteurs (agents de proximité, bailleurs, habitants) ; 2- les incidences de la domotique sur l'exercice de la profession d'agent de proximité au sein de l'environnement social des immeubles et de l'environnement institutionnel de l'organisme HLM. L'analyse s'appuie sur un modèle théorique de la médiation entre les individus et les objets techniques, incluant les aspects logiques, techniques, sociaux et éthiques.

**PCA B990; CDU 36430**

STEERS Michel

TECHNIQUES ETUDES CONSEILS POUR L'HABITAT. PARIS ; PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

### **De l'interface domotique collective aux réseaux multiservices à l'habitat. Suivi des opérations Rex du programme IDC**

*Paris : TEC, 1997.- 130 p., ann., ill.*

Rapport qui examine l'ensemble des services interfaces domotiques collectives (IDC). Les programmes de ces systèmes informatiques sont étudiés depuis leur début (1990) puis les aspects juridiques (sur les systèmes audiovisuels et domotiques) et les différents protagonistes (maître d'ouvrage, industriels et partenaires du programme) sont pris en compte. L'évolution technique et économique est décrite : des

groupements comme « Chimène », Synforic ainsi que France télécom ou EDF connaissent des mouvements d'offres et de demandes qui correspondent à des réussites variables. L'évolution de l'IDC passe par la normalisation des réseaux d'immeubles et d'appartements. Le rapport se termine par un bilan financier de ces programmes expérimentaux ; à ce niveau, les investissements restent difficiles (tableaux et photos en annexes).

**PCA A516; CDU 34813**

AKRICH Madeleine ; MÉADEL Cécile

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS ; PROGRAMME INTERDISCIPLINAIRE DE RECHERCHES SUR LES VILLES. PARIS

**Anthropologie de la télésurveillance en milieu privé**

*Paris : Centre de sociologie de l'innovation, 1996. - 97 p.*

Les trois types d'objectifs qui correspondent à l'installation d'un système de télésurveillance dans un espace privé sont définis. Les formes de la télésurveillance, c'est-à-dire ses dispositifs techniques sont abordés. Les quatre types d'acteurs qui peuvent être reliés à des dispositifs de télésurveillance sont présentés. La première partie dresse une cartographie de la télésurveillance qui consiste en une topographie des acteurs concernés et des types de relations qui les unissent, mais aussi en une typologie des modes d'organisation mis en place et des conflits susceptibles de se produire autour d'une installation de télésurveillance. La deuxième partie est centrée sur les usagers de la télésurveillance, en particulier sur les usagers privés, abordant la démarche qui conduit à la télésurveillance, ses modes d'utilisation et les conceptions de la sécurité qu'elle sous-tend et proposant une typologie des usagers de la télésurveillance.

**PIR 62; CDU 38274**

DARD P. ; LAUMONIER C. ; MALLEIN P. ; TOUSSAINT Y.

**Réseaux de télécommunications et services résidentiels./ Communication's networks and residential services. The «Domotique collective»**

*ISSN 0008-9850; VOL. 367; NO. 2869; ABS. eng; ABS. spa; 111 p.; tabl. fotogr.; BIBL. 2 p. ½ ; FRA ; publications du PCA ; 1996 ; Cahiers du CSTB*

A partir d'enquête et d'observations sur dix sites expérimentaux, cette recherche constitue une évaluation d'ensemble de ce programme expérimental suivant trois objectifs : évaluer une politique publique d'innovation socio-technique ; analyser les dynamiques d'acteurs privés et publics vis-à-vis de la gestion de l'habitat et de la fourniture de services aux habitants ; analyser l'usage de ces systèmes et les modes de relation qu'ils contribuent à organiser entre les habitants, les gestionnaires d'immeubles et les prestataires de services. Ce travail pose la question des relations entre la surveillance technique et le contrôle social, et plus largement celle de la tension entre deux systèmes de valeurs, propres à la société contemporaine : l'un porté par des organisations recherchant une rationalisation des échanges et un contrôle des transactions, l'autre construit sur une symbolique consumériste d'émancipation et d'autonomie des individus. (CSTB)

**PASCAL**

DARD Philippe ; LAUMONIER Chantal ; MALLEIN Philippe ; TOUSSAINT Yves

CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT ; INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Télésurveillance et gestion de l'habitat public**

*CAHIERS DU CSTB, n° 375, déc. 1996, Etudes et recherches, fasc. 2924. - 75 p., bibliogr., ill.*

Cette recherche analyse les conditions de développement de la télésurveillance dans l'habitat public. Elle prend appui sur un programme expérimental (Interface domotique collective) engagé en 1991 par le ministère du Logement et l'Union des HLM, en y associant des industriels et des opérateurs de réseaux privés et publics. S'appuyant sur une dizaine de sites, ce travail met en évidence les articulations que les organismes d'habitat cherchent à établir entre la surveillance technique des bâtiments et différentes formes de contrôle social. Il montre leurs efforts et leurs difficultés pour construire des dispositifs de prévention des risques et d'encadrement des populations résidentes, car l'imagination technique sous-estime souvent la réalité sociale, les dispositions des habitants et les intérêts des professionnels concernés.

**CDU**

HANOT Denis

### **Liberté télésurveillée : liberté télépathiquement surveillée**

Paris : L'Harmattan, 1996.- 172 p.

Ce réquisitoire contre la télésurveillance qui porte atteinte à la liberté des citoyens à leur insu s'appuie sur deux enquêtes de terrain effectuées dans deux municipalités à des dérives sécuritaires de télésurveillance : une de gauche (Mons-en-Baroeul, Nord) et une de droite (Levallois-Perret, Hauts-de-Seine). La télésurveillance payée par le contribuable peut-elle répondre aux vrais besoins de sécurité des populations ? Quelles sont les fonctions véritables de ces tables d'écoute « visuelles »...

**CDU**

HEILMANN Eric ; VITALIS André ; VENDAUD Béatrice  
UNIVERSITE DE STRASBOURG; UNIVERSITE DE BORDEAUX III; PROGRAMME  
INTERDISCIPLINAIRE DE RECHERCHES SUR LES VILLES. PARIS

#### **Nouvelles technologies, nouvelles régulations ?**

Bordeaux : Centre d'études des médias, 1996.- 94 p., ann., bibliogr.

Le propos des auteurs vise essentiellement à tester les conditions de mise en oeuvre de l'article 10 de la loi du 21 janvier 1995 relatif à l'usage de la vidéosurveillance. Leur enquête porte sur neuf sites diversifiés de quatre agglomérations de province dont un lieu privé, deux lieux dits publics et six lieux dits privés ouverts au public. Dans une première partie, ils synthétisent l'ensemble des observations recueillies sur les différents sites. Ils remarquent alors que la prévention de certaines délinquances et la protection du site sont souvent justifiées autant par l'existence de menaces réelles que par les offres de services d'industriels conditionnant la demande. Ils montrent dans une seconde partie, l'extrême diversité des usages sociaux de la vidéosurveillance et cela à travers divers exemples. Dans une troisième partie les auteurs se demandent pourquoi le législateur n'a pas envisagé de contrôler l'usage des caméras dans les lieux purement privés alors qu'il est fortement banalisé. Ils sont d'accord avec la nécessité d'informer le public du fait qu'il est filmé, ils montrent pourquoi il sera difficile de faire respecter cette obligation, référence faite aux justifications multiples et contradictoires des responsables à ce sujet. Les auteurs insistent enfin sur le fait que l'un des véritables enjeux de la loi réside moins à leurs yeux, dans les délais de destruction des bandes d'enregistrement, que dans celui de la possibilité légale de reproduire, sur papier, l'image de « suspects », laquelle peut certes servir à alimenter des fichiers nominatifs de « récidivistes », mais également bien d'autres usages qu'il sera difficile de contrôler. En conclusion, ils s'interrogent sur le rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

**CDU 39032; PIR 100**

ROCHETTE Bernard ; MARCHANDET Eric  
ASSOCIATION DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SOCIALES. PARIS ; PLAN CONSTRUCTION ET  
ARCHITECTURE

#### **De la télésurveillance des entreprises à la télésecrétariat pour les particuliers**

Paris, ARIS, 1996.- 172 p., bibliogr., ill.

Comment, à partir de la mise à disposition d'un service technique de télécommunications, se structurent une offre et une demande de téléservices ? Le nombre d'abonnés au service Transveil de France télécom n'étant pas suffisant, la recherche a été étendue à la question plus générale de la télésurveillance pour tester les propos de ceux qui pensent que nous allons vers un développement rapide des téléservices et que les téléservices de sécurité devraient jouer un rôle moteur dans ce développement. Le fonctionnement du dispositif technique de la télésurveillance est examiné en s'arrêtant spécialement sur le problème des fausses alarmes puis sur les acteurs qui sont parties prenantes dans la constitution de la chaîne de sécurité, c'est-à-dire essentiellement les entreprises de sécurité privée. En définitive, en dehors des alarme-vie, il ne semble pas que la télésurveillance soit appelée à se développer massivement et rapidement. Les obstacles semblent tout d'abord être son coût. De façon secondaire, la politique des télésurveilleurs est une politique délibérément malthusienne car elle privilégie quelques gros clients et peu de petits. Du côté des municipalités, se développent des services de vidéo et de télésurveillance gérés par les polices municipales. Paradoxalement, les téléservices de sécurité, loin de gommer toute référence au territoire, réclament nécessairement une reterritorialisation des services de sécurité en fonction des contraintes que les téléservices gênent.

**PCA B897; CDU 33811**

ROCHETTE Bernard ; MARCHANDET Eric  
ASSOCIATION DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SOCIALES. PARIS ; PROGRAMME  
INTERDISCIPLINAIRE DE RECHERCHES SUR LES VILLES. PARIS

## **Technologies de communication et politiques municipales de sécurité**

*Paris : ARIS, 1996. - 198 p., bibliogr.*

Evaluation de l'utilisation problématique des télétechnologies (télé ou vidéosurveillance) mises en oeuvre par les autorités municipales d'Amiens, Orange, Roubaix, Levallois-Perret et Mons-en-Baroeul. L'étude est basée sur des entretiens avec des adjoints aux maires, des ingénieurs, des responsables de sociétés privées adjudicataires et des policiers. L'objectif était de faire ressortir des éléments qualitatifs d'ambiance à partir des perceptions de la télésurveillance chez les Levalloisiens et des informations plus poussées sur un échantillon de Monsois télésurveillés. Les auteurs situent leur réflexion sur la naissance d'un processus de légitimation croisée entre opérateurs de réseaux de communication et gestionnaires de collectivités territoriales à mesure que les systèmes de régie directe sont remplacés par des formules contractuelles plus souples.

**PIR 65; CDU 38277**

## **Dossier : bâtiments intelligents**

*C. TECHNIQUES DU BATIMENT. (FRA). n° 176, dec. 1996, pp. 51-81, fotogr., fig., tabl.*

Coordonner et rendre interactives des fonctions aussi diverses que commander stores et volets roulants, allumer l'éclairage d'ambiance ou fonctionnel, gérer le chauffage, surveiller les accès et protéger les personnes, est aujourd'hui possible grâce aux réseaux en BUS. Des recommandations pour les choix en fonction des usages.

**CDU**

## **La sécurité dans la ville : approche globale et aides technologiques. Débat, 28 février 1996, Paris**

*Paris : Association DRPE, 1996. - 105 p.*

Ce colloque réunissait des élus et des spécialistes de la sécurité urbaine, sur les thèmes des politiques à mettre en oeuvre et des évolutions technologiques dans ce domaine. Trois conclusions ont émergé : la nécessité d'une approche globale de la sécurité, fondée sur l'action complémentaire et cohérente des différents intervenants ; le constat que la police et la justice ont un rôle essentiel à jouer, mais aussi que la sécurité n'est pas seulement du ressort de ces deux institutions ; les évolutions rapides des moyens technologiques destinés à répondre à l'insécurité (télésurveillance, réseaux...) et la nécessité de les maîtriser.

**CDU 36120; DRE 8471**

BORNET Gérard ; PLAGNOL Louis ; VOUTAY Pierre

PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

## **Analyse et suivi économique des expérimentations interface domotique collective ; étude méthodologique et adaptation**

*Sl. : 1995. - 45 p., tabl.*

La méthodologie d'approche permet d'analyser à différents degrés les opérations domotiques lancées courant 1993 et 1994 dans le parc des logements sociaux par le PCA. Les opérations seront classées en trois types : construction neuve, réhabilitation et habitat existant. Pour chaque opération, la méthodologie porte essentiellement sur l'économie du projet.

**PCA A478; CDU 32531**

DESJEUX Dominique ; MEDINA Patricia ; ALAMI Sophie ; BEILLAN Véronique ; BERTHIER Cécile ; TAPONIER Sophie

ARGONAUTES. PARIS; ELECTRICITE DE FRANCE ; UNIVERSITE DE PARIS V ; PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

## **Anthropologie de la domotique au quotidien ; synthèse domotique**

*Paris : Argonautes, 1995. - 60 p., bibliogr.*

Quelles sont les chances de développement de la domotique sur le marché de l'habitat individuel ? La domotique peut-elle représenter une nouvelle forme de service pour la gestion des habitants ou résoudre des problèmes domestiques pour les habitants ? La domotique correspond-elle finalement à une demande sociale ? Pour le moment, elle ne correspond à aucune demande de particuliers. Le fait qu'il n'y ait pas de demande, et que l'initiative vienne de l'offre, ne signifie rien quant à ses chances de développement. Le terme de demande est ambigu : d'un côté, il y a innovation technique, de l'autre on sait qu'une innovation ne peut se diffuser que si elle correspond à une demande. La correspondance entre la solution technique offerte et la solution domestique attendue est incertaine. La gestion de cette

incertitude est en partie de l'ordre de la construction sociale. Pour rendre compte de cette construction, on a choisi une échelle d'observation micro-sociale, celle du jeu entre des acteurs sociaux tels que GDF, les acheteurs de maison dans un lotissement domotique, les responsables techniques municipaux ou les promoteurs.

**PCA A488; CDU 32796**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Les technologies de sécurité**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 21, 3<sup>e</sup> trim. 1995. - 236 p.*

L'usage des technologies de sécurité dans notre société est maintenant admis. Que peut-on attendre de ces technologies et notamment de la vidéosurveillance en tant que ressource pour les acteurs publics et privés de la sécurité ? Quelles sont leurs conséquences sur le contexte social et organisationnel dans lequel elles sont introduites ? Comment peut-on encadrer leur usage et leurs développements pour maîtriser leur impact sur les libertés individuelles et collectives ?

**CDU ; IHESI**

KERHUEL Nicole

GRUPE D'ETUDES ET DE RECHERCHES EN URBANISME. PARIS ; PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

**Services innovants et services « solidaires » dans les quartiers d'habitat social**

*Paris : GERU, 1995. - 2 vol. (360 p. +104 p.), ann., bibliogr.*

Quelles sont les conditions et les modalités de l'offre de services à l'habitat dans les quartiers d'habitat locatif social ? Cette approche des services est faite sous l'angle des innovations dans la gestion de l'habitat locatif social et de leur impact sur le système d'acteurs. La recherche s'est appuyée sur trois sites. Chacun des services innovants étudiés - services à dominante technologique ou services solidaires - s'inscrit dans un système de gestion préexistant. Dans le domaine des services à l'habitat, les services « solidaires » se sont centrés sur l'entretien des parties communes et les travaux de second œuvre, tandis que les services à dominante technologique se sont concentrés sur les régulations de la gestion de l'immeuble.

**PCA A482(1-2) ; CDU 32533**

JOSEPH Isaac

**Sécurité : contrôle des espaces publics, un défi pour les réseaux**

RATP SAVOIR-FAIRE. (FRA). n° 14, 2<sup>ème</sup> trim. 1995.- pp. 15-22, phot.

**IA P.332**

OPAC DU GRAND LYON ; PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

**Réalisation expérimentale « Chimène » interface domotique collective, groupe Amable Audin, Lyon**

*Lyon : OPAC du Grand Lyon, 1995. - non pag., ann., plans*

L'OPAC du Grand Lyon a choisi d'expérimenter le système d'interface domotique collective « Chimène » dans la résidence de 18 logements Amable Audin située sur les pentes de la Croix-Rousse. Les locataires souhaitaient plus de sécurité et demandaient la mise en place d'un contrôle d'accès. Cette opération a pour but de tester les applications de sécurité privative et résidentielle. Présentation des engagements financiers, du cahier des charges, du déroulement de l'opération, des services mis en place et du premier retour sur l'utilisation du système. Des documents techniques sont donnés en annexes.

**PCA A480; CDU 32532**

**Désurbanisation = disurbanization**

*C. DE L'INSTITUT. (FRA). n° 10, 2<sup>ème</sup> trim. 1995. - 60 p., phot., bibliogr.*

Face aux problèmes de désurbanisation, de violences et d'errances engendrées par l'espace urbain, cet ouvrage collectif explore les interactions possibles entre l'urbanisation, l'art et l'architecture comme solution pour renouveler la cohésion sociale et urbaine.

**CDU**

HABITAT MARSEILLE PROVENCE ; PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE



**IDC : étude pour la mise en place du système domotique « Chimène » sur la Tour des Bleuets, quartier de Malpassé à Marseille**

*Marseille : Habitat Marseille Provence, 1994. - 38 p., ann., plans*

Cette étude effectue un travail d'analyse sur la possible mise en place d'un système domotique, dans un quartier de Marseille, Malpassé, un site de 3.000 logements sociaux. Une présentation du site est d'abord proposée, puis une analyse des services à mettre en place (service de télésurveillance des logements, maîtrise des charges d'eau, services aux personnes, de proximité). L'implication des partenaires est ensuite détaillée (associations, organismes et sociétés de services pouvant être concernés par l'installation de la domotique sur le site). Une évaluation en investissement et exploitation et une consultation des locataires permettent enfin de mieux cerner ce projet d'amélioration de qualité de vie.

**PCA B916; CDU 34220**

GIRARDIN Pierre

**L'automatisation de la société : danger ? Essai sur l'automatisation, la sécurité, l'environnement social, la science et les technologiques de l'information**

*Ottawa : Ed. Agence d'Arc inc., 1990. - 277 p., fig., bibliogr. (ouvrage issu d'une thèse de doctorat)*

Ouvrage traitant des liens entre technologies d'automatisation, environnement social et sécurité. On y décrit la transformation de la société par la machine et l'information. Le pouvoir post-industriel où l'État et l'économie structurent un vaste complexe techno-organisationnel ; de la violence, de la sécurité et de la survie du lien social ; du rôle de la science en matière de sécurité, et des rapports entre nature, science et société. Sécurité et automate font partie des mythes à partir desquels se construisent les discours scientifiques, technologiques et sociaux. L'auteur soulève les paradoxes inhérents aux rôles de la science et de la technologie dans une gestion sociale « sécurisante » des équilibres vitaux.

**CDU 25906**

## **2. gardiennage, services de proximité**

FERRE Isabelle

UNION NATIONALE DES FEDERATIONS D'ORGANISMES D'HLM. PARIS

**Quotidiens de quartiers. Restructuration urbaine, gestion de proximité, sécurité, communication**

*Paris : FN SAHLM, 1999. - 59 p., phot.*

Illustré par de nombreux exemples provenant d'organismes HLM privés de toute la France, ce rapport rend compte d'actions entreprises dans différentes directions pour améliorer la vie quotidienne des habitants. Les axes de ces actions sont : la restructuration urbaine (revitalisation d'un quartier, réaménagement des espaces, traitement des îlots, encouragement du petit commerce, etc.), la gestion de proximité (développement des contacts avec les habitants, créations de postes d'agents de proximité, gestion spécifique d'îlot sensible...), la sécurité (créations de structures, mise en oeuvre de politique de sécurité, partenariat avec les habitants ou la police...), et la communication (actions de consultation, soutien des initiatives locales, écoute des locataires, mise en place de conseils et de réseaux...).

**CDU 39623**

BONNET Michel (dir.) ; BERNARD Yvonne (dir.)

**Services de proximité et vie quotidienne. De nouvelles sociabilités urbaines**

*Paris : PUF, 1998. - 228 p., bibliogr., coll. Sciences sociales et sociétés (aide à l'édition du PCA)*

Dans une première partie, les contributions à cet ouvrage collectif posent la question de l'émergence de l'externalisation du travail domestique comme processus culturel et social et son ambivalence, sous le double aspect des relations à l'intimité et des stratégies d'organisation des temps quotidiens. La seconde partie montre que le câblage du logement par les nouvelles technologies de l'information et de la communication s'appuie sur une demande de sécurité de la part des habitants et souligne les conséquences sociales des services domotiques comme processus prescriptif des modes d'habiter qui bénéficient principalement aux gestionnaires locaux de l'habitat. La troisième partie s'interroge, à travers

différents types de services de proximité, sur les significations contrastées des relations sociales vis-à-vis de la construction sociale de la solidarité.

**CDU 38421; PCA A525(2); IA 40024**

DAGOGNET François

**Des détritits, des déchets, de l'abject : une philosophie écologique**

*Sl. : Synthélabo, 1998. - 220 p., coll. Les empêcheurs de tourner en rond*

**CDU**

JALLET Brigitte ; QUETU Christophe ; CHEMIER Anne ; HUSSON Marie-Pierre

CENTRE DE REALISATIONS ET D'ETUDES POUR LA PLANIFICATION ET L'AMELIORATION DE L'HABITAT. PARIS

**Villes et quartiers. Pratiques HLM de gardiennage et surveillance**

*Paris : UNFOHLM, 1998. - 48 p., coll. d'Actualités HLM, n° 52*

Le problème croissant de l'insécurité en général et plus particulièrement dans les quartiers moins favorisés a amené certains organismes HLM à mettre en place des dispositifs de surveillance, sans toutefois empiéter sur les responsabilités d'autres institutions comme la police. Ce rapport développe des exemples de systèmes de sécurité mis en place dans certains quartiers, leur fonctionnement, leur financement, leurs résultats. Ces expériences datent de 1996 mais les principes et les objectifs des organismes HLM restent les mêmes, bien que les applications évoluent. Ce rapport fait le point sur le problème de l'éclairage alors que la Loi sécurité de janvier 1995 a créé une obligation de gardiennage et de surveillance dans les groupes d'immeubles importants.

**CDU 39697**

MALBOSC Françoise

**Sécuriser les commerces de quartier et leur environnement, un des axes du programme européen Urban dans l'est lyonnais**

*C. DU CR. DSU. (FRA). n° 19, juin 1998. - pp.40-43*

Compte rendu de deux actions de sécurisation de centres commerciaux. La première, à Lyon (quartier de Mermoz-sud), a consisté à recruter d'un agent de médiation, dans le cadre du programme de réhabilitation du centre commercial. La seconde, à Annemasse (quartier du Perrier), est une initiative à dominante privée qui a permis l'embauche de deux agents de sécurité. L'article présente les différentes étapes et les caractéristiques de ces deux actions, puis rend compte de leurs résultats en termes de sécurité et d'insertion professionnelle.

**CDU**

ROCHE Sébastien

**La tolérance zéro est-elle applicable en France ?**

*CAHIERS DE LA SÉCURITE INTÉRIEURE, n° 34, 4ème trim. 1998. - pp. 203-232, tabl., fig., bibliogr.*

Après avoir constaté une relative stabilité de la délinquance et de la criminalité en France (niveau moyen de criminalité par habitant en 1997 égal à celui de 1985), cet article propose, en présentant des tableaux et graphiques, une analyse de l'évolution et de la structure de la délinquance en France et aux Etats-Unis (homicides, vols, vols avec violence, part des jeunes, intensité spatiale, système pénal face à la criminalité), analyse l'augmentation de la violence physique et la stabilité des déclarations. Il examine ensuite les causes sociologiques préférées (effet de contexte, le crack et la drogue, la thèse de l'emploi), puis pose la question de la prévention ainsi que celle de l'applicabilité en France de la tolérance zéro pratiquée aux USA.

**CDU**

ROJZMAN Charles ; PILLODS Sophie

**Savoir vivre autrement. Agir ensemble contre le racisme et la violence**

*Paris : Ed. Syros, 1998. - 192 p., coll. Alternatives sociales*

L'auteur présente ses analyses et sa méthode, « la thérapie sociale », qu'il souhaite voir généralisée. Il s'appuie sur dix ans d'intervention, d'actions de formation collective pour améliorer les relations entre les jeunes et les agents des services publics (Mission Picard).

**IHESI 614.2**

**Mission et fonctions de prévention-sécurité**

BERNARD Yvonne

PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

**Services de proximité et modes d'habiter. Vol. 1 : les demandes des citoyens pour les services de proximité. Synthèse transversale**

Paris : PCA, 1997. - 72 P. bibliogr., coll. Recherche n° 80

Les résultats des programmes de recherche issus de la consultation lancée en 1993 par le Plan construction et architecture, sur les « demandes des citoyens en service à l'habitat » sont analysés. Les enjeux économiques et sociaux des services de proximité ressortent. La première partie est consacrée aux logiques de la demande d'aide : raisons, circonstances, décision. La délégation des services existe sous plusieurs formes : aide par un objet technique, aide par un tiers. Les freins et les résistances à la délégation sont analysés. La deuxième partie concerne les services à l'habitat par l'application des nouvelles technologies. Les réactions des usagers vis-à-vis de la maîtrise de l'énergie, des commandes à distance et de l'alarme, et des messageries. La télésurveillance est une application particulière de la domotique. La troisième partie est consacrée aux services de proximité ayant pour but de promouvoir et de renforcer les rapports sociaux de solidarité. Certains services sont fondés sur l'élaboration d'une offre avec une perspective d'intégration professionnelle. La demande sociale reste insatisfaite pour les services aux jeunes, aux personnes âgées, l'accueil parents-enfants.

**PCA A525(1); CDU 36290**

**Gestion de proximité, gestion territorialisée : réorganisation des services et évolution des métiers HLM**

C. DU CR. DSU. (FRA). no 16, sept. 1997. - pp. 19-29, phot.

Le maintien de la qualité de la vie dans les quartiers réhabilités nécessite la combinaison de trois actions : répartir et contractualiser les actions et les compétences, améliorer la gestion de base, apporter de nouveaux services. Cette partie est consacrée à la deuxième de ces évolutions. Les thèmes suivants sont abordés : réorganisation des services et évolution des métiers HLM ; brève histoire de la gestion en HLM, de la décentralisation à la territorialisation ; incidences organisationnelles de la gestion de proximité pour les organismes HLM ; l'évolution de l'agence de l'OPAC du Rhône « Vénissieux-Minguettes » ; gardien d'immeuble, un métier de base de la gestion de proximité ; une formation de gardien d'immeuble pour intégrer la dimension du quartier ; approche de la notion de « surcoût social », liée au développement de nouveaux services.

**CDU**

BAILLY Jean-Paul

**Le développement des services de proximité**

JO. AVIS ET RAPPORTS DU CES. (FRA). n° 6, 17 fév. 1996. - 171 p., tabl. (séances des 9 et 10 janvier 1996)

Après avoir caractérisé les services de proximité et présenté les problématiques dans lesquelles ils s'inscrivent, le rapport analyse et évalue 17 services de proximité français représentatifs et quelques expériences étrangères. Enfin, les conditions du développement des services de proximité sont exposées.

**IA P.219; DCN 31-261**

LANDAUER Paul ; FREREJEAN Marc

ECOLE D'ARCHITECTURE DE NANCY. LABORATOIRE D'HISTOIRE DE L'ARCHITECTURE CONTEMPORAINE ; PLAN CONSTRUCTION ET ARCHITECTURE

**Paysages sous surveillance ; les contraintes de sécurité dans l'architecture des grands ensembles**

Nancy : LHAC, 1996. - 103 p., phot., tabl., bibliogr.

Trois expériences, celle d'un architecte confronté à la réhabilitation de grands ensembles, la seconde plus théorique pour comprendre de quoi étaient faits les sites parcourus en périphérie de villes puis plus récemment l'amorce d'une recherche sur l'histoire des grands ensembles après 1945, ont conduit à formuler deux hypothèses qui servent de cadre à l'énoncé de ce rapport. La première concerne les moyens d'améliorer l'architecture des grands ensembles, la seconde concerne les moyens de comprendre les mécanismes qui ont produit puis transformé les grands ensembles. De nombreux projets

de requalification des grands ensembles restent aujourd'hui en débat. Ce rapport constitue un premier essai d'analyse des nouveaux dispositifs de sécurité et de leurs incidences sur l'organisation contemporaine de l'espace moderne. Il se divise en cinq parties : la première, intitulée « perceptions de l'après-guerre », ouvre la question de l'identité entre l'idée d'origine des grands ensembles et l'organisation de leur surveillance. La seconde partie, intitulée « de la dissuasion au contrôle », tentera, à l'inverse de déterminer les potentialités des grands ensembles que dévoile l'importance accordée au thème de la sécurité. Dans la troisième partie, « Mise en scène des limites », on voit combien l'organisation de la sécurité s'accompagne peu à peu de logiques spécifiques de conception, de vocabulaires, de technologies et de points de vue sur l'espace. Les responsables de la sécurité perçoivent et utilisent l'espace moderne comme un espace opérationnel et tactique qui à peu de chance de recouvrir les conceptions d'origine. Cette superposition détermine un certain nombre de situations spatiales étudiées dans la quatrième partie intitulée « interdiction de stationner ». Sous le titre « points d'impact », la cinquième et dernière partie reviendra sur la question du statut actuel de la modernité.

**PCA C400; CDU 33864; CP 6101 ; IHESI CF.8792**

### **Agir contre l'insécurité**

*HLM AUJOURD'HUI. (FRA). n° 40, 4<sup>ème</sup> trim. 1995. - pp. 8-43, phot.*

L'approche pragmatique conduit à chercher des solutions locales, associant le dialogue, les activités pour la jeunesse, l'intervention des associations et le rôle des gardiens d'immeubles ou des autres agents de proximité. Points de vue de responsables de la police, de chercheurs, de sociologues. Solutions des organismes HLM pour agir concrètement sur les insécurités.

**IA P.193; CDU**

BONETTI M. ; BORDET J. ; GUIGOU B.

### **La cité de la Noue ou la forteresse vide./ City La Noue or the empty fortress**

*1 vol. ; 11 p.; CSTB; R267; FRA; 1994*

Etude de la situation d'un quartier problématique de Montreuil : la cité de la Noue. On y observe une forte insécurité et de nombreuses manifestations de délinquance, bien que la situation socio-économique des habitants soit relativement satisfaisante (hormis pour une fraction paupérisée). Analyse des facteurs responsables de cette situation, en particulier carence de la gestion urbaine non adaptée au traitement de cette situation. On propose une stratégie de reconstruction de l'espace public qui repose sur l'adaptation et le développement de la gestion urbaine et la restauration des liens sociaux. (CSTB)

**PASCAL**

FRANCE. EQUIPEMENT (MIN.). RECHERCHE ET AFFAIRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES (DIR.) ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN ; REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. PARIS

### **Accessibilité et situations d'urgence. Actes du séminaire 1992-1993**

*Paris : RATP, 1994. - 148 p. + 75 p. + 109 p. + 135 p. + 78 p. + 109 p.*

Ces actes de séminaire retracent les efforts entrepris par les administrations et les entreprises publiques pour moderniser la gestion des services urbains et des espaces publics, dans un souci d'accessibilité et de qualité de service. Cinq thèmes sont traités : les sans domicile fixe dans l'espace public, les services d'assistance téléphonique de détresse et d'urgence, les personnes à mobilité réduite en ville, les situations d'urgence, l'environnement et la sécurité publique, l'accessibilité aux équipements.

**PU 1844; CDU 29510**

### **Les emplois de proximité. Informations notes bibliographiques chronique législative**

*VIE SOCIALE. (FRA). n° 4, juin-juil. 1994. - 89 p. (publié avec l'aide du Centre national du livre)*

Ce numéro réunit les différents points de vue d'acteurs sociaux sur les emplois de proximité. Il traite du financement du développement de nouveaux services, des besoins en matière de services de solidarité. Il aborde ainsi les aides aux personnes âgées ou dépendantes, aux gardes d'enfants à domicile, aux jeunes en difficulté, les aides à la scolarité, à la sécurité, à l'amélioration de l'habitat, ainsi que celles liées aux transports locaux, aux commerces, aux loisirs et à la culture. L'évaluation des effets induits est énoncée. Il contient également des renseignements pratiques sur le Certificat d'aptitude aux fonctions d'aide à domicile (CAFAD).

**CDU 31147**

### **Sécurité : la demande des quartiers**

*HLM AUJOURD'HUI. (FRA). n° 31, 3e trim. 1993.- pp. 36-73, phot.*

Le dossier analyse, interroge et, à partir d'exemples, illustre le type de questions posées en matière de sécurité dans les HLM françaises.

**IA P.193; CDU**

### **3. architecture, aménagement**

LANDAUER Paul ; DELHOME Danielle

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Espace et sécurité dans les quartiers d'habitat social. Le bilan de deux études sur sites : Sarcelles-Lochères et les quartiers nord d'Aulnay-sous-Bois**

*Paris, IHESI, 2000.- coll. Etudes et recherches*

**IHESI**

LE FRANCOIS Dominique

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Villes - territoires - sécurité. Les approches culturelles d'une prévention des insécurités et des incivilités par l'architecture et l'urbanisme**

*Paris, Institut d'urbanisme de Paris, 2000.- 88 p., bibliogr.*

La croyance en l'humain. La mixité fonctionnelle susceptible de générer du contrôle social : une mesure difficile à mettre à place. Entre l'impératif de sécurité propre au domaine résidentiel et le désir d'animer la résidence à des fins sécuritaires. De la lutte engageant l'habitant contre les incivilités aux actions sous-tendant le réflexe du propriétaire.

**CDU 51142 ; IHESI**

BOISCUILLE Chilpéric de

**Balise urbaine : nomade dans la ville**

*Besançon : Ed. de l'Imprimeur, 1999.- 110 p., bibliogr., phot., coll. Tranches de villes*

La diversification des activités professionnelles jette dans le train ceux que l'on baptise les nouveaux nomades. A la sédentarité a succédé une sorte de mouvement continu, entrecoupé de pauses. Les villes sont-elles adaptées à ces pauses ? Comment assurer une forme de domiciliation temporaire qui offre bureau, consigne et sanitaires ? C'est à ces nouveaux besoins que tente de répondre le concept de balise urbaine. Avec l'accélération de la crise, la balise urbaine devient balise de survie. Puis, avec l'accroissement du nombre des sans-abri, le tissu associatif s'approprie la balise urbaine pour en faire une balise de solidarité.

**IHESI 615**

CONFERENCE EUROPEENNE DES MINISTRES DES TRANSPORTS. PARIS

**Espace et sécurité**

*Paris : Ed. du Patrimoine, 1999.- 142 p., fig., phot., coll. Cahiers de la recherche architecturale et urbaine, n° 1*

Après que Jean-Pierre Duport eût évoqué les éventuels effets sur la sécurité de certaines formes spatiales et les conséquences architecturales et urbanistiques des décrets d'application de la loi du 21 janvier 1995 relative à la sécurité, J. Montain-Domenach et J.-C. Froment montrent l'intégration progressive des préoccupations d'urbanisme dans les dispositifs des politiques de sécurité. P. Landauer compare deux photographies de la cité des Courtilières à Pantin, l'une de la fin des années 1950 et l'autre de 1999, montrant qu'un enclos grillagé a fait disparaître le coeur de la cité du paysage. P. Virilio s'interroge sur les opérations d'aménagement et la sécurité. La géographe anglaise, A. Coleman présentait, dans un livre paru en 1985, une sorte de mode d'emploi pour des villes parfaitement défendues. Enfin, B. Vayssière évoque les enjeux européens de la sécurité et les paradoxes des expériences américaines.

**IA 40571**

LAHOUD Randa

**Les milieux urbains et le comportement social. Etude appliquée à l'espace public du transport en commun. Analyse des villes de : Sénart, Rouen, Compiègne**

*Champs-sur-Marne : ENPC ; Compiègne : Université de Technologie, 1999. - (Thèse professionnelle pour le mastère spécialisé en génie urbain, réalisée au siège de la Compagnie générale des entreprises automobiles (CGEA), sous la dir. de Jean-Pierre Salin et de Jean-Paul Coindet)*

A travers une étude sur plusieurs villes françaises, l'auteur réfléchit aux organisations spatiales consécutives à l'effet contradictoire des formes urbaines, des innovations techniques et des politiques territoriales. C'est à partir d'une analyse des incidents de sécurité, ou actes d'incivilité, dans les transports en commun que les caractéristiques urbaines et les pratiques sociales propres aux lieux les plus touchés sont observées. Il propose des mesures globales de régulation sociale et de transport, afin de répondre à un besoin d'harmonisation et de cohésion des tissus urbains et à celui d'adaptation du transport public.

**EPC GU/99/005**

**Urbanisme et utilitarisme. in Villes à vivre, villes invivables ; urbanisme, utilitarisme et démocratie**

*REVUE DU MAUSS, n° 14, 2<sup>ème</sup> sem. 1999. - pp. 95- 192 (Recherches)*

L'urbanité primaire (N. Soulier). Architecture, urbanisme et utilitarisme (A.-M. Fixot). La destruction des villes en temps de paix (J.-C. Michéa). La transition urbaine (M. Wiel). Construire et vivre Kallai). Dix ans d'existence du Bauhaus (E. Kallai)

**CDU**

ARENSONAS Nathalie

**Des solutions techniques contre l'insécurité dans les transports urbains**

*G. DES COMMUNES. (FRA). n° 1438, 26 janv. 1998. - pp. 16-22, phot.*

Dans un contexte d'aggravation de l'insécurité dans les transports en commun urbains (+ 37% en un an dans les villes de province) et de reconquête de la clientèle, le risque d'une baisse de la fréquentation de ces transports. Les cabines anti-agression, les caméras de surveillance, les liaisons radio ou les satellites peuvent contribuer à la protection du personnel de ces transports.

**IA P.188; CDU**

BORDET Joëlle ; DANIEL-LACOMBE Eric ; LE DUFF Alain ; BRAINE-BONNAIRE Thierry  
CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT. PARIS ; PROGRAMME  
INTERDISCIPLINAIRE DE RECHERCHES SUR LES VILLES. PARIS

**La sécurité incendie dans les établissements sensibles accueillant du public. Normes et pratiques. Recherche sur la sécurité incendie dans les collèges et lycées**

*Paris : CSTB, 1998. - 126 p., ann., schémas*

Une étude pluridisciplinaire est réalisée sur les situations liées au risque d'incendie et la gestion de la sécurité incendie. L'incendie est appréhendé comme analyseur des pratiques sociales et comme un enjeu pour la sécurité des biens et des personnes. Des visites et des entretiens sont réalisés dans plusieurs établissements scolaires : des collèges dans le Val-d'Oise, en Seine-Saint-Denis, un lycée technique à Paris, un lycée professionnel en Seine-Saint-Denis. Une monographie est constituée pour chaque établissement. Les résultats sont analysés selon les regards du psychosociologue, de l'architecte, de l'ingénieur service feu. Des propositions sur la sécurité incendie sont effectuées.

**PIR 84; CDU 38630**

FLEURY Dominique ; DUPUY Gabriel (préf.)

**Sécurité et urbanisme ; la prise en compte de la sécurité routière dans l'aménagement urbain**

*Paris : Presses de l'ENPC, 1998. - 299 p., phot. noir/blanc, fig., tabl., bibliogr., cartes*

Approche de l'urbanisme en termes de sécurité routière, domaine légitime du pouvoir public urbain, en vue d'aider à une salutaire prise de conscience. L'espace urbain, pertinent pour les actions de sécurité routière, n'est plus celui de la ville historique. Le réseau routier, les flux de circulation le définissent tout autant que la morphologie architecturale ou la géographie sociale. L'urbanisme dans lequel la sécurité doit prendre toute sa place relève donc autant, sinon plus, des réseaux que des zonages.

**EPC NS22358; CDU 38933; IA 40068; DCN 57-A-723; DRE 8397**

FRANCE. MINISTERE DE L'EQUIPEMENT. DIRECTION GENERALE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION ; FRANCE. EQUIPEMENT (MIN.). RECHERCHE ET AFFAIRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES (DIR.)

**Innovations technologiques et utopies urbaines. in Colloque International, La Rochelle, 19-21 octobre 1998 : Villes du XXIe siècle. Entre villes et métropoles : rupture ou continuité. Résumé des communications**

*Paris-La Défense : METL-DRAST, 1998. - pp. 85-100*

Analyse des caractéristiques des principales mégapoles mondiales. Impact des technologies de l'information sur l'évolution du tissu urbain et sur la planification de l'espace. Influence des moyens de communication sur la participation des citoyens au développement des villes. Questions liées aux villes du futur, à la mobilité urbaine et à l'architecture. Illustration et images de configurations architecturales et urbaines. Etapes de l'évolution entre l'éclairage des rues et la vidéosurveillance. Projet d'installation du laboratoire Saya Autopia (Océan Indien) pour des études du comportement social et de l'environnement.

**CDU 37755; IA 39927**

**Matériels de sécurité : surveillance et anti-agression**

*TRANSPORT PUBLIC. (FRA). n° 966, janv. 1998. - pp. 37-39, phot.*

Dans le cadre des douze mesures pour la prévention et la sécurité dans les transports de voyageurs, annoncées par J.-C. Gayssot, ministre des Transports, cet article présente différents types de matériels anti-agression.

**CDU**

**Violence : la ville prend garde**

*DIAGONAL, n° 129, fév. 1998. - pp.10-33, phot., bibliogr.*

La sécurité urbaine est envisagée notamment du point de vue de ses relations avec les formes architecturales et urbaines, et de la nécessaire coopération entre acteurs qui en découle. Les thèmes suivants sont abordés : les concepts anglo-saxons d'« espace défendable » et de « prévention situationnelle » ; le rôle des architectes, urbanistes, maîtres d'ouvrage et gestionnaires de l'espace urbain en matière de sécurité, et leur coopération avec la police dans le cadre des opérations d'aménagement urbain ; les « contrats locaux de sécurité », emplois de proximité destinés à prévenir la délinquance ; le concept de « complicité spatiale », qui caractérise certaines formes architecturales facilitant la délinquance ; le rôle de l'éclairage urbain ; l'action des organismes HLM. Quatre exemples locaux illustrent ces approches : la réhabilitation du quartier de la Darnaise, aux Minguettes (Vénissieux) ; l'intervention sociale au Val d'Argent (Argenteuil) ; la conception du quartier Euralille (Lille) et de la future Gare du Nord (Paris).

**CDU**

BEGAG Azouz

**Place du Pont ou la médina de Lyon./ Place du Pont or the Lyon's medina**

*ISSN 1169-8039; NO. 96; 83 p.; BIBL. 1 p.; FRA; ref. et notes dissem.; 1997; Autrement. Série monde : (1989)*

Le quartier de la place du Pont à Lyon, quartier immigré, populaire, historique, était le dernier témoin vivant des vagues d'immigration qui ont fait escale à Lyon au cours des siècles. Russes, Allemands, Grecs, Italiens, Espagnols, Arméniens, Juifs, Bulgares, Maghrébins... ont laissé, dans ses ruelles étroites le souvenir de leur entrée en ville, de leur exil pour la survie. Au-delà de la mémoire de ces épopées migratoires, ce lieu a longtemps cristallisé les haines, les psychoses et les fantasmes des Lyonnais. Considéré comme un foyer d'infection, de délinquance, de rébellion, de clandestinité, abandonné au pourrissement, il a fini par entrer dans les programmes des élus et des aménageurs. Un monument phare a été posé au milieu de la médina. Désormais la lumière éclaire le quartier réfractaire. Tout sera vu. Exit l'immigré à burnous et chéchia, exit le souk, exit les odeurs de l'ombre. La reconquête a consisté à rendre la place du Pont à la fluidité. Stationnement exotique interdit. Telle était la destinée de ce quartier, appelé aussi au début du siècle le « triangle du crime »

**FRANCIS**

CHEMETOV Paul ; PAQUOT Thierry ; DELAHAYE Louis-Davis ; RUBY Christian

**Architecture et urbanisme criminogènes ?**

*URBANISME, n° 297, 1997. - pp.53-55, phot.*

**IHESI ; CDU**

ELLIN Nan

**Architecture of fear**

*New York : Princeton architectural press, 1997*

**IFA**

GRASSART Pascal ; MARIN Pierre ; WIART Alain

**Ile-de-France : les nouveaux outils de la sûreté**

*VIE DU RAIL. (FRA). n° 2587, 12 mars 1997.- pp. 16-25, plan, phot.*

Les moyens éternés par la RATP et la SNCF pour prévenir les agressions sur le réseau francilien et, le cas échéant, identifier leurs auteurs.

**IA P.426; CDU**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Grands équipements urbains et sécurité**

*Paris : IHESI, 1997.- 75 p., bibliogr.*

Guide pour la réalisation et le contrôle des études de sécurité publique prévues par la loi du 21/01/1995. La première partie fait le point sur la situation actuelle (caractérisée notamment par une demande générale de sécurité publique et par une législation insuffisante), puis définit le rôle des études de sécurité publique en précisant les divers acteurs concernés. Les deux parties suivantes donnent des repères méthodologiques concernant d'abord le type d'étude à réaliser (références anglaise et nationales, catégorie d'aménagement ou de construction soumises à une étude de sécurité publique avec indication des seuils et des critères retenus), et ensuite la manière de les réaliser (rôle des divers acteurs). Enfin, la quatrième partie décrit les responsabilités encourues par les acteurs de l'étude, ainsi que la procédure d'expertise judiciaire.

**CDU 35545 ; IHESI**

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. PARIS

**Espaces de transport : lieux d'échanges, lieux de vie. Les forums d'Iéna, jeudi 29 février 1996**

*Paris : CES, 1996.- pp. 7-27*

Les transports publics - et spécialement les pôles d'échanges tels que les gares - ne doivent plus seulement être conçus comme des instruments fonctionnels destinés à assurer la mobilité des personnes, mais comme des outils d'aménagement, de solidarité urbaine et de développement économique et social. Aussi, leur conception et leur gestion se doivent-elles d'associer tous les partenaires. Ces questions sont débattues entre des architectes, des urbanistes, des élus locaux, des responsables de la RATP et de la SNCF, notamment.

**CDU 34839**

MALLET Gérard

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS. PARIS

**Sécurité des commerces : observations de la CCIP sur les projets de textes d'application de la loi du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation en matière de sécurité**

*Paris : CCIP, 16 mars 1996.- 20 p. (rapport présenté au nom de la Commission du commerce intérieur et adopté par l'AG du 21/3/96)*

En application de la loi 95-73 du 21 janvier 1995, trois projets de décrets précisent la mise en oeuvre des orientations qu'elle a fixés pour prévenir l'insécurité : installation de systèmes de vidéo-surveillance, réalisation d'une étude de sécurité publique, obligation d'assurer le gardiennage ou la surveillance.

**DRE PER(R)**

MIDOL André

**La sécurité dans les espaces publics ; huit études de cas sur les équipements ouverts au public**

*Paris : IHESI, 1996.- 143 p., coll. Etudes et recherches*

Pour répondre à cette question sous forme de préconisations opérationnelles, l'auteur a basé son analyse sur l'observation de différents sites : la ZAC Réunion, Paris XXe ; le Parc départemental André Malraux, Nanterre ; le Parc de La Villette et la Cité des sciences et de l'industrie, Paris ; la gare SNCF banlieue nord, Paris ; le complexe de transport de Paris-La Défense ; la Tour Maine-Montparnasse, Paris ; le parc de loisirs Disneyland-Paris

**IHESI**



PAPAYANNAKIS Apostolos

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. PARIS

**Une typologie. Les profils des stations et des gares du réseau ferroviaire de la RATP**

*Paris : RATP, 1995*

Le profil de chaque station et de chaque gare du réseau ferroviaire parisien est analysé en fonction de quatre catégories de critères liés au réseau et au territoire : des facteurs démographiques, urbanistiques et socio-économiques qui agissent dans les zones d'influence locale, des indicateurs qui traduisent l'offre de transport, la multimodalité et l'accessibilité, le trafic journalier et la répartition des entrants directs par mode et par motif de déplacement à l'origine, la qualité de l'espace interne et le problème de sécurité. La typologie des points du réseau en 21 groupes relativement homogènes donne une connaissance nouvelle des stations et dégage les ressemblances et les oppositions pertinentes du réseau et du territoire de Paris. La typologie est complétée par une analyse des performances territoriales des stations et du niveau de desserte et d'accessibilité des arrondissements. L'élaboration d'un modèle polaire de prévision met en évidence les paramètres qui influent le plus sur la fréquentation des stations, quantifie et classe cette influence. La méthodologie du modèle polaire serait adaptée pour prévoir le trafic portant sur les prolongements des lignes du métro en banlieue, sur le tramway et l'autobus.

**IA 38171**

SCHMID D.

**Imagining safe urban space : the contribution of detective fiction to radical geography**

*ISSN 0066-4812; VOL. 27; NO. 3; PP. 242-269; 1995; BIBL. 49 ref.; Antipode; GBR*

There are many conflicting and mutually exclusive strategies for addressing poverty, sexism, racism and violence. They are often underlaid by a pervasive pessimism. The author proposes that radical geographers consider the role of detective fiction in visualizing a "safe" city. He shows how the limitations of individualism found in this fiction can also apply to attempts to develop a radical agenda for urban reform and regeneration.

**FRANCIS**

JALADIS Stéphane

**Réhabilitation et sécurité dans les grand ensembles. Séminaire Prévention, insécurité, politiques locales de sécurité**

*Nanterre : Université Paris X-Nanterre, DESS Politiques publiques locales, 1994. - 54 p., ann., presse, tabl., stat. (mémoire)*

**IHESI 531**

LAMY B.

**Aménagement urbain et sécurité./ Urban development and security**

*ISSN 1150-1634; NO. 17; PP. 131-140; 1994; BIBL 1/2 p.; Les cahiers de la sécurité intérieure (Paris); FRA; notes (Ordre public et histoire)*

S'il n'existe pas d'urbanisme criminogène, la forme urbaine peut cependant influencer sur le développement de l'insécurité, ou agir en catalyseur de troubles sociaux. Il est aujourd'hui indispensable de concevoir une stratégie globale d'aménagement coordonnant les aspects humains et urbains, et visant à lutter contre toute forme de ségrégation. Ainsi, la cité retrouvera sa vocation première « d'espace d'urbanité ».

**FRANCIS ; CDU ; IHESI**

MASSIS Serge (dir.) ; LOUVEL Alain (dir.)

ASSOCIATION DES INGENIEURS DES VILLES DE FRANCE. PARIS

**Tags et graffiti**

*Paris : Editions Sorman, 1994. - 108 p., fig., coll. Les dossiers du génie urbain (réalisé par le Groupe de travail Architecte et bâtiment)*

Cet ouvrage, destiné aux responsables des collectivités territoriales, rappelle l'origine des graffiti et des tags. Il propose une analyse de ces inscriptions, qu'elles soient considérées comme nuisance, expression d'une violence, art de la rue, protestation ou défiance au monde des adultes. Les moyens techniques pour prévenir et nettoyer, les différents produits, leur mode d'emploi et leur coût sont étudiés. Des méthodes de lutte employées par des grandes villes françaises et américaines sont décrites.

**CDU 31175**

**Possibles urbanités = possible urbanities**

*C. DE L'INSTITUT. (FRA). n° 9, 4<sup>ème</sup> trim. 1994. - 59 p., phot.*

Cet ouvrage rassemble différents travaux de recherche sur les rapports entre art et société urbaine. Il traite des problèmes posés par la désurbanité engendrée par la violence urbaine, et comment l'art urbain et le traitement des espaces publics peuvent être une réponse.

**CDU**

LAE Jean-François

**Crise des banlieues: le béton n'est pas en cause**

*REGARDS SUR L'ACTUALITE. (FRA). n° 172, juill. 1991. - pp. 23-34, bibliogr.*

Parmi les causes des récentes flambées de violence, qui se sont déroulées dans les banlieues populaires des régions lyonnaise et parisienne, on incrimine, souvent trop vite, le cadre de vie physique : le béton, l'urbanisme et l'architecture des cités, la dégradation des immeubles, le manque d'équipements collectifs. Mais, on devrait plutôt invoquer la crise de la socialité urbaine dans les grands ensembles : précarité relationnelle, vulnérabilité des modes de vie, crise de mobilité sociale.

**CDU**

## 6. EN FRANCE ET AILLEURS

### 1. perspectives internationales

ANDRIEUX Michel ; BOUREGBA Alain ; MAYER Micheline ; MARIAGE-CORNALI Carole ; BERTRAND Marie-Andrée ; BROCHU Serge ; MORISSETTE Pauline ; LARKIN James-Gil ; CHAYER Lyne ; BUI-TRONG Lucienne ; YANSENNE David

**Help Europa, ta jeunesse t'interpelle ! Journées de formation et d'études, Aix-les-Bains, du 14 au 17 octobre 1997**

*Aix-les-Bains : Ed. ANPASE / Emergences, n° 61-62.98, 1999. - 248 p., bibliogr. cartes*

**IHESI 613**

GRAS SAVOYE

**Les villes européennes face aux dégradations**

*Gras Savoye (France), 1999. - 27 p., bibliogr.*

**IHESI 531**

MONNET Jérôme (dir.)

**Ville et pouvoir en Amérique. Les formes de l'autorité**

*Paris : L'Harmattan, 1999. - 190 p., fig., bibliogr., coll. Géographie et cultures, série Culture et Politique (publié avec le concours du Plan urbain et du Laboratoire Espace et Culture)*

Textes d'archéologues, d'anthropologues, de géographes et d'historiens venus du Canada, des Etats-Unis, du Brésil, d'Argentine et de France, s'interrogeant sur l'urbanisation planifiée, quadrillée du territoire américain et de son architecture démesurée. Débats scientifiques sur la nature de la ville et du pouvoir dans les villes antiques, de la Méso-Amérique aux Andes, et sur leurs relations dans le monde moderne, des Etats-Unis à l'Argentine. Le courant de Frank Lloyd Wright sur l'architecture pécolombienne. Le rôle du centre des affaires au Brésil et aux Etat-Unis. Le rôle dans le pouvoir de la rue en Amérique Latine.

**CDU 39719; PU 2403**

HOLSTON James (dir.)

**Cities and Citizenship**

*Durham and London : Duke university press, 1999. - 272 p.*

« Cities and Citizenship » is a prize-winning collection of essays that considers the importance of cities in the making of modern citizens. For most of the modern era the nation and not the city has been the principal domain of citizenship. This volume demonstrates, however, that cities are especially salient sites for examining the current renegotiations of citizenship, democracy and national belonging. Just as relations between themselves are changing in this current phase of global capitalism, so too are relations between nations and cities. Written by internationally prominent scholars, the essays in « Cities and Citizenship » propose that « place » remains fundamental to these changes and that cities are crucial places for the development of new alignments of local et global identity. Through case studies from Africa, Europe, Latin America and north America, the volume shows how cities make manifest national and transnational realignments of citizenship and how they generate new possibilities for democratic politics the transform people as citizens. « Cities and Citizenship » should interest students and scholars of anthropology, geography, sociology, planning and urban studies, as well as globalization and political science.

**CDU**

WALLER Irvin (dir.)

CENTRE INTERNATIONAL POUR LA PREVENTION DE LA CRIMINALITE

**100 programmes de prévention de la criminalité pour encourager l'action à travers le monde**

*Montréal (Québec, Canada) : CIPC, 1999. - 162 p.*

Ce travail a reçu le soutien financier des gouvernements canadien (Centre national de prévention du crime ; ministères de la Justice et du Solliciteur général du Canada, de la Sécurité publique de la

province de Québec), français (Délégation interministérielle à la Ville), britannique (Home Office), hollandais (ministères de la Justice et de l'Intérieur). Certains organismes, membres du Conseil d'administration du CIPC, ont aussi offert leur appui, expertise et documentation, comme le National Crime Prevention Council (Etats-Unis), le Forum européen pour la sécurité urbaine et le Bureau des Nations Unies à Vienne. Au sommaire : Administrations des pays, des régions, des villes et autres stratégies pertinentes ; Le secteur des services : écoles, emploi, logement, loisirs, santé et services sociaux, transports ; Le système formel d'intervention : justice, police ; L'entreprise privée.

**CDU 51685**

BIGO Didier

**L'immigration à la croisée des chemins sécuritaires**

*R. EUROPEENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES. (FRA). vol. 14, n° 1, 1998.- pp. 25-46, bibliogr.*

L'immigration est de plus en plus perçue comme une question, un problème de sécurité, tant par les hommes politiques que par les policiers, les gendarmes, les douaniers ou les forces armées, et ceci aussi bien en France ou en Allemagne qu'en Italie ou qu'aux Etats-Unis. Cet article s'interroge sur les raisons de ces convergences en décrivant les rationalités et les pratiques des univers policiers et militaires. Il insiste aussi dès l'introduction sur la responsabilité des universitaires dans ce processus de sécurisation de l'immigration et sur la nécessaire réflexivité de l'analyse en matière de sécurité.

**CDU**

BODY-GENDROT Sophie

**Les villes face à l'insécurité. Des ghettos américains aux banlieues françaises**

*Paris : Bayard éd., 1998.- 366 p., tabl., graph., bibliogr., coll. Société*

A partir d'une étude des villes françaises et américaines, il montre qu'une troisième voie est possible entre le "tout-répressif" comme aux Etats-Unis et la concentration des moyens sur la prévention. Cette troisième voie, inspirée en partie de ce qui s'est fait à Chicago et à New-York, repose sur la médiation et le travail conjoint de la police et des habitants.

**CDU 39731 ; IA 39955**

CHAUVET Alain

**La protection de l'enfance et de la jeunesse dans un contexte social en mutation**

*JO. AVIS ET RAPPORTS DU CES. (FRA). n° 5, 1<sup>er</sup> avr. 1998.- 42-119 p., tabl., graph., bibliogr.*

L'histoire complexe de la construction du dispositif français de protection de l'enfance et de la jeunesse, son fonctionnement aujourd'hui et sa mise en perspective avec les systèmes en vigueur dans d'autres pays européens sont examinés. Les mesures générales de prévention de la délinquance marquent le pas, et le dispositif de protection de l'enfance et de la jeunesse apparaît parfois débordé par de nouvelles formes de délinquance. Les réponses judiciaires se cherchent encore malgré un progrès dans la politique pénale. Sans exclure les mesures de répression, le Conseil économique et social réaffirme le bien fondé de la primauté des réponses éducatives graduées.

**IA P.219**

DEBARBIEUX Eric (coord.)

**La violence à l'école : approches européennes**

*REVUE FRANÇAISE DE PEDAGOGIE, n° 123, avr.-mai-juin 1998.- 192 p.*

Le professeur et le sauvageon : violence à l'école, incivilité et postmodernité (E. Debarbieux). La ségrégation scolaire : une perspective sociologique sur la violence à l'école (J.-P. Payet). Les figures de la violence à l'école (F. Dubet). Elèves et agressions aux Pays-Bas (T. Mooij). Le côté sombre de l'école : politique et recherche sur le comportement anti-social dans les écoles espagnoles (J.-M. Moreno). La violence à l'école : l'état des recherches en Allemagne (H.L. Krämer). Brimades et violences dans les écoles suédoises (P. Lindström, M. Campart). La violence à l'école : 30 ans de construction sociale de l'objet (1967-1997) (E. Debarbieux, Y. Montoya). La violence dans les établissements scolaires britanniques : approches sociologiques (E. Peignard, E. Roussier-Fusco, A. Van Zanten).

**CNDP ; ADRI**

DONOVAN N. (ed.)

NEW POLICY INSTITUTE

**Second chances : exclusion from school and equality of opportunity**

New Policy Institute, Apr 1998 45pp, graphs (NPI, 103 Premier House, 10 Greycoat Place, London SW1P 1SB) ISBN 1902080033, RP74470

Acknowledges that bad behaviour and violence at school are unacceptable but expresses concern at the long term effects of the growing number of permanent exclusions. Details the effects upon the excluded child in terms of employment prospects and equality of opportunity and the effects on the school and wider community. Examines ways of improving the situation in general and of helping excluded children re-enter mainstream education.

**ACOMPLINE P74470**

FAGAN Jeffrey ; WILKINSON Deanna

**Les contextes de la violence des adolescents à New York**

*R. EUROPEENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES. (FRA). Vol. 14, no. 1, 1998.- pp. 63-76, tabl., bibliogr.*

La recherche sur la violence porte en général sur l'identification des caractéristiques et des indicateurs relatifs à la prédisposition à la violence de certains acteurs plutôt que d'autres. Les auteurs, de cet article, intègrent deux perspectives souvent négligées dans les études sur la violence, d'une part il s'agit d'un comportement fonctionnel, servant à atteindre certains objectifs liés au développement social ; d'autre part ses fonctions reflètent une dynamique interpersonnelle située dans des contextes sociaux d'exclusion économique. Les données tirées d'entretiens menés auprès de 125 garçons adolescents dans deux quartiers de New York sont analysés pour identifier les contextes dans lesquels se produit la violence.

**CDU**

MISTIAEN Pascale ; KESTELOOT Christian

**Socialisation et marginalisation des jeunes de la zone défavorisée de Bruxelles, un accès différencié à l'école**

*ESPACE POPULATIONS SOCIETES. (FRA). n° 2, 1998.- pp. 249-262, tabl., graph., cartes, bibliogr. (Les jeunes)*

L'article analyse les processus socio-spatiaux de marginalisation des jeunes à Bruxelles, en partant de la forte relation entre concentration de jeunes issus de l'immigration et degré de pauvreté des quartiers. Ces quartiers concentrent la future génération de la population urbaine et sont au centre des processus de polarisation et d'exclusion sociale. Les premiers résultats d'une étude sur l'exclusion sociale des jeunes et la délinquance à Bruxelles démontrent que la ségrégation au niveau des écoles, indépendamment d'ailleurs de leur propre implantation, est un puissant levier de marginalisation des jeunes issus de ces quartiers.

**CDU**

OC T. ; TIESDELL S.

**City centre management and safer city centres : approaches in Coventry and Nottingham**

*CITIES. (GBR). vol.15, n° 2, avr. 1998.- pp. 85-103, tabl., fig., bibliogr.*

En étudiant et comparant les villes de Coventry et Nottingham, cet article examine les mesures prises pour améliorer la sécurité dans le centre urbain de ces deux villes. Les programmes mis en oeuvre visent aussi à changer la perception des habitants face à leur environnement et à leur impression de sécurité. # This paper examines Coventry and Nottingham in terms of measures to improve feelings of safety of their city centres.

**CA RB122(98:2)**

OUTRIVE Lode van

**Les savoirs universitaires et politiques sur la sécurité intérieure en Europe**

*CULTURES ET CONFLITS, n° 31-32, oct. 1998*

**IHESI**

REA Andrea (dir.)

**Immigration et racisme en Europe**

*Bruxelles (Belgique) : Ed. Complexe, 1998.- 240 p., coll. Interventions*

Proclamée année européenne contre le racisme, 1997 se termine par deux événements qui témoignent de l'actualité et de l'ampleur du sujet. Le premier est l'arrivée massive de Kurdes sur les côtes italiennes, qui provoque des réactions vigoureuses de nombreux gouvernements européens qui veulent

que les portes de l'Europe soient mieux contrôlées et refusent de voir de nouveaux migrants fouler le sol de l'Eldorado européen. Le second est la présentation d'un sondage réalisé à la demande de la Commission européenne et qui révèle que 33 % des européens se déclarent « très ou assez racistes ». Cet ouvrage analyse comment l'Europe devient une société « racialisée » et examine les insuffisances des discours et pratiques des mouvements antiracistes. Il esquisse les nouvelles manières d'aborder la question en insistant tout à la fois sur les conditions nationales et européennes du phénomène. Il montre que la situation s'est dégradée, suite à l'enracinement du vote d'extrême droite, et que les stratégies antiracistes passent par des politiques sociales plus justes, une politique de criminalisation de l'idéologie raciste et une prise en compte du multiculturalisme national et ethnique en Europe.

**BPI**

WRENCH John

**Discrimination formelle et informelle sur le marché du travail européen**

*HOMMES ET MIGRATIONS*, n° 1211, janv.-fév. 1998. - pp. 100-111, bibliogr. (*Le racisme à l'œuvre*)

Dans la plupart des pays de l'Union européenne, malgré des législations et des traditions différentes, la discrimination est à l'œuvre. Elle s'exprime de façon plus ou moins marquée selon les pays, en fonction du statut et de la visibilité des migrants qui s'y trouvent. Ce racisme semble opérer de manière routinière, sans même que les racistes avérés aient à s'en mêler. Mais cette discrimination, dont certains voudraient faire croire qu'elle est un phénomène « naturel », ne nourrit-elle pas à son tour les idéologies racistes ?

**CDU**

**De l'Etat social à l'Etat pénal**

*ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES*, n° 124, sept. 1998. - 95 p.

Au sommaire : La tentation pénale en Europe (L. Wacquant) ; L'ascension de l'Etat pénal en Amérique (L. Wacquant) ; Système pénal et marché du travail aux Etats-Unis (B. Western, K. Beckett, D. Harding) ; Le modèle économique américain à l'épreuve de la comparaison (R. B. Freeman) ; Les contradictions de la « société punitive » : le cas britannique (D. Garland) ; Eléments de géographie pénale (N. Christie) ; L'immigration et la construction d'une démocratie européenne (D. Melossi) ; Les écrivains catholiques dans les années 20 (H. Serry).

**CDU**

HEBBERECHT Patrick (dir.) ; SACK Fritz (dir.)

**La prévention de la délinquance en Europe. Nouvelles stratégies**

Paris : L'Harmattan, 1997. - 255 p., bibliogr., coll. *Logiques sociales, série Déviance/GERN*

La diversité des modèles de prévention de la délinquance existants dans sept pays européens, le développement des politiques nationales de prévention, l'importance prise par le niveau local (à l'échelon de la ville ou du quartier), l'effort d'intégration des différents participants à la prévention (justice, police, administrations de l'Etat, collectivités locales, travailleurs sociaux, secteur associatif, secteur privé...), les projets de prévention, les relations avec la recherche et l'orientation sécuritaire des problèmes sociaux, les transformations économiques, sociales et politiques, sont abordés. Les situations nationales des sept pays en matière de prévention de la délinquance sont exposées.

**CDU 35242 ; IHESI 44**

MYERS D.J.

**Racial rioting in the 1960s : an event history analysis of local conditions./ Les émeutes raciales dans les années 1960 : l'analyse des conditions locales d'un événement historique**

*ISSN 0003-1224; VOL. 62; NO. 1; PP. 94-112; 1997; BIBL. 2 p.1/4; American sociological review; USA*

Using S. Spilerman's data on the timing and locations of race riots from 1961 to 1968, the author uses event history analysis to investigate the effects of local conditions on city-level hazard rates of rioting. First, several structural strain and social-psychological arguments, which were the focus of Spilerman's original studies, are reexamined in light of event history analysis. Second, he reinterprets ethnic competition arguments recently used to explain a wide variety of collective violence, and apply these ideas to the 1960s' riots. Third, he tests two models of the diffusion of rioting. Like previous analyses, his findings fail to support structural strain theories. Contrary to previous analyses however, the size of the non-White population is not the singular predictor found for the 1960s'riot locations. Instead, his results support both competition and diffusion arguments.

**FRANCIS**

PAIN Jacques ; BARRIER Emilie ; ROBIN Daniel

**Violences à l'école : Allemagne, Angleterre, France. Un étude comparative européenne de douze établissements du deuxième degré**

*Vigneux : Ed. Matrice, 1997.- 283 p., bibliogr.*

**CNDP 371.5PAI**

PAVAGEAU Jean (dir.) ; GILBERT Yves (dir.) ; PEDRAZZINI Yves

**Le lien social et l'inachèvement de la modernité. Expériences d'Amérique et d'Europe**

*Paris : L'Harmattan; ARCI, 1997.- 258 p., bibliogr., coll. Changements*

Recueil d'articles visant à analyser l'échec du projet intégrateur des sociétés modernes (qui fut soutenu par le discours classique de la sociologie), et à comprendre comment s'élaborent de nouveaux types de liens sociaux, à travers divers exemples. La première partie réexamine les théories sociologiques du lien social et propose une approche de ce dernier en terme de régulation. Les trois parties suivantes présentent des études de cas, organisées selon trois axes : l'émergence de nouveaux liens sociaux en relation avec les mutations économiques dans les milieux ruraux du sud de la France (exemple du Languedoc) ; la construction de formes identitaires dans le cadre de la mobilité géographique (le retour au pays d'un indien du Mexique ayant émigré aux Etats-Unis ; la Salsa et la population sud-américaine de Genève) ; l'émergence d'acteurs et de formes particulières de liens sociaux, lorsque les États n'assurent pas ou plus de cohésion (mouvement Zapatiste au Mexique ; gangs dans les quartiers défavorisés de Caracas ou dans les ghettos américains).

**CDU 35899**

BIGO Didier

**Polices en réseaux : l'expérience européenne**

*Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996.- 358 p., tabl.*

Terrorisme, augmentation du crime organisé, drogue dans les banlieues, anciennes et nouvelles mafias, déferlante migratoire... Chaque jour, les quotidiens se font l'écho de ces inquiétudes qui justifient toujours plus de coopération policière entre pays européens. Ce livre analyse cette dernière à travers les clubs policiers des années 70, les accords de Schengen, le troisième pilier de Maastricht, la convention Europol. Il montre comment l'europeanisation a favorisé une nouvelle conception de la sécurité intérieure reliant contrôle du crime, des frontières et de l'immigration. Des réseaux d'hommes et de technologies se mettent en place au-delà des frontières ; les bureaucraties policières se transnationalisent. Quelles en sont les conséquences ? Qui contrôle ceux qui nous contrôlent ? quel type d'Etat se profile à l'horizon ?

**IHESI 832**

MARCUS Michel ; VOURC'H Catherine

FORUM EUROPEEN POUR LA SECURITE URBAINE

**Personnes âgées et sécurité urbaine. Bologne, Grenoble, Hanovre, Nottingham, Stockholm**

*Paris : FESU, 1996.- 135 p. + 135 p., ann., notes, coll. Sécurité et démocratie (avec le soutien de l'Union européenne)*

Dans un environnement urbain marqué par l'insécurité, la situation des personnes âgées face à ce fléau nécessite des analyses précises et des solutions adaptées. Des données sur ce sujet, fondées sur des statistiques et des enquêtes, sont analysées à travers les exemples de Bologne, Grenoble, Hanovre, Nottingham et Stockholm. Un panorama des réponses apportées par ces cinq villes est ensuite proposé : l'action policière, les stratégies de prévention de la délinquance, l'aide aux victimes et, surtout, les multiples services d'assistance aux personnes âgées y sont présentés.

**CDU 34510 ; IA 37944 ; Sources d'Europe**

OAKLEY Robin

**Combattre la violence raciste et xénophobe en Europe. Etude et orientation pratique**

*Strasbourg : Ed. du Conseil de l'Europe, 1996.- 161 p.*

Les flux migratoires des dernières décennies ont contribué à l'installation permanente, dans de nombreux Etats membres du Conseil de l'Europe, d'importantes populations dont les origines nationales ou ethniques sont différentes de celles de la société d'accueil. Ces personnes, de même que les membres de certaines minorités nationales, sont trop souvent la cible de violences ou de harcèlement à caractère raciste ou xénophobe. Cet ouvrage propose des mesures pratiques en vue de combattre ce phénomène.

## CDU

PEACH C.

### **The meaning of segregation**

*Planning Practice and Research, May 1996 11(2) pp137-150*

Presents a historical outline of the extent, causes and consequences of segregation of ethnic and cultural groups in western urban culture. Discusses both negative and positive aspects of segregation, and the relationship between the two. Identifies the crucial difference as being between voluntary segregation and segregation brought about by negative discriminatory forces. Suggests that the creation of ethnic areas without turning them into ghettos presents a major challenge to planners. 35 references.

**ACOMPLINE 033214**

VANDERSCHUEREN Franz

### **From violence to justice and security in cities**

*ENVIRONMENT AND URBANIZATION. (INT). vol. 8, n° 1, avr. 1996.- pp. 93-112, tabl.*

Après avoir décrit l'accroissement de la criminalité dans les villes du monde, l'article montre aussi les nouvelles approches qui se centrent sur des associations plus efficaces entre communautés, autorités municipales, police et système judiciaire, et sur des programmes spéciaux pour jeunes chômeurs et exclus. # The growth and the causes of urban violence, new approaches to change the current situation and spécial programmes for young people and disadvantaged groups.

**CA RA44(96:1)**

VOURC'H Catherine ; MARCUS Michel

### **Polices d'Europe et sécurité urbaine. Forum européen de la sécurité urbaine, Saragosse, 8-9 février 1996**

*Paris : FESU, 1996.- 146 p. (français-espagnol)*

**IHESI 83 ; Sources d'Europe**

CHEVRANT-BRETON Marie

FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

### **Les zones urbaines défavorisées, leur diagnostics, les politiques en leur direction, et la question de la justice sociale en Europe et en Amérique du nord. Vol.2 : bilan bibliographique sur les problèmes socio-urbains et les politiques élaborées à leur propos en Grande-Bretagne**

*Paris : Plan urbain, 1995.- pp. 61-185*

Ce document fait le point sur la situation de la recherche relative aux problèmes socio-urbains et sur les politiques mises en oeuvre à leur sujet en Grande-Bretagne depuis 1979, date de l'arrivée des conservateurs au pouvoir. Au-delà du bilan bibliographique, il a pour objectif d'identifier les enjeux sociaux auxquels les différents discours renvoient. Après avoir présenté les thèmes étudiés par les chercheurs (diffusion de la pauvreté, concentration des groupes en difficulté, émeutes dans les centre-villes), les politiques traitant de ces problèmes sont analysées.

**PU 2157(2); CDU 32400(2); IA 38075(2) ); IAB 3913**

FYFE Nicholas F.

### **Policing the city**

*URBAN STUDIES. (GBR). vol. 32, n° 4-5, mai 1995.- pp. 759-778, bibliogr.*

Aux Etats-Unis et en Angleterre, les opérations de police sont rarement le fait de la force publique, mais plutôt un mélange d'interventions d'agences privées et de pouvoirs publics. Les stratégies policières ne sont pas forcément neutres pour les relations spatiales et sociales dans une ville : protection de certains quartiers, surveillance renforcée d'autres, selon leur composition sociale. On en analyse ici les conséquences négatives et positives.

**IA P.412; CDU**

NATIONS UNIES

### **Commission pour la prévention du crime et de la justice pénale : rapport sur la quatrième session (30 mai - 9 juin 1995)**

*New York (Etats-Unis) : Nations Unies, Conseil économique et social, 1995.- 108 p., coll. Documents officiels, suppl. n° 10*



## IHESI

BRUNT L.

### **Samenleven onder druk: openbaar gedrag in Hong Kong./ Living under pressure : public behavior in Hong Kong**

*ISSN 0038-0334; VOL. 41; NO. 4; PP. 257-275; 1994; ABS. eng; BIBL. 34 ref.; Sociologische gids; NLD*  
Des études de comportement menées sur des rats ont montré qu'au-delà d'un certain seuil de population, de graves modifications de comportement apparaissaient telles que l'agressivité, l'homosexualité et le massacre des nouveaux-nés. Certains chercheurs ont été tenté d'établir un parallèle avec la violence urbaine, le surnombre et le manque d'espace privé. Une étude de cas menée à Hong Kong, dont la densité de population dépasse par endroit les 100.000 personnes au kilomètre carré, révèle en fait que cette ville est assez sûre. Une explication en termes culturels, de tolérance au bruit, au manque d'espace, et une explication organisationnelle en termes notamment de multifonctionnalité sont proposées dans cet article

**FRANCIS**

CHARLOT Monica

### **Britain's inner cities**

*Gap : Ophrys, 1994. - 173 p., cartes, fig., bibliogr.*

La criminalité, le chômage, la délinquance, la drogue, le racisme, l'illettrisme, le paupérisme, l'urbanisme sauvage demandent des solutions. Des universitaires britanniques retracent l'historique de ces trente dernières années; analysent la situation actuelle et les traitements apportés à cette crise sociale.

**IA 35736**

VOURC'H Catherine ; MARCUS Michel

FORUM EUROPEEN POUR LA SECURITE URBAINE

### **Sécurité et démocratie. Collège analytique de la sécurité urbaine, rapport 1993**

*Paris : FESU, 1994. - 413 p.*

Ce rapport se divise en quatre parties. La première décrit l'évolution de la nature des problèmes de la sécurité urbaine en Europe depuis le début des années soixante. La seconde partie propose une nouvelle écologie de l'insécurité, centrée sur l'identification de territoires d'insécurité comme les gares, les stades, l'école et les commerces, et permettant de retrouver des dynamiques locales pour conduire les actions ou stimuler la coproduction de la sécurité urbaine. La troisième partie est centrée sur les problèmes de la personne, prise en compte individuellement ou en communauté. La dernière partie formule une série de raisons et de propositions pour que l'Europe se saisisse du débat et s'implique dans le processus de coproduction de la sécurité urbaine.

**CDU 30146; CTA 005043 ; IHESI 83 ; Sources d'Europe**

## **Evictions**

*ENVIRONMENT AND URBANIZATION. (INT). vol. 6, n° 1, avr. 1994. - pp. 3-146, tabl., fig., bibliogr.*

Ce numéro spécial sur les dépossessions abusives présente tout d'abord un article sur le cours mondial des dépossessions abusives et le rôle des autorités locales dans la réalisation des droits au logement, puis plusieurs études de cas d'éviction à Bangkok, aux Philippines, en particulier à Manille, à Karachi, à Durban, dans la lagune de Tijuca à Rio de Janeiro. Le cas de Lhasa au Tibet décrit les dépossessions abusives entreprises par les autorités chinoises et l'impact sur les habitants et la forme urbaine de Lhasa. Un article examine la politique de dépossession abusive établie par l'État d'Israël contre les palestiniens et les mesures prises par les arabes palestiniens pour faire opposition à ces dépossessions. Le dernier article explique comment une des forces principales à la base des dépossessions abusives dans les secteurs ruraux et urbains est la clôture des terres et autres ressources qui, auparavant, avaient été exploités par les communautés locales. # Evictions trends worldwide and the rôle of local authorities in implementing the right to housing.

**CA RA44(94:1); CDU 39072**

MONET Jean-Claude

### **Polices et sociétés en Europe**

*Paris : La Documentation française, 1993. - 338 p., bibliogr., coll. Vivre en Europe*

**IHESI 832**

BONNEMAISON Gilbert ; MARAGALL Pasqual

FORUM DES COLLECTIVITES TERRITORIALES EUROPEENNES POUR LA SECURITE URBAINE

**Villes en sécurité : prévention de la délinquance, des drogues et de la toxicomanie**

Paris : Forum des collectivités territoriales européennes pour la sécurité urbaine, 1992.- 307 p., tabl., stat.

**IHESI 531**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Polices en Europe**

CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 7, nov. 1991 - janv. 1992.- 320 p.

La confrontation de quelques systèmes policiers en Europe souligne surtout la particularité de leur mode de construction historique. De là émergent des « spécificités nationales » qui sont autant de défis à la constitution d'une intégration policière européenne.

**CDU ; IHESI**

VOURC'H Catherine ; MONAHAN Jennifer

**Villes en sécurité. Prévention de la délinquance, des récidives, des drogués et de la toxicomanie**

Paris : Forum des collectivités territoriales européennes pour la sécurité urbaine, 1992.- 304 p., graph. (Forum présidé par Gilbert Bonnemaïson)

Synthèse des débats de la conférence internationale sur la sécurité, les drogués et la prévention de la délinquance en milieu urbain. Sont décrites et comparées les politiques de lutte contre la délinquance et les moyens de prévention aux Etats-Unis, Canada, Japon et Europe. Il est traité des limites de la mobilisation au niveau local, de la nécessité d'un partenariat pour faire face à la diversité des problèmes et des liens étroits qui unissent développement local et développement social.

**CDU 27526**

**L'insécurité urbaine et les politiques locales**

DEVIANCE ET SOCIETE. n° spécial, vol. 15, n° 3, 1991.- pp. 233-275, bibliogr.

De quelle façon les politiques urbaines posent-elles la question de l'insécurité ? Comment établir le lien entre cadre de vie et insécurité ? Les débats sont étayés par des exemples d'espaces à forte réputation d'insécurité : « les passages » quartiers de Levallois-Perret en banlieue parisienne et un ensemble de logements sociaux à Glasgow. La seconde partie des débats porte sur les politiques urbaines avec une réflexion sur l'avenir des logements à loyer modéré.

**CDU 25456 ; CESDIP**

HEINZ Renn ; HUNT Jürgen Lange

**Quartiers urbains et milieu de la drogue**

Paris : IHESI, 1990

**IHESI**

## **2. pays du nord**

BAUER Alain

**L'Amérique, la violence et les crimes**

Paris : PUF, 2000.- 272 p.

**IHESI**

ALLEN C. ; SPRIGINGS N.

**Watch out**

Inside Housing, 4 Jun 1999 pp14-15

Discusses the problem of risk management from the point of view of housing managers. Focuses on community risk, or the risk presented by known offenders with a record of violence or offences against

children and living in social housing. Outlines the results of a research project carried out by Salford University, setting out the latest in good practice for dealing with such problems.

**ACOMPLINE 041301**

BLAKELY Edward J. ; SNYDER Mary Gail

**Fortress America**

*The Brookings institution, 1999. - 208 p. (1<sup>ère</sup> éd. 1995)*

**CDU**

CUSSON Maurice

**Paradoxes américains : autodéfense et homicides**

*REVUE INTERNATIONALE DE POLICE TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE. (FRA). vol. LII, n° 2, 1999. - pp. 131-150, bibliogr.*

**IHESI**

GORDON Peter ; RICHARDSON Harry W.

**Review essay : Los Angeles, city of angels ? No, city of angles**

*URBAN STUDIES. (GBR). vol. 36, n° 3, mars 1999. - pp. 575-591, bibliogr.*

Los Angeles est une des plus grandes économies du monde : la douzième, devant le Mexique et derrière l'Espagne. C'est aussi une ville qui permet de rencontrer des gens du monde entier, de toutes races et de toutes classes sociales. Les auteurs évaluent le livre d'Allen J. Scott et Edward W. Soja : « The city : Los Angeles and urban theory at the end of the twentieth century » ; ils soulignent la haine qu'il véhicule envers la ville, le pays et son système économique, déplorant les stéréotypes négatifs entretenus par les médias.

**IA P.412; CDU**

JONES A.

**CRISIS**

**Out of sight out of mind ? the experiences of homeless women**

*Crisis, 1999 130pp, (Crisis, Challenger House, 42 Adler Street, London E1 1EE) , ISBN1899257322, RB53230*

Focuses on the particular needs of homeless women and the reasons for women sleeping rough on the streets and living in hostels and discusses ways of helping them out of the cycle of deprivation caused by domestic violence, family breakdown, mental health problems, prostitution and childhood abuse. Describes specialist help as at best patchy and at worst inadequate. Draws upon interviews with 77 women with experience of homelessness in London, Liverpool, Brighton and Bristol.

**ACOMPLINE B53230**

PLAZAOLA Jacques de ; MIDOL André ; SALOMON Jean-Claude

**VIA-GTI. PARIS**

**Recherche sur les stratégies de sûreté et d'ambiance dans les transports publics. Dossier relatif à l'analyse de la stratégie de sécurisation des transports à New York**

*Paris : VIA-GTI, 1999. - 4-15-61 p., tabl., graph. (PREDIT 1996-2000)*

Une mission d'étude, menée dans le cadre du programme PREDIT 1996-2000, compare les réseaux de transport public new-yorkais et français quant à la perception du trouble par les personnels et les clients, la perception du système transport concernant le paiement, la fraude et le contrôle, et la perception des métiers et des pratiques professionnelles, faisant ressortir des points forts du modèle new-yorkais. Le compte rendu de voyage de la mission à New York et à Washington présente les objectifs des grands acteurs, les moyens et les méthodes.

**IA 40905(1)**

THOMPSON J. William

**Forum : security detail**

*LANDSCAPE ARCHITECTURE. (USA). vol. 89, n° 3, mars 1999. - pp. 56-61, phot. et pp. 88-92*

La ville de Los Angeles sert d'exemple pour définir ce qui rend un parc urbain sûr. Le meilleur moyen et le plus facile pour assurer la sécurité, c'est que le parc soit fréquenté. Les moyens d'éviter des grilles hautes, d'éviter la mise en place de caméras de surveillance et d'autres mesures sécuritaires qui restreignent l'utilisation d'un parc qui est encore le dernier espace public libre, sont discutés.

## IA P.224; CDU

BUFORD Bill

### **Parmi les hooligans**

Paris : 10/18, 1998.- 368 p. (1<sup>ère</sup> éd. : C. Bourgeois, 1990)

Des « durs » de Manchester United à ceux de West Ham, les personnages retenus dans ce livre sont représentatifs d'une jeunesse portée sur la bière, la bagarre et le nationalisme. Cette population dont la réputation a fait le tour du monde et suscité des vocations n'est ni marginale, ni désœuvrée. Elle est l'Angleterre de la fin du XXe siècle. Réalisé à partir d'une enquête en immersion, cet ouvrage, dont l'édition originale date de 1990, décrit un hooliganisme qui n'a cessé d'évoluer depuis lors.

**IHESI GB64**

COOK A.

HUMAN SCALE EDUCATION

### **Creating a campus for small schools : New York City's answer to failing high schools**

*Human Scale Education, 1998 19pp (HSE, 96 Carlingcott, nr Bath BA2 8AW) RP74593*

Reports a seminar that considers ways of controlling and minimising violence in schools. Sees the size of schools as a crucial factor in this problem, large scale institutions making it easier for violence to flourish. Considers radical restructuring to be essential and proposes both the establishment of small schools and the restructuring of large schools into several mini schools. Quotes American examples that have succeeded in motivating and encouraging problem pupils.

**ACOMPLINE P74593**

CURCURI Monique

CENTRE DE RECHERCHES SUR L'ESPACE HUMAIN ET URBAIN ; FRANCE. URBANISME  
LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

### **L'intégration des minorités ethniques en Grande-Bretagne. in Ville et immigration**

Besançon : Université de Franche-Comté, 1998.- pp. 187-200, bibliogr., coll. *Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté*, n° 678, série *Cahiers du CREHU n° 8 (soutien du programme Initiative régionale du Plan urbain)*

A partir des années 60, une double politique est menée pour contrôler plus strictement l'immigration et pour mettre en place des mesures destinées à favoriser l'intégration. Au début des années 90, les minorités ethniques représentent 5,5% de la population locale. Les minorités ethniques sont une population massivement urbaine, plus jeune et plus masculine que la population totale. A l'intérieur des conurbations, le processus de concentration engendre une ségrégation qui s'est aggravée au fur et à mesure que les minorités augmentaient. La législation a créé une structure administrative pour représenter les intérêts des minorités lors de la prise de décisions au niveau national et local. Les minorités bénéficient de programmes gouvernementaux en matière d'économie, de santé. Les politiques menées par les autorités locales sont définies comme des politiques d'égalité raciale et de promotion multiculturelle. Trois grands groupes sont distingués : politique d'égalité des chances, politique de gestion communautaire, politiques anti-racistes. Les minorités ethniques sont organisées en associations. La discrimination raciale est présente dans les domaines de l'emploi et du logement.

**CDU 38732; PU 2373**

GILL M. ; HEARNshaw S. ; TURBIN V.

### **Violence in schools : quantifying and responding to the problem**

*Educational Management and Administration, Oct 1998 26(4) pp429-442*

Looks at violence in schools and tries to assess whether high profile incidents are isolated events or part of a broader continuum. Assesses evidence of the extent and nature of the problem. Identifies the concerns of respondents to a survey of violence in schools relating to school security. Considers what are likely to be effective ways of minimising such violence, based on the results of research discussed in this article. 15 references.

**ACOMPLINE 039900**

GRAPENDAAL Martin ; LEUW ... (ed.) ; NELEN Hans

### **Drogue et délinquance dans un contexte de tolérance. La situation à Amsterdam**

*C. DE LA SECURITE INTERIEURE. (FRA). n° 32, 1998.- pp. 63-84, tabl., notes, bibliogr. (Drogue)*

La situation de la drogue et de la délinquance se présente à Amsterdam sous un jour particulier, eu égard à la politique de tolérance menée de manière générale aux Pays-Bas et, de manière plus spécifique, aux programmes de substitution mis en place depuis de nombreuses années dans la ville. Le texte, qui procède d'une étude de terrain menée auprès des consommateurs de drogue, montre l'effet des politiques de substitution à la méthadone sur la consommation de drogués et sur les comportements criminels. Il permet de comprendre combien l'efficacité de ces politiques est liée à son inscription dans le projet de vie personnel de ceux auxquels elle s'adresse.

**CDU**

HOUGH M. ; ROBERTS J.

HOME OFFICE RESEARCH AND STATISTICS DIRECTORATE

**Attitudes to punishment : findings from the British Crime Survey**

*Home Office Research and Statistics Directorate, 1998 69pp, graphs, tables (Research Study 179) (HO, 50 Queen Anne's Gate, London SW1H 9AT) ISBN 1840820179, RP74270*

Analyses the results of BCS 1996 questions on public attitudes to sentencing, covering perceptions of crime, the public's assessment of sentencing practice and policy, the role of sentencing in causing crime, strategies for crime prevention, prison population reduction and the impact of imprisonment on offending. Reveals a general, if mistaken, perception, that recorded crime is on the increase, and an exaggerated view of the amount of recorded crime involving violence, and that the public underestimates the courts' use of custodial sentences in the crimes of rape, mugging and burglary.

**ACOMPLINE P74270**

JOLY Danièle

**Ethnicité et violence chez les jeunes Antillais : une intervention sociologique à Birmingham**

*CAHIERS INTERNATIONAUX DE SOCIOLOGIE, vol.CV, juil.-déc. 1998.- pp. 383-413, bibliogr.*

Cet article présente les résultats d'une intervention sociologique auprès de jeunes «blacks » afro-caribéens à Birmingham. Il analyse l'expérience de ce groupe dans une société majoritaire dont l'imaginaire les associe à la violence collective et individuelle. L'article explore les dimensions d'appartenance : l'identification ethnique, sociale et individuelle dans le contexte d'une catégorisation stigmatisante. En dernier lieu, cette étude examine les capacités d'action de ce groupe, ancrées dans le « triangle de l'ethnicité ».

**CDU**

LIDDLE M.

NACRO

**Wasted lives : counting the cost of juvenile offending**

*NACRO, Nov 1998 76pp, tables (NACRO, 169 Clapham Road, London SW9 0PU) ISBN 0850691508, RP74839*

Describes the backgrounds and characteristics of young offenders and reports that much offending stems from severe family, health and education problems and that drug use and violence have become an accepted part of these young people's lives. Shows that too many opportunities to tackle such problems early have been missed and calls for effective intervention, support and training for parents and measures to improve school attendance. Concludes that preventative measures would be more cost effective and less wasteful of young people's lives.

**ACOMPLINE P74839**

MARY Philippe

**Délinquant, délinquance et insécurité. Un demi-siècle de traitement en Belgique (1944-1997)**

*Ets E. Bruylant, 1998.- 784 p., coll. Ecole des sciences criminologiques Léon Cornil*

**CDU**

PELTZMAN Daniel

CENTRE DE RECHERCHES SUR L'ESPACE HUMAIN ET URBAIN ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

**Le rôle de l'Etat et la délinquance juvénile dans la ville américaine. in Ville et immigration**

*Besançon : Université de Franche-Comté, 1998.- pp. 177-186, coll. Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, n° 678, série Cahiers du CREHU n° 8 (soutien du programme Initiative régionale du Plan urbain)*

Analyse de l'État et de la politique de la délinquance juvénile aux Etats-Unis. Entre 1985 et 1992, le nombre d'homicides commis par les jeunes augmente. Les Démocrates et les Républicains souhaitent diminuer l'intervention de l'État. La répression est un thème qui réunit les deux formations politiques. Dès 1909, la Maison Blanche organise la première conférence sur la délinquance juvénile. Les années 40 voient une prise de conscience par rapport à la prévention. Dans les années 80, un changement politique radical se fait sentir au niveau du gouvernement fédéral. Dans certaines villes, des zones sont sinistrées par une véritable explosion de la délinquance juvénile. Les municipalités sont impuissantes faute de moyens financiers : disparition d'aides sociales, effondrement du système éducatif, fermeture des terrains de sport. Certains proposent d'envoyer les délinquants juvéniles en prison avec les adultes. Des camps de discipline pour mineurs, des activités extra-scolaires, des programmes de prévention sont mis en place. Il existe deux sociétés et deux villes séparées par la barrière des revenus. Le pessimisme est de rigueur pour l'avenir.

**CDU 38732; PU 2373**

PERALVA A.

**Violence urbaine, démocratie et changement culturel : l'expérience brésilienne**

*CULTURE ET CONFLITS*, n° 29-30, printemps-été 1998. - pp. 395-468

Etude de la violence urbaine au Brésil sous trois aspects : la crise de l'Etat et l'affaiblissement de sa capacité à contrôler la violence, comme implication dérivée de l'entrée en démocratie ; les nouvelles configurations de la violence (élargissement et diversification de l'espace de la violence) ; la modernisation socioculturelle de la société brésilienne comme autre facteur de la violence dans ce pays.

**Sciences Po**

PHILLIPS C. ; BROWN D. ; JAMES Z. ; GOODRICH P.

HOME OFFICE RESEARCH AND STATISTICS DIRECTORATE

**Entry into the criminal justice system : a survey of police arrests and their outcomes**

*Home Office, 1998 230pp, graphs, tables (Research Study 185) (HO, 50 Queen Anne's Gate, London SW1H 9HT) ISBN 1840821388, RB52944*

Presents the findings of a survey of arrests made between late 1993 and early 1994 at ten police stations in seven forces. Examines the filtering process that follows arrest and determines which of the people arrested are prosecuted or cautioned. Compiles a profile of people in police custody including those who have been arrested and those who are held in a police station as a place of safety.

**ACOMPLINE B52944**

ROGERS S.

**Designs for life**

*Big Issue*, 23-29 Nov 1998 (311) pp16-17

Describes the temporary shelters provided for the homeless for the coldest months of the year as basic, cold and unsafe. Reports a project in which some of Britain's best known designers were persuaded to create cheap interiors for temporary shelters using colours and contemporary ideas to provide accommodation which is cheerful and welcoming. The designs currently form the basis of an exhibition, but may be put into practice next winter.

**ACOMPLINE 039612**

SCOTT Suzie ; PARKEY Hilary

**Myths and reality : anti-social behaviour in Scotland**

*HOUSING STUDIES. (GBR). vol. 13, n° 3, mai 1998. - pp. 325-345, tabl., bibliogr.*

Un grand débat a eu lieu en Grande-Bretagne, à propos des problèmes causés par des voisins « anti-sociaux ». Cet article examine les définitions du comportement anti-social et ses causes possibles, avant d'interroger les fondements de quelques-uns des points de vue les plus courants sur cette question. Il conclut à l'utilité de décomposer ce problème en trois phénomènes à la fois distincts et liés : les conflits de voisinage ; le non-respect des espaces publics ; les crimes et délits. Bien qu'il faille situer les causes de ces problèmes dans le débat plus large sur l'exclusion, les solutions se sont limitées à appliquer des sanctions légales, plutôt qu'à traiter les problèmes de société. La recherche permet de contester l'existence d'une concentration de ces problèmes dans les logements sociaux, et de mettre en doute certaines opinions selon lesquelles les facteurs explicatifs majeurs résideraient dans la toxicomanie, les politiques de protection des communautés, les différences de styles de vie ou le

manque de tolérance. En outre, il apparaît que les propriétaires n'ont pas développé des mesures préventives, ni recouru de manière effective aux sanctions légales existantes.

**CDU**

VOGEL R.E. ; TORRES S.

**An evaluation of Operation Roundup : an experiment in the control of gangs to reduce crime, fear of crime and improve police community relations**

*Policing, 1998 21(1) pp38-53*

Reports on research into the fear of crime, ways of tackling gang violence, and the impact of police strategies in dealing with gangs on public attitudes towards the police. Focuses on an initiative in Santa Ana, California, designed to reduce gang violence in that city. Briefly describes the operation to tackle the gang problem, and summarises pre and post cleanup public views about the police. Shows that the initiative had a positive effect on public attitudes to the police, but cautions about the need for long term monitoring. 35 references.

**ACOMPLINE 037750**

WACQUANT Loïc

**The zone. in La misère du monde**

*Paris : Seuil, 1998.- pp. 181-204, bibliogr. (1<sup>ère</sup> éd. 1993*

Entretien avec Rickey, hustler à Chicago. Pauvreté et insécurité au cœur du ghetto noir de Chicago. Un hustler parmi d'autres.

**CDU 27889 ; IA 32652 ; CNDP 623297**

**Lo spazio urbano dell'immigrazione**

*URBANISTICA. (ITA). n° 111, déc. 1998.- pp. 7-46, tabl., fig., bibliogr.*

Dans ce dossier les différents auteurs abordent la problématique urbaine de l'immigration en Italie. Sont tour à tour évoqués les aspects du multiculturalisme ; de la multiethnie ; de l'exclusion de la marginalisation ; de la concentration et de la ségrégation. En illustration, les actions menées en matière d'urbanisation dans les villes de Turin, de Brescia, de Gênes et de Milan, où sont pris en considération les problèmes de cette citoyenneté émergente qui sont de l'ordre de la cohabitation, de la convivialité et de l'hospitalité entre les différentes ethnies et la population locale. Les conséquences, notamment la délinquance, de ces différentes cohabitations dans une urbanisation plus ou moins maîtrisée sont également traitées. Des solutions, des aides et des modèles incitatifs sont envisagés pour définir et réaliser une forme de cohabitation et une mutation du logement urbain. Un coup de projecteur est donné sur les Chinois à Milan.

**CDU**

BODY-GENDROT Sophie

**Mission d'analyse sur le contrôle social des villes. La perspective américaine**

*Paris : DIV, 1997.- 142 p., bibliogr., tabl., stat.*

**IHESI USA531**

BODY-GENDROT Sophie

**Les villes américaines. Les politiques urbaines**

*Paris : Hachette livre, 1997.- 160 p., tabl, glossaire, bibliogr.*

Historique et bilan des politiques et des problèmes urbains aux Etats-Unis. Le chapitre 1 retrace l'évolution urbaine de ce pays depuis les origines jusqu'à 1945, du point de vue des transports, de l'industrialisation, des migrations et des structures politico-administratives. Le chapitre 2 relate les transformations de la ville industrielle au cours des cycles de prospérité puis de crise économique qui ont suivi la seconde guerre mondiale (exemples de Houston, New York, Detroit et Chicago). Le chapitre 3 décrit le contenu des diverses politiques fédérales urbaines qui se sont succédé depuis les années 1930. Le chapitre 4 passe en revue les diverses formes de collectivités urbaines, en précisant le rôle des acteurs politiques locaux et de la démocratie directe. Le chapitre 5 dresse un bilan de la crise financière des villes et évalue les possibilités d'en sortir (exemples de San Francisco et Seattle). Enfin, le chapitre 6 décrit l'essor de la ville globale, la dynamique de polarisation et les phénomènes de violence (exemples de New York et Los Angeles).

**CDU 36437; IA 39678**

BROMLEY Rosemary ; THOMAS Colin

**Vehicle crime in the city centre : planning for secure parking**

*TOWN PLANNING R. (GBR). vol. 68, n° 2, avr. 1997.- pp. 257-278, fig., tabl., phot., bibliogr.*

La criminalité liée à l'automobile (vols, dégradations) est un grave problème pour les stratégies de revitalisation des centres-villes. La répartition spatiale et temporelle des crimes dans différents types et localisations de parkings sont examinées pour les villes de Cardiff et de Swansea. Un parking à plusieurs étages enregistre de faibles taux de criminalité en raison de son accès limité pour les piétons et les véhicules.

**IA P.397; CDU**

CHIRICO J. ; DAS A. ; SMITH C.

COMMISSION FOR RACIAL EQUALITY

**Racially motivated crime : responses in three European cities: Frankfurt, Lyons and Rome**

*Commission for Racial Equality, 1997 144pp (CRE, Elliott House, 10-12 Allington Street, London SW1E 5EH) ISBN 1854422014, RB52750*

Reports one of the most urgent issues facing countries in Europe: the millions of people who are vulnerable to violent attacks, arson, damage to their property, threats, insults and acts of petty violence which are directed at them merely because of their race, nationality or ethnic origin. Examines the efforts being made to control this in housing, social services, education, policing, prosecution, and the courts. Shows the difference between the systems as they ought to work and what actually happens in practice.

**ACOMPLINE B52750**

CONWAY G.

RUNNYMEDE TRUST

**Islamophobia : a challenge for us all**

*Runnymede Trust, Oct 1997 69pp, tables (RT, 133 Aldersgate Street, London EC1A 4JA) ISBN 0902397982, RP74226*

Examines the issues surrounding what Muslim groups describe as Islamophobia, expressed in the form of discrimination, stereotyping and misconceptions about Muslims. Looks at Muslim communities' concerns about prejudice in British society, as manifested in media coverage, violence and racial attacks, and explores the means of redress available in law. Presents recommendations on practical steps in building bridges, dispelling ignorance and working towards an inclusive society.

**ACOMPLINE P74226**

DAVIS Mark ; DARTEVELLE Michel (trad.) ; SAINT-UPERY Marc (trad.)

**City of quartz : Los Angelès, capitale du futur**

*Paris : Ed. La Découverte, 1997.- 391 p., cartes (ouvrage traduit avec le concours du Centre national du livre)*

Le destin de Los Angelès est examiné au travers de son urbanisme et de son architecture, de ses élites politiques et économiques, ses intellectuels et ses artistes, sa police et sa multiethnicité. Los Angelès et son aire d'influence sont décrites comme le miroir grossissant qui permet de saisir certaines tendances lourdes des villes et de la société américaines : privatisation des espaces publics, séparatisme fiscal et résidentiel des possédants, polarisation sociale et économie de la drogue, développement des dispositifs de sécurité et de surveillance alliant entreprises privées et police publique.

**IA 39260; CDU 36650; MV B9008**

GERVAIS L. ; LACROIX Jean-Michel

**Les relations interraciales entre Hispaniques et Afro-Américains à Chicago : le cas de Lawndale. Villes et politiques urbaines au Canada et aux Etats-Unis : Paris, 17-18 mai 1995, Centre d'études canadiennes. Colloque international./ Interracial relations between Hispanics and African-Americans in Chicago : the Lawndale case. Towns and urban policies in Canada and the United States**

*PP. 81-107; ABS. eng; PSN; Paris; ISBN 2-87854-149-9; 5; Paris FRA; 1995-05-17; FRA; 2 p.3/4 ref. et notes; 1997*

La question des relations raciales aux Etats-Unis a souvent été abordée sans se pencher sur le problème de la concentration dans l'espace. A Chicago, Hispaniques et Afro-Américains sont particulièrement touchés par la ségrégation, pour des raisons parfois similaires, souvent très différentes. Alors que ce phénomène a tendance à s'accroître et que le nombre d'Hispaniques augmente, il semble



inéluctable que ces deux communautés soient amenées à entrer en contact de plus en plus souvent. Deux constatations s'imposent au vu des études effectuées ces dix dernières années : si les Afro-Américains souffrent un peu moins de la ségrégation qu'il y a dix ans, les Hispaniques suivent une tendance inverse. Comment réagissent deux communautés culturellement si différentes, mises en présence par la ségrégation résidentielle ? C'est le cas dans les districts de South et North Lawndale, où Afro-Américains et Hispaniques sont exposés à une interaction grandissante : chaque groupe y perçoit l'autre comme une menace potentielle.

#### **FRANCIS**

HACKER C.

#### **Racist violence in the United Kingdom**

*New York: Human Rights Watch, 1997 101pp, tables ISBN 1564322025, RB52535*

Presents a statistical overview of racially motivated violence and the role of the police. Includes: racially motivated murders and attacks by neighbours; the rôle and response of police to racial violence; how the legal system copes with prosecutions and sentencing; and human rights issues. Cites statistics, based on the British Crime Survey 1991, which show that 18% of all crimes against ethnic minorities were considered racially motivated.

#### **ACOMPLINE B52535**

LACROIX Jean-Michel (ed.)

#### **Villes et politiques urbaines au Canada et aux Etats-Unis. 5ème colloque international. Paris, 17-18 mai 1995**

*Paris : Presses de la Sorbonne nouvelle, 1997.- 317 p., tabl., fig., bibliogr. (organisé par le Centre d'Etudes canadiennes et l'Université Paris III - Sorbonne nouvelle)*

Série d'articles sur les politiques, les opérations de restructuration et les problèmes urbains en Amérique du nord : les politiques de répression aux Etats-Unis, en France et au Royaume-Uni ; l'évolution future du système urbain nord-américain, modélisée à l'aide de l'analyse topodynamique ; la restructuration des centres-villes nord-américains dans les années 1990 ; les représentations de la banlieue dans la recherche nord-américaine ; les relations interraciales entre hispaniques et Afro-américains à Chicago (district de Lawndale) ; l'insécurité et la criminalité dans un quartier du ghetto de Chicago ; le développement de l'agglomération de Montréal depuis les années 60 ; le cosmopolitisme à Montréal ; la rénovation urbaine et les organisations communautaires à Saint-Louis ; les associations intercommunautaires de lutte contre la violence urbaine, aux USA ; le développement de l'économie parallèle dans les villes américaines ; les problèmes et les défis des petites villes du Québec à l'horizon 2000 ; les politiques d'environnement urbain au Canada, à Montréal et Toronto ; le réaménagement des boulevards du centre-ville de Québec ; le rôle des collectivités locales dans la restructuration des régions métropolitaines, au Canada.

#### **CDU 36777**

MODOOD T. ; BERTHOUD R. ; LAKEY J. ; NAZROO J. ; SMITH P. ; VIRDEE S. ; BEISHON S.

POLICY STUDIES INSTITUTE

#### **Ethnic minorities in Britain : diversity and disadvantage**

*Policy Studies Institute, 1997 420pp, graphs, tables (Report no. 843) (PSI, 100 Park Village East, London NW1 3SR) ISBN 1 85383 670 2, RB52372*

Follows on from previous Policy Studies Institute studies, monitoring changes in family and household structures, education, qualifications and language, employment patterns, income and standards of living, neighbourhoods and housing. Includes new issues such as health services, racial harassment and cultural identity. Assesses the progress made by ethnic minorities in these areas, giving an overall picture of ethnic diversity and disadvantage. Contains tables and a wide range of references to academic and official studies.

#### **ACOMPLINE B52372**

NAFFAH CHOT-PLASOT C. ; DAVIE Michael F.

#### **Réseaux de sociabilité et de voisinage : le quartier Baydoun à Beyrouth (1986-1988). Beyrouth : regards croisés./ Sociability and neighbourhood networks : Baydoun quarter in Beirut (1986-1988). Beirut : crossed glances**

*ISSN 0247-8498; VOL. 2; PP. 107-125; 1997; Villes du monde arabe; FRA; ref. et notes dissem.*

Cet article analyse l'appropriation, l'utilisation et la structuration des espaces de Beyrouth par les populations en guerre. L'auteur décrit les réseaux de solidarité locale, quelquefois marqués par des tensions, entre les populations d'origine, de confession et de degrés d'urbanité différents qui peuplent Hayy Baydoun, un îlot sunnite intégré dans l'espace militaire situé à l'Est de la Ligne de Démarcation. L'approche ethnologique s'avère centrale, la guerre étant un vecteur puissant de communication sociale. Ce sont les solidarités familiales, de voisinage et, à un degré moindre, les solidarités confessionnelles, qui impriment leur marque sur le paysage social et permettent aux populations de survivre dans un environnement hostile. Par une force d'inertie interne, cette situation perdure naturellement jusqu'à l'après-guerre, posant de la sorte les formes de prochaines explosions de violence

**FRANCIS**

WACQUANT L.J.D. ; LACROIX Jean-Michel

**Un quartier de haute insécurité dans le ghetto de Chicago. Villes et politiques urbaines au Canada et aux Etats-Unis : Paris, 17-18 mai 1995, Centre d'études canadiennes. Colloque international./ A high insecurity area in the Chicago ghetto. Towns and urban policies in Canada and the United States**

*PP. 109-119; ABS. eng; PSN; Paris; ISBN 2-87854-149-9; 5; Paris FRA; 1995-05-17; FRA; 1997*

La description de la vie quotidienne dans le ghetto du West Side de Chicago, l'un des plus grands et des plus notoires des Etats-Unis, permet de décrypter les mécanismes et les effets sociaux de l'insécurité multiforme qui imprègne les enclaves ségréguées et dégradées de la métropole américaine. Au fur et à mesure que la violence et la peur se répandent et s'intensifient dans ce type de « quartier de haute insécurité » les rapports sociaux se délitent, les aires de sociabilité se contractent, et les institutions porteuses de la citoyenneté se muent en autant de coquilles vides de contenu, pis encore en instruments de marginalisation

**FRANCIS**

WALLACE R. ; WALLACE D. ; ANDREWS H.

**AIDS, tuberculosis, violent crime, and low birthweight in eight US metropolitan areas : public policy, stochastic resonance, and the regional diffusion of inner-city markers**

*ISSN 0308-518X; VOL. 29; NO. 3; PP. 525-555; 5 fig., 4 tabl., équations; 1997; ABS. eng; BIBL. 45 ref.; Environment and planning A; GBR*

La désintégration sociale de certains quartiers des villes américaines peut conduire au développement des épidémies, de maladies infectieuses, dont le sida et la tuberculose, à une recrudescence de l'usage de stupéfiants et de la violence. Etude de la « synergie des fléaux » étendue à huit régions urbaines américaines : analyse d'un système diffuseur interactif et amené à s'auto-renforcer. Recherche des indicateurs les plus significatifs d'une accélération régionale de cette synergie des fléaux

**FRANCIS**

BODY-GENDROT S.

**De la déviance minoritaire à la violence institutionnelle. Le cas américain./ From minority deviance to institutional violence. The American case**

*ISSN 0765-0752; VOL. 12; NO. 2; PP. 9-24; 1996; ABS. eng; ABS. spa; BIBL. 17 ref.; Revue européenne des migrations internationales; FRA*

Les conditions de vie de minorités captives de zones urbaines ghettoïsées, se sont aggravées depuis les années 1970. Par le biais des médias, une représentation négative du monde démontre ces lieux et leurs habitants. Avec facilité, les élus politiques exploitent le thème de la criminalité chargé de connotations raciales. A la différence des années 1920, le savoir transmis par les criminologues, les juges et autres experts, sur la vanité de mesures telles que l'incarcération massive de délinquants non violents ne retient pas l'attention tant la répression est payante pour certaines administrations, pour des groupes d'intérêts et pour les sphères politiques, et tant elle comble un désir de vengeance sociale, substitut compensatoire à des anxiétés plus globales.

**FRANCIS ; CDU**

CLARKE Ronald ; FELSON Marcus ; BICHLER Gisela ; WEIDNER Robert ; BARCLAY Paul ; BUCKLEY Jennifer ; BRANTIGHAM Paul ; BRANTINGHAM Patrica ; WHINN-YALES Terry ; LA VIGNE Nancy G. ; ROSSO Fabien ; MYHRE Marina ; BELANGER Mathieu ; EASTMAN James A. ; BLOCK Richard ; DAVIS Sean

**Preventing mass transit crime**

CRIME PREVENTION STUDIES. (USA). vol.6, 1996.- 257 p., bibliogr., tabl., stat.

**IHESI USA44**

GORMAN-SMITH D. ; TOLAN P.H. ; ZELLI A. ; HUESMANN L.R. ; KUPERMINE G.P. ; REPPUCCI N.D. ; HENGGELER S.W. ; DAKOF G.A. ; MCCORD J.

**The relation of family functioning to violence among inner-city minority youths. Commentaries. Authors's reply**

ISSN 0893-3200; VOL. 10; NO. 2; PP. 115-157; 1996; BIBL. dissem.; *Journal of family psychology*; USA  
The relationship between family influences and participation in violent and nonviolent delinquent behavior was examined among a sample of 362 African American and Latino male adolescents living in the inner city. Participants were classified into three groups: (a) nonoffenders, (b) nonviolent offenders, and (c) violent offenders. Families in the violent delinquent group reported poorer discipline, less cohesion, and less involvement than the other two groups. These results were consistent across ethnic groups. However, the factor Beliefs About Family related to violence risk in opposite directions for African American and Latino families. These results highlight the need to look at ethnic group differences when constructing models of risk.

**PASCAL**

KELLING George L. ; COLES Catherine M.

**Fixing broken windows : restoring order and reducing crime in our communities**

New York (Etats-Unis) : Martin Kessler books, The free press, 1996.- 319 p., bibliogr., graph.

**IHESI USA44**

MERRIFIELD Andy (ed.) ; SWYNGEDOUW Erik A.

**The urbanization of injustice**

Londres : Lawrence and Wishart, 1996.- 245 p., notes

Cet ouvrage est une réunion d'essais abordant la ville comme un lieu ambivalent de plaisir, de libération et de possibilités, mais aussi de danger, d'oppression et de domination. Il traite de la théorie de la globalisation, de l'environnementalisme superficiel, des politiques identitaires exclusives, et critique les conséquences du libéralisme. En revanche, il souligne l'importance de la négociation pour des pratiques urbaines socialement justes et simplement humaines. L'ouvrage se décompose en trois parties : le terrain contesté de la justice, les injustices de la ville, justice et politiques culturelles de la différence. Les articles abordent ces problèmes dans le cadre de villes américaines ou britanniques.

**CDU 39675**

MORRIS Sheridan

**Policing problem housing estates**

CRIME DETECTION AND PREVENTION SERIES. (GBR). Paper 74, 1996.- 51 p., tabl., stat.

**IHESI**

NAMASTE K.

**Genderbashing : sexuality, gender, and the regulation of public space**

ISSN 0263-7758; VOL. 14; NO. 2; PP. 221-240; 2 fig.; 1996; ABS. eng; BIBL. 52 ref.; *Society and space*; GBR

The author addresses the relations between gender and sexuality in violence known as « gaybashing », and argues that a perceived transgression of normative sex-gender relations motivates most aggressive incidents. The implications for this insight for the individuals who live outside normative relations (transgenders) are considered. The ways in which the public space is defined through gender are examined. There is also an analysis of antiviolence activism in the city of Montréal.

**FRANCIS**

NEWMAN Oscar

**Defensible space. in Crime prevention through urban design**

New York (Etats-Unis) : Collier books, MacMillan publishing, 1996.- 25 p., *Revue canadienne de criminologie*

**IHESI CAN44**

SKOGAN Wesley G. ; HARTNETT Susan M. ; BENNETT Susan

**Community policing in Chicago, year three. Research and program evaluation in Illinois: studies on drug abuse and violent crime**

*Etats-Unis : Illinois criminal justice information authority, Chicago community policing evaluation consortium, 1996.- 121 p., bibliogr., tabl., stat.*

**IHESI USA263.1**

TREMBLAY M.

**Interactions sociales et configurations relationnelles des délits de violence./ Social interaction and relational configurations of violent crimes**

*ISSN 0378-7931; VOL. 20; NO. 4; PP. 335-358; 1996; BIBL. 1 p 1/2; Déviance et société; CHE; note*

Dans cet article, l'auteur examine la violence interethnique qui oppose des protagonistes de statut ethnique minoritaire (les Noirs) et majoritaire (les Blancs). Les données indiquent notamment que les agressions interethniques sont beaucoup plus fréquentes lorsqu'elles se produisent à l'intérieur des stations du métro de Montréal plutôt que sur l'ensemble du territoire montréalais. Or, pour expliquer cette structure élémentaire de la composition ethnique de la criminalité de violence survenue dans le métro de même que sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal, l'auteur propose un modèle analytique qui montre que ce sont des faits prévisibles compte tenu des occasions d'interactions intergroupes entre la majorité blanche et la minorité noire

**FRANCIS ; CESDIP**

VALENTINE G. ; MITCHELL D.

**Children should be seen and not heard : the production and transgression of adults' public space. Special issue : Public space and the city II**

*ISSN 0272-3638; VOL. 17; NO. 3; PP. 205-220; 1996; ABS. eng; BIBL. 59 ref.; Urban geography; USA*

Sur les rapports entre enfants, jeunes et adultes dans l'espace public urbain des villes américaines: problèmes de la violence, du danger et de la sécurité. L'auteur montre comment l'espace public est produit comme un espace « naturellement » ou « normalement » pour les adultes. Il étudie comment ce cours normal des choses peut être battu en brèche par les adolescents qui cherchent à établir une hégémonie spatiale. Il se demande ce que doit représenter un espace public pour les enfants.

**FRANCIS**

ABELMANN Nancy ; LI John

**Blue dreams : Koreans americans in the Los Angeles riots**

*Harvard : Harvard university press, 1995.- 288 p.*

**CDU**

BRANTINGHAM P. ; BRANTINGHAM P. ; TILLEY N. ; TITUS R.M. ; CROMWELL P. ; DUNHAM R. ; AKERS R. ; LANZA-KADUCE L. ; MATTSON M. ; RENGERT G. ; HESSELING R. ; HIRSCHFIELD A. ; BOWERS K.J. ; BROWN P.J.B. ; BENNETT T. ; JAMMERS V. ; NATARAJAN M. ; CLARKE R.V. ; JOHNSON B.D.

**Crime environments and situational prevention**

*ISSN 0928-1371; VOL. 03; NO. 3; 5153 p.; BIBL. dissem.; NLD; 1995; European journal on Criminal policy and research*

Contributions concernant la diversité du champ de la criminologie environnementale, ainsi qu'une étude des concepts et des méthodes de cette discipline. Analyse de thèmes comme celui des «points chauds» définis en tant que «crime generators» ou «crime attractors», la proximité de la victime et du délinquant dans l'espace et le temps, l'impact du crime lors d'une catastrophe naturelle et le rôle du contrôle social informel.

**FRANCIS ; CESDIP**

BRODEUR Jean-Paul

**Violence spéculaire. Le problème du port d'armes aux USA**

*Paris : Ed. Hazan, 1995.- pp.114-128, coll. Lignes, n° 25*

**IHESI 13**

CHALINE Claude ; DUBOIS-MAURY Jocelyne

UNIVERSITE PARIS-VAL-DE-MARNE. INSTITUT D'URBANISME DE PARIS. CRETEIL ; PROGRAMME INTERDISCIPLINAIRE DE RECHERCHES SUR LES VILLES. PARIS

**Prévention et sécurité en milieu urbain en Grande-Bretagne : outils juridiques, acteurs, dispositifs techniques d'aménagement et conception architecturale des espaces. Rapport final**  
*Créteil : IUP, 1995.- 94 p., ann., fig., bibliogr. (recherche réalisée avec l'University of the West of England)*

La recherche s'est focalisée sur un essai de bilan de l'expérience britannique issue des réalisations et évaluations opérées depuis une douzaine d'années. Pour ce faire, l'équipe a intégré des bureaux d'études responsables d'expertise ou de projet en matière de sécurité du cadre bâti. Le travail s'est déroulé sur un double registre. D'une part, le commentaire détaillé et critique des textes issus principalement du Home office (ministère de l'Intérieur) au cours des années 1980 et 1990 afin de guider les collectivités locales en matière de prévention des insécurités urbaines. D'autre part, il a impliqué l'analyse d'une douzaine d'études de cas concernant la prévention et la sécurité en milieu urbain, allant du traitement des espaces ouverts à une « explosion » des systèmes de sécurité électronique. L'accent a été prioritairement placé sur les réponses architecturales ou urbanistiques, par rapport à des dispositifs réglementaires.

**PIR 16; CDU 34473**

CUTHBERT A.R.

**The right to the city. Surveillance, private interest and public domain in Hong Kong**

*CITIES. (GBR). vol. 12, no 5, oct. 1995.- pp. 293-310, phot., bibliogr.*

L'auteur étudie la question de l'espace urbain à Hong-Kong, la surveillance et le contrôle de l'espace urbain, une stratégie sur la croissance urbaine des villes et de Hong Kong en particulier avec des valeurs fondamentales sur le droit à la ville et sur le domaine public. Le but de l'article est d'examiner les implications pour la justice sociale et l'espace social du droit à la ville, en donnant une direction croissante du contrôle et de la surveillance de l'espace social au secteur privé dans Hong Kong. # The question of surveillance and control over urban space in Hong Kong, implications for social space of the right to the city.

**CA RB122(95:5)**

FLEISHER Mark S.

**Beggars and thieves : lives of urban street criminals**

*University of Wisconsin press, 1995.- 304 p.*

This ethnographic study of contemporary urban criminals examines issues such as the human dimensions of criminal lives, the family conditions that cause children to become deviant, and the role of jails and prisons in deterrence and rehabilitation.

**IHESI**

KPOSOWA A. J. ; BREault K.D. ; HARRISON B.M.

**Reassessing the structural covariates of violent and property crimes in the USA : a county level analysis**

*ISSN 0007-1315; VOL. 46; NO. 1; PP. 79-105; 1995; BIBL. 3 p.1/4; The British journal of sociology; GBR*

Les auteurs, à partir de données collectées dans de nombreux comtés aux Etats-Unis, étudient les rapports entre phénomènes de violence, de situation de précarité économique, les problèmes d'intégration ainsi que d'autres variables structurelles, et la nature et les taux des crimes violents par rapport aux homicides. Ils n'établissent aucun lien entre sous-prolétariat et crimes violents. Le critère d'inégalité sociale leur apparaît non pertinent en cette matière, au contraire de ceux de précarité économique - et cela vis-à-vis des homicides comme des crimes violents pour lesquels s'ajoutent les critères de densité de population et de vie urbaine-.

**FRANCIS**

TRILLING Julia

MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME. PARIS ; FRANCE. URBANISME LOGEMENT ET TRANSPORTS (MIN.). PLAN URBAIN

**L'émergence d'un modèle spatial post-urbain aux Etats-Unis**

*Paris : MSH, 1995.- 73 p.*

Cette recherche porte sur le développement proliférant de l'urbain aux Etats-Unis, et sur la multiplication des centres suburbains. Trois cas sont analysés : la baie de San Francisco où le développement a été favorisé par les programmes fédéraux de logements et d'autoroutes ; la Central valley qui fait l'objet d'une

vingtaine de projets de villes nouvelles ou il est question d'expérimenter le télétravail ; enfin le problème de la privatisation des espaces publics en Californie où les clôtures se multiplient pour des raisons de sécurité.

**PU 2115; CDU 31264; DCN 25-A-368; IAB 3388**

WHYTE William Foote

**Street corner society. La structure sociale d'un quartier italo-américain./ The social structure of an italian slum**

*Paris : Ed. La Découverte, 1995.- 400 p., coll. Textes à l'appui, série Sociologie (1<sup>ère</sup> éd : 1943)*

« Street corner society » fait partie des classiques de la sociologie mondiale. La description, que fait W. F. Whyte de la vie d'un quartier italien de Boston dans les années 30, a connu un succès durable aux Etats-Unis. Modèle pour les recherches d'ethnologie urbaine, il est reconnu bien au-delà des cercles universitaires. C'est l'étude d'une enclave pauvre dans un univers de modernité ; c'est l'accès à la connaissance d'une culture et d'une organisation qui ne sont pas le négatif noirci d'un société convenable. La leçon nous concerne et éclaire les « marginalités ».

**IHESI USA613.1**

HAGHIGHAT Chapour

**L'Amérique urbaine et l'exclusion sociale**

*1994; Puf; Paris; ISBN 2-130-46187-5; 327 p.; BIBL. 24 p.; FRA*

Véritables lieux d'exclusion, les villes aux Etats-Unis sont devenues les réservoirs de larges communautés à la dérive et le refuge des parias du rêve américain. La montée de la criminalité et l'extension de la misère désintègrent de plus en plus les liens sociaux. L'économie de la drogue constitue la principale voie de subsistance et d'ascension pour les jeunes des quartiers en détresse. L'épidémie de sida ravage les plus pauvres. L'accroissement des sans-logis ne touche pas seulement des individus isolés mais des familles entières. Dans cet ouvrage, Chapour Haghghat examine l'évolution des conditions sociales, économiques et politiques qui ont généré durant les trois dernières décennies une plus grande marginalisation des couches défavorisées, surtout parmi les minorités ethniques. La restructuration industrielle et les transformations de l'appareil productif ont contribué à stimuler un nouveau type de développement, dont la répartition inégale a gravement affecté les centres urbains. La croissance des secteurs modernes de l'économie et le développement des services ont accentué la segmentation du marché du travail et accru la précarité. L'autre Amérique est livrée à elle-même. Des îlots de pauvreté, de plus en plus visibles, dispersés dans des zones d'opulence, se dissocient du reste de la société. L'antagonisme racial demeure un défi fondamental. L'échec du modèle du « melting pot » a effacé les illusions sur l'avènement d'une société harmonieuse et solidaire...

**PASCAL ; IA 35761**

MURTY K.S. ; ROEBUCK J.B. ; ARMSTRONG G.R.

**The black community's reactions to the 1992 Los Angeles riot**

*ISSN 0163-9625; VOL. 15; NO. 1; PP. 85-104; 1994; BIBL. 2 p.3/4; Deviant behavior; USA*

This article is based on field (street) interviews with a sample of 227 black community members living and/or working in South Central Los Angeles at the time of the 1992 riot. The interview instrument comprises 20 questions designed to (1) ascertain the reactions and feelings of black community members to the riot; and (2) compare a sample of black participants in the riot with nonparticipants.

**PASCAL**

POLICE FOUNDATION

**Civil disorder : what do we know ? how should we prepare ?**

*Washington (Etats-Unis) : Police foundation, 1994.- 166 p., phot.*

**IHESI USA531**

SHAKUR Sanyika

**Monster : the autobiography of an LA gang member**

*Sl. : MacMillan general book, 1994.- 400 p.*

Criminalité à Los Angeles.

**CDU**

WACQUANT L.J.D.

**West Side Story à Chicago : insécurités urbaines ; insécurité, question de confiance./ West Side Story in Chicago : urban insecurities ; insecurity, a question of trust**

ISSN 0033-0884; NO. 238; PP. 53-61; 1994; *Projet*; FRA

Dans un quartier du ghetto noir de Chicago, la précarité omniprésente annonce la déchéance ; on y survit au jour le jour, avec pour compagnons la drogue et la mort violente

**FRANCIS ; CDU**

WILLIAMS Terry

**Crackhouse : quatre ans d'enquête au bout de la nuit**

Paris : Ed. Dagorno, 1994. - 200 p.

**CDU 52253**

WILSON James Q. ; KELLING George L.

**Les fondamentaux de la sécurité. Vitres cassées**

CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 15, 1<sup>er</sup> trim. 1994. - pp. 163-180 (*La violence à l'école*)

L'article « Broken windows » (*The Atlantic Monthly*, march 1982) a connu un succès foudroyant : reproduit dans d'innombrables « readers », constamment cité, commenté et discuté, il est vraisemblablement le texte le plus célèbre consacré aux questions de la sécurité dans les villes américaines. Il n'est pas exagéré de penser qu'il a contribué à modifier les termes du débat public sur les causes et les remèdes de la violence urbaine. Comme toujours dans ce cas, il n'en est souvent retenu que la thèse la plus spectaculaire, à savoir le retournement de la causalité supposée entre délinquance et d'intimité d'insécurité.

**IHESI ; CDU**

ZARAFONITOU Christina M.

**La violence en milieu urbain : Athènes, un cas concret**

REVUE INTERNATIONALE DE CRIMINOLOGIE ET DE POLICE TECHNIQUE, vol. XLVII, n° 1, 1994. - pp. 29-44, tabl., stat.

**IHESI**

**Numéro spécial : aménagement du territoire et sécurité. Contribution de l'aménagement du territoire à l'élimination de la peur et de la violence**

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE. B. D'INF. (CHE). n° 2, 1994. - pp. 3-47, ill., phot., fig., phot.

Numéro spécial consacré aux relations entre aménagement du territoire et sécurité en Suisse. Il montre comment des mesures d'aménagement du territoire et de développement urbain peuvent contribuer à donner un aspect agréable et rassurant aux agglomérations, et à renforcer ainsi la sécurité.

**CDU**

BODY-GENDROT Sophie

**Ville et violence : l'irruption de nouveaux acteurs**

Paris : PUF, 1993. - 252 p., index, bibliogr., coll. *Recherches politiques*

Deux concepts de la dynamique sociale américaine : l'ethnicité et la race. Les formes de la violence civile urbaine aux Etats-Unis : le cas du conflit de Ocean Hill, un quartier de Brooklyn. L'échec des réformes engagées par la municipalité de New-York pour traiter socialement ce conflit. Les nouvelles formes de violence urbaine apparues pendant les présidences républicaines. Analyse des symptômes et recherches pour expliquer les causes des violences que connaissent les quartiers défavorisés de France et du Royaume-Uni ; analyse des logiques institutionnelles déployées en réponse à la violence des exclus - logiques qui ont eu leur efficacité mais qui se sont essouffées -.

**IA 32843; EPC NY4466; CDU 28775**

BRODEUR Jean-Paul ; MONJARDET Dominique

**La peur de la peur ; l'insécurité. La peur de la peur./ The many faces of fear ; insecurity. The fear of fear**

ISSN 0707-9699; NO. 70; PP. 19-27; BIBL. 19 ref.; CAN; 1993; *Revue internationale d'action communautaire* : (Montréal)

**FRANCIS**

CONLY Catherine H. ; KELLY Patricia ; MAHANNA Paul ; WARNER Lynn

**Streets gangs : current knowledge and strategies**

Washington DC (Etats-Unis) : US Department of Justice, Office of Justice programs, National Institute of Justice, Issues and practices, 1993. - 115 p., bibliogr., tabl., adresses

**IHESI USA613.1**

COOPER Jeremy ; QURESHI Tarek

**Violence, racial harassment and council tenants : reflections on the limits of the disputing process**

HOUSING STUDIES. (GBR). vol. 8, n° 4, oct. 1993. - pp. 241-255, bibliogr.

Cet article analyse une étude récemment menée dans l'est londonien sur le harcèlement racial et la violence, et les réactions du Conseil des locataires. Une trentaine de familles de diverses minorités ethniques ont été interviewé : la méthodologie d'enquête est exposée. Elle a permis d'étudier le profil des victimes, la nature des délits, de présenter une typologie de cette violence, et d'analyser les moyens de défense utilisés, le rôle des services de police et de justice.

**CDU**

DANSEREAU Francine ; SEGUIN Anne-Marie

SOCIETE D'HABITATION DU QUEBEC

**La cohabitation interethnique dans le logement social. Etat de la question**

Montréal : Société d'habitation du Québec, 1993. - 66 p., bibliogr.

Etude sur la cohabitation interethnique dans le logement social. La 1ère partie définit quelques concepts clés : ségrégation, intégration, insertion, coexistence, cohabitation, ghetto, enclave, surconcentration, mixité. La deuxième partie dresse un inventaire des problèmes : les conflits d'usage (bruit, odeurs, appropriation, etc.), les problèmes de gestion, de bâti. Les acteurs du conflit sont identifiés. La dernière partie propose des solutions : la gestion adaptée et rapprochée, le partenariat, le développement social des quartiers, les régies de quartier, la participation des habitants, etc. Une importante bibliographie est proposée.

**CDU 28434**

GOLDSTEIN Arnold P. ; HUFF Ronald

**The gang intervention handbook**

Illinois (Etats-Unis) : Research press, 1993. - 522 p., index, bibliogr., tabl.

**IHESI USA613.1**

JACQUIER Claude

**Les quartiers américains, rêve et cauchemar : le développement communautaire et la revitalisation des quartiers aux Etats-Unis. Préf. de Jean-Marie Delarue**

Paris : L'Harmattan, 1993. - 190 p., graph., ann., bibliogr., index, coll. Objectif ville

Analyse sociologique détaillée de la crise de la ville américaine et de ses quartiers ghettos. La première partie fait l'historique des problèmes urbains américains, retrace l'évolution de la crise socio-politique des villes américaines et analyse les réponses apportées par les gouvernements Carter et Reagan. La seconde partie, à partir d'exemples concrets, traite du rôle des organisations communautaires dans la revitalisation des quartiers.

**CDU 28760; IA 33462**

JONES Huw ; DAVIDSON Norman ; KINSEY Richard ; FYFE Nicholas ; PAIN Rachel ; BANNISTER Jonathan ; SHORT David ; DITTON Jason ; NAIR Gwyneth ; PHILLIPS Samuel ; MACKAY Robert ; MOODY Susan ; BERRY William

**Crime and the urban environment : the Scottish experience**

Avebury (Royaume-Uni) : 1993. - 155 p., bibliogr., tabl., stat., cartes

**IHESI GB62**

MIGNON Patrick

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SOCIO-ECONOMIQUE-TRAVAIL ET SOCIETE. PARIS ; INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**La société du samedi : supporters, ultras et hooligans. Etude comparée de la Grande-Bretagne et de la France**

Paris : IHESI, 1993. - 197 p., bibliogr., coll. Etudes et recherches



Cette recherche se propose de comprendre comment, depuis les années 1960, ont émergé parmi les supporters de football des formes de comportement, de type hooliganisme, en rupture avec les formes conventionnelles de participation au spectacle sportif et avec les idéaux affichés par les autorités sportives ; elle s'interroge donc sur la logique de l'action de ces supporters et sur ce qui alimente cette action.

**CDU 32353 ; IHESI**

NOBLET Pascal

**L'Amérique des minorités. Les politiques d'intégration**

*Paris : L'Harmattan, CIEMI, 1993.- 359 p., bibliogr., coll. Migrations et changements (publié avec le concours du Fonds d'action sociale)*

Partant d'une analyse des émeutes raciales de Los Angeles, cet ouvrage décrit trente années de conflits sociaux et de ségrégation entre groupes raciaux et ethniques aux Etats-Unis. Après une présentation de la politique de l'immigration et de l'intégration des immigrés, il relate l'histoire des luttes pour l'égalité des droits civiques, pour l'accès au service public, au logement et à la participation politique. Il fait l'historique du mouvement « affirmative action » et de son rôle de management de la diversité ethnique. La dernière partie analyse les politiques sociales gouvernementales en faveur de l'intégration, de l'éducation et de la prévention de la délinquance.

**CDU 28175**

SKOGAN W.G.

**La police communautaire aux Etats-Unis**

*CAHIERS DE LA SECURITE INTERIEURE, n° 13, juil. 1993.- pp.121-149 (Systèmes de police comparés et coopération)*

**CDU ; IHESI**

TOPALOV Christian

**The city as terra incognita : Charles Booth's poverty survey and the people of London, 1886-1891**

*PLANNING PERSPECTIVES. (GBR). vol. 8, n° 4, oct. 1993.- pp. 395-425, phot., bibliogr.*

L'auteur décrit la vie, la démarche et les travaux de Charles Booth qui, entre 1886 et 1891, fut l'un des premiers scientifiques à faire des recherches sur: la définition et l'identification des classes sociales, leurs répartitions spatiales dans l'agglomération de Londres. L'auteur analyse les méthodes de représentations utilisées par Booth (tableaux et cartes) ainsi que sa méthodologie, ses hypothèses concernant la pauvreté, le travail, le crime ou encore la moralité.

**CDU**

WACQUANT L.J.D.

**Désordre dans la ville. / Disorder in the City**

*ISSN 0335-5322; NO. 99; PP. 79-82; FRA; ref. et notes dissem.; 1993; Actes de la recherche en sciences sociales*

L'auteur présente l'ouvrage de Wesley G. Skogan «Disorder and Decline : Crime and Spiral of Decay in American Neighbourhoods» Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1990 et 1992. Cette étude du « désordre urbain » dans les villes américaines analyse les dimensions du phénomène, trace son impact sur le destin des quartiers, et évalue l'efficacité des deux principales politiques visant à l'enrayer : soit la police de proximité et la mobilisation communautaire.

**FRANCIS ; CDU**

WULFMAN René

**Des bandes de jeunes de banlieue aux triades de Hong-Kong**

*REVUE INTERNATIONALE DE SCIENCES CRIMINELLES, n° 1-2, 1993.- pp. 69-76, Constats et prospective*

**IHESI**

HARVEY DAVID

**Social justice, postmodernism and the city**

*INTERNATIONAL J. OF URBAN AND REGIONAL RESEARCH. (GBR). vol. 16, n° 4, déc. 1992.- pp. 588-601, bibliogr.*

L'auteur s'interroge sur les relations entre justice sociale, post-modernité et ville, et sur leur évolution depuis 20 ans. Il s'appuie pour cela sur plusieurs textes et études dont principalement ceux de Marion Young. Thèmes abordés : le degré de liberté de la vie citadine, l'importance des parcs urbains et des places publiques, les mouvements sociaux revendicatifs ou la violence.

**CDU**

JANKOWSKI Barbara

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE

**Les gangs aux Etats-Unis. Bilan des recherches**

*Paris : IHESI, 1992. - 21 p., bibliogr.*

Le bilan des recherches effectuées sur le phénomène des gangs-bande de jeunes aux Etats-Unis constituées sur des bases ethniques et territoriales permet de s'interroger sur les profits qu'il est possible d'en tirer dans le cadre de la résurgence des bandes de jeunes en France. Ce texte fait aussi le point sur les stratégies mises en oeuvre, aux Etats-Unis pour lutter contre la délinquance.

**CDU 31853 ; IHESI**

SKOGAN Wesley G.

**Disorder and decline. Crime and the spiral of decay in American neighborhoods**

*New York : The free press, 1992. - 218 p. (1<sup>ère</sup> éd. 1990)*

Much has been written about crime and its economic causes, but very little attention has been paid to the social and environmental factors stimulating the appearance and spread of crime.

**IHESI USA44**

WADDINGTON David

**Contemporary issues in public disorder : a comparative and historical approach**

*Londres (Grande-Bretagne) : Routledge, 1992. - 243 p., index, bibliogr., tabl.*

**IHESI GB266**

BUCHANAN Peter

**Esteve Bonell, Josep Maria Gil y Francesc Rius**

*EL CROQUIS. (ESP). N° 51, nov. 1991. - pp. 4-81, plann, phot., ill.*

Présentation du parcours de chacun de ces architectes, et présentation plusieurs de leurs réalisations : un centre pénitencier, un projet pour un palais des sports, un vélodrome, un gymnase. Pour chacune, l'auteur propose des plans et des photos, explique la composition des espaces, les relations intérieures-extérieures, aborde des thèmes comme : la surveillance, le contrôle, la technique constructive, le dessin de la façade, la distribution spatiale.

**CDU**

GALLINI Clara

**Mise en scène du racisme italien**

*TERRAIN. CARNETS DU PATRIMOINE ETHNOLOGIQUE. (FRA). n° 17, oct. 1991. - pp. 105-119 (En Europe, les nations)*

Processus de la mise en scène inédite en Italie d'actes racistes dont la violence se charge de significations précises, sur le plan pratique et symbolique.

**CDU**

JANKOWSKI Martin-Sanchez

UNIVERSITY OF CALIFORNIA

**Islands in the street : gangs and American urban society**

*Berkeley : University of California, 1991. - 382 p., bibliogr., index*

Compte-rendu d'une étude sociologique que l'auteur mena pendant plusieurs années sur les caractéristiques des «gangs» dans plusieurs grandes villes américaines. Après un bref résumé des études réalisées sur ce thème, l'auteur traite du mode de formation du gang, de son organisation, de ses relations avec la société, de son image et du rôle des médias.

**CDU 26379**

BRAUN F. ; BRAUN Frank ; COFFIELD Frank ; LAGREE Jean Charles ; LEW FAI Paula ; VANHEERSWYNGHEL Adinda

**Jugendarbeitslosigkeit, Jugendkriminalität und städtische Lebensräume: Bundesrepublik Deutschland; Jugendarbeitslosigkeit, Jugendkriminalität und städtische Lebensräume : Literaturbericht zur Forschungsstand in Belgien, Frankreich, Großbritannien und der Bundesrepublik Deutschland./ Youth unemployment, youth criminality and urban space: West Germany**

PP. 165-230; 1990; BIBL. 155 ref.; DJI Dokumentation; DEU

L' auteur étudie les relations entre chômage des jeunes, criminalité juvénile et espace de vie urbain. Il met en relation les explosions de violence dans les villes allemandes avec la structure du centre ville. A partir de ce constat, c'est la méthodologie utilisée dans les sciences sociales pour comprendre ces phénomènes qui est interrogée. En dernier lieu, l'auteur analyse l'interaction entre sciences sociales et politique.

**FRANCIS**

COLEMAN Alice

**Utopia on trial. Vision and reality in planned housing**

*Hilary Shipman Ltd, 1990. - (1<sup>ère</sup> éd. 1985)*

**CDU**

NEWMAN Oscar

**Defensible space : people and design in the violent city**

*Londres : Architectural press, 1973. - XVII-264 p., tabl., phot., fig., plans, index, bibliogr.*

**CDU 6917**

### **3. pays du sud**

AUYERO Javier

**This is not like the Bronx, isn't it ? Lived experiences of marginality in an Argentine slum**

*INTERNATIONAL J. OF URBAN AND REGIONAL RESEARCH. (GBR). vol. 23, n° 1, mars 1999. - pp. 45-69, bibliogr.*

A partir d'histoires de vie, d'interviews en profondeur et de conversations informelles, l'article a pour objet les expériences vécues des habitants des taudis de Buenos Aires. La première partie présente le contexte socio-politique de marginalisation croissante des habitants des taudis dans l'Argentine contemporaine, attirant particulièrement l'attention sur les processus de massification, de sous-emploi et de chômage, d'appauvrissement et de dégradation des systèmes scolaire et de santé publics. La seconde partie analyse l'impact de cette marginalisation grandissante sur l'expérience des habitants des taudis de Villa Paraiso. Les antagonismes qui divisent les résidents de ce quartier sans ressources et l'impression d'isolation sociale et d'abandon qui imprègne une bonne part de la réalité des habitants des taudis sont examinés. L'article met en évidence certaines similarités entre les expériences des habitants de taudis en Argentine et les résidents d'autres enclaves de pauvreté urbaine dans les sociétés avancées.

**CDU**

RENNES Jean-Marc (coord.)

PROGRAMME INTERDISCIPLINAIRE DE RECHERCHES SUR LES VILLES. PARIS

**La recherche sur la ville en Afrique du Sud**

*Paris : Ed. Anthropos, 1999. - 252 p., coll. Villes*

Textes issus des travaux d'un séminaire, organisé par le Programme interdisciplinaire de recherche sur la ville (PIR-Villes) du CNRS à la fin 1996 sur la réalité urbaine sud-africaine et le futur des villes. L'héritage de l'apartheid : ses origines, à partir de l'exemple de Durban, et essai compréhension du passé. Les politiques de l'habitat : les origines de la législation sur l'urbanisme et la reconstruction urbaine, les obstacles à la politique d'attribution des logements au niveau local, le rôle des petit propriétaires dans le secteur locatif. La violence, la sécurité, l'environnement et développement durable, en particulier dans la région métropolitaine de Durban. Les nouvelles politiques d'organisation

métropolitaine, à travers l'étude des transports urbains et des changements sociaux, des objectifs du développement territorial du Grand Johannesburg et la transformation de la métropole du Cap.

**CDU 50240**

BIBARS Iman

**Street children in Egypt : from the home to the street to inappropriate corrective institutions**

*ENVIRONMENT AND URBANIZATION. (INT). vol. 10, n° 1, avr. 1998. - pp. 201-216*

Interviews d'enfants des rues en Egypte : leur exploitation et les raisons qui les conduisent de la maison à la rue, puis à des instituts de corrections.

**CA RA44(98:1)**

CALAS Bernard

**Kampala. La ville et la violence. Préface de Jean-Pierre Raison**

*Paris : Karthala ; Nairobi : IFRA, 1998. - 440 p., fig., tabl., phot., bibliogr., coll. Hommes et sociétés*

A travers l'exemple de la capitale de l'Ouganda, l'auteur étudie les interactions entre la violence physique, la crise politique et les effets de cette crise sur les dynamiques urbaines. Dans un premier temps, B. Calas observe l'originalité d'une agglomération précoloniale, puis la conception coloniale d'une capitale duale, et les ruptures postcoloniales dues à la violence subie par l'Ouganda entre 1966 et 1988. La réintégration urbanistique après 1986, la structure urbaine de 1996. # History of Kampala, metropolis of Uganda : city and violence, from precolonial city to the violence of the Coup in 1966 and its consequences. Urban renewal and urbanization, the city in 1996.

**CA C10279**

PINHEIRO Paulo Sergio

**La sécurité dans les villes d'Amérique Latine : sociétés (non) civiles sous la loi démocratique**

*R. EUROPEENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES. (FRA). vol. 14, n° 1, 1998. - pp. 47-61*

Les gouvernements démocratiques en Amérique latine n'ont pas réussi à mettre en place ou proposer des réformes pour des institutions judiciaires ou celles chargées de l'ordre public. La criminalité violente et la délinquance ont augmenté dans les cités latino-américaines dans les années 1980 et 1990. Il y a une forte corrélation entre les espaces où vivent les pauvres, la violence et la mort violente. Les quartiers de Sao-Paulo, dans lesquels les indicateurs sociaux ont les niveaux les plus bas, sont précisément ceux qui ont les taux les plus élevés d'homicides. L'État de droit ne devrait pas être réduit à la seule application de la loi pénale : une de ses principales caractéristiques étant en son caractère discriminatoire.

**CDU**

**Inseguridad publica y violencia urbana**

*CIUDADES. (MEX). n° 40, oct.-déc. 1998. - 64 p., tabl., fig.*

Numéro spécial sur l'insécurité publique et la violence urbaine au Mexique incluant des articles allant des questions de délinquance, de violence domestique, de conflits dans la région du Chiapas à la démocratie et aux droits de l'homme. # Special issue on urban violence and public security in Mexico.

**CA RB242(98:40)**

**Niñas, niños y jóvenes en las ciudades ; la construcción de la ciudadanía de los más pequeños**

*ERA URBANA. (INT). n° 2, 1998. - 31 p., tabl., fig., phot., bibliogr.*

Le travail des enfants, la discrimination, la violence, le non respect des droits, la faiblesse du niveau éducatif, etc. sont autant de problèmes et de limitations au développement des jeunes dans les villes d'Amérique Latine. Avec des exemples français et latino-américains, ce numéro présente des expériences intéressantes (conseil de jeunes, élection etc.) pour la participation des jeunes à la construction de vie urbaine et pour le développement de la citoyenneté. # Examples of young participation and citizenship, case studies in France and Latin America countries.

**CA RB333(98:2)**

**Sécurité urbaine./ Urban safety**

*VILLES EN DEVELOPPEMENT. (FRA). n° 41, sept. 1998. - 8 p., fig., tabl., phot.*

Numéro spécial sur les questions de prévention et de maîtrise des phénomènes de violence urbaine dans divers pays. Le travail engagé entre les gestionnaires urbains et les responsables de police et de justice, illustré dans ce numéro, préfigure d'autres rapprochements autour du thème de la sécurité

globale. Réflexions et travaux engagés par les gestionnaires urbains et les responsables de police et de justice sur les questions de prévention, de maîtrise des phénomènes de violence urbaine dans les pays du sud et du nord. # Special issue on urban security examples in developing and developed countries.  
**CA RB15(98:41)**

### **Violencias urbanas**

*CIUDADES DE LA GENTE. (VEN). n° 11-12, juin 1998. - pp. 6-12, fig*

Actuellement, dans beaucoup de villes la violence urbaine a pris des proportions considérables résultant de multiples causes économiques et politiques ; des actions sont menées pour faire face à cette insécurité urbaine, quelques exemples dans le quartier Arafat à Dakar. # Struggle against urban violence case study in Dakar.

**CA RB316(98:11/12)**

BANQUE MONDIALE. WASHINGTON

### **Jamaica. Violence and urban poverty in Jamaica : breaking the cycle**

*Washington : Banque mondiale, 1997. - VI-60 p., fig., bibliogr. (report n° 15895-JM)*

La violence est forte en Jamaïque, particulièrement dans les quartiers urbains pauvres où de nombreuses formes de violence, interpersonnelle, familiale, gangs, drogue... sont présentes dans la vie quotidienne. Bien que les effets de la violence ne soient pas limités aux zones urbaines pauvres, l'impact de la violence sur la pauvreté, et vice versa, est si large qu'il est impossible d'ignorer la violence dans un débat sur la pauvreté urbaine en Jamaïque. # Violence is high in Jamaica, especially in poor urban neighborhoods, where many forms of violence, interpersonal, domestic, gang, political, drug, are ever present in daily life. Although the effects of violence are not limited to poor urban areas, the impact of violence on poverty, and vice versa, is so extensive that it is impossible to ignore violence in discussing urban poverty in Jamaica.

**CA C9760**

DAVIE M.F. ; DAVIE Michael F.

### **Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest : territoires confessionnels ou espaces de guerre. Essai d'interprétation ; Beyrouth : regards croisés./ Eastern-Beirut and Western-Beirut : denominational territories or spaces of war. An attempt in interpreting ; Beirut : crossed glances**

*ISSN 0247-8498; VOL. 2; PP. 17-49; 1997; Villes du monde arabe; FRA; ref. et notes dissem.*

A Beyrouth, les cent dernières années ont été riches en mutations structurelles profondes au point que l'on est tenté de voir, dans le paysage d'aujourd'hui, le résultat de déterminismes passés. La ligne de démarcation entre Beyrouth-Est (la ville « chrétienne ») et Beyrouth-Ouest (la ville « musulmane ») en serait l'exemple-type. Mais doit-on analyser la fragmentation des espaces beyrouthins à travers le seul prisme confessionnel ? N'est-ce pas trop réducteur et dangereux d'inventer, dans toute ville multiconfessionnelle ou multiculturelle, orientale ou arabe, des territoires antagonistes, irréconciliables et historiquement constitués dans la violence ? N'est-ce pas occulter une histoire souvent longue de coexistence, de mélange et de brassages sur des espaces communs ? L'auteur démontre que la ligne de démarcation, si « typique » de Beyrouth, n'est finalement qu'un simple produit de la convergence, datée de la milicianisation de la société urbaine et des hasards de la guerre. C'est un accident de la ville, une des nombreuses expressions de l'échec politique et économique du Grand Liban et de son héritier, l'Etat libanais

**FRANCIS ; CDU 35525**

LAVERGNE M.

### **La violence d'Etat comme mode de régulation de la croissance urbaine : le cas de Khartoum (Soudan). Les populations de l'Orient arabe**

*ISSN 0755-7809; NO. 1; PP. 49-64; 5 fig., 1 tabl.; 1997; ABS. fre; ABS. eng; Espace - Populations - Sociétés; FRA*

Immigration urbaine venue de tout le pays (victimes de la sécheresse, de famines ou de guerres civiles). Politique de régulation autoritaire de ces flux, intégrée dans un nouveau schéma d'aménagement. Politique qui repose sur le cantonnement et l'éviction des immigrants ni musulmans ni arabisés en provenance du sud. Mise en oeuvre au niveau du quartier d'une politique de déconcentration administrative et sociale. Autres projets (amélioration des infrastructures, fondation de villes-satellites) victimes de l'absence de moyens financiers.

## FRANCIS ; CDU

MONTCLOS Marc-Antoine de

### **Violence et sécurité urbaines en Afrique du sud et au Nigeria. Un essai de privatisation**

Paris, Montreal : L'Harmattan, 1997.- 2 vol. (303 p. + 479 p.), cartes, tabl., bibliogr., coll. Logiques politiques

Le libéralisme triomphant des années 80 n'a fait que consacrer le recul d'un État déliquéscent dans l'Afrique sub-saharienne, avec l'augmentation de la violence dans les villes, accompagnée d'un recours grandissant aux pratiques d'autodéfense. L'Afrique du Sud et le Nigéria, comptant les mégapoles les plus importantes et les plus turbulentes du sous-continent, sont représentatifs de ces phénomènes de violence urbaine qui bouleverse les modes de vie des citoyens et conduit à un grand renfermement urbain. Le cloisonnement en ghetto fait perdre à la ville moderne sa fonction de rencontre sociale et de brassage des populations compromettant par là même le rôle qu'elle doit jouer dans le développement. # Urban violence and security in Nigeria and South Africa.

**CA C9442(1-2)**

### **Assurer la sécurité dans les villes africaines**

AFRIQUE MUNICIPALE. (BEN). n° 10, avr.-mai 1997.- pp. 1-19, fig.

Selon les Nations Unies, les pays en développement consacrent entre 10 et 14 % de leur budget à la police et aux prisons. Le maire doit répondre à un besoin de sécurité et de justice de plus en plus fort des citoyens africains. Comment peut-il prévenir et gérer au besoin la violence urbaine, les conflits intercommunautaires et les risques majeurs ? Pourquoi les groupes sensibles doivent-ils bénéficier d'une attention particulière ? # Urban security in africa towns.

**CA RB274(97:10)**

### **La violencia urbana**

CARTA URBANA. (SLV). n° 60, déc. 1997.- 12 p.

Quelques éléments explicatifs sur les formes de violence urbaine dans différentes grandes villes d'Amérique Latine et les actions engagées par les municipalités de Santiago du Chili, de Cordoba, pour résoudre les problèmes de violence urbaine. # Urban violence in Latin America great towns.

**CA RA59(97:60)**

BAZENGUISSA-GANGA Rémy

### **Milices politiques et bandes armées à Brazzaville. Enquête sur la violence politique et sociale des jeunes déclassés**

Paris : Centre d'études et de recherches internationales, 1996.- 32 p., cartes h.t., coll. Les études du CERI, n° 18

Les milices politiques et bandes armées à Brazzaville regroupent des jeunes qui, vivant pour la plupart des situations d'incertitude quant à leur avenir social et économique, ont politisé leurs frustrations, ils revendiquent un statut ou un emploi en échange de leur engagement. L'auteur examine l'histoire immédiate de ces milices l'une après l'autre, tente de resituer ces pratiques par rapport à la longue durée du champ politique congolais. # Survey on political militia, urban and political violence of young people in Brazzaville.

**CA C9677**

CHIN Ko-Lin

### **Chinatown gangs : extorsion, enterprise, and ethnicity**

Oxford : Oxford university press, 2000.- 248 p. (1<sup>ère</sup> éd. 1996)

Ko-Lin Chin penetrates a closed society and presents a portrait of the underworld of New York City's Chinatown. This study is based on first-hand accounts from gang members, gang victims, community leaders, and law enforcement authorities.

**CDU**

MARIN R.

### **Rio : apocalypse now ?**

mai; PP. 75-93; 1996; BIBL. 1 p.; Cahiers d'Histoire Immédiate; FRA

La décomposition récente, spectaculaire et dramatique de Rio de Janeiro. Les symptômes de la décomposition : Rio, capitale de la violence urbaine. Analyse de la situation liée à la crise nationale et

aux choix économiques et sociaux effectués pendant un siècle. Quelles perspectives pour Rio ? Réactions de la population et remèdes à court terme.

**FRANCIS**

PECAUT D. ; BLANQUER J.-P. ; GROS C.

**Présent, passé, futur de la violence. La Colombie à l'aube du troisième millénaire**

*PP. 17-63; tabl., graph.; 1996; Ed. IHEAL; Paris; BIBL. dissem.; FRA*

Situation généralisée de la violence, qui est devenue un mode de fonctionnement de la société, en Colombie, depuis les années 1980. Panorama de la violence puis description des divers réseaux d'emprise sur la population, auxquels la violence a donné naissance, ainsi que des régulations officieuses qui se sont installées. L'opinion publique se disloque face à la violence et la réponse institutionnelle est impuissante face au phénomène qui semble être devenu une réalité durable.

**FRANCIS**

PERALVA A.

**Démocratie et violence : le cas de Rio de Janeiro**

*ISSN 0765-1333; NO. 23; PP. 79-96; 1996; Problèmes d'Amérique Latine; FRA*

Avec le retour à la démocratie, la violence s'accroît et se diversifie au Brésil. A Rio, l'aggravation de la criminalité est notamment causée par : un déficit de l'autorité policière et judiciaire et son corollaire, l'apparition d'une justice illégale, ainsi que par la violence mise en oeuvre par les jeunes issus de milieux défavorisés.

**FRANCIS**

PEDRAZZINI Y.

**Les gangs et le basket-ball dans les Barrios de Caracas (Venezuela) : un essai d'anthropologie métropolitaine. Le sport dans une société compétitive./ The gangs and basketball in the « barrios » of Caracas : a study in urban anthropology. Sport in a competitive society**

*ISSN 0379-3664; VOL. 21; NO. 3; PP. 633-650; 1995; BIBL. 18 ref.; Schweizerische Zeitschrift für Soziologie; CHE*

Les gangs font désormais partie des figures-clés de la métropole. A Caracas, les bandes tiennent à la fois des gangs des favelas brésiliennes et de ceux des ghettos américains. Pourtant, derrière la flagrance de l'image meurtrière, elles sont avant tout des associations sportives dont le lien social est véhiculé par le ballon orange et inscrit sur le terrain de basket. L'étude de la « culture sportive » des bandes du barrio nous offre ainsi l'occasion d'une approche renouvelée des pratiques populaires urbaines car, au-delà du basket, c'est bien l'urgence de la métropole qui nous intéresse, la « culture chaotique » d'une civilisation urbaine contemporaine. Nous avons donc l'occasion de sortir la problématique du gang du champ de la criminologie et, par suite, l'étude du barrio de celui de la sociologie de la déviance.

**FRANCIS**

QUIROGA FAUSTO NETO A.M.

**Violência e dominação : as favelas voltam à cena./ Violence and domination : favelas make their entrance; Violence et domination : les favelas entrent en scène**

*ISSN 0102-6992; VOL. 10; NO. 2; PP. 417-438; 1995; ABS. fre; ABS. eng; BIBL. 1 p.3/4; Sociedade e estado; BRA; 13 notes*

Les bidonvilles de Rio de Janeiro retournent sur la scène de la réflexion sociologique dans la mesure où elles expriment des phénomènes nouveaux qui s'insèrent au-delà de la « pauvreté » en termes de rente. Leur nouvelle dynamique tient à une société « fracturée » où les lois universelles ne sont pas faites pour tous et l'identité du pauvre en tant que « travailleur » se confond avec celle du « bandit ». Dans ce contexte, l'autorité du crime organisé s'amplifie et se légitime, en même temps que l'expérience historique des luttes des associations des habitants et leurs idéaux politiques décroissent. Les politiques de l'Etat pour les bidonvilles, tournées, presque exclusivement, vers la répression et le combat contre le trafic de drogues, conduisent à un obscurcissement des vraies questions sous-jacentes à la nouvelle dynamique sociale des bidonvilles : l'exclusion sociale moderne, ainsi que la globalisation et ses conséquences sociales et politiques.

**FRANCIS**

**Pauvreté urbaine et accès à la justice en Afrique. Impasses et alternatives**

Paris : L'Harmattan, 1995.- 418 p., bibliogr., tabl. (Sankore programme gestion urbaine)

Le droit des pauvres et leur accès à la justice sont devenus des questions majeures, cible des politiques et des chercheurs qui s'interrogent sur la bonne santé de la ville. Cet ouvrage constitue le résultat d'une enquête entreprise à l'échelle africaine qui a laissé aux universitaires, aux chercheurs et aux hommes de terrain toute liberté pour recueillir la réalité des situations sociales diverses et des modes variées de gestion du phénomène de pauvreté urbaine dans sa relation à la régulation sociale et à la justice. # Results of survey on urban poverty, access to legal proceedings, to rights and judicial framework in Africa countries.

**CA C9095**

ABADIA REY A. ; GROS C.

**Tradition, rupture et intégration dans la société « antio que- a » : le cas des « sicarios » ou tueurs à gage de Medellín**

1994; 75 p.; cartes, fig., annexes; Université de Paris 03. Inst. des hautes études de l'Amérique latine. Paris. FRA; Mémoire; BIBL. 5 p.; FRA

Dans le contexte général des conflits urbains en Amérique Latine à partir des années 1970, et après avoir présenté certains éléments historiques de la formation du complexe culturel de la région d'Antioquia en Colombie, l'auteur analyse la rupture du modèle « antio que- o »: rôle du narcotrafic, rôle des « sicarios » ou tueurs à gages au sein du commerce de la drogue dans un contexte de ruptures sociales urbaines.

**FRANCIS**

ALBERT ISAAC O. (ed.) ; ADISA J. (ed.) ; AGBOLA T. (ed.) ; HERAULT G. (ed.)

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE EN AFRIQUE. IBADAN

**Urban management and urban violence in Africa. Proceedings international symposium on urban management and urban violence in Africa. Ibadan 7-11 November 1994**

Ibadan : IFRA, 1994.- 2 vol. (X-343 p., X-440 p.), tabl., fig., bibliogr.

Organisé à Ibadan (Nigéria) par l'Institut français de recherche en Afrique, le thème de ce symposium traite des problèmes de la planification urbaine en Afrique et des questions liées à la violence urbaine. Les communications développent les différents aspects du problème autour des thèmes suivants : les liens entre gestion urbaine et violence urbaine, les infrastructures urbaines en particulier le logement et le transport, la santé et l'environnement, la croissance urbaine et l'insécurité, l'intégration des jeunes et l'emploi, les politiques publiques et la violence urbaine. # The basic focus of this symposium was to reflect on the problems of contemporary urban planning in Africa and the related issued on urban violence.

**CA C8686(1-2)**

OSAGHAE Eghosa G. ; TOURE Ismail ; KOUAME N'Guessan ; ALBERT Isaac Olawale ; ADISA Jinmi

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE EN AFRIQUE. IBADAN

**Urban violence in Africa, pilot studies**

Ibadan : IFPRA, 1994.- 175 p., tabl., fig., bibliogr.

La violence dans les villes africaines a pris de telles proportions, en particulier au cours des cinq dernières années qu'il est absolument nécessaire d'appréhender le phénomène dans ses dimensions réelles et d'ouvrir ainsi les voies permettant de déterminer les moyens les plus pertinents de le combattre. Les causes de la violence urbaine sont diverses : socio-économiques, politiques, raciales, religieuses, etc. ; les manifestations de la violence urbaine sont étudiées pour l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire (à Abidjan) et le Nigéria (à Kano et Lagos). # Focus on aspect of urban violence in South Africa, Ivory coast (Abidjan) and Nigeria (Lagos and Kano).

**CA C8685**

PROGRAMME DE GESTION URBAINE ; DEUTSCHE GESELLSCHAFT FUR TECHNISCHE ZUSAMMENARBEIT. ESCHBORN

**Ciudad y Violencias en America latina**

Quito : Programa de gestión urbana, 1994.- 324 p., tabl., fig., bibliogr., serie Gestión urbana, vol. 2

Les communications présentées à la rencontre internationale « ville et violence » cherchent à connaître les problèmes fondamentaux de la violence urbaine en Amérique Latine, ses aspects et les dimensions légales du problème. Huit cas de villes latino-américaines sont décrits, Cali, Guayaquil, Lima, Mexico,



Sao Paulo, Rio de Janeiro, San Salvador et Santiago. # The wider déterminants and main features of urban violence in Latin America.

**CA C9872**

PEDRAZZINI Yves ; SANCHEZ Magaly

**Malandros, bandas y niños de la calle, cultura de urgencia en los metropolis latinoamericanas**

*Valencia-Caracas : Vadell hermanos editores, 1992. - 247 p., fig., phot., bibliogr. (publié avec l'appui de la Fondation pour le progrès de l'homme, Paris)*

Dans son ensemble, cet ouvrage se présente comme une approche sociologique de la culture de l'urgence. Une première partie traite des phénomènes de déstructuration sociale et spatiale de Caracas et de l'apparition d'une culture de l'urgence, des nouvelles légitimités sociales et d'un nouveau modèle de socialisation, ainsi que de sa répression plus ou moins affirmée de la part de l'État. Une deuxième partie présente les trois figures les plus extrêmes de cette culture de l'urgence, les « malandrins », les bandes et les enfants de la rue, sans prétendre à une étude exhaustive de ces trois figures, mais plutôt à une introduction au nouveau modèle qui envahit aujourd'hui les quartiers des métropoles latino-américaines. # Urban sociology and culture in Latin American towns, the case of children street and gang in Caracas.

**CA C7781**

**Violence et pouvoir**

*POLITIQUE AFRICAINE. (FRA). n° 42, juin 1991. - pp. 1-107*

Ce document tente d'évaluer la place de la violence dans l'Afrique contemporaine, ses origines, son rôle dans l'appropriation du pouvoir, ses répercussions sur la vie quotidienne, sur le dynamisme de l'économie.

**IUG**

# **VILLE ET VIOLENCE**

*repéré sur internet*

# 1. DES BIBLIOGRAPHIES

ACADEMIE DE LYON

**Quelques références sur le thème de la violence.** - 5 p.

Une sélection de références bibliographiques réalisée par deux enseignants. Les institutions ; Stop la violence ; les mesures ; le débat politique ; la délinquance à l'étranger ; points de vue ; la montée des délits, de l'insécurité et de l'impunité ; la politique du gouvernement ; les problèmes de la délinquance des mineurs et de la toxicomanie ; la tolérance zéro. Liste liens avec d'autres sites.

**<http://www2.ac-lyon.fr/enseigne/ses/grande-borne/bib-violence>**

CEFISEM-CAREP DE L'ACADEMIE DE PARIS

**La violence en milieu scolaire ; bibliographie sélective commentée.** - 4 p.

Treize ouvrages récents, sur la violence à l'école, proposés par le Centre de formation et d'information pour la scolarisation des enfants de migrants (CEFISEM) et le Centre académique de ressources pour l'éducation prioritaire (CAREP). Le CEFISEM dispose d'un centre documentaire. Avec le CAREP, il développe des outils de travail à l'intention des enseignants et éducateurs.

**<http://cefisem.scola.ac-paris.fr/bibviolence.htm>**

CENTRE ALAIN SAVARY ; INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE PEDAGOGIQUE (INRP)

**Les ZEP et les REP : bibliographie sélective et thématique.** - mars 1999. - 32 p.

Une bibliographie organisée par thèmes : évolution des contextes sociaux d'éducation ; interrogations sur le fonctionnement de l'école dans son environnement social, culturel et économique ; évaluations de la politique des ZEP, questionnements et recherche d'efficacité ; déterminants de la réussite scolaire, pratiques pédagogiques et éducatives ; métier d'enseignant, professionnalité des acteurs, formation. Créé en 1993, le Centre Alain Savary favorise les démarches d'analyse des pratiques pédagogiques et éducatives en proposant diverses ressources aux acteurs (banques de données, bulletin, ouvrages) ; il participe au développement de recherches ; il met en relation les savoirs des chercheurs et les pratiques des acteurs.

**<http://www.inrp.fr/Zep/Savary/Biblio/Procurer.htm>**

CENTRE REGIONAL DE DOCUMENTATION PEDAGOGIQUE (CRDP) MIDI-PYRENEES

**Violences urbaines, violences scolaires.** - mai 1999

Les auteurs de cette bibliographie ont privilégié les informations récentes : textes officiels de 1998, références bibliographiques de documents parus depuis 1996, sélection de sites Web. Thèmes : violence en banlieue (ville et banlieue, enseigner dans une banlieue sensible) ; violence en milieu scolaire (un état des lieux, prévention de la violence et vie scolaire, l'éducation et la citoyenneté).

**<http://www.crdp-toulouse.fr:8000/doc/violencurbaine/violurb.htm>**

CENTRE REGIONAL DE DOCUMENTATION PEDAGOGIQUE (CRDP) DE L'ACADEMIE DE VERSAILLES

**Bibliographie violence.** - 12 p.

Liste d'environ 80 ouvrages sur les différents aspects de la violence, proposée par le département « ressources documentaires » du CRDP de Versailles.

**<http://alex.ac-versailles.fr/mediath/biblioviolence.hm>**

CENTRE REGIONAL DE DOCUMENTATION PEDAGOGIQUE (CRDP) DE GRENOBLE

**La violence à l'école.** - 6 p.

Bibliographie sélective : ouvrages, articles spéciaux de revues, articles de périodiques, vidéocassettes, adresse des périodiques cités et des producteurs de vidéocassettes.

**<http://www.crdp.ac-grenoble.fr/doc/biblio/viesco/bbgviole.htm>**

## 2. DES PUBLICATIONS

CENTRE D'ANALYSE ET D'INTERVENTION SOCIOLOGIQUES (CADIS)

**Publications principales : ouvrages, articles et contributions**

Le CADIS, laboratoire de sociologie créé en 1981, est un centre de recherche de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS). Ses travaux portent sur la France et l'étranger, notamment sur le racisme, la nationalité, l'immigration, la question urbaine, l'éducation, les médias et la santé. Il est à l'origine d'une méthode, l'intervention sociologique, qui vise à permettre aux acteurs sociaux, étudiés à travers des groupes volontaires, de dégager la signification de l'action collective. Il dispense des enseignements et édite ses travaux de recherches : une liste est disponible sur Internet.

**[http://www.ehess.fr/centres/cadis/francais/5.Web\\_Pub\\_Ouvrages.html](http://www.ehess.fr/centres/cadis/francais/5.Web_Pub_Ouvrages.html)**

CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES SUR LE DROIT ET LES INSTITUTIONS PENALES (CESDIP)

**Publications du centre : les bulletins, collection « Déviance », les rapports**

Unité de recherches du ministère de la Justice, créée en 1969, associée au CNRS depuis 1976, le CESDIP s'intéresse aux normes et régulations juridiques dans leur dimension pénale. Il est le support d'un réseau scientifique international : le Groupe européen de recherches sur les normativités (GERN, GDRE CNRS 855) spécialisés dans l'étude des normes et des déviances. Il participe à l'enseignement universitaire et édite la revue scientifique internationale, *Déviance et société*. Le site Internet de la Maison des sciences de l'homme héberge le site du CESDIP : il y présente ses publications et sa bibliothèque (plus de 10 000 ouvrages et une base locale de données bibliographiques).

**<http://www.msh-paris.fr/cesdip/pub.html>**

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE (IHESI)

**Les publications de l'IHESI**

L'IHESI, créé en 1989 et placé sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, a pour mission d'étudier les problèmes posés en matière de sécurité intérieure ; il est chargé de conduire des études et des recherches sur ce domaine en coopérant avec les universités, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, ainsi qu'avec les organismes concourant à la sécurité. Depuis sa création, il a publié une cinquantaine d'ouvrages dont la liste est accessible sur Internet : les *Cahiers de la sécurité intérieure* ; les collections *Etudes et recherches*, *La sécurité aujourd'hui* ; des ouvrages édités à L'Harmattan et ailleurs ; ainsi que *Synthèse*, supplément à la *Lettre de l'IHESI*, et *CLS Info*, le bulletin d'informations et d'échanges sur les contrats locaux de sécurité (en texte intégral sur le site). Ces publications sont consultables au Centre de documentation de l'IHESI qui possède un fonds de 7000 ouvrages et 200 titres de périodiques spécialisés.

**<http://interieur.gouv.fr/information/ihesi/publi1.htm>**

## 3. DES BANQUES DE DONNEES

AGENCE DE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS INTERCULTURELLES (ADRI)

### **Le Centre de ressources : principaux produits et services**

Les bases de données de l'ADRI sont consultables sur Internet. L'ADRI propose aux acteurs professionnels des ressources et des outils favorisant une approche transversale des différents aspects de l'intégration. Elle met en place des moyens de traitement et d'édition permettant de recenser, capitaliser et diffuser l'ensemble des données concernant l'intégration au niveau local. Parmi les produits et services offerts : un service de documentation (fonds de 4000 ouvrages), des publications, une base de données bibliographiques intégrant la dimension politique de la ville (12.000 références depuis 1996), un répertoire d'adresses (2.500 acteurs de l'intégration en France ; domaine d'actions, public visé, prestations).

***<http://www.adri.fr/out1.htm>***

CENTRE DE DOCUMENTATION CONTEMPORAINE DE SCIENCES PO

### **Les produits et la base ESoP (Economie, Social, Politique)**

Depuis 1988, la base de données ESoP recense les articles d'environ 2000 périodiques dans le champ des sciences sociales : périodiques « généraux » ; périodiques édités par des institutions scientifiques ou des centres de recherche ; périodiques émanant de partis, mouvements politiques, syndicaux ou religieux. ESoP est consultable par Minitel (3617 ESOP), mais aussi sous forme de CD-ROM. Les notices bibliographiques les plus récentes sont accessibles sur l'Internet de Sciences Po, à la rubrique « documentation ». Le Centre de documentation contemporaine réalise également des bibliographies d'actualité. Enfin, avec les autres services de documentation de Sciences Po, il constitue une bibliothèque de référence dans le domaine de la science politique : l'ensemble représente environ 800 000 volumes.

***<http://www.sciences-po.fr/docum/esop/esopinfo.htm>***

CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION PEDAGOGIQUE (CNDP) - RESEAU

### **Ville école intégration (VEI)**

VEI présente son Centre de ressources et offre son panel de services sur le site du Réseau CNDP : une base de données documentaire (plus de 13.000 références bibliographiques), des textes officiels récents, des extraits de la revue « VEI enjeux », les publications du centre VEI, un agenda, des bibliographies, un carnet d'adresses. Les thèmes de la délinquance et de la violence urbaine sont traités à travers une bibliographie (« la violence à l'école et dans la ville ») et quelques 250 références bibliographiques. Le Réseau CNDP, qui se compose du CNDP, des 28 centres régionaux (CRDP), des centres départementaux (CDDP) et des centres locaux (CLDP), est placé sous la tutelle du ministre de l'Education nationale.

***<http://www.cndp.fr/vei/sommaire.htm>***

INSTITUT DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (INIST)

### **Les Cédéroms à l'INIST**

Parmi ces CD-ROM, PASCAL, FRANCIS et URBADISC comportent des références sur la sociologie urbaine. L'INIST, au sein du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) a pour mission de collecter, traiter et diffuser les résultats de la recherche scientifique et technique.

***<http://www.inist.fr/cdrom/cdr.htm>***

INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE (IHESI)

### **Les références bibliographiques : le Cédérom**

Ce CD-ROM contient plus de 10 000 références bibliographiques françaises et étrangères, consultables au Centre de documentation de l'IHESI : des ouvrages, rapports officiels, études, articles de périodiques, mémoires, thèses, travaux universitaires, actes de congrès et de colloques. Il comprend les archives de 1805 à 1997. Les thèmes sont relatifs à la sécurité : sécurité et insécurité, les faits de société liés à la

sécurité, la coopération européenne et internationale dans le champ de la sécurité, la criminalité organisée, l'organisation des polices et les problèmes de sécurité dans les pays anglo-saxons et européens.

***<http://interieur.gouv.fr/information/ihesi/cederom.htm>***

URBANDATA ; CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'URBANISME

**Urbadisc**

Ce CD-ROM, qui est mis à jour deux fois par an, comprend 700.000 références de documents sur l'urbanisme, l'habitat et la construction. Il se compose de neuf banques de données bibliographiques européennes (URBAMET, France ; ACOMPLINE - URBALINE, Royaume-Uni ; URBATERR, Espagne ; DOCET - BIBLIODATA - URBANISTICA - ARCHIVIO PROGETTI, Italie ; ORLIS, Allemagne), enrichies de deux lexiques (français - anglais, anglais - français ; français - espagnol, espagnol - français) sur l'urbanisme. Le thème de la violence urbaine est très représenté, notamment dans URBAMET. Ce CD-ROM est diffusé par l'Institut de l'information scientifique et technique (INIST) et Villes en développement / ISTD.

***<http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/accueil/urbadisf.htm>***

## 4. DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES

DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE (DIV)

**Sélection d'ouvrages et de textes de référence de la politique de la ville sur les 15 dernières années.** - 4 p.

Textes fondateurs ; études, recherches, évaluations ; textes d'opinions, point de vue ; publications, revues.

**Bibliographies :**

- **L'économie et l'emploi dans les quartiers.** *juin 1999.* - 8 p.

Le développement économique dans les quartiers ; le commerce dans les quartiers ; la création d'entreprises et de nouveaux services dans les quartiers ; l'économie illégale dans les quartiers ; les services de proximité ; l'emploi dans les quartiers ; accès à l'emploi et discrimination ; l'insertion par l'économie, l'insertion sociale et professionnelle ; les régies de quartiers ; la politique de la ville : références bibliographiques ; documents de référence entre 1983 et 1991.

- **L'éducation dans la ville.** *mars 1999.* - 7 p.

L'école dans la ville ; les zones d'éducation prioritaire (ZEP) ; les relations famille-école ; la place de la famille dans l'éducation ; la laïcité ; le rôle des éducateurs ; l'accompagnement scolaire ; violence à l'école ; l'école et le local ; l'école et l'immigration ; les jeunes.

- **La prévention de la délinquance.** *mars 1999.* - 4 p.

La délinquance, la prévention de la délinquance ; les phénomènes de violence (la violence urbaine, la violence à l'école) ; la sécurité ; les jeunes.

[http://www.ville.gouv.fr/en\\_savoir\\_plus/documentation/](http://www.ville.gouv.fr/en_savoir_plus/documentation/)

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**Violence en milieu scolaire. Lutte contre la violence en milieu scolaire et renforcement des partenariats.** *oct. 1998.* - 7 p., *C. n° 98-194 du 02-10-1998. JO du 11-10-1998*

L'éducation, condition première de la prévention. Mesures spécifiques pour renforcer la sécurité dans les établissements. Conduite à tenir face aux situations de violence. Le cadre partenarial.

**Guide pratique. Approches partenariales en cas d'infractions dans un établissement scolaire.** - 17 p.

Intrusions ; dégradations ; vols ; menaces ; violences verbales ; bizutage ; port d'armes ; violences physiques ; racket ; violences sexuelles ; stupéfiants.

<http://www.education.gouv.fr/bo/1998/hs11/som.htm>

**Enseignements élémentaire et secondaire. Protection du milieu scolaire. Prévention des conduites à risque et comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté.** - 4 p., *Circulaire n° 98-108 du 01-07-1998*

Les principes fondamentaux de la politique éducative en matière de prévention des conduites à risque. La politique de l'établissement scolaire en matière de prévention. Le Comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté ; ses missions. L'organisation du dispositif. Le partenariat. La formation des personnels. La participation des élèves aux actions de prévention. Le pilotage académique. Les groupes académiques de pilotage des Comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté. Au niveau départemental.

<http://www.education.gouv.fr/botexte/bo980709/scoe9801172c.htm>

**Enseignements élémentaire et secondaire. Protection du milieu scolaire. Délinquance des mineurs : mise en œuvre des décisions adoptées par le Conseil de sécurité intérieure.** - 6 p., *Circulaire du 06-11-1998. JO du 08-11-1998*

La mobilisation des services autour d'un projet territorialisé. Les actions prioritaires.

<http://www.education.gouv.fr/botexte/bo981203/PRMX9803249C.htm>

**La phase II du plan de lutte contre la violence à l'école. Dossier de la conférence de presse de Claude Allègre, Ségolène Royal et Claude Bartolone le 27 janvier 2000.** - 11 p.

Violences dans et autour de l'école : données chiffrées 1998-1999. Evaluation globale de la phase I du plan de lutte contre la violence à l'école. Une phase II du plan de contre la violence à l'école : une nouvelle organisation pour une mobilisation générale ; évaluer et informer régulièrement ; faire vivre dans toute sa plénitude l'école du respect ; l'intégration au cœur de la lutte contre la violence ; la concentration des moyens et la focalisation des actions ou le refus du saupoudrage ; des interventions immédiates sur des établissements ciblés ; les moyens, un effort considérable à la fois quantitatif et qualitatif ; des dispositifs de formation nouveaux et adaptés aux besoins ; le renforcement de l'action de la justice et de la police ; la solidarité.

**<http://www.education.gouv.fr/discours/2000/violenceb.htm>**

#### MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE

**La lutte contre les exclusions.** - dossier, 11 p.

Textes (lois, circulaires, décrets) ; discours (La prévention et la lutte contre les exclusions, M. Aubry à l'Assemblée nationale, 09/07/1998) ; dossiers de presse (Présentation du programme de prévention et de lutte contre les exclusions et de la loi du 29/07/1998) ; informations pratiques.

**<http://www.travail.gouv.fr/actualités/exlusions.html>**

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Crimes et délits constatés en France en 1999.** - dossier, 18 p.

Evolution générale. Criminalité par type d'infractions. Délinquance voie publique. Résultats des enquêtes. Géographie criminelle. Criminalité constatée par la police et par la gendarmerie.

**[http://www.interieur.gouv.fr/statistiques/police/1999/stat99\\_1.htm](http://www.interieur.gouv.fr/statistiques/police/1999/stat99_1.htm)**

#### MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

**Campagne contre les discriminations.** - 2 p.

20.000 affiches diffusées dans 273 villes pour sensibiliser le grand public sur les dérives discriminatoires.

**<http://www.jeunesse-sports.gouv.fr/francais/discriminations.htm>**

**Le festival de la citoyenneté.** - 3 p.

L'objectif de cette opération « est que chaque jeune puisse s'informer, exprimer ses attentes, proposer et participer ainsi à la construction de la société ». A cette manifestation s'ajoute une rencontre réunissant les Conseils de la jeunesse, les associations, les Commissions départementales d'accès à la citoyenneté (CODAC), des représentants du gouvernement et des ministères : les Assises nationales de la citoyenneté et de la lutte contre les discriminations (Arche de La défense, 18/03/2000).

**<http://www.jeunesse-sports.gouv.fr/francais/festcit.htm>**

#### MINISTERE DE LA JUSTICE

**La lutte contre la délinquance juvénile, des réponses adaptées pour un public spécifique.** - 7 p. + 53 p.

Prévention et traitement de la délinquance des mineurs ; bilan d'étape depuis juin 1998 (5 juillet 1999). Circulaire (du 15 juillet 1998) relative à la politique pénale en matière de délinquance juvénile (n° NOR : JUS F 98 50088 C).

**<http://www.justice.gouv.fr/publicat/note19.htm>**

**Pour une nouvelle politique publique d'aide aux victimes.** - 6 p.

« Lors du Conseil de sécurité intérieure du 19 avril 1999, le Gouvernement a défini les grands axes de sa politique publique d'aide aux victimes de la délinquance. Un plan d'action sur trois ans, associant l'ensemble des services de l'Etat, les collectivités locales et les associations a été arrêté. Ce plan s'inspire des propositions du groupe de réflexion sur l'aide aux victimes présidé par Marie-Noëlle Lienemann, dont le rapport a été remis au Premier ministre le 26 mars 1999. »

**<http://www.justice.gouv.fr/publicat/notovic2.htm>**



## **5. DES POINTS DE VUE**

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE (AMF)

**Interviews, dossiers, débats**

Interviews de personnalités, dossiers et débats sur les préoccupations des collectivités locales.

***[http ://www.amf.asso.fr/recherche.recherche/index.html](http://www.amf.asso.fr/recherche.recherche/index.html)***

ASSOCIATION NATIONALE DES COMMUNAUTÉS EDUCATIVES (ANCE)

**Points de vue sur l'actualité**

Regard de l'ANCE, qui fédère environ 1000 communautés éducatives, sur une actualité marquée par la délinquance juvénile et la violence urbaine.

***[http ://www.ance.org/sommaire-actualite.html](http://www.ance.org/sommaire-actualite.html)***

INSTITUT FRANÇAIS D'OPINION PUBLIQUE (IFOP)

**Le plan Allègre contre la violence à l'école.** - *janv. 2000, 2 p.*

**Les français et la violence en Corse.** - *déc. 1999, 2 p.*

**Protégez-vous au meilleur prix.** - *avril 1999, 2 p.*

**Les français et la violence urbaine.** - *janv. 1998, 2 p.*

**Les français, la drogue et la lutte contre la toxicomanie.** - *déc. 1997, 2 p.*

***[http ://www.ifop.fr/actualit/index.htm](http://www.ifop.fr/actualit/index.htm)***

# LOCALISATION DES DOCUMENTS

Les documents cités dans cet ouvrage peuvent être consultés dans les centres de documentation des organismes suivants :

## COTE / LIEU

- ACOMPLINE **THE RESEARCH LIBRARY - LONDON RESEARCH CENTRE (LRC)**  
81 Black Prince road - London SE1 7SZ - Royaume-Uni  
☎ 00 44 20 7983 46 60 ou 46 72 - fax 00 44 20 7983 46 74  
<http://www.london-research.gov.uk>
- ADRI **AGENCE DE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS INTERCULTURELLES (ADRI)**  
4, rue René Villermé - 75011 Paris  
☎ +33 (0)1 40 09 69 10 - fax +33 (0)1 43 48 25 17  
[info@adri.fr](mailto:info@adri.fr) - [documentation@adri.fr](mailto:documentation@adri.fr) - <http://www.adri.fr>
- BNF **BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE (BNF)**  
Site François Mitterrand - 11, quai François Mauriac - 75706 Paris cedex 13  
☎ +33 (0)1 53 79 59 59  
<http://www.bnf.fr>
- BPI **BIBLIOTHEQUE PUBLIQUE D'INFORMATION (BPI) - CENTRE POMPIDOU**  
4, rue St-Martin (Place Georges Pompidou) - 75004 Paris  
☎ +33 (0)1 44 78 12 33 - fax +33 (0)1 44 78 12 15  
<http://www.bpi.fr>
- CA **VILLES EN DEVELOPPEMENT / ISTD**  
Arche de La Défense - 92055 Paris-La Défense cedex  
☎ +33 (0)1 40 81 15 65 - fax +33 (0)1 40 81 15 99  
[ved@isted.com](mailto:ved@isted.com) - <http://www.isted.com>
- CADIS **CENTRE D'ANALYSE ET D'INTERVENTION SOCIOLOGIQUES  
EHESS - 54, bd Raspail - 75006 Paris**  
☎ +33 (0)1 49 54 24 27 - fax +33 (0)1 42 84 05 91  
<http://www.ehess.fr/centres/cadis/index.htm>
- CDU **CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'URBANISME (CDU)**  
DRI Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction (DGUIHC)  
PCA Ministère de l'équipement, des transports et du logement  
PIR Arche de La Défense - 92055 La Défense cedex  
PU ☎ +33 (0)1 40 81 15 58 - fax +33 (0)1 40 81 15 99  
RST [cdu.dguihc@equipement.gouv.fr](mailto:cdu.dguihc@equipement.gouv.fr) - <http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu>
- CESDIP **CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES SUR LE DROIT  
ET LES INSTITUTIONS PENALES (CESDIP)**  
Immeuble Edison - 43, Bd Vauban - 78280 Guyancourt

☎ 33 (0)1 34 52 17 00 - fax 33 (0)1 34 52 17 17  
<http://www.msh-paris.fr>

- INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE PEDAGOGIQUE (INRP)**  
CNDP **Centre national de documentation pédagogique (CNDP)** - bibliothèque  
CDR **Centre de documentation de recherche (CDR)**  
29, rue d'Ulm - 75230 Paris cedex 05  
☎ +33 (0)1 46 34 92 19 - fax +33 (0)1 46 34 90 62  
[publica@inrp.fr](mailto:publica@inrp.fr) - <http://www.inrp.fr>
- CP **ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT DE LA VILLE NOUVELLE DE CERGY-PONTOISE (EPACERGY)**  
BP 47 - Rue de la Gare - 95020 Cergy-Pontoise cedex  
☎ +33 (0)1 34 20 55 36 - fax +33 (0)1 34 20 56 00  
[aldebert@epa-cergy.fr](mailto:aldebert@epa-cergy.fr)
- CTA **CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT (CETE) MEDITERRANEE**  
BP 37000 - 13791 Aix-en-Provence cedex 3  
☎ +33 (0)4 42 24 76 32 ou 38 - fax +33 (0)4 42 24 76 25
- CTM **CENTRE D'ÉTUDES TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT (CETE) DE L'EST**  
1, Bd de la Solidarité - BP 85230 6 57076 Metz cedex 3  
☎ +33 (0)3 87 20 43 22 - fax +33 (0)3 87 20 46 99
- DCN **CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT (CETE) NORD PICARDIE**  
2, rue de Bruxelles - BP 275 - 59019 Lille cedex  
☎ +33 (0)3 20 49 60 00 - fax +33 (0)3 20 53 15 25  
[cete59@wanadoo.fr](mailto:cete59@wanadoo.fr)
- DK **AGENCE D'URBANISME ET DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION FLANDRE DUNKERQUE (AGUR)** - 38, quai des Hollandais - 59140 Dunkerque  
☎ +33 (0)3 28 58 06 30 - fax+33 (0)3 28 59 04 27  
[com.agur@netinfo.fr](mailto:com.agur@netinfo.fr) - <http://www.fnau.org>
- DRE DREIF **DIRECTION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT D'ILE-DE-FRANCE (DREIF)**  
21/23, rue Miollis - 75732 Paris cedex 15  
☎ +33 (0)1 40 61 82 34 ou 82 25 - fax +33 (0)1 40 61 85 85
- EPC **ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES (ENPC)**  
Cité Descartes - 6/8, av. Blaise Pascal - 77455 Marne-la-Vallée cedex 2  
☎ +33 (0)1 64 15 34 75 - fax +33 (0)1 64 15 34 79  
[levy@enpc.fr](mailto:levy@enpc.fr) - <http://www.enpc.fr>
- FRANCIS PASCAL **INSTITUT DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (INIST)**  
2, allée du Parc de Brabois - 54514 Vandoeuvre-lès-Nancy cedex  
☎ +33 (0)3 83 50 46 64 - fax +33 (0)3 83 50 46 66  
[infoclient@inist.fr](mailto:infoclient@inist.fr) - <http://www.inist.fr>
- IA **INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE (IAURIF)** - 15, rue Falguière - 75740 Paris Cedex 15  
☎ +33 (0)1 53 85 79 20 - fax +33 (0)1 53 85 76 02  
[mediatheque@iaurif.org](mailto:mediatheque@iaurif.org) - <http://www.iaurif.org>
- IAB **INSTITUT D'AMÉNAGEMENT**  
Université de Bordeaux 3 - Service documentation  
Esplanade Michel de Montaigne - 33405 Talence cedex  
☎ +33 (0)5 56 84 50 46 (p. 17.26) - fax +33 (0)5 56 84 51 36

- IHESI **INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE LA SECURITE INTERIEURE (IHESI)**  
 19, rue Péclet - 75015 Paris  
 ☎ +33 (0)1 53 68 20 40 - fax +33 (0)1 45 30 50 71  
*ihesi@cedocar.fr*
- IFA **INSTITUT FRANÇAIS D'ARCHITECTURE (IFA)**  
 bibliothèque - 6, rue de Tournon - 75006 Paris  
 ☎ +33 (0)1 46 33 90 36 - fax +33 (0)1 46 33 02 11  
*ifa@club-internet.fr*
- IUG **INSTITUT D'URBANISME DE GRENOBLE (IUG)**  
 Université de Grenoble II-Pierre Mendès-France  
 2, rue François Raoult - 38000 Grenoble  
 ☎ +33 (0)4 76 85 16 68 - fax +33 (0)4 76 56 21 76
- MV **ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT DE LA VILLE NOUVELLE DE MARNE-LA-VALLEE (EPAMARNE)**  
 5, boulevard Pierre Carle - Noisiel - 77426 Marne-la-Vallée cedex 02  
 ☎ +33 (0)1 64 62 44 49 - fax +33 (0)1 64 62 45 80  
*http://www.marne-la-vallee.com*
- RIF **CONSEIL GENERAL D'ILE-DE-France**  
 33, rue Barbet de Jouy - 75007 Paris  
 ☎ +33 (0)1 53 85 66 48 - fax +33 (0)1 45 55 94 43  
*http://www.cr-ile-de-france.fr*
- Sciences Po **CENTRE DE DOCUMENTATION CONTEMPORAINE DE SCIENCES PO**  
 30, rue Saint-Guillaume - 75337 Paris cedex 07  
 ☎ 01 45 49 51 51  
*info@docum.sciences-po.fr*
- Sources d'Europe **SOURCES D'EUROPE**  
**Centre d'information sur l'Europe**  
 Le Socle de la Grande Arche - 92044 Paris-La Défense cedex  
 ☎ 01 41 25 12 12 - fax 01 41 25 12 13 - 3615 EUROSOURCES  
*http://www.info-europe.fr - http://www.europa.eu.int/*
- TU **CENTRE D'ETUDES SUR LES RESEAUX, LES TRANSPORTS, L'URBANISME ET LES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES (CERTU)**  
 9, rue Juliette Récamier - 69421 Lyon cedex 06  
 ☎ 04 72 74 59 59 ou 58 98 - fax 04 72 74 59 00  
*servdoc@certu.fr - http://www.certu.fr*